

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 17

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, aggravée par la crise, puis la disparition des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de sorte à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent

accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Introduction

Ce sont deux fascicules qui paraissent ensemble.

Nous empruntons leur titre **Révolution et contre-révolution en Allemagne** au recueil des articles qu'Engels a fait paraître sous le nom de Marx dans le *New York Daily Tribune* du 25 octobre 1851 au 22 décembre 1852. Ce texte d'Engels nous servira, en effet, de guide pour exposer les principaux événements du cycle révolutionnaire de cette période 1848-1849 en Allemagne et dans l'empire austro-hongrois des Habsbourg.

*

L'abondance des matières justifie que par souci d'allègement, l'on procède en distribuant les analyses sur **deux volumes**.

*

Ce premier volume, le dix-septième fascicule de notre série, comporte un exposé d'ensemble que nous avons construit comme un commentaire suivi de l'ouvrage d'Engels précisément intitulé **Révolution et contre-révolution en Allemagne**. L'objectif est d'offrir une synthèse documentée sur les soubresauts révolutionnaires dans l'espace germanique, principalement en Prusse et en Autriche-Hongrie.

Il comporte un second chapitre consacré à l'ouvrage d'Engels connu sous le titre **La Campagne pour la Constitution du Reich**, lequel relate l'expérience personnelle de son auteur au cours des combats de 1849 dans le Bade et le Palatinat.

*

Le prochain volume, le dix-huitième fascicule de notre série, apportera **diverses notes**.

La **première** visera à détailler les diverses stratégies que Marx et Engels ont déployées au sein du mouvement ouvrier ainsi qu'à la direction de la *Nouvelle Gazette Rhénane*.

La **deuxième** reprend l'historique consacré en 1885 par Engels à la *Ligue des Communistes*. Elle le reprend à partir de la date d'avril 1848 où nous l'avions laissé dans le précédent fascicule.

La **troisième** concerne certains aspects de la *Nouvelle Gazette Rhénane* à partir d'une évocation qu'Engels publiera en mars 1884 dans le journal de Zürich *Der Sozialdemokrat*.

La **quatrième** est consacrée au personnage d'Andreas Gottschalk et à ses relations conflictuelles avec Marx.

La **cinquième** décrit les principales étapes de la campagne de novembre 1848 sur le refus des impôts.

La **sixième** tente de faire le point sur le rôle de la *Ligue* en concurrence avec la *Nouvelle Gazette Rhénane*.

La **septième** se propose d'offrir un éventail significatif des écrits de presse de Marx et d'Engels qui sont les témoins de leur confiance continue dans les ressources révolutionnaires du peuple français.

La **huitième** explore l'état des relations personnelles entre Marx et Ferdinand Lassalle en 1848-1849.

La **neuvième**, enfin, veut offrir une mise en page commentée du plaidoyer de Marx lors du procès intenté contre le *Comité d'arrondissement des démocrates de Rhénanie* devant les assises de Cologne, le 8 février 1849.

*

Diverses annexes viendront s'ajouter.

La **première** donne à lire et commente le texte complet des « Revendications du parti communiste en Allemagne » diffusé sous forme de tract dès avril 1848.

La **deuxième** reproduit le prospectus diffusé dès le 17 mai 1848 pour annoncer la prochaine parution de la *Nouvelle Gazette Rhénane*

La **troisième** laisse découvrir le texte de l'appel de Mayence du 5 avril 1848.

La **quatrième** recense les premiers emprisonnements subis par Ferdinand Lassalle au cours des années 1847-1849.

*

Enfin, la chronique « **Tranches de vie** », cette fois plus copieuse, accompagne de près les activités de Marx et d'Engels dans leur contexte politique.

Sommaire

Ces pages constituent le **premier** volet d'une étude consacrée **au cycle des évènements révolutionnaires en Allemagne en 1848-1849**.

*

L'ensemble des deux volumes propose **les quatre cahiers suivants** :

*** dans le présent fascicule 17 :**

1. Les révolutions de 48-49 en Allemagne et en Autriche-Hongrie

- 1.1. Fr. Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, paginé RCRA, de 1 à 99.
- 1.2. Fr. Engels, *La campagne pour la Constitution du Reich*, paginé CCR de 1 à 17.

*** dans le suivant fascicule 18 :**

2. Notes et documents.

- 2.1. Stratégies, paginé S, de 1 à 25.
- 2.2. Fr. Engels, Contribution à l'histoire de la Ligue des Communistes (2), paginé CHL, de 1 à 6.
- 2.3. Note sur la *Neue Rheinische Zeitung*, paginé NGR de 1 à 11.
- 2.4. Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne, paginé AG, de 1 à 10.
- 2.5. La campagne contre le paiement des impôts, paginé CCPI de 1 à 8.
- 2.6. Mise en sommeil ou dissolution de la Ligue en juin 1848 ?, paginé MSL de 1 à 5.
- 2.7. Le chant du coq gaulois, paginé, CCG de 1 à 11.
- 2.8. Les relations entre Marx et Lassalle en 1848-1849, paginé M/L de 1 à 14.
- 2.9. K. Marx, Plaidoyer du 8.2.49, paginé PL, de 1 à 16.

3. Annexes

- 3.1. Les revendications du parti communiste en Allemagne, paginé PRC, de 1 à 6.
- 3.2. Appel pour la fondation de la *Neue Rheinische Zeitung*, paginé FNGR, de 1 à 3.
- 3.3. Le tract de Mayence, paginé TM de 1 à 3.
- 3.4. Ferdinand Lassalle, les premiers emprisonnements (1847-1849), paginé FLP, de 1 à 4.

4. K. Marx et Fr. Engels, Tranches de vie : avril 1848-août 1849

Table générale

1.1. Fr. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne

Notre **guide principal** dans cet exposé sera l'ouvrage d'Engels **Révolution et contre-révolution en Allemagne** qui peut être tenu pour l'équivalent des *Luttes de Classes en France* dans le domaine allemand.

Il se compose de la série de **vingt articles** qu'Engels a publiée **sous le nom de Marx** dans le *New York Daily Tribune* d'octobre 1851 à décembre 1852.

*

Marx est sollicité au début du mois d'août 1851 par le fouriériste Charles Anderson Dana, rédacteur du quotidien *New York Daily Tribune*, qui l'invite à fournir plusieurs contributions sur *la situation allemande*. Il en informe Engels le 8 août 1851 et lui demande d'honorer lui-même la commande : « Le New York Tribune, lui écrit-il, nous a demandé de collaborer, à Freiligrath et à moi contre rétribution¹. C'est le journal le plus diffusé en Amérique du Nord. Si tu peux me faire parvenir pour *vendredi matin* (15 août) un article en anglais sur la situation *allemande*, ce serait là un excellent début² ». Le 14 août 1851, il relance son ami, lui écrivant : « En ce qui concerne le *New York Tribune*, il faut que tu m'aides en ce moment où j'ai plein les mains de *l'Economie politique*³. Ecris une série d'articles sur la Germanie, à partir de 1848. Pleins d'astuce et sur un ton très libre. Ces Messieurs font preuve d'une grande hardiesse dans la rubrique de politique étrangère⁴ ».

Marx accuse réception du premier article d'Engels dans sa lettre du 25 août 1851 : « Mes remerciements pour ton article. Malgré tout le mal que tu en dis, il est fameux et fait voile tel quel vers New York. Tu as exactement trouvé le ton qu'il fallait pour la *Tribune*⁵. ».

Le recueil sera publié en 1896 par Eleanor Marx sous le nom d'auteur de Marx et traduit en français par Laura Lafargue. C'est sous ce même nom d'auteur qu'il est notamment reproduit dans la *Bibliothèque socialiste internationale*, édition V. Giard et E. Brière, Paris 1900, sous le titre *Révolution et contre-révolution en Allemagne*⁶.

Notre pagination fera référence au volume des *Œuvres complètes de Friedrich Engels* paru aux éditions Sociales sous le titre *La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, Paris 1951. Les variantes de la traduction (toujours attribuée à Laura Lafargue) d'une édition à l'autre ne sont pas significatives.

*

Sources :

1. *Actes du congrès historique du centenaire de la révolution de 1848*, PUF, Paris 1948
2. Jean Bérenger, *L'Europe danubienne de 1848 à nos jours*, PUF coll. *Le Fil des temps*, Paris 1976
3. Jacques Droz, *La formation de l'unité allemande (1789/1871)*, *Histoire de l'Allemagne (1)*, Hatier Université, Collection d'Histoire contemporaine, Paris 1970
4. Jacques Droz, « Libéralisme et bourgeoisie dans le « Vormärz » (1830-1848) », *Le Mouvement social*, n° 136, pp. 29-53, Juillet-septembre 1986⁷.
5. Jacques Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*. Publications de la faculté des Lettres de l'Université de Clermont, Deuxième série, fascicule 6, Presses Universitaires de France, Paris 1957⁸

¹ Voici, à n'en pas douter, une indication décisive, compte tenu de l'état de détresse financière de Marx et de sa famille à cette époque. La rémunération de 2 livres par chronique n'était pas négligeable.

² Marx, Engels, *Correspondance*, Editions sociales, Paris 1971, tome 2, p. 272. L'ouvrage sera référencé désormais par le signe C, suivi du numéro de tome et de page.

³ Marx s'est remis à cette époque à l'étude des phénomènes économiques : « Je suis maintenant tous les jours à la bibliothèque, de 10 heures du matin au soir 7 heures », écrit-il à Engels, le 21 mai 1851. (C, t.2, p. 220)

⁴ C, t. 2, p. 288.

⁵ C, t. 2, p. 300.

⁶ Il existe une autre édition française parue en 1901 dans la « Bibliothèque internationale des sciences sociologiques » sous le titre *L'Allemagne en 1848. Karl Marx devant les jurés de Cologne Révélation sur le procès des communistes*, dans une traduction de Léon Remy (Librairie C. Reinwald, Schleicher Frères, Editeurs), un ouvrage numérisé par Gallica.

⁷ Le numéro entier (disponible sur Gallica) est spécialement consacré à « La bourgeoisie allemande. Un siècle d'histoire » sous la direction de J. Droz.

⁸ Assurément l'ouvrage majeur sur le sujet.

6. Auguste Cornu, *Karl Marx et la révolution de 1848*, PUF, 1948
7. Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, Pagnerre, Libraire-Editeur, Paris 1866, volumes 7 et 8.
8. Charles-H. Pouthas, *Démocraties et capitalisme (1848-1860)*, Presses Universitaires de France, Paris 1948, en particulier le livre premier, *Révolution et réaction (1848-1851)*.
9. Paul Matter, *La Prusse et la révolution de 1848*, Librairie Félix Alcan, Paris 1903
10. Maximilien Rubel, « Révolution et contre-révolution en Europe », notice dans *Marx, Œuvres*, vol. IV Politique I, Gallimard, Collection de la Pléiade, pp. 1145-1177.
11. Saint-René Taillandier¹, *Etudes sur la révolution en Allemagne*, tome II, Librairie de A. Franck, Paris 1853
12. Eugène Véron, *Histoire de la Prusse depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa*², Germer Baillièrre, Libraire Editeur, Paris, 1867.
13. Georges Weill, *L'éveil des nationalités et le mouvement libéral (1815-1848)*, Librairie Félix Alcan, Paris 1930, en particulier le livre V, « Les monarchies et les peuples en Europe » (pp. 365-431)

Sources documentaires :

- *Der Bund der Kommunisten, Dokumente und Materialien* Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED/KPdSU, vol. 1 (1836-1849), vol. 2 (1849-1851), vol. 3 (1851-1852), Dietz Verlag Berlin, 1982.
- *La Nouvelle Gazette Rhénane*³, en trois volumes aux Éditions Sociales, Paris 1963, 1969, 1971.
- Marx, Engels, *Correspondance*, Éditions sociales, Paris 1971, tomes 1 et 2.

ainsi que :

- *L'Almanach de Gotha*, Annuaire diplomatique et statistique, Gotha chez Justus Perthes, pour les années 1849, 1850, 1851⁴.
- Ch. Murhard et J. Pinhas, *Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, tome II, Gottingue, Librairie de Dieterich, 1855, (une édition bilingue numérisée par Google).

La Prusse au sein de la Confédération germanique

- | | | |
|------|---|---|
| 1815 | Le congrès de Vienne aboutit à la création du Deutscher Bund (la <i>Confédération germanique</i>) : composée de 38 Etats autonomes, petits et grands ⁵ , cette confédération durera jusqu'en 1866. Le <i>Bundestag</i> , organisme central, siégeait à Francfort sous la présidence du délégué de l'Autriche avec pour seule mission d'assurer le statu quo dans chacun des Etats. | L'ensemble forme un système politique autoritaire appuyé sur une bureaucratie orgueilleuse. |
| 1823 | Institution par Frédéric-Guillaume III des diètes provinciales en Prusse. Elles sont com- | |

¹ Cet ouvrage d'un érudit contemporain (l'étude sur l'histoire du parlement de Francfort est datée de septembre 49) présente un intérêt dans sa manière d'exposer le point de vue de la bourgeoisie française de l'époque sur les événements. On y trouve les pittoresques dénonciations de la gauche philosophique et politique comme savaient les exprimer les idéologues bourgeois du 19^e siècle. Pour témoin, les passages sur l'influence pernicieuse de la gauche hégélienne dont l'abominable athéisme est tenu pour être l'inspiration de théories sauvages. Le nom de Marx n'apparaît pas. Le texte est disponible sur Gallica.

² Tout particulièrement le chapitre VI « De la révolution de 1848 à la régence du prince Guillaume », pp. 348-396.

³ Référencé désormais par le sigle « NGR » suivi du numéro de tome et de page.

⁴ Cet annuaire dédié à la haute noblesse d'Europe propose dans sa dernière partie une chronique des événements de l'année écoulée qui se révèle à l'usage d'une grande précision. Les volumes sont accessibles sur le site de Gallica.

⁵ Dont deux grandes puissances : l'Autriche et la Prusse. On trouve une nomenclature de ces Etats classés selon leur population et le nombre de leurs députés au Bundestag fédéral (une liste, précise-t-on, « telle qu'elle a été fixée dans la séance de la diète du 14 avril 1842 ») aux pages 193 et 194 des *Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, par Ch. Murhard et J. Pinhas, op.cit., tome II.

posées des chefs de familles princières et de représentants de la noblesse, des villes et des campagnes. Il fallait être propriétaire foncier pour participer à l'élection de ces Diètes dont le pouvoir était purement consultatif.

- | | | |
|------|--|--|
| 1834 | La Prusse met en place avec le Zollverein , une vaste union douanière englobant quelque 23 millions d'habitants. C'est dans ce cadre économique que la question de l'union politique de l'Allemagne sera désormais envisagée. | En associant à la Prusse la plupart des Etats germaniques de la Confédération, la Bavière, le Wurtemberg, la Hesse, la Saxe notamment, à l'exception notoire donc de l'Autriche, cet espace économique unifié correspond, en effet, aux contours de la « petite Allemagne » et sera déterminant dans le choix en ce sens du parlement de Francfort en mars 1849. |
| 1840 | Mort de Frédéric-Guillaume III et avènement de Frédéric-Guillaume IV . | Le personnage est intimement persuadé qu'il a été choisi par la Providence. Ce monarque de droit divin entend diriger un pur <i>Etat chrétien germanique</i> . |

*

Quelle était globalement la situation politique du pouvoir prussien à la veille des événements de 1848 ? C'est à cette question qu'Engels consacre sa deuxième contribution du **28 octobre 1851** au *New York Daily Tribune* intitulée « **L'Etat Prussien** ».

Nous découvrons l'essentiel ces pages.

Le mouvement politique de la bourgeoisie en Allemagne date de 1840.

Des symptômes précurseurs avaient montré que la classe capitaliste et industrielle de ce pays atteignait un degré de maturité qui ne lui permettrait plus de rester inerte et apathique sous la pression d'une monarchie mi-féodale, mi-bureaucratique. (...) Peu à peu la vaste majorité des classes auxquelles leur éducation ou leur position permettait, sous une monarchie absolue, d'acquérir quelques connaissances politiques et de se former une opinion politique à peu près indépendante, s'unissaient en une puissante phalange d'opposition contre le système existant. En portant un jugement sur la lenteur du développement politique en Allemagne, on ne doit jamais oublier de tenir compte des difficultés qu'il y avait à se procurer des renseignements exacts sur n'importe quel sujet, dans un pays où toutes les sources d'information étaient sous le contrôle du gouvernement ; où nulle part, ni à l'école du village, ni au journal, ni à l'université, rien n'était enseigné, imprimé ou publié qui n'eût, au préalable, reçu son approbation. (...) Il n'est pas besoin d'autres explications pour comprendre pourquoi, sous un système pareil, les connaissances politiques formaient un monopole presque exclusif des classes de la société qui avaient les moyens de les faire entrer dans le pays en contrebande, et plus particulièrement de celles dont les intérêts étaient le plus menacés par l'état de choses existant, c'est-à-dire des classes industrielles et commerciales. Celles-ci, par conséquent, furent les premières à s'opposer en masse à la continuation d'un absolutisme plus ou moins déguisé, et c'est de leur entrée dans les rangs de l'opposition que doivent se dater les commencements du véritable mouvement révolutionnaire en Allemagne.

Le *pronunciamento* de la bourgeoisie allemande date de 1840, de la mort du feu roi de Prusse, le dernier survivant des fondateurs de la Sainte-Alliance de 1815. (pp. 211-214)

Après un bref portrait du nouveau roi Frédéric-Guillaume IV en monarque absolu,

Il avait appris, en dilettante, les rudiments de la plupart des sciences, et il s'estimait assez savant pour considérer comme définitif son jugement en toute chose. Il avait la conviction d'être un orateur de premier

ordre et, sans contredit, il n'y avait pas de commis-voyageur à Berlin qui l'emportât sur lui pour la faconde et l'exubérance de faux esprit. Et surtout, il avait ses opinions à lui. Il détestait et méprisait l'élément bureaucratique de la monarchie de Prusse, mais uniquement parce que toutes ses sympathies allaient à l'élément féodal. Lui-même, un des fondateurs et principaux collaborateurs du Journal politique hebdomadaire de Berlin, de la soi-disant « Ecole historique » (une école qui se nourrissait des idées de Bonald, de de Maistre et d'autres écrivains de la première génération des légitimistes français), il visait à une restauration aussi complète que possible de la prépondérance sociale de la noblesse. Le roi, le premier noble de son royaume, entouré, en premier lieu, d'une cour splendide, de vassaux puissants, de ducs et de comtes, et, en second lieu, d'une noblesse inférieure riche et nombreuse, devait régner selon son bon plaisir sur ses loyaux bourgeois et paysans ; il serait le chef d'une parfaite hiérarchie de rangs ou de castes sociaux, chacun desquels devait jouir de ses privilèges particuliers et être séparé des autres par les barrières à peu près infranchissables de la naissance, ou d'une position sociale figée et immuable ; la puissance et l'influence de toutes ces castes ou « Etats du royaume » se balançant si exactement que le roi gardait une entière indépendance d'action — tel était le bel idéal que Frédéric-Guillaume IV avait entrepris de réaliser (...). (pp. 215-216)

Engels décrit les manœuvres du souverain pour contourner les contraintes de la loi de finance de 1820 qui imposait que tout emprunt d'Etat fût sanctionné par l'assemblée des Diètes réunies. Frédéric-Guillaume se trouvait en somme dans une situation comparable à celle de la royauté française en 1789, contrainte pour des raisons budgétaires de réunir les Etats Généraux et d'affronter ainsi les exigences de sa bourgeoisie.

Frédéric-Guillaume IV partagea trop ce mépris pour l'argent comptant qui a toujours été le noble apanage des fils des croisés. Il trouva à son avènement un système de gouvernement à la fois coûteux et parcimonieusement réglé, et un trésor médiocrement garni. Au bout de deux ans, plus de trace d'un excédent d'argent ; tout était dépensé en fêtes de cour, en largesses et en voyages d'apparat, en subventions à des nobles râpés, rapaces et besogneux : et les impôts ordinaires ne suffisaient plus aux exigences de la cour et du gouvernement. En sorte que Sa Majesté se trouva bientôt placée entre un déficit criant et une loi de 1820 qui frappait d'illégalité tout nouvel emprunt ou toute augmentation des taxes existantes, sans l'assentiment de la « Future Représentation du Peuple ». Cette représentation n'existait pas ; le nouveau roi, moins encore que son père, ne tenait à la créer ; il savait, y eût-il tenu, que l'opinion publique avait singulièrement changé depuis son accession au trône. (...) (p. 216)

Première manœuvre : ne convoquer sous l'apparence d'une Diète réunie qu'une délégation des diverses Diètes provinciales. Cette ruse échouera en raison de l'exigence des leaders libéraux de voir se constituer une véritable assemblée permanente, un véritable parlement.

Le pauvre roi dont les difficultés économiques étaient la satire la plus mordante contre ses penchants moyenâgeux, s'aperçut vite qu'il ne pourrait continuer de régner s'il ne faisait quelque légère concession à la clameur populaire pour cette Représentation du Peuple incorporée dans la loi de 1820 comme dernier vestige des promesses faites en 1813 et 1815, et oubliées depuis longtemps. Il choisit la manière la moins désagréable d'exécuter cette loi malencontreuse, en convoquant les Comités permanents des Diètes provinciales. Les Diètes provinciales avaient été établies en 1828¹. Elles se composaient pour chacune des huit provinces du royaume : 1) de la haute noblesse des anciennes familles souveraines de l'empire allemand, dont les chefs étaient membres de la Diète par droit de naissance ; 2) des représentants des chevaliers ou de la petite noblesse ; 3) des représentants des villes ; 4) des députés de la paysannerie ou de la classe des petits fermiers. Le tout était organisé de façon qu'en chaque province les deux fractions de la noblesse formassent toujours la majorité de l'assemblée. Chacune de ces huit Diètes provinciales élisait un comité, et ces huit comités furent maintenant appelés à Berlin pour former une assemblée représen-

¹ En vérité en 1823. Cette date de 1828 est une coquille de l'édition que nous suivons.

tative qui devait voter l'emprunt si ardemment désiré. On donnait à entendre que le Trésor était plein et que l'on avait besoin de l'emprunt non pour les dépenses courantes, mais pour la construction d'un chemin de fer de l'Etat. Or, les comités réunis donnèrent un refus catégorique au roi ; ils se déclarèrent incompétents pour agir comme représentants du peuple et sommèrent Sa Majesté de tenir la promesse d'une constitution représentative faite par son père, alors qu'il avait besoin de l'aide du peuple contre Napoléon. (...) Le plan du roi avait complètement échoué (...) (pp. 217).

Deuxième manœuvre : la recherche d'une solution par le biais d'une banque d'Etat.

On essaya un autre plan : l'établissement d'une banque dont l'Etat d'une part et les actionnaires privés de l'autre devaient fournir les capitaux ; l'Etat en aurait la direction principale, de façon à permettre au gouvernement de tirer de fortes sommes sur les fonds de la banque, et de recommencer ainsi les transactions frauduleuses auxquelles la *Seehandlung*¹ ne voulait plus se prêter. Mais, comme de juste, on ne trouva point de capitalistes disposés à verser leur argent à de telles conditions ; il fallait changer les statuts de la banque et garantir la propriété des actionnaires contre les entreprises du ministre des finances avant qu'une seule action ne fût souscrite. Ce plan ayant échoué, il ne restait plus que la ressource d'un emprunt, si, toutefois, on parvenait à trouver des capitalistes qui consentissent à prêter leur argent, sans exiger la permission et la garantie de cette mystérieuse « future Représentation du Peuple ». On s'adressa à Rothschild, lequel déclara qu'il se chargerait de l'affaire de suite, si l'emprunt était garanti par la Représentation du Peuple, si non, qu'il refusait de se mêler de l'affaire. (...) (pp. 218)

Il faudra donc **se résoudre à convoquer la diète unifiée**, avec pour résultat le persistant refus des délégués de voter les crédits demandés.

Dans l'automne de 1846 on apprit le refus de Rothschild, et au mois de février de l'année suivante, le roi convoqua à Berlin les huit Diètes provinciales et les constitua en une Diète réunie. Cette Diète devait faire la besogne exigée, en cas de besoin, par la loi de 1820 : elle devait voter des emprunts et de nouveaux impôts, mais ses droits n'allaient pas plus loin. Elle ne devait avoir qu'une voix purement consultative dans la législation générale ; elle devait se réunir selon le bon plaisir du roi et non à des époques déterminées, et elle n'aurait à discuter que les questions qu'il plairait au gouvernement de lui soumettre. Les membres de la Diète étaient naturellement peu édifiés du rôle qu'on voulait leur faire jouer. Ils renouvelèrent les vœux qu'ils avaient exprimés dans les assemblées provinciales ; leurs rapports avec le gouvernement se tendirent, et lorsqu'on leur demanda l'emprunt, censé nécessaire pour les constructions des chemins de fer, ils refusèrent encore une fois de l'accorder.

Ce vote mit bientôt fin à la session. Le roi, de plus en plus irrité, congédia la Diète avec une réprimande, mais il demeurait toujours à court d'argent. (...) (pp. 218-219)

La bourgeoisie attend son heure et cherche une alliance avec la classe ouvrière :

Or la bourgeoisie savait qu'une révolution était imminente et s'y préparait. Elle chercha par tous les moyens possibles de s'assurer l'appui de la classe ouvrière des villes et des paysans des districts agricoles, et c'est un fait bien connu, que, vers la fin de l'an 1847, il y eut à peine un seul personnage politique marquant qui ne se déclarât socialiste dans le but de se concilier les sympathies du prolétariat. Tout à l'heure nous verrons ces socialistes à l'œuvre. (p.219)

¹ La *Seehandlung* était un établissement commercial qui spéculait pour le compte de l'Etat et qui lui a longtemps permis de contourner la loi de 1820 sur la dette publique. (Engels, « Débats ententistes à Berlin », NGR du 7 juin 1848, tome 1, p. 72).

*

03.02.47 Convocation par Frédéric-Guillaume IV de la **Diète¹ unifiée** qui réunit les huit Diètes provinciales instituées en 1823. Cette assemblée purement consultative et composée pour l'essentiel de propriétaires terriens, nobles et bourgeois², se réunit pour la première fois le **11 avril 1847** avec pour mission principale de se prononcer sur des questions financières, impôts et emprunts d'Etat. Elle sera du reste froidement congédiée le 26 juin 1847 précisément pour avoir refusé de voter³ les crédits de deux emprunts, l'un pour constituer une banque hypothécaire sous garantie d'Etat, l'autre pour assurer le financement d'une ligne de chemin de fer. L'opposition avait été menée principalement par les députés libéraux rhénans, dont David Hansemann et Rudolf Camphausen⁴. La publicité donnée aux débats de la Diète unie par les journaux va leur donner une dimension politique nouvelle. Un signe : la fondation, en juillet 1847, de la *Deutsche Zeitung* avec Georg Gervinus à sa direction.

Dans son discours d'ouverture, Frédéric-Guillaume IV avait d'emblée précisé les étroites, très étroites limites de cette institution, déclarant sans ambages dans un propos resté célèbre : « Héritier d'une couronne que j'ai reçue intacte et que je dois et veux laisser intacte à mes successeurs (...) il me tarde de faire la déclaration solennelle qu'aucune puissance de la terre ne pourra jamais m'amener à changer les rapports naturels entre le souverain et son peuple en des rapports conventionnels et constitutionnels. Je ne souffrirai pas qu'entre Dieu Notre Seigneur qui est au Ciel et ce pays, s'introduise comme une seconde Providence un papier écrit qui nous gouvernerait par ses paragraphes et remplacerait ainsi l'antique et sainte fidélité⁵. »

Dans sa première livraison au *New York Daily Tribune* publiée le 25 octobre 1851, intitulée « **L'Allemagne à l'explosion de la révolution** », Engels s'était livré à un bref **inventaire**, mais d'une grande clarté⁶, des **classes sociales** en lutte dans l'espace institutionnel allemand.

Prenant acte de la défaite des partis révolutionnaires,

Le premier acte du drame révolutionnaire joué sur le continent Européen est fini. Les « puissances d'hier », d'avant l'ouragan de 1848, sont de nouveau les « puissances du jour » ; et les maîtres éphémères, plus ou moins populaires, gouverneurs provisoires, triumvirs, dictateurs, avec leur queue de représentants, commissaires civils et militaires, préfets, juges, généraux, officiers et soldats, sont jetés sur des rives étrangères et « transportés au delà des mers », en Angleterre ou en Amérique, afin d'y établir de nouveaux gouvernements in partibus infi-

¹ Ou *Landtag*, selon le vocable allemand.

² Ces 10.000 grands propriétaires disposaient de l'exclusivité de la première Chambre (la Chambre ou *Curie* des Seigneurs) et de 231 sièges sur 537 dans la seconde Chambre (la Chambre ou *Curie* des trois Etats, à savoir les chevaliers de la petite noblesse, les députés des villes et les députés des campagnes, tous propriétaires fonciers). (Paul Matter, *La Prusse et la révolution de 1848*, Alcan, Paris 1903, p. 44, un ouvrage numérisé par Google)

³ L'argument des opposants libéraux étant que le Landtag provincial n'était pas habilité à se prononcer sur un sujet d'ordre national, ce qui renvoyait à la question des institutions.

⁴ Au cours de ses trois mois d'existence, le Landtag aura débattu d'autres questions, et notamment du droit des minorités, Polonais et Juifs (ce qui avait fourni l'occasion au jeune député Otto von Bismarck de donner la mesure de son antisémitisme).

⁵ Eugène Véron, *Histoire de la Prusse depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa*, Paris 1867, p. 348.

⁶ Quoi qu'en dise, par modestie, Engels dans sa lettre à Marx du 21 août 1851 qui accompagne l'envoi de ce premier article : « Ci-joint, écrit-il, un papier quelconque. (...) Je ne disposais d'aucun document : il a fallu que je sorte tout de ma manche comme un prestidigitateur ; je ne pouvais faire appel qu'à mes seuls souvenirs. (...) L'impossibilité de conserver l'ensemble des manuscrits de la série par devers moi pour les comparer, donc nécessité de commencer par un article un peu systématique et plus ou moins scolaire pour éviter les répétitions dans les articles suivants. » (C, t. 2, p. 298).

delium¹, des comités européens, des comités centraux, des comités nationaux, et d'annoncer leur avènement par des proclamations tout aussi solennelles que celles de n'importe quels potentats moins imaginaires. (p. 203)

il insiste d'emblée sur la nécessité de dépasser les querelles étroites sur telle ou telle responsabilité individuelle :

(...)

Si donc nous avons été battus, tout ce que nous avons à faire, c'est de recommencer par le commencement, et l'intervalle de répit, de courte durée, il est probable, qui nous est accordé entre la fin du premier et le commencement du second acte, nous laisse le temps, heureusement, pour une besogne des plus utiles : l'étude des causes qui nécessitent tout ensemble la récente révolution et sa défaite ; causes que l'on ne doit pas chercher dans les efforts, talents, fautes, erreurs ou « trahisons » de quelques-uns des chefs, mais dans l'état social général et la condition d'existence de chacune des nations bouleversées.

C'est un fait généralement reconnu que les mouvements improvisés de Février et de Mars 1848, n'étaient pas l'œuvre d'individus isolés, mais des manifestations spontanées, irrésistibles, de besoins plus ou moins clairement compris, mais très distinctement sentis par nombre de classes en chaque pays (p. 204)

(...)

avant d'offrir une vue d'ensemble sur les **cinq principales classes sociales** qui se sont affrontées : la noblesse, la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie, la classe ouvrière, la paysannerie.

D'abord, la **noblesse** :

Tandis qu'en Angleterre et en France la féodalité était, ou complètement détruite, ou du moins réduite, comme dans le premier de ces pays, à quelques formes insignifiantes, par une riche et puissante bourgeoisie concentrée dans les grandes villes et en particulier dans la capitale, la noblesse féodale en Allemagne avait conservé un grand nombre de ses anciens privilèges. Le système féodal de tenure² dominait presque partout. Les seigneurs territoriaux avaient même conservé la juridiction sur leurs dépendants. Privés de leurs privilèges politiques, du droit de contrôle sur les princes, ils avaient gardé presque toute la suprématie du moyen âge sur les paysans de leurs domaines, aussi bien que l'exemption des taxes. Dans certaines localités la féodalité était plus florissante que dans d'autres, mais nulle part, sauf sur la rive gauche du Rhin, elle n'était ruinée entièrement. Cette noblesse féodale, extrêmement nombreuse alors, et en partie très opulente, était considérée officiellement comme le premier « état³ » du pays. Elle fournissait les hauts fonctionnaires du gouvernement et presque exclusivement les officiers de l'armée. (p. 205)

Ensuite la **bourgeoisie** :

La bourgeoisie d'Allemagne était loin d'être aussi riche et aussi concentrée que celle de la France ou de l'Angleterre⁴. Les anciennes manufac-

¹ Cette expression latine (que Marx et Engels affectionnent) se traduit par « dans les pays infidèles ». Elle désigne les diocèses qui se trouvaient dans des régions où le christianisme avait disparu et qui étaient maintenus en raison de la survivance d'une communauté. Elle désigne donc une sorte de ministère sans pouvoir.

² La *tenure* était dans le droit féodal une terre concédée par un seigneur. C'est un synonyme de *fief*.

³ Le terme correspond au vocable allemand *Stand* et désigne le statut des groupes sociaux dans la structure féodale. Il est synonyme d'*ordre* social. La bourgeoisie était dite le *tiers Etat*, le troisième ordre après la noblesse et le clergé.

⁴ Un diagnostic que confortent les observations de J. Droz : « C'était un fait nouveau en Allemagne que le développement d'une bourgeoisie libérale et consciente de ses intérêts et de sa force. Cette bourgeoisie n'avait rien

tures de l'Allemagne avaient été ruinées par l'introduction de la vapeur et la rapide extension et prédominance de l'industrie anglaise. Les industries plus modernes, créées sous le système continental de Napoléon, établies dans d'autres parties du pays, ne compensaient pas la perte des anciennes et ne suffisaient pas pour donner à l'industrie une influence assez prépondérante pour forcer les gouvernements, jaloux de toute extension de richesses et de pouvoir autre que celle de la noblesse, à considérer ses besoins. Si la France sut conduire victorieusement son industrie de la soie à travers cinquante ans de révolutions et de guerre, l'Allemagne, pendant le même laps de temps, perdait, ou peu s'en fallait, son ancienne industrie de la toile. Les districts manufacturiers, d'ailleurs, étaient peu nombreux, disséminés, et situés tout à fait à l'intérieur du pays; et comme ils se servaient généralement des ports étrangers, hollandais et belges, pour l'importation et l'exportation, ils avaient peu ou point d'intérêts en commun avec les grandes villes des ports de mer de la Baltique et de la mer du Nord; ils étaient, avant tout, impuissants à créer de grands centres manufacturiers et commerciaux tels que Paris et Lyon, Londres et Manchester. Cet état arriéré de l'industrie allemande avait des causes multiples, mais il y en a deux qui suffisent pour l'expliquer: la situation géographique peu favorable du pays, éloigné de l'Atlantique, devenue la grande route pour le commerce mondial, et les guerres perpétuelles dans lesquelles l'Allemagne était engagée et qui se sont succédé sur son territoire du XVIIe siècle jusqu'à nos jours. C'était le défaut de masses, et particulièrement de masses tant soit peu concentrées, qui empêcha la bourgeoisie d'Allemagne d'acquiescer cette suprématie politique que le bourgeois anglais possède depuis 1688 et que le bourgeois français a conquis en 1789.

Et cependant, depuis 1815, les richesses et, avec les richesses, l'influence politique de la bourgeoisie allemande s'accroissaient toujours. Les gouvernements furent contraints, bien qu'à contrecœur, de s'incliner tout au moins devant ses intérêts matériels les plus immédiats. On peut même dire que, de 1815 à 1830 et de 1832 à 1840, (...) chaque défaite politique de la bourgeoisie entraîna à sa suite une victoire dans le domaine de la législation commerciale. Et, certes, le tarif protecteur prussien de 1818 et la formation du Zollverein (union douanière) avaient une autre valeur pour les commerçants et les manufacturiers d'Allemagne que le droit équivoque d'exprimer dans la Chambre de quelque minuscule duché leur manque de confiance en des ministres qui se moquaient de leurs votes.

Avec l'accroissement de sa richesse et l'extension de son commerce, la bourgeoisie entra bientôt dans une phase où elle vit le développement de ses plus chers intérêts enrayé par la constitution politique du pays, divisé au hasard entre 36 princes, aux tendances et aux caprices contradictoires; par les chaînes féodales qui entravaient l'agriculture et le commerce qui s'y rattachait; par la surveillance vexatoire qu'une bureaucratie aussi ignorante qu'arrogante exerçait sur toutes les transactions. En même temps l'extension et la consolidation du Zollverein, l'introduction générale de la vapeur dans les moyens de communication, la concurrence croissante sur le marché intérieur, rapprochaient les classes commerciales des différents Etats et provinces, uniformisaient leurs intérêts et centralisaient leur force. La conséquence naturelle fut le passage de ces classes dans le camp de l'opposition libérale et l'issue victorieuse de la première lutte sérieuse de la bourgeoisie allemande pour le pouvoir politique¹. Ce changement peut se dater de

de comparable pourtant avec celle qui en Angleterre ou en France dominait alors la vie parlementaire. Elle n'était en effet ni aussi riche ni aussi concentrée. (...) C'est au prix des plus grosses difficultés et dans un pays à demi-féodal que se constituait une bourgeoisie de type occidental. Industriels et commerçants étaient encore très souvent attachés par mille liens à l'état artisanal dont ils partageaient le goût du travail bien fait et de l'économie; et même lorsqu'ils avaient dépassé ce stade, ils restaient trop souvent imprégnés de cet idéal pour ne pas reconnaître les dangers que comportaient l'industrialisation brutale et le progrès indéfini de la production. » (J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, op.cit., p. 55)

¹ Engels insiste avec raison sur le rôle déterminant joué par le Zollverein dans la modification des structures de l'espace économique allemand et dans l'émergence du rôle politique de la bourgeoisie, en particulier en Prusse rhénane. Les débats n'ont toutefois pas manqué au sein du libéralisme allemand entre les partisans d'un libre-échange sans entrave et les tenants d'un protectionnisme stratégique en vue de se défendre contre la concurrence des productions anglaises qui ont submergé le continent après la levée du blocus continental. Parmi les théoriciens de ce protectionnisme, il faut signaler l'œuvre de l'économiste Friedrich List qui publie en 1841 son

1840, de l'époque où la bourgeoisie prussienne prit la direction du mouvement de la bourgeoisie d'Allemagne, Nous reviendrons sur ce mouvement de l'opposition libérale de 1840-47. (pp. 205-207)

Puis la **petite bourgeoise** :

La petite bourgeoisie est extrêmement nombreuse en Allemagne par suite du peu de développement de la classe des grands capitalistes et industriels dans ce pays. Dans les grandes villes elle forme à peu près la majorité des habitants, dans les petites villes elle prédomine absolument, grâce à l'absence de concurrents riches et influents. Cette classe, d'une grande importance dans tout Etat politique moderne, est d'une importance capitale en Allemagne où, pendant les luttes récentes, elle a, la plupart du temps, joué un rôle décisif. Sa position intermédiaire entre la classe des grands capitalistes, des commerçants et des industriels, la bourgeoisie proprement dite, et la classe des prolétaires, lui imprime son caractère distinctif. Elle aspire à la position de la première, mais le moindre revers de fortune précipite les individus de cette classe dans le rang de la seconde. Dans les pays monarchiques et féodaux la petite bourgeoisie a besoin, pour exister, de la cour et de l'aristocratie ; la perte de cette clientèle en ruinerait une grande partie. Dans les villes d'importance moindre, une garnison militaire, un gouvernement cantonal, une cour de justice avec sa suite, forment très souvent la base de la prospérité de ces petits bourgeois : supprimez ces institutions et vous ruinez les petits boutiquiers, tailleurs, cordonniers, menuisiers, etc. Sans cesse ballottée de la sorte, entre l'espoir de s'élever aux rangs de la classe plus riche et la peur d'être réduite à l'état de prolétaires, ou même à celui d'indigents, entre l'espoir de faire avancer ses intérêts par la conquête d'une part dans la direction des affaires politiques et la crainte de provoquer par une opposition intempestive la colère d'un gouvernement qui dispose de son existence même, puisqu'il peut lui enlever ses meilleurs clients, possédant peu de moyens et dont l'insécurité est en raison inverse de la grandeur, cette classe a les vues les plus vacillantes.

Humble et basement soumise sous un gouvernement féodal ou monarchique puissant, elle penche pour le libéralisme quand la bourgeoisie est dans l'ascendant ; elle a de violents accès démocratiques aussitôt que la bourgeoisie a conquis sa propre suprématie, et elle retombe dans le découragement d'une peur abjecte dès que la classe au-dessous d'elle, le prolétariat, tente un mouvement indépendant. Nous verrons tout à l'heure comment cette classe passe alternativement d'une de ces phases à l'autre. (pp. 207-208)

La **classe ouvrière** :

La classe ouvrière en Allemagne, en ce qui concerne le développement social et politique, est aussi arriérée vis-à-vis de celle d'Angleterre et de France que la bourgeoisie allemande retarde sur celle de ces pays. Tel maître, tel valet. L'évolution des conditions d'existence d'une classe prolétarienne nombreuse, forte, concentrée et intelligente, marche de pair avec le développement des conditions d'existence d'une classe bourgeoise riche, concentrée, et puissante. Le mouvement de la classe ouvrière n'est jamais indépendant, ne possède jamais un caractère exclusivement prolétarien avant que les différentes fractions de la bourgeoisie et particulièrement la fraction la plus progressive, les grands industriels, n'aient conquis le pouvoir politique et transformé l'Etat au gré de leurs besoins. C'est alors que l'inévitable conflit entre le patron et l'employé est imminent et ne peut plus être ajourné ; que la classe ouvrière ne se laisse plus repaître d'espérances illusoires et de promesses qui ne seront jamais réalisées ; que le grand problème du XIXe siècle, l'abolition du salariat, apparaît enfin clairement et dans son vrai jour. Or, en Allemagne, la grande majorité de la classe ouvrière n'était pas employée par ces princes de l'industrie moderne, dont la Grande Bretagne fournit de si magnifiques exemplaires, mais par de petits arti-

principal ouvrage *Système national d'économie politique* où il défend la thèse d'une protection transitoire des industries naissantes avant qu'elles ne deviennent capables d'affronter la concurrence.

sans, dont tout le système manufacturier est bonnement une relique du moyen âge. Et de même qu'il existe une différence énorme entre le grand fabricant et le petit savetier ou le maître tailleur, de même l'ouvrier de fabrique si éveillé des Babylones manufacturières modernes se distingue du tout au tout du timoré journalier tailleur ou ébéniste d'une petite ville de campagne dont les circonstances de vie et le mode de travail diffèrent peu de ceux de ses semblables d'il y a cinq cents ans. Cette absence générale des conditions d'existence modernes, des modes de production industrielle modernes, était accompagnée, comme de juste, par une absence presque aussi générale d'idées modernes. C'est pourquoi il n'y a pas lieu de s'étonner de ce que, à l'explosion de la révolution, une grande partie des travailleurs ait réclamé à grands cris le rétablissement immédiat des corporations de métiers privilégiées du moyen âge¹. Cependant, grâce aux districts manufacturiers, où prédominait le système de production moderne, aux facilités de communication et au développement intellectuel dû à la vie nomade d'un grand nombre de travailleurs, il se forma un puissant noyau d'éléments dont les idées sur l'émancipation de leur classe étaient plus claires et plus en harmonie avec les faits existants et les nécessités historiques. Mais ce n'était là qu'une minorité. Si le mouvement actif de la bourgeoisie date de 1840, celui de la classe prolétarienne débuta par les insurrections des ouvriers de fabrique de la Silésie² et de la Bohême en 1844 et nous aurons bientôt l'occasion de passer en revue les différentes étapes parcourues par ce mouvement³. (pp. 208-209)

La **paysannerie**, enfin :

En dernier lieu il y avait la grande classe des petits fermiers, de la paysannerie, laquelle, avec son appendice de valets de ferme, constitue une notable majorité de la nation entière. Mais cette classe se subdivise elle-même en différentes fractions. Il y avait tout d'abord les fermiers jouissant de quelque aisance, appelés en Allemagne Gross und Mittel Bauern (grands et moyens paysans), qui étaient propriétaires de fermes plus ou moins importantes et disposaient les uns et les autres des services de plusieurs ouvriers agricoles. Pour cette classe, placée entre les grands propriétaires fonciers, exempts de taxes, et les paysans et les valets de ferme, la tactique politique la plus naturelle consistait, pour des raisons évidentes, dans une alliance avec la bourgeoisie antiféodale des villes. Puis, il y avait les petits tenanciers libres qui prédominaient dans le pays du Rhin, où la féodalité avait succombé sous les formidables coups de la Révolution française. De semblables petits francs-tenanciers indépendants existaient aussi, ça et là, dans d'autres provinces où ils étaient parvenus à racheter les servitudes féodales qui jadis grevaient leurs terres. Ces petits propriétaires cependant n'étaient libres que de nom, leurs biens-fonds étant pour la plupart hypothéqués à un tel point et dans de si onéreuses conditions que le véritable propriétaire était non le paysan mais l'usurier qui lui

¹ C'est encore le cas notablement à **Francfort en juillet 1848** de la part de maîtres artisans qui tiennent dans cette ville, entre le 15 juillet et le 18 août, un congrès (le *Deutscher Handwerker und Gewerbetag*) où le régime corporatiste se trouve clairement proclamé comme la référence idéale des rapports de production. Le congrès aboutit à une sorte de *charte de l'artisanat* en vue d'une alliance entre les appareils corporatifs et l'Etat contre la liberté d'entreprise dont on réclame même qu'elle soit exclue de la Constitution. A la même date se tient dans la même ville un congrès concurrent, celui, cette fois, des compagnons artisans (*Allgemeiner Deutscher Arbeiterkongress*). Or si les revendications sont différentes, elles mettent non moins en avant une condamnation du libéralisme économique dans le cadre d'un système coopératif aménagé. (Source : Jacques Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, op.cit., pp. 516-518). Il faut signaler le rôle prépondérant dans ces congrès de l'économiste Karl Georg Winkelblech sur une ligne politique d'alliance de classe entre petits patrons et compagnons artisans contre les puissances de l'argent.

² Sur ce point, la traduction de l'édition de 1951 aux Editions sociales (p. 209) est plus précise, parlant non pas des « ouvriers de fabrique de la Silésie » mais « des ouvriers de Silésie ». Or, Engels mentionne ici la révolte des tisserands silésiens à domicile en juin 1844, un événement qui est au centre de la polémique de Marx contre A. Ruge dans le *Vorwärts* de 1844. Nous renvoyons pour le détail de cette controverse au chapitre que lui consacre notre fascicule 2. Les grèves de Bohême en juin 1844 à Prague avaient mobilisé les imprimeurs sur tissu et avaient donné lieu à de violentes émeutes.

³ On peut observer qu'Engels envisage dans tout ce développement la classe ouvrière dans son statut d'*acteur politique*. On ne trouve aucune mention sur la condition sociale d'une population laborieuse soumise aux rigueurs de l'exploitation capitaliste du travail humain. Pour un bref tableau de « la situation de la classe laborieuse et du prolétariat agricole en Allemagne », nous renvoyons aux pages 75-82 de l'ouvrage de J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*.

avait avancé l'argent. En troisième lieu, les tenanciers féodaux, qu'il était malaisé de chasser de leurs tenures, mais qui devaient payer une rente perpétuelle, ou fournir à perpétuité, au seigneur, une certaine somme de travail. Enfin, les ouvriers agricoles, dont la condition, sur nombre de grandes propriétés, était absolument pareille à celle de la même classe en Angleterre, et qui, mal nourris et esclaves de leurs maîtres, toujours vécut et moururent pauvres. Ces trois dernières classes de la population agricole, les petits tenanciers libres, les tenanciers féodaux et les ouvriers agricoles, ne s'étaient guère, avant la Révolution, cassé la tête avec la politique, mais il est évident que cet événement a dû leur ouvrir une carrière nouvelle, aux plus brillantes perspectives. A chacune d'elles la Révolution promettait des avantages, et il fallait s'attendre à ce que chacune, tour à tour, se joindrait au mouvement, une fois celui-ci pleinement engagé. Ce qui est tout aussi évident et qui ressort également de l'histoire de tous les pays modernes, c'est que la population agricole, par suite de son éparpillement sur une grande étendue de territoire, et de la difficulté de créer une entente parmi une grande partie d'entre elle, ne pourra jamais tenter un mouvement indépendant victorieux. Il lui faut une impulsion initiale des habitants des villes, plus concentrés, plus éclairés, plus faciles à mouvoir.

Cette courte esquisse des classes les plus importantes, qui dans leur ensemble constituaient la nation allemande à l'heure de l'explosion du récent mouvement, suffira pour expliquer, en grande partie, l'incohérence, l'inconséquence et la contradiction apparente qui caractérisaient ce mouvement. Quand des intérêts aussi variés, aussi opposés, et qui s'entrecroisent aussi étrangement, en viennent à se heurter violemment ; quand ces intérêts opposés sont mêlés dans des proportions différentes en chaque district, en chaque province ; quand, par dessus tout, il n'y a pas de grand centre dans le pays, point de Londres, point de Paris, qui puisse par le poids de ses décisions obvier à la nécessité de régler la même dispute toujours à nouveau dans chaque localité, il faut s'attendre à voir la lutte se résoudre en un amas de combats isolés et sans liaison, où sera dépensée une quantité énorme de sang, d'énergie et de capitaux et où cependant aucun résultat définitif ne sera acquis.

Le démembrement politique de l'Allemagne en trois douzaines de principautés plus ou moins importantes, s'explique de même par cette confusion et multiplicité des éléments qui composent la nation et qui, par surcroît, varient dans chaque localité. Là où il n'y a pas d'intérêts communs, il ne saurait y avoir unité de but et encore moins d'action. (pp. 209-211)

Les mouvements de mars

La révolution de février à Paris va déclencher **un vaste mouvement réformateur** dans la plupart des Etats allemands, à commencer par ceux du sud-ouest, dans les grands-duchés de Bade, de Hesse et de Nassau en particulier. Le pouvoir cède partout sur des revendications démocratiques et institutionnelles (liberté de la presse, liberté d'association, scrutin au suffrage élargi, création de gardes nationales) mais ces avancées libérales ne s'accompagnent d'aucune véritable réforme dans le domaine social. Au contraire, la bourgeoisie va prendre très vite ses distances avec les revendications sociales et se rapprocher des anciennes classes dominantes, hobereaux, militaires et bureaucrates.

Le tableau des événements fait apparaître la grande variété des circonstances dans chacun des Etats de la Confédération¹.

¹ Le cas du **grand-duché de Bade** mérite toutefois d'être souligné. Le 12 septembre 1847 déjà, un grand rassemblement populaire à Offenbourg avait fait acclamer un programme en treize points particulièrement revendicatif. Le Bade sera plus tard le théâtre de **trois soulèvements armés** ; deux insurrections républicaines à l'initiative, en **avril 1848**, de Friedrich Hecker et de Gustav Struve, puis en **septembre 48**, à l'initiative encore de Struve, enfin un engagement résolu dans la guerre menée **en mai 1849** pour la défense de la Constitution de Francfort : c'est en Bade que, de manière exceptionnelle, l'armée passera tout entière du côté de l'insurrection.

La stratégie de la bourgeoisie n'est pas moins guidée par une **idée directrice** qu'Engels met en valeur dans sa **troisième** contribution du **6 novembre 1851** sous le titre de « **Les autres Etats allemands** ».

Il souligne dans cette contribution le rôle joué par **Gervinus** dans l'élaboration d'une voie constitutionnelle qui sache assurer, dans le cadre de la « petite Allemagne », les meilleures conditions politiques d'un déploiement des structures capitalistes naissantes.

Georg Gottfried Gervinus est l'un des principaux porte-parole de la bourgeoisie libérale de la décennie 1840-1850. Ce professeur de littérature de l'université de Heidelberg, rendu célèbre en 1837 dans l'affaire des « sept de Göttingen¹ », a été l'un des fondateurs en 1847 de la *Deutsche Zeitung*² qui militera pour la monarchie constitutionnelle et pour l'unification de l'Allemagne sous la direction de la Prusse. Elu en mai 1848, Gervinus quittera la politique après l'échec du parlement de Francfort.

(...)

La partie la plus énergique de la bourgeoisie de ces petits Etats, peu après 1840, abandonna tout l'espoir qu'elle avait fondé sur le développement d'un gouvernement parlementaire dans ces dépendances de l'Autriche et de la Prusse. A peine la bourgeoisie prussienne et les classes alliées à elle avaient-elles manifesté une résolution sérieuse de lutter pour un gouvernement parlementaire en Prusse, qu'on leur laissa prendre la direction du mouvement constitutionnel dans toute l'Allemagne non autrichienne.

Un fait qui ne sera plus contesté aujourd'hui, c'est que le noyau de ces constitutionnalistes de l'Allemagne centrale (...) avaient bien avant 1848 conçu le plan qu'ils proposèrent en 1849 avec quelques modifications aux représentants de toute l'Allemagne. Ils envisageaient l'exclusion complète de l'Autriche de la confédération allemande, la fondation d'une nouvelle confédération avec une loi fondamentale nouvelle et un parlement fédéral sous la protection de la Prusse, ainsi que l'incorporation des Etats moindres dans les plus grands. Tout cela devait être mis en exécution dès que la Prusse serait entrée dans les rangs des monarchies constitutionnelles, qu'elle aurait établi la liberté de la presse et adopté une politique indépendante de celle de la Russie et de l'Autriche, et qu'elle aurait ainsi mis les constitutionnels des petits Etats à même d'exercer un contrôle réel sur leurs gouvernements respectifs. L'inventeur de ce projet était le professeur Gervinus de Heidelberg (Bade). Ainsi l'émancipation de la bourgeoisie prussienne devait être le signal pour l'émancipation de la bourgeoisie d'Allemagne en général, et pour une alliance offensive et défensive de l'une et de l'autre contre la Russie et l'Autriche, car l'Autriche, nous le verrons bientôt, était considérée comme un pays absolument barbare, duquel on savait fort peu de chose et dont le peu qu'on savait n'était pas à l'honneur de la population ; l'Autriche n'était donc pas considérée comme une partie essentielle de l'Allemagne. (pp. 221-22)

Les autres classes ?

Les autres classes de la société dans les petits Etats suivirent plus ou moins rapidement les traces de leurs semblables en Prusse. Les petits bourgeois devenaient de plus en plus mécontents de leurs gouvernements respectifs, de l'augmentation des impôts, des atteintes aux simulacres de droits politiques dont ils se targuaient d'ordinaire, lorsqu'ils se comparaient aux « esclaves du despotisme » de l'Autriche et de la Prusse ; mais jusqu'ici leur opposition n'avait pas de caractère déterminé qui pût les désigner comme un parti indépendant, distinct du constitutionnalisme de la haute bourgeoisie. Le mécontentement grandissait aussi parmi les paysans ; mais, on le sait, dans les temps tranquilles et paisibles, cette catégorie du peuple ne fait jamais valoir ses droits ni ne revendique sa position de classe indépendante, sauf dans les pays où existe le suffrage universel³. Les ouvriers industriels des

¹ Ce sont sept professeurs, dont Friedrich Christoph Dahlmann et les frères Grimm, qui ont été exclus de l'université de Göttingen en 1837 pour avoir critiqué la décision du nouveau roi de Hanovre d'abroger la Constitution libérale en vigueur dans le royaume.

² Que la *Nouvelle Gazette Rhénane* appelait « la Gazette des professeurs » (NGR, tome 1, p. 144).

³ Engels ne manque pas de penser ici au rôle déterminant du vote paysan en France dans l'accession de Louis Bonaparte au pouvoir. Par ailleurs, sa restriction « dans les temps tranquilles et paisibles » tient compte des

villes commençaient à être infectés du « poison » du socialisme et du communisme ; mais comme hors de la Prusse il y a peu de villes de quelque importance et encore moins de districts manufacturiers, le mouvement de cette classe, par suite de l'absence de centres d'action et de propagande, fut extrêmement lent dans les petits Etats.

A l'exception de la perspective constitutionnaliste soutenue par la bourgeoisie, l'idée même de l'unité allemande reste à cette époque très nébuleuse, qu'elle soit portée par les mouvements religieux dissidents¹ ou par ceux qu'Engels désigne, sans les nommer², comme une « poignée d'ignorants » :

Mais sur la question de savoir ce que devait être cette unité allemande une fois réalisée, les avis étaient partagés. La bourgeoisie qui ne voulait pas d'ébranlements révolutionnaires profonds, se contentait de la solution qu'elle considérait, nous l'avons vu, comme « praticable », c'est-à-dire d'une union de toute l'Allemagne, à l'exclusion de toute l'Autriche, sous la domination d'un gouvernement constitutionnel de la Prusse ; et assurément c'était là tout ce qui était faisable à l'époque sans déchaîner de dangereux orages. Les petits bourgeois et les paysans, pour autant que ces derniers se souciaient de choses pareilles, ne parvinrent jamais à se faire une notion exacte de cette unité qu'ils réclamaient si bruyamment ; un petit nombre de rêveurs, pour la plupart des réactionnaires féodaux, souhaitaient le rétablissement de l'Empire allemand ; une poignée d'ignorants, soi-disant radicaux, admirateurs des institutions suisses, desquelles ils n'avaient pas encore fait l'expérience pratique, et qui, par la suite, les désabusèrent de si burlesque façon, se prononcèrent en faveur d'une République fédérale ; et ce ne fut que le parti le plus extrême³ qui osa se prononcer alors pour une République allemande, une et indivisible. De sorte que l'unité allemande était elle-même une question grosse de désunion, de désaccord, et, en cas de certaines éventualités, d'une guerre civile.

En résumé⁴, voici la condition de la Prusse et des petits Etats d'Allemagne à la fin de 1847. La bourgeoisie, qui sentait sa force et était décidée à ne plus supporter pour longtemps encore les entraves au moyen desquelles un despotisme féodal et bureaucratique gênait sa production industrielle, son action commune comme classe ; une partie de la noblesse foncière transformée en producteurs de marchandises à un point suffisant pour avoir les mêmes intérêts que la bourgeoisie et faire cause commune avec elle ; la petite bourgeoisie, mécontente, grommelant contre les taxes, contre les obstacles mis à la traverse de ses affaires commerciales, mais n'ayant pas de projet défini de réformes capable de lui assurer une position dans la société et l'Etat ; la classe agricole opprimée, ici par les exactions féodales, là par les prêteurs d'argent, les usuriers et les avocats ; les ouvriers des villes, in-

jacqueries paysannes contre les servitudes féodales qui ont marqué les événements en mars 1848 dans le sud de l'Allemagne.

¹ Les principales sectes religieuses dissidentes sont, du côté de l'Eglise catholique, le mouvement du **Deutsch-Katholizismus** et, du côté luthérien, celui des **Lichtfreunde**. Les « catholiques allemands » constituaient une secte progressiste fondée en 1844 par le prêtre Johannes Ronge. Les « Amis de la Lumière » formaient une communauté de pasteurs qui entendaient rester fidèles à l'esprit primitif de la Réforme. Les deux sectes professaient à leur manière une sorte de *déisme rationaliste*. Elles n'ont pas tardé à donner naissance à de véritables cellules politiques sur la base d'un communautarisme socialisant. Très présentes au sein de la petite bourgeoisie et des milieux intellectuels au cours de la période du *Vormärz*, ces communautés seront particulièrement actives dans le soutien des programmes radicaux et dans les actions révolutionnaires en 1848. En regard, les Eglises officielles, romaine et protestante, constitueront une des forces de la contre-révolution.

² L'indication qu'ils étaient « admirateurs des institutions suisses » laisse toutefois penser à **Gustav Struve** et à **Friedrich Hecker** qui, le 12 avril 1848, avaient proclamé la république allemande à Constance avant de se lancer dans une très aventureuse insurrection qui sera défaite par les troupes du Wurtemberg lors de la bataille de Kandern, le 20 avril 1848. L'animosité que l'on perçoit d'Engels envers Struve s'explique dans le cadre des querelles au sein de l'immigration allemande à Londres. Struve avait notamment fait partie avec Karl Heinzen d'organisations concurrentes au *Comité démocratique et socialiste pour les réfugiés politiques allemands* que Marx et Engels avaient rejoint et surtout ils avaient laissé courir des rumeurs calomnieuses laissant entendre que ces derniers détournaient à leur profit les dons destinés aux émigrés (Cf. la lettre d'Engels à Weydemeyer du 25 avril 1850, C. t.2, p. 58). Leur correspondance privée de cette époque donne à lire des jugements extrêmement brutaux sur Struve et consorts. Pour sa part, Friedrich Hecker avait émigré dès septembre 1848 aux Etats-Unis où il prendra part comme officier à la guerre de sécession dans les armées de l'Union.

³ Autrement dit le « parti communiste allemand » signataire des 17 revendications de mars 1848.

⁴ C'est nous qui soulignons.

fectés du mécontentement général, nourrissant une haine égale contre le gouvernement et les capitalistes industriels, et gagnés par la contagion des idées socialistes ; bref, l'opposition formait une masse hétérogène. Mue par des intérêts divers, elle était plus ou moins dirigée par la bourgeoisie, au premier rang de laquelle marchait la bourgeoisie prussienne, et notamment celle de la province rhénane¹. D'un autre côté, des gouvernements en désaccord sur nombre de points, se méfiaient les uns des autres et surtout de la Prusse, sur la protection de laquelle il leur fallait pourtant compter ; en Prusse, un gouvernement abandonné par l'opinion publique, abandonné même par une partie de la noblesse, s'appuyait sur une armée et une bureaucratie que de jour en jour contaminaient davantage les idées de la bourgeoisie de l'opposition, et qui en subissaient toujours davantage l'influence, un gouvernement, par surcroît, sans le sou, dans l'acception la plus littérale du mot, et incapable de se procurer le premier centime pour couvrir un déficit croissant, sans capituler devant l'opposition de la bourgeoisie.

La bourgeoisie d'un pays eut-elle jamais une plus splendide position dans sa lutte pour le pouvoir contre le gouvernement établi ? (pp. 224-225)

*

- 3.03.48 Les premiers troubles **en Prusse** commencent en province et notamment à **Cologne** où, le 3 mars 1848, une importante manifestation de masse dépose devant le Conseil municipal une pétition exigeant un programme de mesures radicales qui ajoutaient aux revendications institutionnelles libérales (liberté d'expression et mode de suffrage démocratique) un ensemble d'exigences propres aux classes laborieuses : suffrage universel et gouvernement populaire, abolition de toute censure, remplacement de l'armée permanente par des milices dont les chefs sont élus, droit d'association et législation protégeant le travail, éducation gratuite.
- Engels commente les événements dans sa lettre du 9 mars à Marx : « L'histoire de Cologne est désagréable. Nos trois meilleurs camarades sont en prison. J'ai parlé à des organisateurs de l'affaire. Ils voulaient porter un coup, mais au lieu de se munir d'armes, faciles à se procurer, ils sont allés manifester devant l'Hôtel de Ville, sans armes et se sont fait cerner. On prétend que la majeure partie de la troupe leur était favorable. Cette affaire a été engagée de manière stupide et irresponsable. Si les rapports des gars sont exacts, ils auraient eu la possibilité de frapper un grand coup en toute quiétude et tout aurait été terminé en deux heures. Mais que de bêtises dans la préparation de cette affaire³. » .
- L'action est dirigée par les responsables de la section de Cologne de la *Ligue des Communistes*, Andreas Gottschalk, August Willich et Friedrich Anneke qui seront aussitôt arrêtés en raison des incidents avec les forces de l'ordre².
- La manière très modérée dont le Conseil communal répercutera dans son *Adresse* au roi ces revendications montre clairement la distance que la bourgeoisie libérale entend prendre avec les choix politiques du mouvement ouvrier.
- 5.03.48 Réunion à **Heidelberg**, dans le grand-duché de Bade, d'une cinquantaine de libéraux issus pour la plupart des Etats du Sud et de l'Ouest de l'Allemagne en vue de la constitution aussi rapide que possible d'une représentation nationale. Ils décident de convoquer pour le 31

¹ En la personne notamment de David Hansemann et de Ludolf Camphausen, tous deux banquiers, qui prendront en charge les premiers ministères prussiens après la révolution du 18 mars à Berlin.

² Ils ne seront libérés que le 21 mars 1848 à l'occasion de l'amnistie royale. D'autres mouvements revendicatifs se développent en Prusse rhénane, le 8 mars, par exemple à Trèves, ce qui ne manque pas d'inquiéter la bourgeoisie dans une situation économique qui s'aggrave. Dans la nuit du 16 au 17 mars, les artisans de Solingen se livrent à des actions luddites en saccageant quatre fonderies. Le 29 mars, c'est le krach de la grande banque Schaffhausen de Cologne. Ailleurs, en Westphalie, ce sont les protestations ouvrières d'Iserlohn. Ces événements expliquent que les libéraux rhénans se rapprocheront bientôt du pouvoir royal.

³ Correspondance, tome 1, p. 519. Une analyse quelque peu rapide qui évalue légèrement le véritable rapport des forces à cette date et dans une ville de garnison comme l'était Cologne.

mars 48 à Francfort-sur-le-Main **un parlement provisoire** (un *pré-parlement*) chargé de donner à l'Allemagne une instance de direction unifiée dans le cadre d'un Etat fédéral¹. On met en place à cet effet une commission de sept membres composée de libéraux² : l'avocat de Francfort Georg Christoph Binding, Heinrich von Gagern, qui sera le premier président du parlement de Francfort, le très populaire Johan Adam von Itzstein, le juriste de Stuttgart Friedrich von Römer, le rhénan Karl Stedmann, l'universitaire badois Karl Theodor Welcker et l'avocat de Mannheim Friedrich Justus Willich³.

Cette assemblée d'Heidelberg se tient dans le climat des violentes **jacqueries paysannes** qui secouent tous les Etats du sud ouest de l'Allemagne dans les premiers jours de mars, le 2 mars 1848 notamment à Wiesbaden où 30.000 paysans réclament la nationalisation des grands domaines seigneuriaux⁴.

Au début de mars 1848, la plupart des Etats du sud de l'Allemagne sont le théâtre de manifestations qui aboutissent à d'importantes réformes politiques et institutionnelles. C'est le cas, par exemple, le 1^{er} mars 48, avec l'occupation du parlement de **Bade** à Karlsruhe où Friedrich Hecker donne lecture d'une pétition en 12 points, dont la suppression des charges féodales. Le gouvernement cèdera dès le lendemain sur tous les points. C'est le cas le 2 mars dans le **Wurtemberg** où le roi Guillaume cède lui aussi sur les revendications libérales, notamment en matière de presse. C'est le cas le 3 mars en Bavière à **Munich**, avec le pillage de l'arsenal : Louis 1^{er} sera obligé d'abdiquer le 20 mars en faveur de son fils Maximilien II qui sera contraint à son tour de se livrer à une profession de foi libérale.

7.03.48 A **Berlin**, le climat social s'est détérioré en raison d'un chômage massif⁵. L'agitation sociale et politique croît sur la promenade des *tentes* dans le Tiergarten⁶ de la ville. Elle aboutit à la rédaction, le 7 mars, d'une motion revendicative à l'adresse du roi.

Cette motion devra être d'abord soumise le 9 mars au Conseil communal qui s'en désintéressera, préférant transmettre au souverain, le 14 mars, sa propre *adresse* plus modérée.

Les troubles seront bientôt relancés par les nouvelles parvenues de Vienne

La première révolution de Vienne

13.03.48 La révolution éclate à **Vienne**.

Tout a commencé par une manifestation d'étudiants et de bourgeois libéraux devant la Diète avec pour revendication l'octroi d'une Constitution pour tous les pays de l'Empire. Le médecin Adolf Fischhof y donne lecture du

Les trois principales revendications du mouvement se trouvent satisfaites : liberté de la presse, création d'une garde nationale et réforme constitutionnelle. Ce sont les étudiants qui ont pris la tête du mouvement, appuyés par des

¹ Jacques Droz note à propos de cette décision : « C'était là un acte vraiment révolutionnaire. Car les « 51 » ne tenaient leur autorité que d'eux-mêmes. Quant aux princes et aux gouvernements, ils étaient dans un si grand désarroi qu'aucun d'eux n'osa protester contre cette initiative privée » (J. Droz, op.cit., p. 178).

² Almanach de Gotha pour l'année 1849, *Chronique*, p. 711.

³ Qu'il convient de ne pas confondre avec le militant communiste de Cologne August von Willich

⁴ Un cas exceptionnel de radicalisation *politique*, les principales revendications paysannes visant principalement la destruction (le plus souvent par le feu, château compris s'il le fallait) des archives seigneuriales où se trouvaient consignées les servitudes féodales dont ils exigeaient l'abolition.

⁵ La fabrique de construction mécanique Borsig, la plus importante de Berlin (c'est elle qui fabriquait les locomotives du réseau ferré) avait notamment procédé à des licenciements massifs. Dès le 2 mars 1848, le pouvoir avait anticipé sur les troubles sociaux en nommant le général Pfuel au poste de gouverneur de Berlin.

⁶ L'ancienne réserve de chasse royale était devenue le grand parc de la ville. D'élégantes marquises avaient été installées au 18^e siècle, sous lesquelles on servait des rafraîchissements aux promeneurs, justifiant le nom de la promenade « In den Zelten », (« sous les tentes »). En 1848, les établissements de loisir installés sur le site favorisaient les rassemblements et les discussions publiques.

récent discours tenu par le député nationaliste hongrois **Kossuth**, le 3 mars, à Presbourg¹ en faveur de profondes réformes institutionnelles et démocratiques². Ce discours avait recueilli un réel succès dans les milieux libéraux de Vienne et c'est pour soutenir ce programme que le 13 mars, jour de convocation de la Diète de Basse-Autriche, est organisée une manifestation d'étudiants qui prend très vite de l'ampleur³. Certains groupes pressent les députés de relayer leurs revendications auprès de l'empereur Ferdinand ; d'autres se dirigent vers la Chancellerie pour obtenir la démission de Metternich. L'intervention de la troupe ne va pas manquer de produire des incidents et les premières victimes vont tomber, provoquant un soulèvement général, en particulier dans les quartiers populaires éprouvés par la misère⁴. Une garde civique bourgeoise se met en place. L'empereur prend alors la mesure de la révolte et consent à congédier Metternich qui s'enfuira le lendemain pour rejoindre l'Angleterre.

La révolution va continuer les 14 et 15 mars jusqu'au rétablissement de l'ordre sous l'autorité du très réactionnaire général Windischgrätz qui s'était vu confier le poste de gouverneur de Vienne après le départ de Metternich⁵. Le soir du 15 mars, après une promenade en voiture dans les rues de Vienne, accompagné de son frère et de son neveu François-Joseph, l'Empereur se décidait à annoncer la convocation d'un parlement en vue d'une Constitution.

éléments issus des milieux populaires et de la petite bourgeoisie libérale. Se met ainsi en place une sorte de « front populaire » entre **ces trois composantes** du mouvement révolutionnaire : l'université⁵, les clubs politiques, les masses ouvrières. Inquiétude, par contre, des bourgeois et des propriétaires devant la radicalisation des revendications. On procède à la création d'une Légion étudiante au sein de la garde nationale et d'un Comité d'étudiants avec à sa tête Maurice Habrowsky, un étudiant en médecine proche d'Adolf Fischhof et de Joseph Goldmark.

Il faut observer que le principe monarchique comme tel n'est pas remis en cause. Les libéraux viennois vont s'entendre assez vite avec le ministre de la justice Alexandre Bach pour convaincre l'empereur Ferdinand de céder sur les exigences d'une Constitution de type fédéral qui reconnaisse les nationalités.

On va alors voir se constituer, à côté du pouvoir légal représenté par le Conseil des Ministres (dirigé par François Kolowrat⁷), **une instance de direction révolutionnaire** sous le nom de « Comité central politique de la garde nationale », lequel regroupait les délégués de la garde nationale et de la légion des étudiants.

Il faut noter toutefois l'**isolement** des forces démocratiques viennoises dans l'Empire. La province n'est pas touchée par les revendications libérales et les paysans sont dans l'expectative. Par ailleurs, les Hongrois et des Tchèques poursuivent en priorité leurs objectifs nationaux.

¹ L'ancienne capitale de la Hongrie autrichienne, aujourd'hui Bratislava. La ville portait le nom de Pozsony en hongrois.

² S'exprimant devant la Chambre basse de la Diète, Kossuth réclamait pour la Hongrie un ministère responsable, la mise sur pied d'une administration fiscale autonome, la suppression du servage et l'égalité en matière d'imposition. (*Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 707). La chambre Haute fera trainer les débats en longueur mais les événements de Vienne le 13 mars vont débloquer la situation.

³ Sous cet angle, la similitude avec le déclenchement de la révolution du 24 février à Paris est frappante : une manifestation d'étudiants comme déclencheur, une fusillade de la troupe comme détonateur. Pour un récit détaillé des événements, nous renvoyons à l'ouvrage d'Alphonse Balleydier, *Histoire des révolutions de l'empire d'Autriche. Années 1848 et 1849*, Guyot Frères, éditeurs, Paris 1853, tome 1, pp. 30-63.

⁴ La fermeture des portes de la ville avait d'abord empêché les ouvriers de ces faubourgs de rejoindre les manifestants.

⁵ En particulier la faculté de médecine.

⁶ Henri de Weindel qui relate les événements note : « L'empereur renvoyait Metternich et l'archiduc Albrecht, mais il mettait Vienne sous la coupe du plus terrible réactionnaire qui existât alors, et dont le nom représentait tout un programme. On permettait aux bourgeois de jouer aux soldats, et ils n'avaient point vu tout de suite que ce qu'on leur donnait d'une main, on le leur reprenait de l'autre. La nomination de Windischgrätz, adversaire frénétique de tout progrès, bourreau impitoyable des petits et des faibles, devait leur dessiller les yeux. Ils avaient permis à la contre-révolution de s'organiser. Ils allaient, à nouveau, s'armer contre elle, bien que l'empereur eût concédé, dans la soirée, l'abolition de la censure et la liberté de la presse ». (H. de Weindel, *François-Joseph intime*, Paris 1905, librairie Félix Juven, p. 41, un ouvrage numérisé par l'université de Toronto).

⁷ On va assister à une rapide succession de gouvernements à Vienne : Kolowrat (du 17 mars au 4 avril), Ficquelmont (du 4 avril au 3 mai), Pillersdorf (du 3 mai au 8 juillet), Doblhoff (du 8 juillet au 18 juillet), Wessenberg (du 19 Juillet au 20 novembre).

Il est important de noter que les événements autrichiens vont se dérouler sur **quatre fronts** principaux: en **Autriche**, bien sûr, mais aussi simultanément en **Italie**¹, en **Bohême** (à Prague) et en **Hongrie** (à Budapest).

- 15.03.48 Une révolution toute pacifique éclate à **Pest**. Sandor Petöfi et ses amis (Pal Vasvari, Mor Jokai, Bulyovsky du club de *La jeune Hongrie, ou Société des Dix*) organisent une manifestation qui porte aux autorités un programme national et libéral en 12 points (liberté de la presse, suppression de la censure, ministère responsable et Assemblée nationale annuelle à Budapest, égalité devant la loi, civique et religieuse, création d'une garde nationale, contribution égale de tous aux charges publiques, suppression des redevances seigneuriales, Banque nationale, forces armées nationales, libération des prisonniers politiques, réformes judiciaires, union de la Transylvanie avec la Hongrie)².

Le pouvoir impérial va bientôt céder devant ces exigences³ et le comte Lajos Batthyány, un libéral modéré, devient, le 17 mars 48, le premier président du Conseil de la première Assemblée hongroise autonome. Kossuth est nommé ministre des Finances.

Le 18 mars 1848, la Diète de Presbourg connaît une sorte de « nuit du 4 août » à la hongroise : on y vote le renoncement sans rachat aux charges féodales, cela même de la part des prélat⁴.

Parmi les 12 points de ce programme, on trouve bien sûr la revendication d'une Assemblée nationale et d'un ministère responsable devant elle, mais aussi la création d'une armée et d'une banque nationales, tous attributs d'Etat.

La transition démocratique s'accomplit sans heurts. La Hongrie est en passe de devenir un Etat souverain. Les liens entre la Hongrie et l'Autriche sont désormais réduits, note Engels, « à la seule union personnelle monarchique⁵ ». Le magyar devient langue officielle de l'Etat unifié.

Les autres nations du royaume de Hongrie, Slovaques, Roumains, Serbes et Croates vont aussitôt revendiquer pour elles-mêmes un statut d'autonomie⁶. N'obtenant rien du nouveau pouvoir hongrois, elles ne vont pas tarder à entrer en sécession. C'est le cas tout particulièrement des Croates sous la conduite du général Jelačić que la Diète d'Agram nomme à sa direction au titre de Ban de Croatie. L'obstination du centralisme hongrois aura pour conséquence que les Croates deviendront bientôt leurs pires ennemis au service du pouvoir central viennois.

*

¹ Le 23 mars 48, Charles-Albert de Sardaigne se porte garant de l'intégrité de la nouvelle république de Venise et déclare la guerre à l'Autriche ouvrant ainsi la première guerre d'indépendance italienne. Pour une raison de simplification, s'il se peut dans une conjoncture historique plutôt compliquée, nous ne relaterons pas le détail des événements d'Italie.

² Miklos Molnar, *Histoire de la Hongrie*, Hatier, Paris 1966, p. 248. Irany, tome 1, p. 146. A noter : pas un mot sur les autres populations non magyares.

³ C'est Ferdinand V lui-même en sa qualité de roi de Bohême et de Hongrie qui reçoit, le 16 mars, la délégation solennelle, dont Kossuth, envoyée à Vienne par les Hongrois pour présenter l'Adresse votée par l'ensemble de leurs instances politiques. Le roi (par ailleurs empereur d'Autriche) ne peut que céder sur toutes les exigences. *Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 713. Pour le détail des événements, nous renvoyons à *l'Histoire politique de la révolution de Hongrie (1847-1849)* par Daniel Iranyi et Charles-Louis Chassin, chez Pagnerre, Paris, 1859 et 1860 en deux tomes.

⁴ *Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 714.

⁵ Fr. Engels, « La Hongrie », NGR t.3, p. 368.

⁶ Le 24 mars 48, le philosophe et militant nationaliste roumain de Transylvanie Simion Barnuti publie un manifeste réclamant la reconnaissance des Roumains comme nation. Les Roumains des Transylvanie se réuniront en congrès le 15 mai 48 à Blassendorf pour confirmer leur refus de se voir intégrer à la Hongrie. Le 13 mai 48, ce sont les Serbes qui se sont réunis à Karlowitz et se déclarent nation indépendante sous le sceptre autrichien (Charles-H. Pouthas, op.cit., p. 88)

Engels consacre dans sa quatrième livraison de septembre 1851, intitulé « **L'Autriche** », un premier article d'ordre général sur **la structure de classes de l'Autriche allemande**.

Le gouvernement du prince Metternich (...) s'appuyait sur deux classes, les propriétaires terriens féodaux et les grands financiers (...).

La noblesse foncière¹, qui vivait exclusivement des revenus féodaux de toutes sortes, devait forcément appuyer un gouvernement qui était son unique sauvegarde contre la classe d'esclaves opprimés, de l'exploitation de laquelle elle vivait. Toutes les fois que la partie la moins riche de ces nobles s'élevait contre le gouvernement, comme en Galicie en 1846, Metternich déchaînait aussitôt contre eux ces mêmes serfs qui, coûte que coûte, profitaient de l'occasion pour tirer une vengeance terrible de leurs oppresseurs les plus directs².

D'un autre côté **les grands capitalistes de la Bourse** étaient liés au gouvernement de Metternich par les vastes sommes qu'ils avaient prêtées à l'Etat. L'Autriche ayant reconquis toute sa puissance en 1815, ayant rétabli et maintenu la monarchie absolue en Italie depuis 1820, et débarrassée d'une partie de ses obligations par la banqueroute de 1810³, avait, peu de temps après la paix, rétabli son crédit sur les grandes places européennes, et au fur et à mesure que son crédit augmentait, elle l'avait escompté. Tous les grands manieurs d'argent d'Europe avaient engagé des portions considérables de leur capital dans les fonds autrichiens ; tous étaient donc intéressés à maintenir le crédit du pays, et comme le crédit public autrichien, pour se maintenir, exigeait toujours de nouveaux emprunts, force leur fut, de temps à autre, d'avancer de nouveaux capitaux afin de maintenir le crédit du nantissement de ceux qu'ils avaient avancés déjà. La longue paix après 1816 et l'apparente impossibilité de renverser un empire vieux de mille ans, comme l'Autriche, accroissait le crédit du gouvernement de Metternich dans des proportions extraordinaires et le rendait indépendant même des banquiers et des agioteurs ; car, aussi longtemps que Metternich pouvait se procurer de l'argent à Francfort et à Amsterdam, il avait naturellement la satisfaction de voir les capitalistes à ses pieds. (...)

Ainsi Metternich était sûr de l'appui des deux classes les plus puissantes et les plus influentes de l'empire ; et il disposait, en outre, d'une armée et d'une bureaucratie on ne peut mieux organisées pour les fins de l'absolutisme. (pp. 226-227)

Les autres classes de la population ?

La bourgeoisie commerciale et industrielle ne se développait que lentement en Autriche. Le commerce du Danube était relativement insignifiant ; le pays ne possédait qu'un seul port de mer, Trieste, et le commerce en était fort restreint. Les industries jouissaient d'une protection considérable, allant dans la plupart des cas jusqu'à l'exclusion de toute concurrence étrangère ; mais cet avantage leur avait été concédé principalement dans le but d'augmenter leur capacité pour payer les impôts, et était contrebalancé dans une large mesure par des restrictions aux manufacturiers à l'intérieur, par les privilèges des corps de métiers et autres corporations féodales, qui furent scrupuleusement

¹ C'est nous qui, chaque fois, soulignons.

² Engels fait référence ici sans autre précision au **soulèvement de la noblesse polonaise de Cracovie en février 1846**. Le pouvoir autrichien n'avait pas hésité pour réprimer l'insurrection à dresser contre ces aristocrates les petits paysans sans terre (en majorité ukrainiens) qui leur étaient asservis et cela au motif que le mouvement visait le rétablissement des anciens droits féodaux. Il en était résulté de violentes jacqueries particulièrement meurtrières. Le 6 novembre 1846, la république de Cracovie était annexée à l'empire austro-hongrois. On trouve une évocation (à charge) de ces événements dans l'ouvrage de l'historien polonais réfugié à Paris Léonard Chodzko, *Les Massacres de Galicie et Krakovie confisquée par l'Autriche en 1846*, aux éditions E. Dentu, Paris 1861 (un volume numérisé par google).

³ Il convient de parler plutôt de la banqueroute de 1811 lorsqu'en février de cette année, le gouvernement de Metternich avait décidé de réduire de moitié les intérêts payés sur les emprunts d'Etat et d'échanger les billets de banque contre des « certificats de remboursement » au cinquième leur valeur. Cette banqueroute d'Etat intervenait dans un contexte de crise économique dans toute l'Europe napoléonienne. (Source : *Austriaca*, Cahiers universitaires d'information sur l'Autriche, Université de Rouen, N° 29 de décembre 1989 : Fritz Weber, « La révolution française et la conjoncture autrichienne », pp. 31-43)

maintenus tant qu'ils ne contrecarraient pas les vues et les fins du gouvernement. Les petits marchands furent enserrés dans les étroites barrières de ces corporations du moyen âge, qui maintenaient les différents métiers dans une constante guerre de privilèges les uns contre les autres, et en même temps donnaient aux membres de ces associations involontaires une sorte de stabilité héréditaire par la presque impossibilité où étaient les membres de la classe ouvrière de s'élever sur l'échelle sociale.

Le paysan et l'ouvrier, enfin, étaient traités comme une simple matière imposable, et l'on ne s'inquiétait d'eux que pour les maintenir le plus possible dans les conditions d'existence dans lesquelles ils vivaient alors et dans lesquelles leurs pères avaient vécu avant eux. A cet effet, toutes les autorités anciennes, établies et transmises, furent conservées, à l'égal de l'autorité de l'Etat ; le gouvernement maintenait strictement l'autorité du propriétaire foncier sur le petit fermier tenancier, celle du manufacturier sur l'ouvrier de fabrique, du petit maître sur le compagnon et l'apprenti, du père sur le fils ; et la désobéissance sous toutes les formes était punie comme une violation de la loi par cet instrument de la justice autrichienne — le bâton. (pp. 227-228)

Une éducation aux mains du clergé catholique, des universités sans véritable culture libérale, une quasi absence de presse périodique, une littérature soumise à la censure : « pendant trente ans environ, à partir de 1815, ce système fonctionna avec un succès étonnant. ». (p. 229)

Peu à peu toutefois, l'industrialisation va bouleverser cet équilibre social : « elle transforma des serfs en hommes libres, de petits fermiers en ouvriers de fabrique : elle mina les anciennes corporations de métiers féodales, et détruisit les moyens d'existence d'un grand nombre d'entre elles. Partout la nouvelle population industrielle et commerciale en vint aux prises avec les vieilles institutions féodales. ». (pp. 229).

Peu à peu émerge donc au sein de la bourgeoisie des villes « un désir général de réformes ».

L'agitation de la fin d'année 1847 va ainsi trouver « des éléments révolutionnaires sur qui agir » :

Il y avait là le paysan, le serf ou tenancier féodal, broyé sous le poids des exactions seigneuriales ou gouvernementales ; l'ouvrier de fabrique, forcé par le bâton de l'agent de police de travailler à n'importe quelles conditions qu'il plaisait aux fabricants de lui imposer ; le compagnon, à qui les lois corporatives enlevaient tout espoir de se créer une position indépendante dans son métier ; le marchand, qui se heurtait à chaque pas dans les affaires contre d'absurdes règlements ; le fabricant, en conflit perpétuel avec les corporations de métiers, qui veillaient avec un soin jaloux sur leurs privilèges, ou avec des fonctionnaires avides et tracassiers ; le maître d'école, le savant, le haut employé plus cultivé, se débattant contre un clergé ignorant et présomptueux ou un supérieur stupide et dictatorial. Bref, il n'y avait pas une seule classe de satisfaite. (...) Ainsi l'Autriche s'acheminait lentement mais sûrement vers un changement profond, quand soudain un événement éclata en France qui déchaîna l'orage menaçant et donna un démenti au dire du vieux François¹ : que l'édifice durerait bien aussi longtemps que Metternich et lui. (p. 231)

S'agissant des événements révolutionnaires eux-mêmes, Engels note d'emblée, dans le suivant article de novembre 1851, le cinquième, intitulé « **L'insurrection de mars à Vienne** », **le caractère d'unanimité** de la révolution :

La révolution de Vienne s'était faite, on peut dire, par une population presque unanime. La bourgeoisie (à l'exception des banquiers et des agioteurs), les petits commerçants, les ouvriers, tous se levèrent d'un seul coup contre un gouvernement haï de tous, un gouvernement si universellement détesté, que la petite minorité de nobles et de capitalistes qui l'avaient soutenu s'éclipsèrent à la première attaque. La bourgeoisie avait été maintenue par Metternich dans un tel état d'igno-

¹ Autrement dit François 1^{er} (1804-1835), lequel avait nommé à ses côtés en 1809 le prince de Metternich qui, profitant de la débilité de Ferdinand 1^{er}, dirigea l'Empire de 1835 à 1848.

rance politique, qu'elle ne comprenait absolument rien aux nouvelles de Paris qui annonçaient le règne de l'anarchie, du socialisme et de la terreur, les luttes imminentes entre la classe des capitalistes et la classe des travailleurs. Dans son innocence politique, ou bien elle n'attachait pas de sens à ces nouvelles, ou bien elle les regardait comme des inventions diaboliques de Metternich pour la contraindre à l'obéissance par la peur. Jamais, d'ailleurs, elle n'avait vu les ouvriers agir comme classe, ou se lever pour défendre leurs propres intérêts de classe. Elle ne pouvait, d'après son expérience, concevoir l'idée que des différends pussent surgir entre des classes naguère encore si cordialement unies pour renverser un gouvernement exécré de tous. Elle voyait le peuple d'accord avec elle sur tous les points : sur une constitution, le jury, la liberté de la presse, etc. Aussi était-elle, du moins en mars 1848, corps et âme avec le mouvement ; et le mouvement, de l'autre côté, érigé immédiatement, en théorie tout au moins, la bourgeoisie en classe prépondérante de l'Etat. (pp. 232-233)

Or **les antagonismes de classe** vont bientôt compliquer les choses. Deux autres protagonistes, **étudiants et ouvriers**, radicalisent, en effet, le mouvement dans un contexte marqué par la crise économique et par le chômage de masse.

La révolution de Vienne fit de la bourgeoisie la classe dominante théoriquement, c'est-à-dire que les concessions arrachées au gouvernement étaient de telle sorte que, mises en pratique, et maintenues pendant un temps, elles auraient infailliblement assuré la suprématie de la bourgeoisie. Or, pratiquement la suprématie de cette classe était loin d'être établie. Il est vrai que, grâce à la création d'une garde nationale qui donna des armes à la bourgeoisie et aux petits boutiquiers, cette classe croissait en force et en influence ; il est vrai que par l'installation d'un « comité de sûreté », une espèce de gouvernement irresponsable où dominait la bourgeoisie, elle fut placée à la tête du pouvoir. Mais du même coup la classe ouvrière aussi fut partiellement armée ; elle et les étudiants avaient été au plus fort du combat, là où combat il y avait eu ; et les étudiants qui, au nombre de 4 000 environ, bien armés et bien mieux disciplinés que la garde nationale, formèrent le noyau, la véritable force du corps révolutionnaire, n'étaient nullement disposés à être de simples instruments entre les mains du comité de sûreté. (p. 233)

Les véritables vainqueurs immédiats de cette première révolution seront en fin de compte **les paysans** qui sauront s'affranchir des servitudes féodales :

Quant aux autres classes de la population, l'aristocratie et la ploutocratie avaient disparu, et les paysans étaient occupés partout à balayer jusqu'aux derniers vestiges de la féodalité. Grâce à la guerre avec l'Italie et l'occupation que Vienne et la Hongrie donnaient à la cour, on les laissait faire ; et ils réussirent mieux dans leur œuvre de libération en Autriche que dans n'importe quelle autre partie de l'Allemagne. Le Reichstag autrichien, un peu plus tard, n'eut qu'à ratifier les choses déjà accomplies par les paysans ; et quelles que soient les institutions que le gouvernement du prince Schwarzenberg¹ puisse réussir à rétablir, jamais il n'aura le pouvoir de rétablir la servitude féodale des paysans. Si l'Autriche est présentement encore une fois relativement calme et même forte, c'est avant tout parce que la grande majorité du peuple, les paysans, ont réellement profité de la Révolution, et que, en dépit de toutes les entreprises du gouvernement, ces palpables, ces substantiels avantages acquis par les agriculteurs restent jusqu'à ce jour intacts. (p. 234)

¹ Le prince **Félix de Schwarzenberg** (par ailleurs beau-frère de Windischgrätz) intervient plus tard dans le cours des événements. Installé comme président du Conseil le 21 novembre 1848, à la veille de l'abdication, le 2 décembre 1848, de Ferdinand Ier, cet homme d'Ancien régime va s'engager avec fermeté aux côtés du nouvel empereur, le jeune François-Joseph, dans une politique de restauration de l'unité et de l'intégralité de la monarchie autrichienne. Il sera l'un des principaux instigateurs du « coup d'Etat » constitutionnel du 4 mars 1849 qui marque la reprise en main du pouvoir central dans l'Empire.

Les barricades de Berlin

- 13.03.48 On assiste dans le Tiergarten à de grandes réunions populaires qui se déroulent dans un climat de mobilisation ouvrière avec notamment pour exigence la création d'un ministère du travail¹. Des heurts, les premiers, se produisent dans la soirée avec des troupes de l'armée².
- 14.03.48 Le roi reçoit une délégation du Conseil municipal et annonce la réunion du Landtag pour le 27 avril prochain³. De nouveaux incidents éclatent dans la soirée avec un escadron de cavalerie.
- 15.03.48 La population berlinoise occupe les rues pour protester contre l'attitude de l'armée. Les heurts se multiplient. Il y a des morts. Des **barricades** s'élèvent ici et là.
- 16.03.48 On apprend à Berlin la chute de Metternich. Le soir même se tient un conseil de la Couronne au cours duquel le ministre de l'intérieur E. von Bodenschwingh convainc le roi d'accompagner les événements⁴. Dès le lendemain, il prend des mesures d'apaisement, en particulier dans le domaine de la presse⁵.
- 17.03.48 Une délégation des provinces du Rhin et de Westphalie avec notamment David Hansemann et Ludolf Camphausen demande audience au roi et l'avertit d'une menace de sécession de ces provinces si des mesures libérales ne sont pas mises en œuvre sans tarder⁶.
- 18.03.48 Frédéric-Guillaume réagit aux événements de Vienne (ainsi qu'aux divers incidents à Cologne et à Berlin) et prend l'initiative d'annoncer des réformes en vue de la transformation de l'Allemagne tout entière en un « Etat fédératif unique ». Il convoque à cet effet une réunion du Landtag uni pour le 2 avril 48. Une autre ordonnance du même jour supprime la censure. L'annonce de ces nouvelles provoque un soulèvement d'enthousiasme populaire. Des incidents éclatent toutefois au moment de la dispersion de la manifestation par l'armée. Des coups de feu (volontaires ou fortuits) sont tirés et déclenchent l'insurrection. **La ville se couvre de barricades** et après de meurtriers combats, elle tombe aux mains des insurgés⁷.
- 19.03.48 Le lendemain 19 mars, le roi donne à l'armée l'ordre de se replier et confie la police de la capitale à une garde bourgeoise hâtivement constituée. Lui-même se trouve contraint de venir se découvrir et s'incliner devant les corps des victimes. Il prend la décision le jour même d'éloigner en Angleterre, sous prétexte d'une mission diplomatique, son frère, le prince de Prusse, tenu pour responsables des violences de l'armée (ce qui lui vaudra le surnom de « prince mitraille »).

¹ Une exigence à la française, en quelque sorte. Jacques Droz insiste sur le rôle des rédacteurs de la *Zeitungshalle* dans la conduite de ces actions (*Les Révolutions allemandes de 1848*, op.cit., pp. 199-200).

² En raison du sous-équipement de la police berlinoise, c'est l'armée qui était en charge de la répression, et elle s'acquittait de cette fonction dans un état d'esprit de caste, marqué par une extrême détestation des manifestants.

³ *Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 712

⁴ Bodenschwingh était depuis longtemps le conseiller le plus écouté du roi. Il semble que ce soit lui qui ait rédigé le premier brouillon de la déclaration royale du 18 mars 1848.

⁵ *Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 714.

⁶ Eugène Veron, op.cit., p. 352.

⁷ Dans son article du 13 juin dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* (« Le débat sur la révolution à Berlin »), Engels note : « Il fallait révolutionner non seulement l'Etat mais également les citoyens de l'Etat. Le sujet de sa Majesté ne pouvait faire peau neuve que dans un sanglant combat libérateur » (NGR, tome 1, p. 95).

21.03.48 Le 21 mars, il parcourt solennellement la ville à cheval en arborant les couleurs noir-rouge-or¹. Il promet une constitution, proclame l'amnistie pour tous les délits politiques et accepte la formation du ministère von Arnim-Boitzenburg qui sera bientôt remplacé, le 29 mars, par celui de Ludolf Camphausen.

Avec le cabinet Camphausen-Hansemann², c'est **la bourgeoisie rhénane** qui prend la main, profitant de l'absence de direction politique du mouvement populaire. En vérité, elle vient au secours du pouvoir afin d'endiguer pour elle-même les débordements sociaux du processus révolutionnaire.

Ce même 21 mars, il diffuse une sorte de manifeste intitulé « **A mon peuple et à la nation allemande**³ » dans lequel, après avoir rappelé le lien ancien (une « union intime ») de la dynastie et du peuple prussien, il se place « sous la vénérable bannière de l'empire germanique » pour annoncer la prochaine réunion, le 2 avril, de la Diète, précisant : « Je me propose de fournir aux princes et aux diètes de l'Allemagne l'occasion, sous une forme ultérieure qui sera appréciée plus mûrement, de se réunir avec les organes de cette diète pour former une assemblée commune ». Si son engagement immédiat ne porte que sur des mesures militaires (« ce qu'il importe aujourd'hui par-dessus tout, c'est 1° l'établissement d'une armée fédérale allemande et populaire, 2° une déclaration de neutralité armée »), il ajoute toutefois : « Outre les mesures ayant pour objet de détourner les dangers du moment, la diète d'Allemagne délibérera sur la régénération et la fondation d'une nouvelle Allemagne, unie et non pas uniforme, unie dans la diversité et unie avec la liberté. L'établissement de gouvernements vraiment constitutionnels, avec responsabilité des ministres dans les différents Etats, la publicité et l'oralité des débats judiciaires, le jury en matière criminelle, l'égalité des droits politiques et civils pour tous les cultes, une administration libérale et vraiment populaire pourront seuls opérer et raffermir une pareille unité⁴. »

23.03.48 La *Gazette officielle* publie ce communiqué, contresigné par les nouveaux ministres : « Une nouvelle loi électorale, fondée sur les élections primaires et destinées à produire une représentation de tous les intérêts du peuple sans distinction de religion, sera soumise à la Diète qui sera prochainement convoquée. A cette Diète seront soumis les projets de loi : 1° sur la garantie de la liberté individuelle, 2° sur le droit d'association et de réunion, 3° sur l'organisation de la garde nationale et l'élection libre de ses officiers, 4° sur la responsabilité des ministres, 5° sur l'introduction du jury en matière criminelle, notamment pour tous les délits politiques et de presse, 6° sur l'indépendance des juges, 7° sur la suppression de la juridiction privilégiée et patrimoniale. En outre l'armée permanente devra prêter serment à la Constitution⁵ ».

Le cabinet Camphausen optera pour le suffrage universel⁶, mais dans le cadre d'élections à deux degrés.

*

Dans ses commentaires sur l'insurrection de Berlin et ses conséquences immédiates, Engels insiste dans son sixième article de novembre 1851 (« **L'insurrection de Berlin** ») sur l'influence que la révolution de février en France a exercée sur **le comportement de la bourgeoisie libérale prussienne**. Il montre comment la bourgeoisie rhénane va apporter son appui immédiat au pouvoir royal, agitée par la crainte des troubles sociaux qui sont le moteur de la révolution en cours.

¹ Paul Matter évoque la scène en ces termes : « Le spectacle ne manquait pas d'être piquant ; en tête, deux généraux et trois ministres, puis un garde bourgeois avec un grand drapeau noir-rouge-or et trois étudiants avec la bannière de l'empire ; le roi en uniforme, avec un large brassard noir-rouge-or ; des princes, des généraux revêtus des mêmes couleurs ; et pour clore, le vétérinaire Urban, un brave combattant des barricades, avec sa grande barbe, ses cheveux flottants et les mains embarrassées d'une vaste couronne peinte. Frédéric II n'avait rien rêvé de pareil. » (op.cit., p. 151).

² Ces deux banquiers ont compté parmi les leaders du mouvement libéral bourgeois dans la période dite du *Vormärz* (celle qui précède la révolution de mars). L. Camphausen est nommé président du Conseil et D. Hansemann ministre des finances.

³ A l'ensemble des peuples d'Allemagne, et donc dans une perspective d'unification.

⁴ Source : Ch. Murhard et J. Pinhas, *Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, tome II, Göttingue, Librairie de Dieterich, 1855, pp. 75-77 (une édition bilingue numérisée par Google).

⁵ Eugène Véron, op.cit., pp. 357-358.

⁶ Contre l'avis personnel de Camphausen et sous la pression des milieux libéraux rhénans. Le 24 mars 48, le Conseil municipal de Cologne avait adopté une motion en ce sens votée par 22 voix contre 1.

En Prusse la bourgeoisie avait déjà été mêlée à des luttes positives avec le gouvernement ; la Diète réunie avait déterminé une rupture ; une révolution bourgeoise était imminente et, au moment où elle éclata, cette révolution aurait pu être tout aussi unanime que celle de Vienne, si la révolution parisienne de février n'était pas survenue.

Cet événement précipita tout, bien qu'il s'effectuât sous une bannière tout autre que celle sous laquelle la bourgeoisie prussienne se préparait à braver son gouvernement. La révolution de février renversa, en France, le même genre de gouvernement que la bourgeoisie de Prusse allait établir dans son pays. La révolution de février s'annonça comme une révolution de la classe ouvrière contre la classe bourgeoise ; elle proclama la chute du gouvernement et l'émancipation de l'ouvrier. Or, la bourgeoisie venait d'en avoir assez de l'agitation ouvrière dans son propre pays. Elle avait même essayé, une fois la première terreur inspirée par les émeutes silésiennes dissipée, de tirer profit de cette agitation ; mais toujours elle avait gardé une salutaire horreur du socialisme et du communisme révolutionnaire ; c'est pourquoi, quand elle vit à la tête du gouvernement, à Paris, des hommes qu'elle considérait comme les plus dangereux ennemis de la propriété, de l'ordre, de la religion, de la famille et des autres pénes du bourgeois moderne, elle sentit sa propre ardeur révolutionnaire se refroidir considérablement. Elle savait qu'il fallait saisir l'occasion ; que sans le secours des classes ouvrières elle serait vaincue ; et malgré cela le courage lui manqua. De sorte qu'elle appuya les gouvernements dans les premiers soulèvements partiels, et essaya de contenir le peuple de Berlin, qui cinq jours durant se rassembla en foule devant le palais royal pour discuter les nouvelles et réclamer des changements dans le gouvernement. Quand, finalement, après la nouvelle de la chute de Metternich, le roi fit quelques minces concessions, la bourgeoisie estima que la révolution était accomplie et alla remercier Sa Majesté d'avoir bien voulu combler tous les vœux de son peuple. (pp. 235-236)

(...)

Toutefois après les barricades du 18 mars, **l'inquiétude domine dans les milieux libéraux.**

Le danger d'une répétition des scènes d'anarchie parisiennes était imminent, et devant ce danger tous les anciens désaccords disparaissaient. Contre l'ouvrier victorieux, quoiqu'il n'eût encore formulé aucune revendication spécifique pour son propre compte, les amis et les ennemis de longue date s'unirent ; et l'alliance entre la bourgeoisie et les partisans du système renversé fut conclue sur les barricades mêmes de Berlin. On devait faire des concessions nécessaires, mais dans la mesure seulement où elles étaient inévitables ; on devait former un ministère avec les chefs de l'opposition de la Diète réunie ; et, en échange des services qu'elle avait rendus en sauvant la couronne, elle devait compter sur l'appui de tous les piliers de l'ancien gouvernement, de l'aristocratie féodale, de la bureaucratie, de l'armée. Dans ces conditions, Messieurs Camphausen et Hansemann entreprirent de former un cabinet.

(...)

Ils se servirent de toute la vieille machinerie de l'Etat pour établir l'ordre. Pas un seul bureaucrate ou officier militaire ne fut congédié ; pas le moindre changement ne fut apporté dans le vieux système bureaucratique d'administration. Ces précieux ministres constitutionnels et responsables réintégrèrent même dans leurs postes les fonctionnaires que le peuple, dans le premier feu de son ardeur révolutionnaire, avait chassés pour cause de leurs anciennes insolences bureaucratiques.

(...)

Le roi, tout à fait démonté depuis l'insurrection du 18 mars, s'aperçut bientôt que ces ministres « libéraux » avaient tout aussi besoin de lui qu'il avait besoin d'eux. Le trône avait été épargné par l'insurrection ; le trône était le dernier obstacle opposé à l'anarchie ; la bourgeoisie libérale et ses chefs, actuellement au ministère, avaient donc tout inté-

rêt à vivre en bonne intelligence avec le trône. Le roi et la Camarilla¹ réactionnaire qui l'entourait, ne tardèrent pas à le comprendre et ils profitèrent de la circonstance pour entraver l'action du ministère, jusque dans ces réformes insignifiantes proposées de temps à autre.

Le premier soin du ministère fut de donner une sorte d'apparence légale aux violents changements récents. La Diète réunie fut convoquée, malgré toute l'opposition populaire, à l'effet de voter, comme l'organe légal et constitutionnel du peuple, une nouvelle loi électorale pour l'élection d'une assemblée qui devait s'entendre avec la couronne sur une constitution nouvelle. Les élections devaient être indirectes ; l'ensemble des électeurs élisaient un certain nombre d'électeurs qui avaient à élire le représentant. Malgré toute l'opposition, ce système de l'élection à deux degrés fut adopté. Ensuite on demanda à la Diète un emprunt de 25 millions de dollars ; combattu par le parti populaire², l'emprunt fut également consenti. (pp. 236-237)

Engels note bien que **le prolétariat berlinois** n'a « encore formulé aucune revendication spécifique pour son propre compte » et cela **en raison de sa faiblesse** :

Le mouvement indépendant des classes ouvrières³ avait été arrêté pour un temps par la révolution. Les exigences et les circonstances immédiates du mouvement ne permettaient pas de porter au premier plan aucune des revendications spécifiques du parti prolétarien. En effet, aussi longtemps que le terrain n'était pas déblayé pour l'action indépendante des ouvriers, aussi longtemps que le suffrage direct et universel n'était pas introduit, aussi longtemps que les trente-six Etats, grands et petits, continuaient de couper l'Allemagne en d'innombrables morceaux, que pouvait faire le parti prolétarien, sinon suivre le mouvement de Paris — décisif pour lui⁴ — et lutter, de concert avec les petits boutiquiers, pour la conquête des droits qui leur permettraient de combattre ensuite leur propre combat ?

Donc, par trois points seulement, le parti prolétarien se distinguait essentiellement, dans son action politique, de la classe des petits bourgeois ou du parti démocratique proprement dit : premièrement par son jugement du mouvement français, car les démocrates attaquèrent le parti extrême de Paris, alors que les révolutionnaires prolétariens le défendaient ; deuxièmement par leur déclaration de la nécessité d'établir une République allemande une et indivisible, alors que les archi-ultras parmi les démocrates osaient tout au plus soupirer après une République fédérative ; et troisièmement par cette audace et promptitude à l'action révolutionnaire dont ils firent preuve en toutes occasions, et qui fera toujours défaut à tout parti composé principalement de petits bourgeois et dirigé par de petits bourgeois.

Le parti prolétaire, ou vraiment révolutionnaire, ne réussissait que très graduellement à soustraire la masse des travailleurs à l'influence des démocrates dont au commencement de la révolution ils avaient formé la queue. Mais, en temps voulu, l'indécision, la faiblesse et la couardise des chefs démocratiques firent le reste ; et l'on peut dire, aujourd'hui, qu'un des principaux résultats des convulsions des dernières années consiste en ce que la classe ouvrière, partout où elle est concentrée en

¹ Le terme d'origine espagnole (il signifie « petite chambre ») désigne le cabinet privé d'un souverain, autrement dit l'ensemble des conseillers qui exercent sur lui une influence occulte. Les dictionnaires en font un synonyme de cabale et d'intrigue.

² S'agissant de ce « parti populaire » ou « parti démocratique », Engels précise : « Ce parti, dirigé par la classe des petits commerçants et des petits boutiquiers, et qui au début de la révolution réunissait la grande majorité des travailleurs, demanda le suffrage direct et universel, pareil à celui établi en France, une assemblée législative unique, et la reconnaissance pleine et entière de la Révolution du 18 mars comme base d'un nouveau système de gouvernement. Son aile plus modérée se contentait d'une monarchie ainsi « démocratisée » ; la fraction la plus avancée demandait l'établissement définitif de la République. Les deux fractions s'accordaient pour reconnaître l'Assemblée nationale allemande de Francfort pour l'autorité suprême du pays (...) ». (p. 237)

³ On notera le pluriel qui se trouve effectivement dans le texte anglais.

⁴ L'affirmation du rôle de modèle et de moteur du mouvement républicain et ouvrier français est une constante des analyses de Marx et d'Engels, et quelquefois même en l'absence de signes convaincants. Nous revenons sur cette question dans la note du présent fascicule intitulée « Le chant du coq gaulois ».

masses tant soit peu considérables, est complètement affranchie de cette influence démocratique, qui en 1848 et 49 la conduisit à une série interminable de fautes et de malheurs. (pp. 237-238)

*

L'insurrection nationaliste en Schleswig-Holstein contre le pouvoir danois.

22.03.48 L'antagonisme entre les communautés danoise et allemande dans les duchés de Holstein et du Schleswig prend, le 22 mars 1848, une tournure insurrectionnelle.

Ces duchés dépendaient du Danemark mais selon le congrès de Vienne, le Holstein était membre de la Confédération germanique (le Deutscher Bund). Refusant l'incorporation de Schleswig dans le Danemark (une décision du gouvernement danois du 21 mars 1848), les nationalistes libéraux allemands s'emparent dans la nuit du **23 au 24 mars** de la citadelle de Rendsborg à **Kiel** et proclament l'indépendance des deux duchés. Ils constituent un gouvernement provisoire séparatiste reconnu par le Bundestag de la Confédération germanique à Francfort avant même l'ouverture du Parlement de Francfort. C'est le début d'une guerre civile qui va durer trois ans.

Les insurgés font appel à la Prusse, laquelle tergiverse devant une insurrection populaire promptement à se radicaliser politiquement¹, mais finit par engager son armée². Les troupes du général Frédéric von Wrangel occupent en effet le Schleswig le 21 avril 1848³.

La cause des insurgés va susciter dans toute l'Allemagne **une intense ferveur nationaliste**.

Cette intervention provoquera très tôt, dès le 8 et 14 avril, une réaction diplomatique de la Russie et de l'Angleterre qui menacent de soutenir militairement le Danemark. La Prusse est contrainte de céder en signant un premier armistice, le 22 mai 1848⁴, puis, un second, le 26 août 1848, à Malmö. Cette décision conduira à une crise au sein du Parlement de Francfort, qui avait commencé entre temps à siéger. Incapable de poursuivre la guerre sans la Prusse, il se voit contraint d'approuver l'armistice le 16 septembre 1848. Cette reculade entraîne de nouveaux troubles dans toute l'Allemagne, et plus particulièrement à Francfort où l'on assiste, entre le 16 et le 18 septembre, à combats de barricades contre les troupes prussiennes et autrichiennes. Lors de ces affrontements, il n'était plus tellement question de Schleswig-Holstein pour les insurgés, mais de la défense de la révolution elle-même. Ces incidents vont marquer un tournant dans le processus révolutionnaire en donnant l'initiative à la réaction⁵.

26.03.48 Le tsar Nicolas publie un **manifeste impérial** dans lequel la Russie se déclare prête à faire face à la révolte anarchique qui a trouvé son origine en France et a gagné l'Autriche et la Prusse. La Russie, affirme-t-il, est prête à faire face à l'ennemi, à défendre son honneur et les frontières de l'empire⁶.

¹ Engels souligne bien la dynamique qui outrepassa la revendication strictement indépendantiste du soulèvement : « La révolution du Schleswig-Holstein et le gouvernement provisoire qui en était issu avaient encore, même au début, un caractère petit-bourgeois. Mais la guerre obligea à s'engager sur la voie de la démocratie. Grâce à ce gouvernement où ne siégeaient que d'honnêtes vieux libéraux (...), le Schleswig-Holstein a reçu les lois plus démocratiques que n'importe quel autre Etat allemand. De toutes les assemblées allemandes, l'Assemblée provinciale de Kiel est la seule qui ait pour base non seulement le suffrage universel mais également les élections directes. (...) La guerre que nous menons dans le Schleswig-Holstein est donc une véritable guerre révolutionnaire. » (NGR du 10 septembre 1848, t. 2, p. 19).

² Intérêt de la Prusse : se doter d'une façade maritime sur la mer du Nord et sur la Baltique dont le Zollverein était dépourvu

³ Elles ont été précédées par les troupes du Hanovre le 13 avril (Pouthas, op.cit., p. 76)

⁴ Il imposait à la Prusse des conditions très sévères dont l'évacuation militaire des duchés et la dissolution des troupes du gouvernement provisoire. Cela ressemblait bien à une capitulation. Engels en parle comme d'un « ignominieux armistice » (NGR, t.2, p. 10). Le général de Wrangel qui avait mené la campagne prussienne dans les duchés répondra du reste aux ordres avec beaucoup de mauvaise volonté.

⁵ Notons que l'armistice de Malmö ne mettra pas un terme au conflit qui restera sans véritable solution jusqu'à la reprise des hostilités dès juillet 1849 puis en janvier 1864 entre, d'une part, le Danemark, et d'autre part, les armées de l'Autriche et de la Prusse alliées pour la circonstance.

⁶ *Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 717.

29.03.48 Mise en place du **ministère libéral Camphausen-Hansemann** qui succède à celui de von Arnim-Boitzenburg.

C'est manifestement la grande bourgeoisie qui est à la commande et qui va aussitôt conclure une alliance avec la noblesse. Dès le 4 juin, Marx dénonçait dans *la Nouvelle Gazette Rhénane* la prétention du nouveau ministère de s'inscrire dans la continuité légale du pays et de vouloir ainsi occulter la réalité de la révolution en cours. Le 10 juin, le journal commente l'action du nouveau ministère sous un titre très explicite « Le bouclier de la dynastie ». Le 14 juin, dans un long article intitulé « Le débat sur la révolution à Berlin », Engels souligne la contradiction : « La révolution avait donc deux séries de résultats qui devaient nécessairement diverger. Le peuple avait vaincu, il avait conquis des libertés de caractère démocratique incontestable, mais dans l'immédiat le pouvoir passa non dans ses mains, mais dans celle de la grande bourgeoisie. (...) La haute bourgeoisie, depuis toujours contre-révolutionnaire, a, par peur du peuple, c'est-à-dire des ouvriers et de la bourgeoisie démocrate, conclu une alliance offensive et défensive avec la réaction¹ ».

31.03.48 Réunion entre le 31 mars et le 4 avril à **Francofort** du parlement préparatoire (le **Vorparlament**) convoqué, le 5 mars, par les libéraux badois d'Heidelberg en vue de l'élection d'une Assemblée nationale constituante. L'Assemblée siège dans la salle des Empereurs du Römer à Francofort sous la présidence du libéral badois Carl Joseph Mittermaier.

On s'oriente vers une situation de double pouvoir, mais la nouvelle assemblée se garde bien de contester les autorités légales des divers Etats² qui conservent l'initiative politique³ et surtout le contrôle des forces armées.

Les 575 parlementaires qui vont délibérer pendant ces quatre journées composent une majorité plutôt modérée de notables où domine la composante universitaire⁴. La bourgeoisie ne redoute pas moins le caractère révolutionnaire de l'évènement et le risque de voir l'assemblée se comporter comme une Convention nationale à la française. Cette crainte explique le refus majoritaire de se déclarer en permanence⁵ (sauf sous la forme d'un comité de 50 membres chargés de préparer la convocation du parlement et de rédiger un plan de la future Constitution).

A côté de cette majorité monarchiste siège une gauche républicaine assurément minoritaire mais très revendicative par la voix notamment de Gustav von Struve qui soutient son projet de république fédérative sur le modèle américain : une structure fédérale composée de 23 républiques dont l'Autriche allemande, la Bohême, la Moravie et les duchés de Schleswig Holstein. Son programme ajoute une série de revendications politiques et sociales, entre autres, l'élection des fonctionnaires, la suppression des armées permanentes, la création d'un impôt progressif, l'abolition des privilèges dus à la naissance et à la fortune, la création d'un ministère du travail, la séparation de l'Eglise et de l'Etat⁶. Les députés libéraux sont effrayés.

Friedrich Hecker et Gustav von Struve quitteront le pré-parlement le 2 avril à la tête d'un groupe de 50 députés de gauche pour protester contre le rejet de leur proposition d'imposer à l'ancienne Diète de retirer les anciennes lois d'exception votées par elle, en raison également du refus de l'Assemblée d'adopter un programme sur les droits sociaux.

La commission des 50 sera entièrement constituée de députés monarchistes. Bref, toute revendication sociale et républicaine est écar-

¹ NGR, tome 1, p. 96.

² Des Etats et de la Diète fédérale, autrement dit la structure centrale du Deutscher Bund (la Confédération germanique dans son ensemble, y compris l'Autriche-Hongrie). Mise en place par les traités de 1815, cette institution typique d'Ancien régime n'est en effet pas supprimée malgré l'insistance de la gauche républicaine à vouloir l'abolir.

³ Par exemple, alors que le Vorparlament se prononce clairement le 1^{er} avril 48 pour le suffrage universel direct, il laisse le choix des procédures électives aux divers Etats (lesquels choisiront pratiquement tous le scrutin indirect à deux degrés).

⁴ On lui donnera pour cette raison le surnom de « Professorenparlament ». Parmi les participants, on ne comptait que deux autrichiens, mais une délégation de neuf représentants du Schleswig-Holstein.

⁵ Le vote est obtenu le 1^{er} avril par 368 voix contre 148. (Pouthas, op.cit., p. 66)

⁶ J. Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 230

tée. On a évité la constitution d'un comité de salut public.

L'inertie du *Vorparlament* et son orientation politique imposée par les libéraux modérés précipiteront **une tentative d'insurrection révolutionnaire dans le sud du pays de Bade** sous la direction de Gustav **Struve** et de Friedrich **Hecker**¹. Le **12 avril 1848**, Fr. Hecker proclame la république allemande à Constance et lève une armée pour marcher sur Karlsruhe. L'entreprise est bientôt réduite par les troupes de la Confédération germanique qui, le 20 avril, infligeront aux insurgés une sévère défaite à **Kandern**. La légion allemande d'Herwegh venue de France subira la même défaite lors de la bataille de **Dossenbach** le 27 avril 1848².

02.04.48 Ludolf Camphausen réunit du 2 au 10 avril la **Diète unifiée** (promise par le roi dans son adresse du 21 mars)³ pour assurer la continuité légale. Il déclare en ouverture : « L'unité de l'Allemagne a été longtemps le but vers lequel tous les vœux se sont dirigés, maintenant nous nous y acheminons à grands pas et le Roi nous a tendu à cet effet une main, que 15 millions s'empresseront d'accepter. Le Roi a promis une forme de gouvernement vraiment constitutionnelle et nous sommes réunis pour en jeter les fondements. On soumettra à la diète réunie, assemblée pour la dernière fois sous sa forme actuelle, un projet de loi électorale pour l'élection de l'assemblée de représentants du peuple chargée de discuter la nouvelle Constitution représentative de la Prusse⁴ ».

La Diète se prononcera le 8 avril en faveur du suffrage **indirect** à deux degrés⁵ pour l'élection de la future Assemblée nationale chargée de rédiger une Constitution.

Pour sa part, Frédéric Guillaume IV résiste aux velléités putschistes d'un Bismarck. A partir du 26 mars 48, il se retire à Postdam, entouré d'une cour de conservateurs fanatiques (ladite « Camarilla » réunie autour de Léopold von Gerlach) qui vont entretenir son désir de revanche.

Cette question de la continuité légale est centrale aux yeux de Camphausen qui entend ainsi écarter l'évidence que son ministère résulte d'une rupture révolutionnaire.

La *Nouvelle Gazette Rhénane* ne manquera pas d'ironiser à propos du chantage que Camphausen va exercer sur l'Assemblée, la menaçant de démissionner chaque fois qu'elle contestait ses directives⁶.

Par ailleurs, ce qui frappe les observateurs, c'est la remarquable apathie de la population berlinoise après sa victoire. Un signe : les troupes de l'armée retrouvent leur casernement dans la ville dès le 29 mars sans aucune réaction des milieux radicaux. L'explication se trouve dans la persistance de la crise économique et sociale qui tend à rompre le front entre les composantes ouvrière et bourgeoise du camp démocratique.

*

¹ Sur la personnalité et les conceptions républicaines de Friedrich Hecker et de Gustav Struve, nous renvoyons à l'étude de Jean Sigmann « Les radicaux badois et l'idée nationale allemande », volume 2 des *Etudes d'histoire moderne et contemporaine de la Société d'Histoire moderne, Etudes sur la révolution de 1848*, Paris 1948, pp. 204-220.

² Cette composante « étrangère » ainsi que la radicalité du mot d'ordre républicain lui-même expliquent que les pouvoirs en place n'ont éprouvé aucune peine à mobiliser leurs troupes contre ce qui était perçu comme une invasion. Hecker lui-même avait du reste expressément décliné toute alliance avec la légion d'Herwegh, conscient de l'impopularité d'une armée venue de France. (J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, p. 237).

³ On se rappelle que cette Diète (ou Landtag) unifiée avait été convoquée la première fois en avril 1847. Elle réunissait les huit diètes provinciales de Prusse où dominaient la noblesse et la classe des grands propriétaires fonciers.

⁴ *Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 720. En échange, le Diète votera l'emprunt que le roi avait sollicité en juin 1847.

⁵ La première assemblée électorale était composée des électeurs de 24 ans, la seconde des électeurs de 30 ans. La discrimination agit donc sur le paramètre de l'âge et non pas du cens.

⁶ Ainsi dans l'article « Question de vie ou de mort », en date du 04.06.48 (NGR, tome 1, p. 53).

Les événements du Schleswig-Holstein font l'objet d'un (très) bref commentaire dans la seconde partie du neuvième article d'Engels de mars 1852 intitulé « **Le panslavisme, La guerre de Schleswig-Holstein** ».

En parlant d'un « envahissement danois depuis trois ans », Engels opère un raccourci qui simplifie une situation plutôt complexe, notamment dans le Schleswig où la population était moins homogène que celle du Holstein majoritairement de langue et de culture allemandes. Les heurts entre les communautés danoise et allemande se multiplient, en effet, depuis le début du siècle, au nom, dans chaque camp, de l'idéologie nationaliste qui lui appartient.

On trouve un commentaire plus circonstancié d'Engels sur les événements dans les articles qu'il publie en septembre 1848 dans la Nouvelle Gazette Rhénane¹.

Engels est surtout animé à cette date par la certitude qu'un refus de l'armistice de Malmö par le parlement de Francfort entrainera nécessairement à ses yeux, compte tenu des implications de la Russie et de l'Angleterre et des ambiguïtés de la politique prussienne, une guerre européenne avec des conséquences révolutionnaires.

Rétrospectivement, il insiste dans sa contribution de 1852 au *New York Daily Tribune* **sur le rôle des armées** dans le ressaisissement des forces contre-révolutionnaires.

Enfin, il y avait la guerre avec le Danemark au sujet de Schleswig et de Holstein. Ces pays, incontestablement allemands par leur nationalité, leur langue et leurs préférences, sont nécessaires aussi à l'Allemagne pour son développement militaire, maritime² et commercial. Depuis trois ans leurs habitants soutenaient une âpre lutte contre l'envahissement danois. De plus, ils avaient pour eux les traités politiques conclus. La révolution de mars les mit aux prises avec les Danois, et l'Allemagne les soutint. Mais tandis qu'en Pologne, en Italie, en Bohême, et plus tard en Hongrie, on poussa les opérations militaires avec une vigueur extrême, dans cette guerre-ci, la seule populaire, la seule révolutionnaire, partiellement tout au moins, on adopta un système de marches et de contremarches inutiles³, et on accepta l'intervention de la diplomatie étrangère, qui fit qu'on aboutit, après nombre d'engagements héroïques, à une fin lamentable. Pendant la guerre le gouvernement allemand trahissait l'armée révolutionnaire de Schleswig-Holstein⁴. C'est à dessein qu'il permettait aux Danois de la passer au fil de l'épée, une fois qu'elle était disséminée ou divisée. Le corps des volontaires allemands fut traité de même.

Mais tandis que de la sorte le nom allemand ne récoltait de tous côtés que colère et haine, les gouvernements constitutionnels et libéraux se frottaient les mains de joie. Ils avaient réussi à écraser les mouvements polonais et bohémiens. Partout ils avaient rallumé les vieilles animosités nationales qui jusqu'alors avaient empêché toute entente et toute action communes entre Allemands Polonais et Italiens. Ils avaient habitué le peuple à des scènes de guerre civile et à la répression par le militaire. L'armée prussienne et l'armée autrichienne, la première en Pologne⁵, la seconde à Prague⁶, avaient repris confiance ; et pendant qu'on dirigeait le « trop-plein patriotique » (comme dit Heine) de la jeunesse, révolutionnaire, mais de vue courte, sur le Schleswig et la

¹ « L'armistice avec le Danemark », paru le 8 septembre 48 (t.2. pp. 7-11) et « L'armistice Prusso-Danois », paru le 10 septembre 48 (t.2, pp. 15-20). Engels avait précédemment publié sur la question : « Comédie guerrière dans le Schleswig-Holstein », paru le 5 juin 48 (t.1, pp. 58-60) et « L'armistice avec le Danemark », paru les 21 et 22 juillet 48 (t.1, pp. 316-323).

² La « conquête » des duchés ouvrait à la Prusse un nouveau front maritime indispensable au développement de son commerce extérieur. Cet avantage a manifestement dicté l'attitude hostile de l'Angleterre soucieuse de préserver son hégémonie sur les mers.

³ Engels dénonce les volte-face du pouvoir prussien dans la conduite de la guerre dans son article du 5 juin 1848 intitulé « Comédie guerrière dans le Schleswig-Holstein » : « C'est une véritable contredanse, un ballet guerrier que le ministère Camphausen fait jouer pour son propre plaisir et la gloire de la nation allemande. Mais n'oublions pas que les feux de la rampe sont formés des villages en flamme du Schleswig et le chœur, des cris de vengeance des trainards et des francs-tireurs danois. ». (NGR, t. 1, pp. 58-60).

⁴ Engels mentionne à plusieurs reprises la note de diplomatie secrète adressée par la Prusse aux Danois dès le 8 avril 48 par l'intermédiaire du Major Ludwig von Wildenbruch assurant que l'engagement militaire prussien n'avait en vérité d'autre but que de contenir les poussées radicales et républicaines en Allemagne même et d'absorber ainsi « le trop plein de force patriotique ». (NGR, t. 1, p. 235 et 321 ; NGR, t.2, p. 294).

⁵ Référence faite à la répression du soulèvement des nationalistes polonais de la province de Posen par l'armée prussienne en avril mai 48.

⁶ Référence faite à la répression de l'insurrection de Prague par l'armée autrichienne en juin 1848.

Lombardie pour se faire écraser par la mitraille de l'ennemi, l'armée régulière, l'instrument réellement efficace pour la Prusse comme pour l'Autriche, était mise à même de reconquérir la faveur publique par ses victoires à l'extérieur. Mais, encore une fois, ces armées, renforcées par les libéraux comme un moyen d'action contre le parti avancé, n'eurent pas plutôt retrouvé dans une certaine mesure leur assurance et leur discipline, qu'elles se retournèrent contre les libéraux et rétablirent au pouvoir les hommes de l'ancien régime.

Quand Radetzky, dans son camp d'au-delà de l'Adige, reçut les premiers ordres des « ministres responsables » de Vienne, il s'écria : « Quels sont ces ministres ? Ils ne sont pas le gouvernement d'Autriche ; l'Autriche, à cette heure, n'existe pas hors de mon camp ; moi et mon armée, nous sommes l'Autriche. Quand nous aurons battu les Italiens, nous reconquerrons l'empire pour l'empereur ».

Et le vieux Radetzky avait raison ; mais les imbéciles « ministres responsables » ne prirent pas garde à lui. (pp. 251-252)

Pour rappel : Le maréchal d'origine tchèque Joseph Radetzky a été le commandant en chef de l'armée autrichienne au cours des campagnes d'Italie de 1848-1849. Il sera le vainqueur des batailles décisives de Custoza en juillet 1848 et de Novare en mars 1849.

*

23.03.48 En Hongrie, on procède à la constitution du **premier ministère national hongrois** sous la présidence de Lajos Batthyány, avec Bertalan Szemere à l'intérieur, Paul Esterhazy aux relations avec l'Autriche et Lajos Kossuth aux finances. Il se livrera sans tarder à une intense activité législative : les lois libérales passent, notamment celle sur le ministère responsable¹, sans résistance de la part de Vienne (qui n'en a pas les moyens) L'élément libéral modéré domine. Les Hongrois ne profitent toutefois pas de la situation favorable pour aller jusqu'à l'indépendance pure et simple. Ferdinand hésitera jusqu'au 31 mars pour accorder un ministère des finances et de la guerre. On maintient un système électoral qui préserve les anciens privilèges et on refuse la citoyenneté aux juifs².

*

05.04.48 **A Mayence** Karl Wallau et Adolph Cluss, tous deux membres de la Ligue, lancent un « Appel à tous les travailleurs d'Allemagne » pour fonder des unions ouvrières et préparer un congrès des travailleurs. Le texte déclare : « Ensemble et organisés, nous formons (...) une force irrésistible. C'est pourquoi, Frères, il faut former partout dans les villes et les villages des *Unions ouvrières* où soit discutée notre condition, où soient proposées des mesures pour modifier notre situation actuelle, il faut que des représentants issus de la classe ouvrière soient désignés et élus pour être envoyés au parlement allemand et que soient entreprises toutes les autres démarches nécessaires à la préservation de nos intérêts³. ».

08.04.48 Révolution pacifique à **Prague**. Le pouvoir viennois cède sur la plupart des revendications tchèques. La Bohême devient un royaume à Dès le 12 mars 1848, une assemblée populaire (le Comité de saint Wenceslas), allemands et tchèques confondus avait voté un programme

¹ Almanach de Gotha pour l'année 1848, *Chronique*, p. 716

² à noter l'indécision de Kossuth, plus à l'aise dans les oraisons nationalistes où il fait preuve de patriotisme étroit et d'arrogance à l'égard de slaves et des Roumains. Il a sa part de responsabilité dans la haine suscitée chez les slaves et dans l'aide que ces derniers apporteront au pouvoir central.

³ Le texte de ce tract se trouve aux pages 463-464 du 3^e volume du recueil « La Nouvelle Gazette Rhénane » aux Éditions du Progrès, Paris, 1971. L'appel à soutenir des candidatures ouvrières aux élections doit être souligné compte tenu de la position antiparlementariste de la section de Cologne de la Ligue sous la direction d'Andreas Gottschalk et d'August Willich. Pour le détail, nous renvoyons à la note 3.3 du présent fascicule.

part entière comme la Hongrie¹.

de réformes démocratiques réclamant notamment l'abolition des charges féodales par rachat, la parité du tchèque et de l'allemand dans l'administration et dans l'enseignement, l'exercice des libertés fondamentales, la création d'une garde nationale, la fondation même d'une banque nationale². Un comité de 24 membres s'était mis en place, avec à sa tête deux nobles (le comte Adalbert Deym et le baron Karl Villani) et une délégation avait été envoyée à Vienne. Elle en était revenue avec la promesse d'une prochaine convocation de la Diète sur la base du suffrage universel.

Ces revendications avaient fait l'objet d'une nouvelle pétition, le 28 mars 1848, signée cette fois par la seule composante tchèque.

11.04.48 **Marx arrive à Cologne.** La section de la *Ligue des Communistes* s'y trouve dirigée depuis 1847 par le médecin Andreas Gottschalk, lequel est sur le point de participer à la fondation de l'*Union ouvrière de Cologne* dont il devient le président.

Marx ne tardera pas à s'opposer à la ligne politique défendue par A. Gottschalk. L'analyse qu'il fait du rapport des forces le conduit, en effet, à préconiser une alliance du mouvement ouvrier avec la bourgeoisie dans le cadre des revendications démocratiques : il appartient, estime-t-il, à la bourgeoisie de mener d'abord elle-même à son terme sa propre révolution anti-féodale. Une politique spécifiquement prolétarienne ne conduirait dans l'immédiat qu'à l'isolement. Le conflit³ éclatera au sein de la *Ligue* le 11 mai avec pour résultat le retrait de Gottschalk⁴.

11.04.48 La Diète de Hongrie est dissoute et remplacée par une Assemblée nationale élue au suffrage censitaire des nobles, des bourgeois et des paysans aisés. La veille, l'empereur Ferdinand lui-même était venu clore la session de l'ancienne Diète et après un message prononcé en hongrois, il avait proclamé les lois organiques de la Hongrie nouvelle quasiment indépendante. **La Hongrie devient une monarchie constitutionnelle autonome dans le cadre de l'Empire⁵.**

Les responsables politiques hongrois vont toutefois faire preuve d'un **nationalisme étroit⁶** à l'égard des minorités nationales, slaves en particulier, qui constituent des parties intégrantes de l'Etat hongrois. Cette politique d'hégémonie va provoquer très vite la rébellion de ces minorités, serbes et croates en particulier. Un antagonisme dont le pouvoir central viennois saura jouer habilement.

Ce même 11 avril 1848, **Palacky** s'adresse au parlement de Francfort pour décliner fermement l'invitation qui a été faite aux Tchèques de Bohême d'y participer.

Il réaffirme au contraire son attachement institutionnel et politique à la dynastie d'Autriche Hongrie, écrivant dans son message officiel : « vous voulez affaiblir à jamais, rendre même impossible l'existence de l'Autriche comme Etat indépendant ; or le maintien, l'intégrité, l'affermissement de l'Autriche sont d'une extrême importance non seulement pour mon peuple, mais pour l'Europe entière et même pour l'humanité et la civilisation elle-même ».

Un position qu'il confirmera dans un manifeste du 5 mai 48 : « ... Nous déclarons ouvertement et solennellement que nous sommes fermement et inaltérablement résolus à conserver intacte notre antique fidélité à la dynastie des Habsbourg-Lorraine qui règne sur nous héréditairement en vertu des principes constitutionnels et à assurer par tous les moyens en notre pouvoir le maintien de l'intégrité et de la souveraineté

¹ Almanach de Gotha pour l'année 1849, *Chronique*, p. 722.

² *Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 711.

³ Notamment sur la question du boycott par Gottschalk et ses partisans des prochaines élections de mai 1848 pour le parlement de Francfort.

⁴ Pour le détail, nous renvoyons à la note 2.4 que nous consacrons dans le présent fascicule à Andreas Gottschalk.

⁵ Elle n'est toutefois pas reconnue comme telle sur le plan des relations internationales.

⁶ Avec, par exemple, l'imposition du magyar comme seule langue d'Etat (tout autre document perdant son caractère légal) et l'enseignement obligatoire de la langue dans toutes les écoles.

de l'État impérial autrichien. Nous rejetons donc par avance là d'où elles viennent, c'est-à-dire dans le domaine du mensonge et de la calomnie toutes les suspensions qui ont pu surgir de prétendus séparatisme, panslavisme, russisme et autres formules de ce genre, quelles qu'elles soient¹... »

20.04.48 **Manifestation à Berlin pour le suffrage universel direct**² en protestation contre le mode de scrutin à deux degrés choisi pour l'élection du futur Landtag prévue les 1er et 8 mai prochains. En vérité, cette manifestation est un échec en raison du recul de Stephan Born³ devant la menace d'une intervention armée du pouvoir, Camphausen s'opposant résolument au suffrage universel et s'étant déclaré prêt à faire intervenir les forces de l'ordre. Cette reculade est perçue comme une division au sein du mouvement démocratique berlinois.

Cette journée marque par ailleurs la défaite, à la bataille de Kandern, près de Bâle, du soulèvement républicain dirigé par Fr. Hecker et G. Struve.

25.04.48 Proclamation par le ministre de l'Intérieur Franz von Pillersdorf de la **première constitution autrichienne**⁴. L'Empire devient une monarchie constitutionnelle : bicaméralisme et suffrage censitaire, le souverain gardant un droit de veto absolu. Les droits civiques et politiques des citoyens sont garantis ainsi que les libertés religieuses. La Chambre haute, ou Chambre des Pairs est composée de membres à vie issus de la noblesse et de grands propriétaires terriens. La Chambre basse est liée à un cens élevé qui exclut du corps électoral la petite bourgeoisie et bien sûr les classes populaires et la paysannerie. Le 9 mai 48, le gouvernement décidera d'un abaissement du cens en faveur de la bourgeoisie et de la paysannerie mais on demeure très loin du suffrage universel, les ouvriers en étant exclus.

Cette décision provoquera une vive résistance des comités politiques révolutionnaires qui exigent le suffrage universel et l'instauration d'une seule Chambre.

Le soulèvement du grand-duché de Poznan entre dans sa phase militaire.

29.04.48 C'est le **20 mars**, aussitôt après les événements de Berlin, que le soulèvement nationaliste polonais a débuté à Poznan par une manifestation populaire et par la constitution d'un *Comité national* chargé de la direction du mouvement. **On assiste dans une première phase à une étroite collaboration entre les deux communautés polonaise et allemande** avec pour perspective le déclenchement d'une guerre de libération *nationale* et *sociale* contre la Russie tenue pour le principal

Or les relations entre les Allemands et les Polonais du grand-duché ne vont pas tarder à se dégrader³. Le **3 avril**, les autorités prussiennes déclarent l'état de siège en Posnanie puis délèguent le général Wilhelm von Willisen en vue d'une médiation qui aboutit le **11 avril** à un **compromis** : les Polonais acceptent, en principe du moins, de réduire leurs forces armées et les Prussiens conviennent d'un partage du territoire entre les influences allemande et polonaise. Cet accord est néanmoins très vite

¹ Nous citons à partir de l'étude de Georges Luciani, « Du congrès de Prague (1848) au congrès de Moscou (1867) ». In: Revue des études slaves, Tome 47, fascicule 1-4, 1968. Communications de la délégation française au VIe Congrès international des slavistes (Prague, 1968). pp. 85-93.

² Jacques Droz insiste sur le rôle du jeune étudiant Gustav Adolph Schlöffel (fils d'un député de Francfort et journaliste dans le journal de tonalité babouviste *Volksfreund*) dans la préparation de cette manifestation : il sera arrêté et condamné à 6 mois de forteresse pour... complicité avec Hecker et Struve (J. Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 346)

³ Lequel venait de jeter les bases, le 19 avril 48, d'un « Comité central des Travailleurs » qui jouera un rôle important dans la capacité de mobilisation de la classe ouvrière berlinoise.

⁴ Elle ne valait que pour la partie strictement autrichienne de l'Empire. (Référence sur ce point : *L'Almanach de Gotha* pour l'année 1848, *Chronique*, pp. 726-727)

soutien des forces réactionnaires en Europe. Outre les thèmes démocratiques généraux, les revendications portent sur l'*indépendance* ou sur l'*autonomie* du territoire selon le degré de radicalité des composantes. Le pouvoir prussien va commencer par choisir une voie de compromis. Le **24 mars**, il annonce la mise en place d'une commission paritaire germano-polonaise chargée de l'administration du Grand-Duché¹. Cela n'empêche pas les insurgés polonais de s'organiser militairement, surtout après l'arrivée, le **28 mars**, de Ludwik Mieroslawski² qui prend le commandement des forces armées.

dénoncé par les autorités de Berlin dont les exigences en matière de partage aboutissent au déclenchement des hostilités. Les prussiens prennent l'initiative des combats, le **29 avril**, en détruisant avec une particulière brutalité le camp polonais de Ksiaz, mais ils sont à deux reprises défaits par les troupes de Mieroslawski, le **29 avril**, près de Miloslaw, et le **2 mai**, à Sokolovo. Toutefois ces victoires entraînent de lourdes pertes dans les rangs polonais. Incapables de tirer avantage de la situation militaire, les troupes polonaises devront en fin de compte capituler le **9 mai 1848** à Bardo, un village près de Wrzesnia⁴. Le grand-duché devient la province de Posen intégrée à la Prusse.

*

Les commentaires d'Engels sur le soulèvement en Posnanie occupent la première partie de son huitième article de mars 1852 intitulé « **Polonais, tchèques et allemands** ».

L'affirmation assurément exacte qu'il s'agit d'une situation très compliquée paraît l'autoriser à décrire le contexte politique et sociologique à (très) grands traits, se contentant de prendre acte de la division du pays entre les communautés, d'un côté, l'allemande, pour l'essentiel dans les villes, et l'autre côté, la polonaise, pour l'essentiel dans les communes rurales. Une description à vrai dire quelque peu *germano-chauvine*, Engels notant, comme au passage, c'est nous qui soulignons, que « Dès les temps de Charlemagne, les Allemands ont dirigé leurs efforts les plus constants, les plus persévérants vers la conquête, la colonisation, ou, tout au moins, *la civilisation* de l'Europe orientale⁵ », ce qui donne à la suivante interrogation sur les capacités du « peuple slave » un caractère pour le moins singulier :

Les dernières soixante-dix années avaient ainsi entièrement déplacé la ligne de démarcation entre les nationalités allemande et polonaise. Puisque la Révolution de 48 avait immédiatement revendiqué pour toutes les nations opprimées une existence indépendante et le droit de régler leurs propres affaires, il était tout naturel que les Polonais réclamaient de suite le rétablissement de leur pays dans les limites des frontières de la vieille République polonaise avant 1772. Il est vrai que déjà cette frontière était devenue impropre à délimiter les nationalités allemande et polonaise ; elle l'était devenue davantage d'année en année, avec les progrès de la germanisation ; mais les Allemands avaient manifesté un si grand enthousiasme pour la restauration de la Pologne, qu'il leur fallait bien s'attendre à ce qu'on leur demandât, comme une première preuve de l'authenticité de leurs sympathies, de renoncer à leur part du butin. D'un autre côté, devait-on céder des contrées entières, habitées, pour la plupart, par des Allemands ; devait-on céder des grandes villes, entièrement allemandes, à un peuple qui n'avait pas en-

¹ Almanach de Gotha pour l'année 1849, *Chronique*, p. 716. Jacques Droz insiste (pp. 243-244) sur les démarches accomplies par le ministre des Affaires étrangères berlinois, le baron **von Arnim**, auprès du gouvernement français en vue du rétablissement de l'Etat polonais perçu comme un bouclier contre la Russie. Il envisageait cette guerre contre la Russie comme la condition à remplir pour consolider l'unité nationale allemande. Une thèse, notons-le, que partageaient de leur côté Marx et Engels. Dès le 13 avril 48, Lamartine signifiera le refus de la France de s'engager dans cette voie. L'opinion allemande ne tardera du reste pas à se retourner contre les nationalistes polonais, notamment dans la bourgeoisie qui craint les conséquences d'un conflit contre la Russie, et notamment les risques d'un embrasement révolutionnaire.

² Ludwik Mieroslawski est le type même du révolutionnaire nationaliste de l'époque. Il avait été l'un de principaux acteurs du soulèvement polonais de 1846 et s'était vu condamner à mort par le pouvoir prussien. Sa peine ayant été commuée en un peine de prison à perpétuité, il avait bénéficié de l'amnistie prononcée le 20 mars 1848. Libéré sous les acclamations du peuple berlinois attaché à la cause polonaise, il avait rejoint Poznan à cette date du 28 mars. Arrêté après la défaite du 9 mai, il sera expulsé vers la France sur intervention du gouvernement français avant de prendre part aux combats dans le Bade.

³ Du point de vue démographique, les allemands occupaient le nord et l'ouest du territoire et les Polonais étaient majoritaires dans l'est et le sud.

⁴ Source : la contribution de Witold Molik (de l'Adam Mickiewicz University Poznan) à l'« Encyclopedia of 1848 Revolutions », sur le site www.ohio.edu/Chastain. Engels commente les brutalités de l'armée prussienne dans son article du 21 juin 48 « Nouvelle politique en Posnanie » (NGR, tome 1, pp. 133-134).

⁵ Op.cit., p. 246

core prouvé qu'il était capable de s'élever au-dessus d'un état de féodalité basé sur la servitude agraire ? (p. 247)

L'analyse d'Engels garde par ailleurs toute sa lucidité sur la brutalité des **purs rapports de force** :

L'importance de l'élément allemand dans les localités de la frontière slave augmentait ainsi avec l'accroissement des villes et du commerce, et s'accroissait encore quand il devenait nécessaire d'importer presque tous les éléments de la culture intellectuelle d'Allemagne ; après le marchand et l'artisan allemands, le prêtre allemand, le maître d' cole allemand, le savant allemand, vinrent s'établir sur le territoire slave. Et enfin, le pas d'airain d'armées conquérantes, ou l'étreinte circonspecte et préméditée de la diplomatie, ne faisaient pas que suivre seulement, mais maintes fois devan aient le lent mais sûr progrès de la dénationalisation par le développement social. De grandes parties de la Prusse occidentale et de Posen ont été germanis es ainsi depuis le premier partage de la Pologne, au moyen de ventes et de concessions de domaines publics à des colons allemands, d'encouragements donnés aux capitalistes allemands pour l'établissement de fabriques, etc., dans ces régions, et bien souvent aussi, au moyen de mesures excessivement despotiques contre les habitants polonais du pays. (pp. 246-247)

Néanmoins l'important dans ce bref article réside dans la conviction que Marx et Engels partagent à cette époque de la nécessité d'une **guerre** des démocrates insurgés, tous pays confondus, **contre l'absolutisme russe**¹ :

Une guerre avec la Russie offrait l'unique solution possible. Dans cette éventualité, la question de la démarcation des différentes nations révolutionnaires e t été subordonnée à celle de l'établissement, au préalable, d'une frontière sûre contre l'ennemi commun. Les Polonais, mis en possession de vastes territoires dans l'Est, eussent été plus traitables au sujet de l'Ouest ; et en fin de compte, Riga et Mitau leur auraient paru tout aussi importants que Dantzig et Elbing. Le parti avancé de l'Allemagne, qui estimait qu'une guerre avec la Russie était nécessaire pour entretenir le mouvement continental, et qui pensait que le rétablissement national même d'une partie de la Pologne déterminerait fatalement cette guerre, soutenait les Polonais ; par contre, le parti bourgeois au pouvoir, qui prévoyait clairement qu'une guerre nationale avec la Russie, par cela même qu'elle appellerait au gouvernement des hommes plus actifs et plus énergiques, amènerait sa propre chute, déclara, avec un enthousiasme feint pour l'extension de la nationalité allemande, que la Pologne prussienne, le centre de l'agitation révolutionnaire polonaise, faisait partie intégrante de l'empire allemand futur. Les promesses faites aux Polonais dans les premiers jours furent honteusement trahies. Des détachements polonais, formés avec l'autorisation du gouvernement, furent dispersés et massacrés par l'artillerie prussienne ; et d s le mois d'avril, six semaines à peine après la Révolution de Berlin, le mouvement polonais était écrasé et la vieille inimitié nationale raviv e entre Polonais et Allemands. Ce furent les ministres-marchands libéraux, Camphausen et Hansemann, qui rendirent ce service immense, d'un prix inestimable,   l'autocrate russe. (pp. 247-248)

L'annexion pure et simple du Grand-Duché de Posen à la Prusse sera confirmée par le parlement de Francfort le 27 juillet 1848 par 342 voix contre 31 après de vifs débats qui ont vu s'exprimer sans retenue le sentiment d'une hégémonie culturelle germanique².

*

¹ Ils ne sont pas les seuls à partager cette perspective. Rappelons que le ministre des Affaires étrangères du gouvernement prussien lui-même, le baron von Arnim-Suckow avait préconisé dans un *Mémoire* publié le 17 mars 48 la reconstitution de la Pologne historique au prix d'une guerre contre la Russie, un conflit qui devait à ses yeux concourir à souder l'unité allemande.

² J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, p. 294. Cette décision donnera lieu à une ferme protestation de la *Société démocratique* de Cologne dans son communiqué du 13 août 1848 (le document se trouve aux pages 470-471 de la NGR, vol.3).

01.05.48 Début des **élections** à la fois pour le **landtag de Berlin** (où il s'agit d'élire 402 députés au suffrage universel indirect) et pour le **parlement de Francfort** .

Les résultats seront très différents d'une assemblée à l'autre. L'assemblée de Berlin sera plus représentative des électeurs de condition modeste. Elle sera en tout cas très différente de la classe politique ancienne. La gauche s'y trouvait plus représentée qu'au parlement de Francfort.

Minorisée par ce scrutin, la noblesse prussienne prendra conscience de la nécessité de s'organiser politiquement.

A **Prague**, ce premier mai 1848, se trouve lancé **un appel aux slaves d'Autriche**, avec notamment la signature de František Palacky. L'opposition au parlement de Francfort est clairement exprimée : « Les nations européennes s'entendent et se groupent. Les Allemands pour s'unir ont convoqué à Francfort un Parlement qui insiste pour que la monarchie autrichienne lui cède de son indépendance tout ce qui est nécessaire à l'unité germanique, que cette monarchie entre dans le nouvel Empire allemand avec tous ses territoires non hongrois. Une telle façon d'agir ne détruirait pas seulement l'unité de l'Autriche, mais aussi l'union et l'indépendance des peuples slaves dont la nationalité se trouverait ainsi mise en danger¹. »

05.05.48 Le conseil des ministres de Prusse autorise le retour du Prince de Prusse (le frère du roi, et futur Guillaume 1er) de son exil londonien².

Aussitôt connue, cette démarche entraîne de vives protestations « sous les tentes » mais les manifestations qui se multiplient les 13 et 14 mai n'empêcheront pas ce retour, effectif le 8 juin.

En mai La crise économique accroît le malaise social à Berlin. Les manifestations se multiplient, notamment de la part des « Rehberger », ces chômeurs que l'on avait chargés de niveler la colline de sable de Rehberg, au nord de la ville³.

Pendant ce temps, Frédéric-Guillaume IV tombe sous la coupe de la Camarilla qui fait pression pour qu'il revienne sur ses engagements et promesses.

*

Journées révolutionnaires à Vienne

Au début du mois de mai, s'est constitué à Vienne un *Comité central révolutionnaire* composé de délégués de la Garde nationale et de la Légion académique (celle des étudiants). Le conflit entre le gouvernement de Pillersdorf et la direction révolutionnaire débouche sur **un double soulèvement armé les 15 et 26 mai 48**.

15.05.48 Un ordre du jour du gouvernement annonce la dissolution du « Comité central politique de la garde nationale », une organisation mise en place au début du mois de mai et composée de délégués de la garde nationale et de la légion étudiante. **La riposte est immédiate**. Étudiants et ouvriers se mobilisent et portent

Dès le lendemain, en effet, les journaux annoncent 1. que la mesure concernant le comité de la Garde nationale est reportée et que celle-ci conserve la direction du maintien de l'ordre dans la ville ; 2. que la Diète ne comportera qu'une seule Chambre et sera élue au suffrage universel.

¹ Cité par Georges Luciani, article cité, p. 87.

² Son impopularité était telle qu'en mars 1848, il avait dû fuir la ville pour se réfugier à Londres au prétexte d'un voyage d'étude. Son palais avait été déclaré bien national.

³ Ils constituaient l'équivalent berlinois des ateliers nationaux de Paris.

une pétition à l'empereur réclamant le retrait non seulement de la décision mais de la loi électorale. Leurs exigences portent sur l'instauration d'un Parlement national constitué d'une seule Chambre élue au suffrage universel direct et sur la soumission de l'armée aux décisions de la Garde nationale. Les négociations vont durer toute la journée et la nuit suivante dans un climat de très vives tensions. Enfin le pouvoir finit par céder¹.

Le pouvoir cède donc sur l'ensemble des revendications du mouvement révolutionnaire. Mais l'Empereur prend la mesure de sa défaite politique et prend la décision de quitter la ville. A vrai dire, les insurgés ne pensent pas à s'emparer du pouvoir et le ministère de Pillersdorf demeure en fonction. Le pouvoir de l'Empereur reste incontesté.

17.05.48 **L'Empereur d'Autriche Ferdinand 1er et sa famille se réfugient à Innsbruck** où ils arrivent le 19 mai².

Le lendemain 20 mai, il publie dans la *Gazette d'Augsbourg* un « **Manifeste de l'empereur à ses peuples** » où il explique et justifie son départ sur un ton de condescendance très représentatif des rapports d'un monarque d'Ancien Régime à ses *sujets* : « Les événements de Vienne du 15 mai me donnent la triste conviction qu'une faction anarchique, s'appuyant sur la Légion académique³, égarée en grande partie par des étrangers, et sur certaines fractions de bourgeois et de gardes nationaux qui ont oublié leur sentiment de fidélité, voulait m'enlever la liberté d'agir, pour dominer ainsi les provinces, que ces prétentions isolées ont certainement irritées, ainsi que les habitants loyaux de ma résidence. Il ne m'est resté que le choix de sortir de cette crise avec la fidèle garnison, en employant au besoin la force, ou bien de me retirer, pour le moment silencieusement, dans une de mes provinces, qui heureusement me sont toutes restées fidèles. Le choix, ne pouvait être douteux. Je me décidai pour l'alternative pacifique, et je pris la route du pays de montagnes, fidèle à toutes époques, et où, en même temps, je me rapprochais des nouvelles de l'armée qui combat si vaillamment pour la patrie. Loin de moi la pensée de vouloir reprendre les dons que j'ai faits à mon peuple dans les jours de mars, et leur suite naturelle, ou de les diminuer. Au contraire, je serai toujours disposé à écouter les désirs raisonnables de mes peuples, manifestés par les voies légales, et à tenir compte des intérêts nationaux, et provinciaux. Mais il faudra qu'ils aient un caractère général, qu'ils soient exprimés d'une manière légale, délibérés par la Diète et soumis à ma sanction, et non pas extorqués, à main armée, par quelques individus sans mandat. Voilà ce que j'ai voulu dire à mes peuples, que mon départ de Vienne a vivement inquiétés, pour les calmer et leur rappeler en même temps comment, dans ma sollicitude paternelle, j'ai toujours été prêt à reprendre même ceux de mes enfants que je croyais égarés, lorsqu'ils revenaient à moi⁴. »

Depuis son refuge, il va mettre en œuvre la contre-attaque contre les organisations révolutionnaires. Le gouvernement est en effet resté en place sans que les forces démocratiques ne profitent de la situation. Elles vont au contraire se plier aux ordres du pouvoir légal.

Pour sa part, la bourgeoisie se désolidarise d'un mouvement dont elle craint la radicalité démocratique et les exigences dans le domaine social. La situation revient toutefois au calme après que le « comité central politique de la garde nationale » eut décidé lui-même de se dissoudre pour se placer sous l'autorité du comte de Montecucculi, président de la Basse Autriche. Manifestement le mouvement n'est pas en mesure de tirer profit de la situation, au lieu de quoi il multiplie les gestes de loyauté à l'adresse de la dynastie et des autorités officielles qui gardent l'initiative.

18.05.48 Dans le contexte de la fuite du roi, les journalistes **Léopold Häfner** (rédacteur en chef du journal *Die Constitution*) et **Joseph Turova** échouent à faire proclamer la République. La revendication républicaine n'est pas prise en charge par les forces populaires qui ne la comprennent pas.

26.05.48 **Nouvelle insurrection à Vienne.**

Le 25 mai, le président de la Basse Autriche, le comte de Montecucculi (qui avait enregistré

¹ Almanach de Gotha pour l'année 1849, *Chronique*, p. 736

² Cette « fuite » a pu être comparée à celle de Louis XVIII. Les autorités viennoises ne tarderont du reste pas à dénoncer la comparaison (Cf. l'édition du 30 mai 1848 du *Courrier des Alpes*, page 3, fac-similé disponible sur le site de la *Bibliothèque de Toulouse*, banque de données Rosalis).

³ à savoir la garde armée de l'Université de Vienne

⁴ Cité par Garnier-Pagès, op.cit., tome 8, pp. 159-160.

la démission volontaire, le 17 mai, du Comité central de la garde nationale) prend la décision de dissoudre la Légion académique, autrement dit la garde civique des étudiants. Il met aussitôt la ville en état d'insurrection. **Les barricades s'élèvent partout.**

Le pouvoir cède à nouveau. La Légion académique est maintenue, les troupes rentrent dans les casernes, même si la mobilisation ne faiblit pas dans la crainte d'une attaque de la ville par Windischgrätz.

On procède à la création d'un « **Comité de sûreté** » sous la présidence du médecin Adolf Fischhof (qui avait joué un rôle déterminant dans la journée du 13 mars). Le 29 mai, un accord est signé avec Pillersdorf sur l'ensemble des concessions politiques obtenues depuis de 25 avril¹³³. D'Innsbrück, l'empereur sanctionne ces décisions.

Le **3 juin 1848**, Ferdinand 1^{er} publiera **une nouvelle adresse** « Aux fidèles habitants de ma résidence » dans laquelle il déclare : « Le bonheur de mes peuples est aussi mon bonheur; et, guidé uniquement par ce sentiment, j'ai, sur l'avis de mes conseillers, accordé la Constitution promulguée le 25 avril. Par cette Constitution, je n'ai pas voulu anticiper sur les exigences du temps, les besoins des diverses provinces et l'opinion de mon peuple, qui, en se manifestant par les voies légales, me décidera toujours dans mes résolutions. Cependant, ma conviction que la Constitution accordée par moi satisferait l'attente générale, a été ébranlée par les inquiétudes qui se sont manifestées le 15 mai dernier; c'est pourquoi je n'ai pas hésité, le 16 mai, à déclarer que la prochaine Diète serait une assemblée constituante, et à garantir que les élections auraient lieu conformément à ce principe. La manière dont j'ai été appelé à prendre cette résolution m'a profondément offensé. Cependant je suis prêt à maintenir le fait même, parce qu'il me donne la garantie que la Constitution qui doit fonder la puissance morale et matérielle de mon empire sera, dans ses bases comme dans ses détails, une œuvre de la volonté générale légalement manifestée, à laquelle j'ai fermement résolu de me conformer¹³⁴. » Il termine en bénissant le jour où il pourra célébrer son retour à Vienne¹³⁵.

*

18.05.48 **Séance inaugurale du parlement de Francfort**¹³⁶. Il réunit dans l'église Saint-Paul quelque 600 députés¹³⁷ principalement issus de la bourgeoisie et de la petite noblesse : fonctionnaires et magistrats, enseignants et industriels, médecins, propriétaires fonciers et officiers. On n'y trouve pas de représentation ouvrière ni paysanne. Cette représentation est très divisée non seulement sur la question des frontières entre partisans d'une « grande » Allemagne incluant l'Autriche et partisans d'une « petite » Allemagne centrée sur l'hégémonie de la Prusse, mais encore entre monarchistes et républicains, entre fédéralistes et partisans d'un pouvoir centralisé. Ce parlement ne tardera pas à révéler son impuissance par le fait même de ne pas vouloir ni pouvoir exercer sa souveraineté¹³⁸.

¹³³ *Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 741.

¹³⁴ Cité par Garnier-Pagès, tome 8, page 174

¹³⁵ *Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 743.

¹³⁶ La ville même, rappelons-le, où siège encore, fût-ce en retrait, le Bundestag, à savoir le parlement de la Confédération germanique (le Deutscher Bund) de 1815.

¹³⁷ Nominale du moins. Ce nombre est moindre au début : ainsi Heinrich von Gagern est élu le 19 mai président de l'Assemblée par 305 voix sur 397 (*Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 738). Il faut noter que les élus de Bohême refusent de siéger.

¹³⁸ Un exemple typique de cette limitation volontaire : lors du débat sur les incidents de Mayence du 21 mai, l'Assemblée refusera contre l'avis de la gauche de prendre position au motif que son pouvoir était purement législatif et que le pouvoir exécutif restait aux mains des différents États. Cela n'empêche pas cette assemblée de voter, le 27 mai, une motion péremptoire déclarant que toutes les Constitutions allemandes particulières ne seront valables que si elles s'accordent avec son propre travail d'organisation constitutionnel, et cela sans autre

Dans cette assemblée, la gauche se composait de deux tendances : le courant majoritaire, conduit par Robert Blum et l'extrême gauche radicale avec notamment Arnold Ruge et Franz Zitz¹³⁹.

Engels rendra compte de l'activité de ce parlement dès son premier article (« L'assemblée de Francfort ») dans le premier numéro du 1^{er} juin 1848 de la *Nouvelle Gazette Rhénane*. Il ironise sur l'inertie de cette assemblée incapable de mettre en œuvre les mesures susceptibles d'asseoir fermement son pouvoir sur le principe de la souveraineté populaire, au lieu de quoi, elle palabre sur des questions de procédure et de règlements alors que l'armée prussienne se livre à la répression à Mayence¹⁴⁰.

Marx et Engels ne cesseront de dénoncer l'inertie de cette constituante qui n'assume pas le pouvoir dont elle est investie par les événements révolutionnaires.

Dans un article du 7 juin 1848 intitulé « Programme du parti radical démocrate et de la gauche à Francfort¹⁴¹ », la *Nouvelle Gazette Rhénane* entreprend de comparer les deux programmes, accordant la préférence au Manifeste radical : « Le manifeste radical exprime du moins le caractère révolutionnaire de l'Assemblée nationale. Il fait appel à une activité révolutionnaire appropriée », laquelle, explique l'article, consiste à tenir pour dissoute la Diète fédérale et à exercer pleinement ses droits d'Assemblée constituante. L'important, précise l'article, n'est pas d'élaborer une Constitution idéale mais de s'engager concrètement dans le mouvement¹⁴² et « de faire dans l'immédiat les pas pratiquement possibles ». (p. 69). Et de les faire en vue d'une indispensable centralisation : « En Allemagne, la lutte pour la centralisation contre un système fédératif, c'est la lutte entre la civilisation et la féodalité (...) Même envisagée uniquement du point de vue de la bourgeoisie, l'unité de l'Allemagne est, sans conteste, la condition première pour la sauver de la misère où elle s'est débattue jusqu'ici et pour créer la richesse nationale. Mais comment résoudre les problèmes de notre temps sur un territoire éparpillé en 39 petits pays ? » (p. 69)

21.05.48 Des incidents mortels ont éclaté entre la garde civique de Mayence et la garnison prussienne de la forteresse fédérale : le général prussien Hüser, gouverneur de la place, avait imposé l'état de siège et le désarmement de la garde, menaçant la ville d'un bombardement si son ordre n'était pas exécuté.

Dans sa lettre du 24 mai 1848 à Emil Blank, son beau-frère, Engels écrit : « Les Prussiens n'ont pas changé, les Polonais se font insulter au vitriol et, à l'instant où j'écris ces lignes, les Prussiens bombardent Mayence, parce que la garde nationale a arrêté quelques soldats saouls qui faisaient du tapage ; l'Assemblée nationale de Francfort, toute souveraine qu'elle est, entend les coups et ne semble pas du tout vouloir se remuer. A Berlin, Camphausen ne fait rien, la réaction, les bureaux et les nobles deviennent chaque jour plus insolents, ils provoquent le peuple, le peuple se rebelle et la mollesse et la couardise de Camphausen nous mènent tout droit à de nouvelles révolutions. Voilà le visage de l'Allemagne pour l'instant¹⁴³. »

Un premier acte de contre-révolution ? En tout cas l'assemblée de Francfort ne réagit pas. La *Nouvelle Gazette Rhénane* commente l'évènement en ces termes : « Nous conseillons à M. Hüser de prendre un brevet pour sa nouvelle invention (...) Suivant cette méthode (...) on envoie en ville deux ou plusieurs soldats ivres qui, naturellement, se prennent spontanément de querelle avec des civils. La force publique intervient, arrête les soldats. Voilà qui suffit pour que l'état-major de n'importe quelle forteresse puisse déclarer la ville en état de siège, pour que toutes les armes soient confisquées et les habitants livrés à la brutalité de la soldatesque ».

L'article ajoute en conclusion : « Le projet de M. Hüser n'est qu'une partie du plan général de la réaction de Berlin qui aspire à désarmer aussi vite que possible toutes les gardes civiques, notamment sur les bords du Rhin, à mettre progressivement un terme à l'essor naissant de la levée en armes du peuple - et à nous livrer sans défense à l'armée, composée pour l'essentiel d'étrangers à la région, faciles à exciter, ou déjà excités contre nous. C'est arrivé à Aix-la-Chapelle, à Trèves, à Mannheim, à Mayence, et

effet que cette déclaration. Il en ira de même pour les projets visant la création d'une marine allemande. (Pouthas, op.cit., p. 117)

¹³⁹ Les groupes politiques s'identifient selon les clubs où ils se réunissent en ville, dans les locaux d'un hôtel en général : celui de Robert Blum est le « Deutscher Hoff », celui de la gauche républicaine, le « Donnersberg ». Les clubs de la droite sont principalement celui du *Casino* et du *Café Milani*. On trouve dans l'ouvrage de Gottfried Eisenmann (*Die Parteien der Deutsche, Reichsversammlung*) une description (en allemand) de chacun de ces partis, de ses statuts et programme, de ses membres élus au parlement. Le texte est disponible sur le site de NSB Bayerische Staatsbibliothek.

¹⁴⁰ Cette sévérité, fût-elle encore tout ironique, aura pour conséquence de faire perdre au journal une grande part de ses actionnaires bourgeois.

¹⁴¹ NGR, tome 1, pp. 65-69

¹⁴² Ce mouvement qui compte à la fois « des conflits intérieurs » et « des guerres avec l'Est » : « L'unité allemande ainsi que la Constitution allemande ne peuvent être que le résultat d'un mouvement où conflits intérieurs et guerres avec l'Est pousseront à prendre une décision. » (NGR, t.1, p. 68).

¹⁴³ *Correspondance Marx Engels*, t.1, pp. 547-548

cela peut se produire aussi autre part¹. ».

*

Engels consacre son septième article de février 1852 à un commentaire sur **le rôle joué par l'Assemblée de Francfort**.

Après divers rappels, entre autre sur le retournement de la bourgeoisie libérale contre ses alliés « des classes ou partis plus avancés² », il se tourne vers cette institution qu'il tient pour représentative de la singularité allemande à cette époque : « un corps, écrit-il, dont l'existence même était une preuve frappante de la situation anormale de l'Allemagne et de l'insuffisance de la récente révolution ; un corps si anormal, si grotesque par sa position même, et néanmoins si convaincu de sa propre importance, que l'histoire, il est plus que probable, n'en fournira pas le pendant. Ce corps était la soi-disant Assemblée nationale allemande de Francfort-sur-le-Main. » (p. 241).

Après les victoires populaires de Vienne et de Berlin, la convocation d'une assemblée représentative pour toute l'Allemagne allait de soi³. L'assemblée fut donc élue, et elle se réunit à Francfort, à côté de la vieille diète fédérative. Le peuple supposait que l'Assemblée nationale allemande réglerait toutes les affaires en contestation et agirait comme la plus haute autorité législative pour l'ensemble de la confédération allemande. Or, la Diète⁴ qui l'avait convoquée n'avait en aucune façon déterminé ses attributions. Personne ne savait si ses décrets devaient avoir force de loi ou s'ils devaient être soumis à la sanction de la Diète⁵ et des divers gouvernements.

Dans cet embarras, si l'Assemblée avait possédé la moindre énergie, elle aurait immédiatement dissous et congédié la Diète, le corps constitué le plus impopulaire en Allemagne, et l'aurait remplacée par un gouvernement fédéral, choisi parmi ses propres membres. Elle se serait déclarée la seule expression légale de la volonté souveraine du peuple allemand et aurait donné ainsi une validité légale à chacun de ses décrets. Elle se serait, avant tout, assuré une force organisée et armée dans le pays, qui aurait suffi pour mater toute opposition des gouvernements. Et c'était chose facile, très facile⁶, pendant cette première période de la révolution. Mais c'eût été là beaucoup trop demander d'une assemblée dont la majorité se composait d'avocats libéraux et de professeurs doctrinaires, d'une assemblée qui, tout en ayant la prétention d'incarner l'essence de la science et de l'esprit allemands, n'était en réalité qu'une scène où de vieux et décrépits personnages politiques exhibaient aux yeux de l'Allemagne entière leur absurdité involontaire, leur impuissance à penser et à agir. Cette assemblée de vieilles femmes, dès le premier jour de son existence, avait plus peur du moindre mouvement populaire que de toutes les conspirations réactionnaires des gouvernements allemands réunis. Ses délibérations eurent lieu sous la surveillance de la Diète⁷, dont elle mendiait, pour ainsi dire, la sanction à ses décrets, parce que ses premières résolutions devaient être promulguées par ce corps détesté. Au lieu d'affirmer sa propre souveraineté, elle évita soigneusement la discussion d'une question aussi épineuse. Au lieu de s'entourer d'une force populaire, elle passa à l'ordre du jour sur la question des empiétements des gouvernements.

¹ NGR, t.1, p. 36.

² « (...) il était manifeste dès le commencement du drame révolutionnaire, que la bourgeoisie libérale ne pourrait tenir tête aux partis féodaux et bureaucratiques, vaincus mais non détruits, sans l'appui des partis populaires plus avancés, et qu'elle aurait également besoin de l'aide de la noblesse féodale et de la bureaucratie contre l'assaut de ces masses radicalisées. Ainsi, il était assez clair que la bourgeoisie en Autriche et en Prusse ne possédait pas la force nécessaire pour maintenir son pouvoir et pour adapter les institutions du pays à ses propres besoins et à ses idées. » (p. 240)

³ La réunion de Heidelberg précède toutefois (elle date du 5 mars) les révolutions de Vienne et de Berlin des 13 et 18 mars 1848.

⁴ A savoir l'assemblée qui a porté le nom de *pré-parlement* et dont la première réunion date du 31 mars 48.

⁵ Il s'agit ici de l'ancienne Diète fédérale, le Bundestag de la Confédération germanique instituée en 1815. Cette institution subsistera à côté du nouveau Parlement fédéral jusqu'en juillet 1848.

⁶ Une affirmation audacieuse qu'Engels n'argumente pas et que rien dans le cours des événements ne corrobore.

⁷ La diète confédérale d'Empire qui siège dans la même ville de Francfort. Si l'on compte les instances officielles spécifiquement prussiennes et autrichiennes, on prend toute la mesure de l'imbroglie institutionnel qui domine.

Sous ses yeux Mayence fut mise en état de siège et sa population désarmée ; et l'Assemblée nationale ne bougea pas. Plus tard¹ elle élut l'archiduc Jean d'Autriche pour régent d'Allemagne et déclara que toutes les résolutions de l'Assemblée auraient force de loi ; or l'archiduc Jean ne fut investi de sa nouvelle dignité qu'une fois le consentement de tous les gouvernements obtenu, et il fut installé non pas par l'Assemblée mais par la Diète. Quant à la force légale des décrets de l'Assemblée, c'était un point qui n'avait jamais été reconnu par les grands gouvernements et sur lequel l'Assemblée elle-même n'avait pas insisté ; la question restait ouverte.

On eut donc le singulier spectacle d'une assemblée qui, tout en ayant la prétention d'être l'unique représentant légal d'une grande et souveraine nation, ne possédait ni la volonté ni la force pour faire valoir ses réclamations. Les discussions de cette assemblée, sans résultat pratique quelconque, n'avaient même pas de valeur théorique, puisqu'on n'y rabâchait que les lieux communs et les banalités les plus rebattus des écoles philosophiques et juridiques surannées ; qu'on n'y prononçait ou plutôt n'y balbutiait pas une parole qui n'eût été depuis longtemps déjà imprimée mille fois et mille fois mieux.

Ainsi la prétendue autorité centrale nouvelle de l'Allemagne laissait les choses en état. Bien loin de réaliser l'unité tant désirée de l'Allemagne, elle ne dépossédait pas même le plus insignifiant des princes qui la gouvernaient ; elle ne resserrait pas les liens qui unissaient ses provinces séparées ; elle ne fit pas un seul pas pour abattre les barrières de douane qui séparaient le Hanovre de la Prusse et la Prusse de l'Autriche ; elle ne fit pas la moindre tentative pour abolir les droits odieux qui partout mettent obstacle à la navigation fluviale en Prusse. Mais moins l'Assemblée faisait de besogne, plus elle faisait de rodomontades. Elle créa une flotte allemande, sur le papier, elle annexa la Pologne et le Schleswig, elle permit à l'Autriche allemande de faire la guerre contre l'Italie, mais elle défendit aux Italiens de poursuivre les Autrichiens jusque dans leur sûre retraite en Allemagne ; elle donna trois salves d'applaudissements à la République française, et elle reçut des ambassadeurs hongrois, qui sûrement retourneront chez eux avec des notions bien plus embrouillées sur l'Allemagne qu'ils ne les avaient en arrivant. (pp. 241-243)

Engels conclut en insistant sur le caractère purement **imaginaire** d'une institution qui n'a jamais eu de prise sur les événements.

Cette assemblée avait été, au début de la révolution, la bête noire de tous les gouvernements allemands. Ils s'attendaient à une action dictatoriale et révolutionnaire de sa part, en raison même du caractère vague qu'on avait trouvé nécessaire de lui conserver. Ces gouvernements ourdissaient donc une vaste trame d'intrigues dans le but d'amoindrir l'influence de ce corps redouté ; mais ils se trouvaient avoir plus de bonheur que de bon sens, car cette assemblée faisait mieux la besogne des gouvernements qu'ils ne l'auraient pu faire eux-mêmes. Au premier rang de ces intrigues figurait la convocation d'assemblées législatives locales ; non seulement les petits Etats convoquaient leurs chambres législatives, mais la Prusse et l'Autriche aussi réunissaient des assemblées constituantes. Dans celles-ci, de même que dans le parlement de Francfort, la bourgeoisie libérale ou ses alliés, des avocats libéraux et des bureaucrates, formèrent la majorité, et la marche des événements était à peu près identique dans chacune d'elles. Il y avait pourtant une différence ; l'Assemblée nationale allemande était le parlement d'un pays imaginaire, puisqu'elle avait décliné la tâche de créer une Allemagne unie, la première condition dépendant de sa propre existence ; elle discutait les mesures imaginaires et à jamais irréalisables d'un gouvernement imaginaire de sa propre création, et elle votait des résolutions imaginaires dont personne ne s'inquiétait ; tandis qu'en Autriche et en Prusse les corps constituants étaient du moins des parlements réels, qui renversaient et créaient des ministères réels, et qui imposaient, momentanément au moins, leurs résolutions aux princes qu'ils eurent à combattre. Eux aussi étaient lâches et manquaient de vues larges sur

¹ C'est le 29 juin 1848 que l'assemblée de Francfort élira l'archiduc Jean au poste de Vicaire d'Empire avant de proposer en mars 1849 la couronne du Reich au roi de Prusse qui la refusera.

le mouvement révolutionnaire ; eux aussi trahissaient le peuple et remettaient le pouvoir entre les mains du despotisme féodal, bureaucratique et militaire. Mais, du moins, fallait-il qu'ils discutassent des questions pratiques, d'un intérêt immédiat, et qu'ils vécussent terre à terre avec d'autres hommes, tandis que les farceurs de Francfort n'étaient jamais plus heureux que lorsqu'ils pouvaient errer dans « le royaume aérien des rêves ». C'est pourquoi les travaux des assemblées constituantes de Berlin et de Vienne forment une partie importante de l'histoire de la révolution allemande, tandis que les élucubrations de la nigauderie collective de cette assemblée de Francfort intéressent tout au plus le collectionneur de curiosités littéraires et antiquaires. (...) (p. 243)

*

22.05.48 **Convocation à Berlin de l'Assemblée nationale (constituante) prussienne** élue au suffrage indirect à deux degrés. Elle a pour but d'établir une Constitution du royaume (avec le consentement de la monarchie). C'est en tout cas ainsi que le cabinet Camphausen voit les choses, même si l'Assemblée aura au contraire plutôt tendance à se comporter en véritable convention nationale. Elle compte une minorité de gauche active en relation avec les associations ouvrières, notamment avec le groupe dirigé par Stephan Born.

Dans les deux assemblées, on constate une sous-représentation de la classe des propriétaires fonciers, de la noblesse terrienne : à peine 25 élus à Francfort, 12 élus à Berlin². Cette sous-représentation va alerter la droite prussienne qui va entreprendre de reconquérir l'opinion sur la base d'une défense du nationalisme prussien en opposition avec le parlement de Francfort dont la légitimité est mise en cause³.

C'est au début de juin que s'ouvrent devant l'Assemblée nationale de Berlin les débats sur la question de la « reconnaissance » des évènements de mars 1848 comme *révolution*.

Les élections avaient eu lieu pratiquement en même temps que celles du parlement de Francfort. La composition de ces deux assemblées est toutefois très différente sociologiquement avec, à Berlin, une forte composante d'élus provenant des couches sociales plus modestes¹. Il en résulte un sensible avantage à la gauche dans l'assemblée berlinoise.

Toute l'argumentation de Camphausen s'efforcera de démontrer qu'au contraire d'accomplir une rupture dans l'histoire de la Prusse, son ministère agit dans la continuité légale du pays.

01.06.48 **Lancement de la *Neue Rheinische Zeitung*** avec pour sous-titre « *Organ der Demokratie* ». Le comité de rédaction est composé de Karl Marx, rédacteur en chef et d'Heinrich Bürgers, Ernst Dronke, Friedrich Engels, Georg Weerth, Ferdinand Wolff, Wilhelm Wolff, rédacteurs. Le journal promeut une ligne d'alliance tactique provisoire avec la bourgeoisie chargée de liquider la réaction féodale. C'est une fois le triomphe de la bourgeoisie assuré que le prolétariat devra réaliser ses propres objectifs en alliance avec la petite-bourgeoise.

*

02.06.48 Du 2 au 12 juin 1848, se tient à Prague le **congrès panslave**. Le congrès manifeste clairement son opposition aux projets du parlement de Francfort d'intégrer la Bohême dans la future Allemagne unifiée. Il se divise en vérité **en deux tendances principales**. L'une est dirigée par

¹ Les élites bourgeoises avaient manifestement opté pour le parlement de Francfort.

² J. Droz : « De nombreuses pétitions d'origine nobiliaire sommaient le ministère Camphausen de nommer directement les députés nobles, en dépit du résultat des élections, et de modifier un système électoral qui faisait des nobles « les parias de la nation » ». (*Les révolutions allemandes de 1848*, p. 368)

³ Le 23 mai 48, des junkers et des officiers de Poméranie de la ville de Köslin lancent un manifeste appelant la population à marcher sur Berlin pour y abattre la révolution. (NGR, tome 1, p. 22)

František Palacký et multiplie les signes de loyauté à l'adresse de la dynastie de Habsbourg, de telle manière qu'on a pu parler d'elle comme d'un *austroslavisme*¹. L'autre tendance, dirigée par le slovaque Ľudovít Štúr², se déclare au contraire l'adversaire de l'appareil d'Etat austro-hongrois dont le renversement est à ses yeux la condition de l'émancipation des peuples slaves de la tulle à la fois des Allemands et des Magyars³.

*

- 04.06.48 Les clubs démocratiques de Berlin organisent une manifestation du souvenir pour les victimes de mars. Une procession de plusieurs milliers de Berlinoises se rend au cimetière de Friedrichshain. Le drapeau rouge fait son apparition pour la première fois⁴. Cette manifestation est une démonstration de force de la démocratie berlinoise dans un climat de crise sociale et économique qui s'aggrave.
- 08.06.48 Le député de gauche Julius Berends dépose devant l'Assemblée nationale une motion visant à reconnaître officiellement que « les combattants des 18 et 19 mars ont bien mérité de la patrie ». L'enjeu est bien de reconnaître que l'Assemblée doit son existence au déclenchement d'une véritable révolution et non pas d'une simple émeute. Le texte sera rejeté par 196 voix contre 177 au motif que « l'Assemblée a pour mission non d'émettre des jugements mais de s'entendre avec la Couronne sur la Constitution »⁵. Ce débat important fera l'objet d'un compte rendu très détaillé et des commentaires d'Engels dans ses articles de la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 14 au 18 juin⁶.
- 9.06.48 Camphausen favorise le retour du frère du roi, le prince Guillaume⁷ qui s'était réfugié à Londres au début des événements de mars 48. Le conseil des ministres autorise son retour dès le 8 mai. Il siège désormais à l'Assemblée nationale comme député de Wirszitz (dans le grand-duché de Posen) malgré l'hostilité que lui manifeste la gauche du parlement et la forte impopularité qu'il connaît dans la population berlinoise. Des incidents éclatent dans la ville contre divers députés à qui l'on reproche de n'avoir pas voulu reconnaître les mérites des défenseurs des barricades du 19 mars 48⁸.

¹ C'est le cas notamment de Georges Luciani dans son article : « Du congrès de Prague (1848) au congrès de Moscou (1867) ». In: Revue des études slaves, Tome 47, fascicule 1-4, 1968. Communications de la délégation française au VI^e Congrès international des slavistes (Prague, 1968), pp. 85-93. Luciani cite notamment la déclaration du 5 mai 1848 du comité préparatoire du Congrès, laquelle affirme sous la plume de Palacký: « Nous déclarons ouvertement et solennellement que nous sommes fermement et inaltérablement résolus à conserver intacte notre antique fidélité à la dynastie des Habsbourg-Lorraine qui règne sur nous héréditairement en vertu des principes constitutionnels et à assurer par tous les moyens en notre pouvoir le maintien de l'intégrité et de la souveraineté de l'État impérial autrichien. ».

² Le 3 juin, il déclare : « Je suis même hostile au nom même de l'Autriche sur lequel pèse une sanglante malédiction... Nous voulons nous gouverner nous-mêmes, tout le reste nous sera donné par surcroît (...) Le Danube est un fleuve slave, nous devons nous approprier le Danube; alors nous aurons accès au midi de l'Europe; ne nous contentons pas de vouloir le maintien de l'Autriche, nous perdrons, je le répète, les sympathies de tous les peuples libres. Qu'est-ce que l'Autriche ? C'est la quintessence de la servilité, de l'espionnage et autres saletés. Tchèques, qu'a fait de vous l'Autriche ? Elle vous a envoyés en Pologne pour être les instruments du Gouvernement le plus honteux (...) Ne nous dissimulons rien. C'est la suprême dérision que ce soit précisément nous qui souhaitons conserver l'Empire autrichien; si nous voulions cela, il nous faudrait partir en guerre contre les Italiens, contre les Polonais et peut-être contre nous-mêmes... » (Luciani, p. 6).

³ L'un des participants de ce congrès n'est autre que Bakounine, le seul Russe de l'assemblée mais ne représentant que lui-même. Il publiera à cette occasion un texte intitulé « Principes fondamentaux de la nouvelle politique slave ». Son texte le plus célèbre, l'« Appel aux peuples slaves par un patriote russe » date d'octobre novembre 1848. (Cf. Jean-Christophe Angaut, *La liberté des peuples : Bakounine et les révolutions de 1848*, notamment les annexes. L'ensemble est disponible sur le site : <http://halshs.archives-ouvertes.fr>)

⁴ J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, p. 361. Le 3 juin, le parlement avait repoussé l'invitation de participer à cet hommage.

⁵ NGR, t. 1, p. 107

⁶ NGR, t.1, pp. 95-115.

⁷ Que les Berlinoises surnommaient « prince mitraille » : Frédéric-Guillaume lui avait conseillé de quitter le pays dès le début de la révolution du 18 mars en raison de l'animosité qu'il avait suscitée parmi le peuple de Berlin. C'est lui qui succédera à son frère sous le nom de Guillaume 1^{er}, consacré Empereur à Versailles le 18 janvier 1871.

⁸ *Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 744-745.

14.06.48 Demeure la question non résolue de l'armement du peuple. Des manifestations éclatent autour de l'Arsenal occupé par les troupes régulières de l'armée et considéré par le mouvement démocratique comme une réserve de forces militaires disponibles pour la réaction. Les troubles aboutissent **à l'attaque et au pillage de l'Arsenal**¹.

Sous le choc, Camphausen sera obligé de démissionner, remplacé, le 25 juin, par le ministre de Rodolphe Auerswald (Hansemann gardant les finances).

C'est la dernière journée révolutionnaire de Berlin, dont le déroulement est resté très énigmatique. Elle va en tout cas provoquer une rupture au sein du front révolutionnaire et servir de prétexte au renforcement de l'appareil répressif dans la ville. Engels commentera les conséquences de cette journée dans son article du 20 juin 48 **en insistant sur l'absence de direction politique d'une initiative populaire sans lendemain**².

Le soulèvement tchèque

12.06.48 L'insurrection n'est pas directement liée au congrès slave en cours dans la ville. Elle commence en fait par une manifestation des étudiants de l'Université de Prague qui exigent l'armement de leur légion académique et surtout l'éloignement des troupes que Windischgrätz avait déployées de manière provocatrice dans la ville et ses environs³. Le mouvement insurrectionnel éclate le 12 juin après une messe en plein air sur la place Wenceslas et avec pour revendication politique principale la convocation d'un parlement de Bohême autonome. Au cours des premiers combats, une balle perdue viendra frapper à mort dans son salon l'épouse de Windischgrätz. Après de longues négociations, notamment avec le général Mensdorff envoyé par les autorités de Vienne, Windischgrätz feint d'éloigner ses troupes, mais la manœuvre lui permet d'occuper les hauteurs de la ville dans une position de force à partir de laquelle il va bombarder les positions des insurgés. Les combats cessent le 17 juin au soir dans une ville entièrement reconquise.

Dans son article « L'insurrection de Prague⁴ » paru le 18 juin 1848 dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*, Engels écrit : « Un nouveau bain de sang comme celui de Posnanie se prépare en Bohême. La soldatesque autrichienne a étouffé dans le sang la possibilité pour la Bohême et l'Allemagne d'une coexistence pacifique ». Saluant la vaillance des Tchèques, il déplore surtout que le sort qui leur a été réservé par « des Allemands » les pousse désormais vers une alliance avec la Russie, autrement dit avec « le camp du despotisme » : « C'est nous, Allemands, qui portons la responsabilité d'avoir mené les Tchèques à leur perte. Ce sont les Allemands qui les ont livrés par trahison à la Russie⁵ ».

*

Il faut relever **la dureté d'Engels à l'égard des Tchèques**, témoin ce bref commentaire qu'il leur consacre au terme du huitième chapitre de son article « **Polonais, Tchèques et Allemands** » précédemment mentionné :

La question de nationalité donna lieu à une autre lutte en Bohême. Ce pays, habité par deux millions d'Allemands et trois millions de Slaves,

¹ Le capitaine Hermann von Natzmer qui commandait la place sera jugé en conseil de guerre et condamné à 15 ans de forteresse pour n'avoir pas donné l'ordre de tirer sur les assaillants.

² Il écrit à l'adresse de la gauche parlementaire berlinoise : « La gauche berlinoise a, en général, une attitude de plus en plus lâche, de plus en plus équivoque. Ces Messieurs qui, lors des élections, se sont servis du peuple, où étaient-ils dans la nuit du 14 juin lorsque le peuple, par simple perplexité, laissa très vite échapper les avantages conquis alors qu'il manquait seulement un chef pour parfaire la victoire ? » (NGR, t. 1, p. 128).

³ Le 7 juin Windischgrätz avait organisé une parade militaire qui avait été ressentie comme une provocation.

⁴ NGR, t. 1, pp. 116-119.

⁵ Engels reviendra le 25 juin sur le « caractère démocratique de l'insurrection » pragoise. Il écrit : « Les autrichiens attaquent le peuple, non parce qu'il était tchèque, mais parce qu'il était *révolutionnaire*. Pour l'armée, l'assaut de Prague n'était qu'un prélude à la prise d'assaut et à la réduction en cendres de Vienne ». (NGR, t.1, p. 151). Les événements de Prague feront l'objet d'un nouvel article dans l'édition du 12 juillet 48 de la *Nouvelle Gazette rhénane*. Le texte publié « malgré son retard » le compte rendu d'un « Allemand de Prague » qui commente les relations entre les Allemands et les Tchèques pendant les combats et qui dénonce les dangers d'un « nationalisme étroit » surtout destiné à « réprimer la révolution à l'intérieur de l'Allemagne » (NGR1, pp. 260-264)

parlant la langue tchèque, avait de grands souvenirs historiques, qui se rattachaient presque tous à l'ancienne suprématie des Tchèques. Or, la force de cette branche de la famille slave avait été brisée dès les guerres des Hussites au XV^e siècle. La province parlant la langue tchèque fut divisée ; une portion, formait le royaume de la Bohême ; une autre, la principauté de Moravie ; une troisième les monts Carpates des Slovaques, faisait partie de la Hongrie. Les Moraves et les Slovaques avaient depuis longtemps perdu tout vestige de sentiment et de vitalité nationales, quoique, pour la plupart conservant leur langue. La Bohême, de trois côtés sur quatre, était entourée de pays entièrement allemands. L'élément allemand avait fait de grands progrès sur son propre territoire ; dans la capitale même, à Prague, les deux nationalités se contrebalançaient à peu près, et partout, le capital, le commerce, l'industrie et la culture intellectuelle étaient entre les mains des Allemands. Le grand champion des Tchèques, le professeur Palacký n'est lui-même qu'un savant allemand détraqué, et qui, à cette heure, ne sait pas encore parler la langue tchèque avec correction et sans accent. Mais ainsi qu'il arrive souvent, la nationalité tchèque mourante d'après le témoignage de tous les faits connus de l'histoire des derniers quatre cents ans, tenta, en 1848, un dernier effort pour recouvrer sa vitalité antérieure ; un effort dont l'échec, en dehors de toutes considérations révolutionnaires, devait prouver que la Bohême ne saurait désormais exister que comme une partie constituante de l'Allemagne, quoiqu'une portion de ses habitants puisse continuer, pendant quelques siècles encore, de parler une langue autre que l'allemand. (p. 248)

Cette opinion participe des jugements extrêmement sévères qu'Engels va formuler sur les peuples slaves de l'empire austro-hongrois, des propos d'une grande rudesse et quelquefois même, il faut l'admettre, des propos indignes.

Il s'agit d'une position maintes fois soutenue par Engels après deux articles parus dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*, l'un du 13 janvier 1849 sous le titre « **La lutte des magyars** » et l'autre, des 14 et 15 février 1849 sous le titre « **Le panslavisme démocratique** ». Il reviendra en 1852 sur le sujet en répétant son accusation à l'adresse du panslavisme d'être « un mouvement absurde et antihistorique » et quant aux peuples slaves eux-mêmes, d'être les meilleurs alliés de la contre-révolution¹.

Il s'agit d'une question délicate qu'il ne convient pas de traiter ici dans son détail et pour laquelle nous renvoyons au chapitre 5.2. (« Fr. Engels et les « peuples sans histoire ») de notre fascicule 14. Il suffira de rappeler ici que le critère qui conditionne les jugements d'Engels est **d'ordre strictement politique** : il réside en l'occurrence dans l'engagement **contre-révolutionnaire** des armées issues des peuples slaves, en particulier des troupes croates sous le commandement de Jelačić.

*

Voici le développement qui se trouve consacré au panslavisme dans la première partie de la neuvième livraison de **mars 1852** précisément intitulée « **Le panslavisme. La guerre du Schleswig-Holstein** ».

Engels formule d'emblée son grief principal : **les slaves de Bohême n'ont été que les instruments du despotisme russe.**

La Bohême et la Croatie (autre membre détaché de la famille slave, sur lequel le Hongrois agit comme l'Allemand agit sur la Bohême²) étaient les foyers de ce que, sur le continent européen, on appelle le « panslavisme ». Ni la Bohême, ni la Croatie, n'étaient assez fortes pour exister comme nations autonomes. Leurs nationalités respectives, minées peu à peu par des causes historiques, grâce auxquelles elles sont fatalement absorbées par des races plus énergiques, ne pouvaient espérer recouvrer quelque indépendance que par l'alliance avec d'autres nations slaves. Il y avait 22 millions de Polonais, 45 millions de Russes,

¹ Nous renvoyons à la lettre des 22 et 25 février 1882 d'Engels à Edouard Bernstein où il parle des peuples slaves comme des « aborigènes » constituant un « anachronisme au cœur de l'Europe ». La raison principale ? Ce sont, dit-il, et quelle que soit la sympathie toute romantique que l'on peut éprouver à leur égard, les instruments du tsar : « ils devront être impitoyablement sacrifiés dans l'intérêt du prolétariat européen ». (*Marx Engels Collected Works*, vol. 46, p. 207).

² Autrement dit comme... agent civilisateur.

8 millions de Serbes et de Bulgares : pourquoi ne pas former une puissante confédération des 80 millions de Slaves, et repousser et exterminer l'intrus sur le sol slave sacré, le Turc, le Hongrois et par dessus tout, le détesté, mais indispensable *Niemetz*¹, l'Allemand ?

C'est ainsi que fut élaboré dans les cabinets de travail de quelques dillettantes slaves en science historique, ce mouvement absurde et anti-historique, mouvement qui ne prétendait à rien moins qu'à soumettre l'occident civilisé à l'orient barbare, la ville à la campagne, le commerce, la manufacture, l'intelligence à l'agriculture primitive des serfs slaves. Mais derrière cette grotesque théorie se dressait la terrible réalité de l'empire russe ; de l'empire qui par chacun de ses mouvements émet la prétention de considérer toute l'Europe comme le domaine de la race slave, et spécialement de la seule partie énergique de cette race, des Russes ; de l'empire qui, avec deux capitales telles que Saint-Pétersbourg et Moscou, n'aura pas trouvé son centre de gravité aussi longtemps que la « Cité du tzar » (Constantinople, en russe Tzarigrad, la cité du tzar), considérée par tout paysan russe comme la véritable métropole de sa religion et de sa nation, ne sera pas effectivement la résidence de son empereur ; de l'empire qui, pendant les derniers 150 ans n'a jamais perdu, mais toujours gagné du territoire dans toutes les guerres qu'il a entreprises. Et bien connues dans l'Europe centrale sont les intrigues de la politique russe pour soutenir le système panslaviste de la dernière mode, et qui mieux que tout autre système imaginable remplissait son but. Les panslavistes bohémiens et croates travaillaient donc, les uns délibérément, les autres inconsciemment, dans l'intérêt direct de la Russie ; ils trahissaient la cause révolutionnaire pour l'ombre d'une nationalité qui, dans le meilleur cas, aurait subi le sort de la nationalité polonaise sous la domination russe. Toutefois, il convient de dire pour l'honneur des Polonais, qu'ils ne se sont jamais laissé sérieusement prendre à ces pièges panslavistes ; et si un petit nombre d'aristocrates étaient des panslavistes enragés, c'est qu'ils savaient qu'ils avaient moins à perdre par leur sujétion à la Russie que par une révolte de leurs propres paysans asservis.

Ironie des armes : Engels souligne que les troupes de Windischgrätz étaient pour l'essentiel composées de soldats issus des nationalités slaves au nom desquelles le Congrès de Prague s'était prononcé.

Les Bohémiens et les Croates convoquèrent alors un congrès slave à Prague, à l'effet de préparer l'alliance slave universelle. Ce congrès eut été un fiasco même sans l'intervention de la force armée autrichienne. Les différentes langues slaves se distinguent entre elles tout autant que l'anglais, l'allemand et le suédois, et à l'ouverture des débats il n'y avait pas de langue slave commune qui permît aux orateurs de se faire comprendre. On essaya du français, mais le français, non plus, n'était pas intelligible pour la majorité ; et les pauvres enthousiastes slaves, dont l'unique sentiment commun était une commune haine des Allemands, furent obligés, en définitive, de s'exprimer en cette langue allemande si détestée, parce qu'elle était la seule généralement comprise. Or, à la même heure, un autre congrès slave se réunissait à Prague, sous la forme d'uhlans galiciens, de grenadiers croates et slovaques, d'artilleurs et de cuirassiers bohémiens ; et ce véritable congrès slave, armé, sous le commandement de Windischgrätz, en moins de 24 heures chassa hors de la ville les fondateurs d'une suprématie slave imaginaire et les dispersa à tous les vents.

Le même rapport de force se manifeste dans les instances élues, et notamment au Parlement autrichien où les députés slaves ont dans leur majorité fermement soutenu la guerre contre la Hongrie jusqu'au jour où le gouvernement impérial, doublement conforté par ses victoires militaires² et par l'accession au trône du jeune Fran-

¹ Le terme correspond à la désignation de *l'étranger* dans les langues slaves (Cf. l'article « Deutsch in anderen Sprachen » sur Wikipédia).

² La victoire de Windischgrätz contre l'armée hongroise à Kopolna, le 26 février 1849, marque le début de la reconquête de la plaine hongroise par les armées autrichiennes. Bientôt l'alliance des armées d'Autriche et de Russie contraindra les Hongrois à capituler le 13 août 1849 à Világos. A partir de cette date, l'Empire d'Autriche est rétabli dans l'intégralité de son territoire et de sa puissance.

çois-Joseph¹, décida, le **4 mars 1849**, de dissoudre l'Assemblée et sur le modèle de Frédéric-Guillaume IV à Berlin², d'imposer une Constitution qui assure l'hégémonie d'un pouvoir centralisé autour de la personne de l'Empereur.

Les députés bohémiens, moraves, dalmates et une partie (l'aristocratie) des députés polonais au Reichstag d'Autriche combattaient systématiquement, dans cette assemblée, l'élément allemand. Les Allemands et les Polonais (la noblesse appauvrie) étaient dans l'assemblée les principaux représentants du progrès révolutionnaire. La masse des députés slaves qui leur faisaient opposition ne se contentèrent pas d'avoir ainsi fait montre des tendances réactionnaires de leur mouvement tout entier, mais ils tombèrent assez bas pour intriguer et conspirer avec ce même gouvernement autrichien qui avaient dispersé leur réunion à Prague. Ils reçurent, eux aussi, la récompense de leur infamie ; après avoir soutenu le gouvernement pendant l'insurrection d'octobre 1848, laquelle leur assurait enfin une majorité dans le Reichstag, celui-ci, dès lors presque entièrement un Reichstag slave, fut dispersé par les soldats autrichiens tout comme le congrès de Prague, et les panslavistes furent menacés de la prison au cas où ils bougeraient de nouveau. Et tout ce qu'ils ont obtenu, c'est que la nationalité slave est présentement menacée partout par la centralisation autrichienne, résultat qu'ils ne doivent qu'à leur propre fanatisme et à leur aveuglement. (...) (pp. 249-251).

*

14.06.48 Du 14 au 17 juin 1848 se tient à Francfort le **premier congrès des associations démocratiques allemandes**.

Les 234 délégués viennent de 89 associations disséminées dans toute l'Allemagne. On y trouve les trois associations de la ville de Cologne : *l'Union ouvrière* (que Gottschalk avait fondée en avril 1848), *l'Association démocratique* (que Marx avait rejointe dès avril 1848) et *l'Association des ouvriers et des employeurs* (que dirige Hermann Becker). Sont également présents de nombreux membres de *la Ligue des Communistes* : J. Weydemeyer, J. Moll, K. Schapper, A. Cluss, F. Freiligrath, H. Bürgers et singulièrement³ Andreas Gottschalk qui fera une intervention remarquée en faveur de la *république démocratique, la seule Constitution possible pour le peuple allemand*, déclare la motion qu'il fait voter.

Ce congrès ne permettra cependant pas d'établir une collaboration politique stable entre ces associations de masse et **la gauche parlementaire qui est absente**. Il décidera en fin de compte de la mise en place à Berlin d'une *Commission centrale des démocrates allemands* sous la direction de Julius Fröbel, une structure qui ne se montrera pas d'une grande efficacité.

*

Les journées de juin à Paris

Engels ne manque pas de souligner **toute l'importance des journées de juin à Paris** pour la révolution européenne dans son ensemble. Dans sa dixième livraison de **février 1852** intitulée « **La révolution de Paris et la contre-révolution en Allemagne** », il écrit :

¹ Le 2.12.1848, l'empereur Ferdinand Ier d'Autriche a abdiqué en faveur de son neveu l'Archiduc François-Joseph, alors âgé de 18 ans. Il dispose à ses côtés du comte Félix de Schwarzenberg qui saura mettre son autorité et son intelligence politique au service d'une pleine restauration du pouvoir impérial.

² Le 5.12.48 Frédéric-Guillaume IV prononçait la dissolution de l'Assemblée nationale prussienne et « octroyait » d'autorité une Constitution destinée à la fois à s'imposer par avance au parlement de Francfort et à consolider l'autorité de l'Etat « chrétien-germanique ».

³ Singulièrement oui, car il venait de démissionner, le 11 mai 1848, de la *commune* de Cologne de la *Ligue* en raison de son conflit avec Marx.

Dès le commencement d'avril 1848, le torrent révolutionnaire se trouva arrêté sur tout le continent Européen par la ligue que les classes de la société qui avaient bénéficié de la première victoire formèrent aussitôt avec les vaincus. En France les petits commerçants et la fraction républicaine de la bourgeoisie s'étaient unis à la bourgeoisie monarchiste contre les prolétaires ; en Allemagne et en Italie, la bourgeoisie victorieuse avait recherché avec empressement l'appui de la noblesse féodale contre la masse du peuple et des petits commerçants. Bientôt les partis conservateurs et contre-révolutionnaires coalisés reprirent l'ascendant. (...)

La bataille décisive approchait. Elle ne pouvait se livrer qu'en France, car la France, tant que l'Angleterre ne participait pas au conflit révolutionnaire et que l'Allemagne demeurait divisée, la France, par son indépendance nationale, sa civilisation et sa centralisation, était le seul pays capable de donner l'impulsion d'une puissante secousse aux pays à l'entour. (pp. 253-254)

La défaite du prolétariat parisien aura donc **un effet immédiat de relance des forces de la réaction.**

Et aussitôt, d'un bout à l'autre de l'Europe, les conservateurs et contre-révolutionnaires de relever la tête, avec une outrecuidance qui montrait comme ils comprenaient bien l'importance de l'événement. (...) De cette défaite des ouvriers de Paris on peut dater les premières démarches ouvertes, les premiers plans définis de l'ancien parti féodal et bureaucratique d'Allemagne pour se débarrasser même de son alliée momentanée, la bourgeoisie, et pour rétablir l'état des choses existant en Allemagne avant les événements de Mars. (pp. 254-255)

Pour sa part, **Marx** évoquera l'importance de la défaite de juin 1848 à Paris pour l'ensemble du processus révolutionnaire lui-même dans la sorte de **bilan** qu'il trace au début de son article du 29 novembre 1848 dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* intitulé **Le mouvement révolutionnaire en Italie.**

Il écrit :

Et cela se produisit à Paris pendant une bataille de quatre jours, du 23 au 26 juin. Quatre jours de canonnades - et les barricades n'étaient plus imprenables, et le peuple armé n'était plus invincible. Par sa victoire Cavaignac avait-il démontré rien d'autre sinon que les lois de l'art militaire sont plus ou moins les mêmes dans la rue et dans un défilé de montagnes, contre les barricades ou contre des abattis d'arbres et des fortifications ? Que 40.000 ouvriers en armes, sans discipline, sans canons et sans obusiers, et sans apport de munitions ne peuvent pas résister plus de quatre jours à une armée organisée de 120.000 soldats chevronnés et 150.000 gardes nationaux soutenus par la meilleure et la plus fournie des artilleries, abondamment pourvue de munitions ? La victoire de Cavaignac, c'était l'écrasement à plates coutures du petit nombre par un nombre sept fois supérieur, la victoire la moins glorieuse qui ait jamais été obtenue, et d'autant moins glorieuse qu'elle avait coûté plus de sang malgré une énorme supériorité. Et pourtant le monde l'accueillit avec surprise, comme un miracle - parce que cette victoire de la supériorité numérique avait ravi au peuple de Paris, aux barricades de Paris, l'auréole de l'invincibilité. En l'emportant sur 40.000 ouvriers, les trois cent mille hommes de Cavaignac n'avaient pas seulement vaincu les 40.000 ouvriers, mais aussi, sans le savoir, la révolution européenne. Nous avons tous vu avec quelle force irrésistible, la réaction a déferlé à partir de ce jour-là. Il était impossible de l'arrêter; le pouvoir conservateur avait vaincu le peuple de Paris avec des grenades et de la mitraille, et ce qui était possible à Paris, on pouvait le refaire n'importe où. Après cette défaite décisive, il ne restait à la démocratie rien d'autre à faire qu'à battre en retraite aussi honorablement que possible et à défendre au moins pas à pas dans la presse, dans les assemblées et les parlements le terrain devenu intenable¹.

¹ NGR, t. 2, pp. 194-195

*

- 25.06.48 Après la démission, le **20 juin 48**, de Ludolf Camphausen¹⁷⁶, c'est David Hansemann et Rudolph Von Auerswald qui forment le nouveau cabinet que l'on désignera comme « le ministère d'action ».
- 29.06.48 Election par l'assemblée de Francfort de **l'Archiduc Jean** comme Vicaire d'Empire¹⁷⁸ à qui l'ancienne Diète fédérale remettra officiellement ses pouvoirs le 12 juillet 48. Des pouvoirs plus symboliques que réels, en vérité. La Prusse comme l'Autriche ne sont pas prêtes à accorder à cette institution plus de considération qu'à l'ancienne Diète. Du reste, aucune puissance européenne ne reconnaît le parlement et l'exécutif de Francfort, lequel ne dispose de surcroît d'aucune capacité, ni administrative ni militaire, qui lui permette d'exercer sa souveraineté¹⁷⁹.
- 11.07.48 Le ministère Hansemann dépose devant l'Assemblée nationale de Berlin un projet de loi portant sur l'abolition des charges et redevances féodales attachées à la propriété terrienne. Le 21 juillet, le ministre de l'agriculture Julius Gierke proposera de supprimer l'exemption fiscale des biens nobles.
- La *Nouvelle Gazette Rhénane* ne donne cependant pas cher de sa réussite : « Un sentiment pénible nous saisit, *lit-on*, quand nous pensons avec quelle rapidité Hansemann tombera du haut de son enivrante grandeur. Car le Cabinet Hansemann est voué à la chute avant même d'être constitué, avant même d'avoir pu un seul instant jouir de son existence¹⁷⁷ ». Le cabinet durera jusqu'au 21 septembre 1848.
- C'est le 12 juillet 1848 que l'Archiduc Jean sera officiellement investi de sa charge et recevra tous les droits de l'ancienne Diète fédérale dont il ferme lui-même solennellement, les séances¹⁸⁰.
- Ces mesures constituent un véritable *casus belli* pour la droite prussienne qui, dès le 25 juillet, mettra en place, à l'initiative notamment de Bismarck, une *Association pour la défense des droits de la propriété* (Verein zur Wahrung der Rechte des Grundbesitzes)¹⁸¹.
- Marx rédigea dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 30 juillet 48 un compte rendu circonstancié sur ces projets de loi¹⁸². Il dénonce la duplicité d'une loi qui au prétexte d'abolir sans indemnité des charges mineures, préserve les intérêts des grands propriétaires fonciers par diverses mesures de dédommagement sous la forme de rachats : « Avec tous ces droits à abolir, la noblesse ne perd même pas 50.000 thalers par an et elle sauve ainsi plusieurs millions (...) Assurément, *ajoute-il*, M. Gierke attaque la propriété, c'est indéniable. Mais ce n'est

¹⁷⁶ La chute du ministère Camphausen est commentée dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* dans son édition du 23 juin où l'on peut lire : « Le ministère Camphausen s'était drapé dans le vêtement du libéralisme bourgeois de la contre-révolution. La contre-révolution se sent assez forte pour rejeter ce masque gênant » (NGR1, p. 135)

¹⁷⁷ NGR1, édition du 24 juin 1848, p. 141

¹⁷⁸ Le vote nominal est acquis avec les résultats suivants : 436 voix pour l'archiduc Jean d'Autriche, 52 voix pour le président Henri de Gagern, 32 voix Adam d'Itzstein, pour 1 voix pour l'archiduc Etienne d'Autriche. On compte 25 abstentions. Une délégation de 8 députés en envoyée à Vienne (*Almanach de Gotha* pour l'année 1849, *Chronique*, p. 752-753.)

¹⁷⁹ Un signe caractéristique : le 16 juillet 1848, le ministre de la Guerre du parlement de Francfort, de Prucker, adresse une circulaire aux divers gouvernements pour les inviter à respecter les ordres éventuels qui leur parviendront de son propre ministère. Il préconise que le 6 août 48 les troupes allemandes soient partout réunies sous les armes dans leur garnison pour marquer leur allégeance en portant « un triple vivat en l'honneur du vicaire d'empire et tirant, s'il est possible, une triple salve d'artillerie » (*Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, par Ch. Murhard et J. Pinhas, op.cit., tome II, pp.309-310). ». Or les militaires refuseront d'organiser les festivités censées célébrer ce jour-là l'unité nationale. (Jonathan Sperber, *Rhineland Radicals*, Princeton University Press, 1991, p. 305)

¹⁸⁰ La réponse positive de l'Archiduc Jean sera lue dès le 6 juillet 48 devant le parlement de Francfort et l'inauguration du vicariat d'Empire sera saluée par un discours du président de l'Assemblée, von Gagern, le 12 juillet 48 (*Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, par Ch. Murhard et J. Pinhas, op.cit., tome II., pages 295, 296 et 299-304).

¹⁸¹ Très récemment, le premier juillet 48, Hermann Wagner, un ami de Bismarck, avait fondé la *Neue Preussische Zeitung*, dite la *Kreuzzeitung*, qui sera l'organe de la droite militariste et des hobereaux prussiens.

¹⁸² Des projets qui, en vérité, n'aboutiront pas.

pas la propriété bourgeoise moderne, c'est la propriété féodale. La propriété bourgeoise qui se dresse sur les ruines de la propriété féodale. Et c'est pour cette raison qu'il ne veut pas réviser ces contrats de rachat, parce que ces accords ont transformé les rapports de propriété féodaux en rapports bourgeois¹⁸³. »

Ce même jour, à Pest, **Lajos Kossuth** prononce devant la Diète hongroise un puissant discours mobilisateur par lequel il dénonce le péril que les slaves du sud, Serbes et Croates, font courir à la Hongrie. Il obtient l'unanimité pour le vote d'un crédit de guerre qui permet la levée en masse d'une armée de 200.000 recrues.

- 15.07.48 Se tient à Francfort, du 15 juillet au 15 août 48, un congrès corporatiste des artisans contre la liberté d'entreprise (*Handwerker und Gewerkerbekongress*). On y vote une charte de l'artisanat qui appelle à la défense des corporations. La démarche traduit la crainte des artisans de subir les effets de leur prochaine prolétarianisation¹⁸⁴.
- 16.07.48 Le ministre de la Guerre du parlement de Francfort adresse une circulaire aux divers gouvernements pour les inviter à respecter les ordres qui leur parviendront de son propre ministère. Il préconise que le 6 août 48 les troupes allemandes soient partout réunies sous les armes dans leur garnison pour marquer leur allégeance en portant « un triple vivat en l'honneur en signe d'hommage en l'honneur du vicaire d'empire et tirer s'il est possible une triple salve d'artillerie¹⁸⁵ ». Les militaires refuseront d'organiser les festivités censées célébrer ce jour-là l'unité nationale¹⁸⁶.
- 20.07.48 Dans son éditorial de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, Engels dénonce l'interdiction par le gouvernement du Wurtemberg de l'Association démocratique de l'arrondissement de Stuttgart. Dans le Bade, à Heidelberg, c'est l'Association des étudiants qui a été interdite. Il s'agit clairement, souligne Engels, d'une atteinte aux libertés conquises en mars: « Et ceci, brave Allemand est une fois de plus ton destin. Tu crois en avoir fait une révolution ? Illusion ! Tu crois en avoir fini avec l'Etat policier ? Illusion ! Tu crois posséder le droit de libre réunion, la liberté de la presse, l'armement du peuple et autres belles paroles que l'on t'a criées par-dessus les barricades de mars ? illusion rien qu'illusion !¹⁸⁷ ». L'article met expressément en cause l'inertie du parlement de Francfort et sa complicité avec ces décisions réactionnaires : « (...) si nous avons une Assemblée nationale à Francfort, c'est pour que les gouvernements puissent prendre de telles mesures avec une pleine assurance sans devenir odieux à l'opinion publique. Naturellement cette Assemblée passera à l'ordre du jour sur de telles mesures policières d'un pas aussi léger que sur la révolution de Mayence ». Il termine en exigeant que « pour obliger (...) la majorité de l'Assemblée à proclamer devant toute l'Europe son alliance avec la réaction, l'extrême-gauche de Francfort propose que « les auteurs de ces mesures (...) soient mis en état d'arrestation pour violation des « droits fondamentaux du peuple allemand » ».
- 22.07.48 Ouverture à Vienne de l'**Assemblée constituante** élue au suffrage universel indirect¹⁸⁸. C'est l'archiduc Jean qui prononce le discours inaugural à la place de l'Empereur. Il prononce un discours de conciliation en faveur de l'égalité entre les nationalités, de l'union avec l'Allemagne et de l'entente avec la Hongrie. Les élections avaient eu lieu les 6 et 9 juillet, mais seulement dans les pays héréditaires de la Monarchie (ce qui signifie que les provinces italiennes et la Hongrie ne se trouvaient pas représentées). La composition de ce Reichstag est très hétérogène sous l'angle des classes (une dominante agrarienne de petits propriétaires), des nationalités (les Allemands se trouvent en minorité par rapport aux députés slaves) et des

¹⁸³ « Projet de loi sur l'abrogation des charges féodales », NGR, t.1, pp. 344-349

¹⁸⁴ J. Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 518.

¹⁸⁵ *Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, par Ch. Murhard et J. Pinhas, op.cit., tome II, pp.309-310.

¹⁸⁶ Jonathan Sperber, *Rhineland Radicals*, Princeton University Press, 1991, p. 305.

¹⁸⁷ NGR, t 1, p. 299-301, « Interdiction des clubs à Stuttgart et à Heidelberg ».

¹⁸⁸ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 8.

- langues¹. Les députés paysans se désintéresseront bientôt du sort de la révolution une fois votée la loi sur la suppression des redevances féodales attachées à la terre, une libéralité qu'ils auront tendance à attribuer à la générosité de l'empereur par son décret du 7 septembre.
- 22.07.48 Le parlement de Francfort entreprend de discuter de la question du grand-duché de **Posen** dont l'incorporation dans la Confédération germanique sera bientôt votée le 27 juillet². Engels va consacrer du 7 août au 7 septembre une longue série d'articles dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* sur cette question polonaise³. Le vote fera l'objet d'une protestation de la *Société démocratique de Cologne* lors de sa réunion du 12 août 1848 au nom du principe que « dans la lutte pour la liberté dans laquelle elle est engagée, l'Allemagne ne veut pas opprimer d'autres nationalités mais veut au contraire, favoriser leurs aspirations à la liberté » et que « la liberté de la Pologne est une question vitale pour l'Allemagne⁴ ».
- 25.07.48 Défaite de **Custoza**, près de Vérone : les armées du Piémont sont battues par les troupes de Radetzky après trois jours de combat. L'armistice entre l'Autriche et le Royaume de Sardaigne sera signé le 9 août à **Salasco**. Les troupes de Charles-Albert de Piémont Sardaigne se retirent de Lombardie. Cette victoire place les anciennes classes dirigeantes autrichiennes en position de **repren- dre l'initiative politique dans le pays**. Elle libère les troupes autrichiennes pour leur très prochaine offensive contre la Hongrie.
- 31.07.48 Assaut sanglant des troupes de la forteresse de **Schweidnitz** en Silésie contre la milice de la ville, la Bürgerwehr : il y a 14 morts et de nombreux blessés. Cette affaire marque le début de la crise du cabinet Hansemann. Le député de Breslau Julius Stein déposera le 9 août 1848 une motion sur le devoir de réserve des militaires. Après une violente polémique au sein du Parlement, elle sera votée le 7 septembre 48.
- 31.07.48 Les autorités croates publient un manifeste par lequel elles repoussent leur assujettissement à la Hongrie⁵.
- 6.08.48 Les Autrichiens occupent Milan et se livrent à une violente répression. Dans l'article du 30 novembre 48 qu'il publie dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*, se livrant à une rétrospective du processus révolutionnaire, Marx écrit : « Londres, 10 avril ; Paris, 15 mai et 25 juin, Milan, 6 août ; Vienne, 1^{er} novembre : voilà quatre grandes dates de la contre-révolution européenne, quatre bornes qui ont marqué les distances qu'elle a parcourues précipitamment dans sa dernière marche triomphale ». S'agissant de la situation italienne, il précise : « La reconquête de Milan par Radetzky représente en fait le premier événement européen depuis la victoire de juin à Paris. L'aigle bicéphale sur le dôme de la cathédrale de Milan ne signifiait pas seulement la chute de toute l'Italie, elle signifiait aussi la résurrection du centre de gravité de la contre-révolution européenne, la résurrection de l'Autriche. L'Italie battue et l'Autriche ressuscitée, qu'est-ce que la contre-révolution pouvait demander de plus ! Et c'est un fait : depuis la chute de Milan, l'énergie révolutionnaire s'est momentanément

¹ « Si l'on pouvait comparer l'Assemblée de Francfort à une académie, celle de Berlin à un club, l'on devait se représenter celle de Vienne sous la forme d'un marché, pittoresque et bariolé, mais où il était difficile de se faire entendre : quelques députés ne savaient pas lire, beaucoup ignoraient l'allemand. ». (J. Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 328)

² *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p.10. Le vote sera obtenu par un large majorité de 342 voix contre 32.

³ Elle occupe quelque cinquante pages (NGR1, pp. 389-411).

⁴ NGR3, pp. 470-471

⁵ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 12

relâchée en Italie (...) et simultanément en Autriche, le parti réactionnaire a relevé et s'est remis avec un courage nouveau à étendre sur toutes les provinces son réseau d'intrigues dont le quartier général de Radetzky formait le centre. C'est seulement à ce moment-là que Jelačić prit l'offensive, que la grande alliance de la contre-révolution avec les slaves autrichiens a été complètement mise sur pieds ».

La conclusion, de l'article est plutôt **pessimiste** : « La mesure de la contre-révolution est comble à en déborder : La France, en passe de se jeter dans les bras d'un aventurier pour échapper à tout prix à la domination de Cavaignac et de Marrast, l'Allemagne plus déchirée que jamais, l'Autriche opprimée, la Prusse à la veille de la guerre civile, toutes, toutes les illusions de février et de mars impitoyablement piétinées par la marche tumultueuse de l'histoire¹. ».

La crise du 23 août 48 à Vienne

- 12.08.48 Rentrée à Vienne de l'empereur Ferdinand 1^{er} venant d'Innsbrück. Le pouvoir va se tourner à présent vers la Hongrie contre laquelle il encourage **le séparatisme serbe et croate**.
- 23.08.48 La crise économique et les troubles politiques ont jeté dans la misère de larges couches de la population ouvrière de Vienne qui survivent à peine avec les maigres allocations de subsistance de la Ville (sur le modèle des ateliers nationaux parisiens). Or le 19 août, une ordonnance du ministre des travaux publics, Ernst von Schwarzer procède à une importante réduction de ces aumônes pour les enfants et pour les femmes. Une manifestation ouvrière est brutalement dispersée le 23 août par la garde nationale bourgeoise. On compte une vingtaine de tués parmi les ouvriers et de nombreux blessés. La légion étudiante n'a pas bougé.
- Jacques Droz compare les événements du mois d'août à Vienne à ceux de **juin à Paris** « sinon par leur violence, du moins par leurs conséquences sociales⁴ ».

C'est dans ce contexte que **Marx est de passage à Vienne du 28 août au 6 septembre 48**.

*

¹ Marx, *Le mouvement révolutionnaire en Italie*, NGR, t.2, p. 195-197.

² Le rôle de direction politique va passer vers le *Demokratischer Verein* sous la direction de Karl Tausenau (J. Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 327).

³ Alphonse Balleydier, *Histoire des révolutions de l'empire d'Autriche. Années 1848 et 1849*, Guyot Frères, éditeurs, Paris 1853, tome 2, p. 135.

⁴ J. Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 326.

Dans sa onzième contribution du **19 mars 1852**, intitulée « **L'insurrection d'octobre à Vienne** », Engels commente les événements en ces termes :

« Le 19 août l'empereur fut amené à passer la revue de la garde nationale ; la famille impériale, la cour, les hauts fonctionnaires, les grands officiers de la couronne, rivalisèrent de flatteries envers les bourgeois armés, qui déjà étaient ivres d'orgueil de se voir ainsi publiquement reconnus pour un des corps importants de l'Etat, et aussitôt après parut un décret signé de M. Schwarzer, le seul ministre populaire du cabinet, supprimant le secours que le gouvernement avait accordé jusqu'alors aux ouvriers sans travail. Le tour réussit ; la classe ouvrière fit une manifestation ; les gardes nationaux bourgeois se prononcèrent pour le décret de leur ministre ; ils furent lancés contre les « anarchistes », se jetèrent comme des tigres sur les ouvriers sans armes, qui n'opposèrent pas de résistance, et en massacrèrent un nombre considérable, le 23 août. Ainsi furent détruites l'unité et la vigueur de la force révolutionnaires ; la lutte de classes entre bourgeois et prolétaires avait abouti, à Vienne aussi, à une explosion sanglante, et la *camarilla* contre-révolutionnaire vit approcher le jour où il lui serait possible de frapper son maître coup. » (p. 259)

*

- 18.08.48 **A Berlin**, la réaction s'active et réunit du 18 au 20 août un « **Junkerparlament**¹⁹⁸ », qui entend organiser la riposte des nobles aux projets de suppression de leurs privilèges fiscaux par le ministère de Hansemann¹⁹⁹. On assiste à la constitution d'un front politique conservateur organisé. Le mouvement s'était doté d'un organe de combat avec la création, le 1^{er} juillet, de la *Neue Preussische Zeitung*, qui sera vite surnommée la *Kreuzzeitung* (la Gazette de la Croix) en raison de la croix de fer qui ornait son titre, entourée de la devise de l'armée : « En avant, avec Dieu, pour le Roi et la Patrie ».
- 21.08.48 Des troubles éclatent à Berlin après l'attaque par des forces réactionnaires d'un club démocrate à Charlottenburg. Les manifestants qui réclament la démission du ministère Auerswald Hansemann lapident le bâtiment où se trouvaient les ministres. Les incidents donneront lieu à une législation répressive sur les manifestations.
- 23.08.48 Du 23 août au 3 septembre 48 se tient à Berlin le congrès fondateur de l'**Allgemeine Deutsche Arbeiterverbrüderung**. Il s'agit cette fois d'un congrès prolétarien. Il faut signaler le rôle tout particulier de Stephan Born.
- 9.09.48 Démission du ministère Auerswald qui tombe sur la question de principe de la suprématie du civil sur le militaire. C'est toutefois un militaire, le général von Pfuël qui deviendra, le 21 septembre, le nouveau président du Conseil. A ses côtés, le général F. von Wrangel. Le 31 juillet 48, des incidents sanglants étaient survenus dans la ville de Schweidnitz en Silésie où la troupe casernée dans la citadelle avait ouvert le feu sur la garde nationale en faisant 14 victimes. Le député de Breslau Julius Stein avait fait voter dès le 9 août 48 par l'Assemblée nationale une motion imposant aux officiers de l'armée une obligation de réserve à l'égard des conflits politiques entre civils. Les militaires étaient fermement invités à faire la preuve de leur sincère adhésion à la légalité constitutionnelle. La motion ajoutait : « Les officiers dont les convictions ne s'accordent pas avec cette décision ont pour devoir d'honneur de quitter

¹⁹⁸ Le terme de Junker désignait les membres de la noblesse foncière en Prusse et en Allemagne orientale à l'est de l'Elbe.

¹⁹⁹ Le 21 juillet, le ministre de l'agriculture Julius Gierke avait déposé un projet de loi en ce sens.

l'armée¹ ». Or, le 2 septembre, Auerswald annonce au parlement qu'il n'enverra pas cette instruction aux armées. Le 7 septembre, J. Stein insiste et obtient de l'Assemblée qu'elle confirme sa décision à 67 voix de majorité. L'assemblée se conduit pour la première fois non plus comme une simple constituante mais comme une instance politique élue. Rudolph von Auerswald est alors contraint de démissionner deux jours plus tard. L'évènement suscite une intense agitation populaire en ville. Julius Stein est porté en triomphe vers son hôtel par la foule².

11.09.48 Les troupes croates de Josip Jelačić envahissent la Hongrie. **C'est le début d'une guerre qui va durer un an**³.

Le 15 septembre, une délégation de 15 députés hongrois demande à être reçue par le Reichstag de Vienne pour obtenir qu'il intercède comme conciliateur entre la Hongrie et les Croates. Le député Ludwig von Löhner, un allemand de Bohême devenu le porte-parole de la gauche, interviendra le 19 septembre pour défendre l'idée que la défaite de la Hongrie serait une défaite de la démocratie. Mais en fin de compte, la majorité slave du Reichstag soutenue par la droite refusera de recevoir la délégation hongroise⁴.

13.09.48 Après des heurts entre civils et officiers de la garnison à **Cologne**, une réunion publique de 5 à 6.000 personnes présidée par Bürgers est convoquée à l'initiative de W. Wolff. Sur la proposition d'Engels elle vote une adresse au parlement de Berlin l'appelant à résister par la force à sa dissolution. Elle décide de la création d'un **comité de salut public** de 30 membres « pour représenter les couches de la population qui à Cologne ne le sont pas dans les institutions légales existantes⁵ ».

Sont élus au comité de salut public la plupart des rédacteurs de la *Nouvelle Gazette Rhénane* et les dirigeants de L'union ouvrière. On trouve aussi Gottschalk et Anneke qui sont en prison.

15.09.48 A Berlin, le roi entreprend de passer à la contre-offensive. Il fait appel à Friedrich von Wrangel, le vainqueur des Danois, qu'il nomme à la tête des troupes casernées dans la région des Marches⁶. Dès le 17, Wrangel fait entrer dans la ville de nombreuses troupes à qui il adresse un ordre du jour centré sur la nécessité de la discipline dans le maintien de l'ordre public.

Il est vrai que le 12 septembre, une mutinerie avait éclaté à Postdam : les soldats de la garde s'étaient révoltés contre leurs officiers qui leur avaient interdit de diffuser une Adresse de félicitation à Julius Stein après le vote du 7 septembre⁷.

La crise de septembre en Allemagne

18.09.48 **Combats à Francfort** : après la ratification Cette insurrection marque **un tournant dans**

¹ Matter, op.cit. p. 194

² « Lorsqu'on aperçut le député Stein (...) l'enthousiasme fut à son comble. Quelques hommes du peuple le soulevèrent aussitôt sur leurs épaules et le portèrent en triomphe à son hôtel dans la Taubenstrasse. (...) Jamais encore on n'avait vu une telle explosion de joie ». (NGR, vol. 2, p. 14). Dans son article du 16 septembre, « La liberté des délibérations à Berlin », Marx défendra le droit des « masses populaires démocratiques » à faire pression sur les assemblées élues : « Le droit des masses populaires démocratiques d'agir moralement, par leur présence, sur le comportement d'assemblées constituantes est un vieux droit révolutionnaire des peuples dont on ne peut se passer dans aucune période agitée depuis la Révolution anglaise et la Révolution française » (NGR, vol. 2, pp. 32-33). Un développement important sur les limites du « parlementarisme formel ».

³ La victoire autrichienne sur les armées hongroises date du 13 août 1849 à Világos, mais les derniers révolutionnaires hongrois ne capituleront que le 2 octobre 1849 dans la forteresse de Komárom. Le 6 octobre 49, Lajos Batthyány, qui a conduit le premier ministère de la Hongrie constitutionnelle, est exécuté à Pest.

⁴ J. Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, p. 332.

⁵ NGR3, pp. 476-480

⁶ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p.28

⁷ Marx commente l'évènement dans son article du 16 septembre « La crise et la contre-révolution » (NGR, vol. 2, p. 30)

par le parlement, le 16 septembre, de l'armistice avec le Danemark¹, une insurrection éclate dès le lendemain soir, vite matée par l'armée. Pendant que la gauche parlementaire débat sur l'attitude à adopter, pressée qu'elle est par les organisations ouvrières de la ville de se constituer en une sorte de *Comité de salut public*, l'Archiduc Jean s'empresse en effet de faire entrer en ville, dans la nuit du 17 au 18 septembre, quelque 3.000 soldats prussiens et autrichiens qui n'auront aucune peine à rétablir l'ordre. Malgré un soulèvement dans les villes voisines de Sachsenhausen et de Hanau, les insurgés succombent en raison d'un rapport de force trop inégal².

Le processus révolutionnaire en Allemagne. Non seulement le parlement de Francfort s'est discrédité aux yeux d'une opinion populaire qui associe le vote sur l'armistice de Malmö à une véritable trahison de la nation allemande, mais l'échec du mouvement insurrectionnel, en révélant de manière flagrante la faiblesse de l'organisation politique des forces révolutionnaires, marque **le début de la riposte de la réaction.**

Par ailleurs, la violence de l'émeute et le lynchage de deux députés, le général von Auerswald (le frère de l'ancien ministre) et le prince Lichnowsky³, poussent la bourgeoisie dans le camp des forces de l'ordre au nom du principe qui commence à s'entendre : « Gegen Demokraten helfen nur Soldaten » (*Contre les démocrates, il n'y a que les soldats qui comptent.*)

20.09.48 Le 20 septembre à Cologne, une assemblée populaire réunie à l'appel de *L'union ouvrière*, de *l'Association démocratique* et du *Comité de salut public*⁴ dénonce les députés de Francfort comme des traîtres. Elle intervenait dans un contexte de forte mobilisation après la réunion de **Worringen**, au nord de Cologne, où quelques jours auparavant, le 17 septembre 48, six à huit mille manifestants, venus « drapeau rouge en tête à bord de six grands bateaux⁵ » avaient acclamé un programme politique pour une « république rouge, démocratique et sociale ». A l'initiative d'Engels⁶, l'assemblée avait voté à l'adresse de « l'Assemblée nationale allemande de Francfort » la suivante motion : « Les citoyens de l'Empire allemand rassemblés ici déclarent par la présente qu'ils prendront parti pour l'Allemagne avec leurs biens et leur sang si, par les actes illégaux du gouvernement prussien contre les décisions de l'Assemblée nationale et le pouvoir central, un conflit devait surgir entre la Prusse et l'Allemagne⁷. ».

*

Engels commente les événements de Francfort en conclusion de son dixième article de **février 1852** intitulé « L'insurrection de juin à Paris. **L'Assemblée nationale de Francfort** ».

Il écrit :

¹ Par une courte majorité de 257 voix contre 236.

² *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, *Chronique*, p 29

³ Les deux députés avaient pris l'initiative de tenter une reconnaissance dans les faubourgs de la ville pour trouver le moyen d'y faire entrer des troupes. Ils avaient été reconnus par une population en colère et maltraités à mort.

⁴ Ce Comité de 30 membres s'était constitué le 14 septembre 48 à Cologne au terme d'une assemblée sur la Frankenplatz. Il comportait notamment les rédacteurs de la *Nouvelle Gazette Rhénane* (Marx, Engels, W. Wolff, Dronke) et les dirigeants de *l'Union ouvrière* (Schapper et Moll). L'initiative avait soulevé les protestations de l'organe libéral de Cologne, la *Kölnische Zeitung* qui avait diffusé des affichettes dénonçant dans la création de ce Comité (aux accents si manifestement jacobins) le danger de futures actions séditeuses. Le compte rendu de la réunion ainsi que les documents provenant de la *Kölnische Zeitung* ont paru dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 15 septembre. (NGR, t. 3, pp. 477-480)

⁵ Le meeting se tenait sur un pré au bord du Rhin. Le compte rendu de l'événement a paru dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 19 septembre 48. (NGR, t.3, pp. 481-482).

⁶ La prise de parole d'Engels, de Schapper et de Wolff leur avait valu d'être aussitôt accusés de haute trahison. Engels évitera l'arrestation en s'enfuyant vers la Belgique, puis vers la Suisse.

⁷ NGR, t.3, p. 481.

Au commencement de l'automne les rapports des différents partis entre eux s'étaient exaspérés et étaient devenus si critiques qu'ils rendaient inéluctable une bataille décisive. Le premier engagement de cette guerre entre les masses démocratiques et révolutionnaires et l'armée eut lieu à Francfort. Bien que d'une importance secondaire, cet engagement constituait néanmoins le premier avantage sérieux qu'eussent obtenu les troupes sur l'insurrection, et produisit un grand effet moral. La Prusse, pour des raisons faciles à deviner, avait permis au simulacre de gouvernement établi par l'Assemblée nationale de Francfort de conclure un armistice avec le Danemark, qui non seulement livrait à la vengeance danoise les Allemands du Schleswig, mais encore désavouait complètement les principes plus ou moins révolutionnaires qui, dans l'opinion générale, étaient en jeu dans la guerre danoise. Cet armistice fut rejeté à une majorité de 2 ou 3 voix par l'Assemblée de Francfort. Une crise ministérielle simulée suivit cette résolution, mais, trois jours après, l'Assemblée revint sur son vote et alla jusqu'à l'annuler et à sanctionner l'armistice. Ce procédé ignominieux souleva l'indignation du peuple. On dressa des barricades ; mais déjà les troupes, en nombre suffisant, avaient été dirigées sur Francfort et, après six heures de combat, le soulèvement fut réprimé. Des mouvements semblables, quoique d'importance moindre, se rattachant à cet événement, eurent lieu sur d'autres points de l'Allemagne (Bade, Cologne) et furent également écrasés.

Cet engagement préliminaire donna au parti contre-révolutionnaire ce grand avantage, que désormais le seul gouvernement qui fût sorti, en apparence du moins, d'élections populaires, le gouvernement impérial de Francfort aussi bien que l'Assemblée nationale, étaient discrédités aux yeux du peuple. Ce gouvernement et cette assemblée avaient dû en appeler aux baïonnettes des troupes contre les manifestations de la volonté populaire. Ils étaient compromis ; et si c'était peu de chose que la considération à laquelle ils pouvaient prétendre jusqu'alors, ce désaveu de leur origine, la dépendance où ils étaient des gouvernements antipopulaires et de leurs troupes, faisaient désormais du vicair d'Empire, de ses ministres et de ses députés, de parfaites nullités. Nous verrons sous peu avec quel mépris l'Autriche d'abord, la Prusse et les petits Etats ensuite, accueillirent tout ordre, toute requête, toute députation qui leur venait de cette assemblée de rêveurs impuissants. (pp. 255-256)

*

- 21.09.48 A Berlin le roi fait appel **au général Ernst von Pfuel**, le vainqueur des Polonais pour former le nouveau cabinet constitué sur une base largement extra-parlementaire. Commentant la mise en place de ce ministère, Marx écrit en conclusion de son article du 14 octobre dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* (juste après l'interdiction du journal en raison de l'état de siège de Cologne) : « Seul *un ministère de la révolution* peut succéder au ministère Pfuel¹ ».
- E. von Pfuel se montrera toutefois prudent dans ses rapports avec l'Assemblée et parviendra à favoriser une certaine détente sur la question des rapports entre les militaires et la population civile. Accablé par les critiques de la *camarilla*, il sera bientôt remplacé, le 8 novembre, par le ministère Brandenburg.
- 21.09.48 **Deuxième soulèvement républicain badois** : à l'annonce de l'insurrection de Francfort, Gustav Struve² franchit la frontière suisse et proclamant à **Lörrach** la république allemande, il se met à la tête d'un gouvernement provisoire, avec Karl Blind pour secrétaire.
- Les insurgés seront très vite vaincus dès le 24 septembre à **Staufen** par l'armée régulière venue de Fribourg. Struve et Blind se verront condamnés à 8 ans de prison. Ce putsch accentue le divorce entre la bourgeoisie libérale (et la moyenne et petite bourgeoisie) et la gauche radicale.
- 26.09.48 **Etat de siège à Cologne** : interdiction des journaux, des associations et désarmement de
- La veille, devait se tenir le 2^e Congrès des démocrates de Rhénanie et de Westphalie. Or la

¹ « Le ministère Pfuel », NGR, t.2, p. 53

² Fr. Hecker s'est embarqué en septembre pour les Etats-Unis.

la garde civique. Les réunions publiques sont interdites. La *Nouvelle Gazette Rhénane* est suspendue et ne reparaitra que le 12 octobre¹.

réunion avait été empêchée dès le matin par la police qui avait procédé à l'arrestation de plusieurs militants de la Ligue, dont Karl Schapper et Heinrich Becker. Joseph Moll, Ferdinand Wolff et Friedrich Engels parviennent pour leur part à prendre la fuite².

Lors de la réunion de l'Union ouvrière à l'hôtel Im Kranz, Marx plaidera contre l'idée d'une insurrection armée (dont il semble attendre plutôt le déclenchement à Berlin). Il commente les événements dans son article du 13 octobre « La révolution de Cologne³ »

29.09.48 Les Hongrois infligent à Pakozd une sévère défaite aux troupes de Jelačić.

C'est la première bataille d'envergure et elle est gagnée par les Hongrois. Kossuth est à l'apogée de sa popularité.

*

La deuxième révolution de Vienne et son écrasement

Elle éclate dans le **contexte des hostilités en Hongrie**.

Son déclenchement est, en effet, lié à la publication, le **3 octobre 48**, du décret impérial signé par Ferdinand 1^{er} **déclarant la Hongrie en état de siège et dissout la diète hongroise**. Toutes les lois votées en Hongrie sans son autorisation sont désormais tenues pour nulles, les assemblées politiques sont interdites, et les troupes de l'Empire se trouvant en Hongrie sont placées sous le commandement de Jelačić qui reçoit les pleins pouvoirs d'un commissaire plénipotentiaire. Le royaume de Hongrie est déclaré en état de guerre⁴.

Le **25 septembre 48**, Ferdinand 1^{er} avait pris la décision, au titre de roi de Hongrie, de placer l'ensemble des troupes hongroises **sous la tutelle** du général comte Franz Philippe Lamberg⁵. Attaqués depuis le 11 septembre par les troupes croates de Jelačić, les Hongrois étaient manifestement en droit de recevoir cette mesure comme une véritable provocation à leur endroit. La décision viennoise est du reste aussitôt dénoncée comme illégale dès le 27 septembre. Il est interdit aux troupes et aux fonctionnaires de s'y plier sous peine de trahison⁶.

Or le **28 septembre 48**, Franz Philippe Lamberg est reconnu sur le pont de Pest par une foule en colère qui le lynche.

En conséquence, **l'Autriche déclare la guerre à la Hongrie**.

¹ Annonçant sa réparation, le journal précise : « Le comité de rédaction reste le même. Ferdinand Freiligrath vient d'y entrer » (NGR, t.2, page 45). Notons toutefois que Marx ne pourra plus compter sur la collaboration d'Engels avant son retour de Suisse vers la mi-janvier 1849.

² Expulsé de Belgique avec Ernst Dronke, Engels se rendra en Suisse en traversant la France à pied. Le voyage donnera lieu à un récit (« De Paris à Berne ») que reproduit en annexe le troisième volume de l'anthologie « La Nouvelle Gazette Rhénane », aux Editions sociales, pp. 438-460

³ NGR, t.2, pp. 48-51.

⁴ Daniel Iranyi et Charles-Louis Chassin, *Histoire politique de la révolution de Hongrie 1847-1849*, vol. 2, Pagnerre, Libraire-éditeur, Paris 1860, pp. 126-127 (de l'édition numérisée par Google)

⁵ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 32. Une première déclaration de l'empereur du 22 septembre, à son peuple et à ses armées, condamnait la politique hongroise. Félix Matin, *La Guerre de Hongrie*, Nantes, 1850, p. 32 de l'édition numérisée par Google.

⁶ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 33

⁷ Sur la composante de classe de la révolution hongroise, nous renvoyons à l'étude de Dominique Kosary « L'aspect social de la révolution de 1848 en Hongrie » aux pages 134-141 du recueil « Actes du congrès historique du Centenaire de la révolution de 1848 », PUF, Paris 1948. On retiendra de cette analyse que la particularité du mouvement d'indépendance hongrois est d'avoir été pour l'essentiel animé par les couches de la petite et moyenne noblesse dont Lajos Kossuth et Lajos Batthyány sont les représentants respectifs. Les titres nobiliaires n'étaient pas incompatibles en Hongrie avec des professions plutôt modestes, proches, par exemple, du petit agriculteur privé, les privilèges juridiques bien sûr en sus. Le rôle du « tiers état » sera donc assumé par ces classes nobiliaires qui préféraient la protection de l'Etat national au maintien des structures féodales. On ne trouve aucun commentaire sur cette particularité dans le texte d'Engels, lequel prévient du reste qu'« il n'entre pas dans notre dessein d'examiner ici l'histoire révolutionnaire de la Hongrie » (*Révolution et Contre-révolution en Allemagne*, op.cit., chapitre XII, p. 265).

*

La solidarité du mouvement révolutionnaire viennois avec les nationalistes hongrois est une réalité politique qui s'explique en partie par la crainte des démocrates de l'Autriche allemande de se voir submerger par le nombre des députés slaves au Reichstag. Et cela même si la gauche viennoise ne manquait pas de critiquer l'hégémonie centralisatrice exercée par les Magyars sur leurs minorités nationales⁷.

Le refus du Reichstag de recevoir, le 15 septembre 48, la délégation hongroise venue lui demander d'intercéder dans le conflit avec les Croates avait donné lieu dans les journaux radicaux de Vienne à une intense campagne de presse avec pour cible le ministre de la guerre, le comte Theodore Baillet de Latour.

6.10.48 Les ouvriers des faubourgs de Vienne s'opposent au départ de troupes vers la Hongrie. On dresse des barricades sur le pont du Tabor qui enjambe le Danube pour empêcher le passage des soldats. De nombreux régiments rejoignent le camp des émeutiers. Les insurgés prennent d'assaut le ministère de la guerre et s'emparent de l'Arsenal. Reconnu par la foule à la sortie du Palais, le ministre de la Guerre, le **général Baillet de Latour** est blessé à mort et pendu à une lanterne.

7.10.48 Le Reichstag est remplacé par un Comité permanent de 25 membres présidé par Adolf Fischhof. Ce Comité assurera la permanence du pouvoir officiel et jouera jusqu'au 31 octobre **le rôle d'un exécutif révolutionnaire**. La direction révolutionnaire est en fait assurée par **trois instances**: le Comité permanent du Reichstag (présidé par A. Fischhof), le Comité Central démocratique (présidé par K. Tausenau) et le Comité des étudiants (présidé par M. Habrowsky). Le commandement militaire est confié le 12 octobre à un lieutenant retraité, Wenzel Messenhauser, et au général polonais Bem, mais cette direction ne se montrera pas à la hauteur¹. En vérité, Vienne ne peut résister qu'avec un renfort extérieur.

Or la capitale est très isolée. Les aides venues des autres villes (Graz, Linz, Salzbourg, Villach notamment) seront tardives et très insuffisantes. Rien ne vient non plus du parlement de Francfort, sinon des propositions de conciliation. La gauche de Francfort se contente d'envoyer en délégation deux des siens, Robert Blum et Julius Fröbel.

Dès le début des événements, la cour a pris la fuite vers Olmütz en Moravie pour se placer sous la protection de Windischgrätz.

C'est la deuxième fois que l'empereur prend la fuite.

8.10.48 A Pest, Kossuth est nommé président du Comité de défense nationale qui lui accorde tous les pouvoirs. Toutefois les Hongrois ne portent pas secours aux insurgés de Vienne². L'armée autrichienne ne tarde pas, elle, à se mobiliser : dès le 11 octobre 48, Windischgrätz quitte Prague avec ses troupes pour rejoindre Vienne.

12.10.48 Très divisé sur la question de la révolution viennoise, le parlement de Francfort se contente d'envoyer deux députés Karl Theodor Welcker et Johan Ludwig Mosle chargés d'une mission de médiation. Ces deux délégués ne parviennent pas à pénétrer dans la ville insurgée et reçoivent un accueil hostile à la fois de la part de Windischgrätz et de la cour impériale réfugiée à Olmutz³. Le même jour, les députés de la Diète de Prague déclarent que l'insurrection à Vienne est l'œuvre d'agitateurs étrangers et que ce soulèvement est un crime⁴.

¹ Jacques Droz mentionne tout particulièrement le rôle désastreux de D. Fenner von Fenneberg (*Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 336).

² La Diète hongroise se contente dans un premier temps d'adresser le 10 octobre 48 une déclaration de reconnaissance aux habitants de Vienne pour leur assistance. Elle lui offre, il est vrai, « de leur rendre leurs bons secours ». (*Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 24)

³ La *Nouvelle Gazette Rhénane* rend compte de cette mission dans son article du 28 novembre 48 « Rapport du Comité de Francfort sur les affaires autrichiennes », NGR, t. 2, pp. 181-187.

⁴ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 34-35. Un texte que l'on gagne à comparer avec la pétition conciliatrice envoyée à l'empereur le 13 octobre 48 par la Diète d'Autriche l'invitant à convoquer sans tarder « un congrès pacifique » des peuples afin de régler à la fois la question hongroise et les affaires du royaume lombardo-vénitien. (*Almanach de Gotha* pour l'année 1851, Chronique, p. 35)

- 16.10.48 Windischgrätz est investi du commandement suprême des armées impériales (à l'exception de celles d'Italie). Jelačić se dirige pour sa part vers Schwechat à la rencontre des Hongrois¹.
- 20.10.48 Le même jour paraissent **deux manifestes**. L'un est une nouvelle Adresse de l'empereur Ferdinand 1^{er} sur la situation politique et militaire. Elle exhorte « ceux qui se sont écartés de la route du devoir à y rentrer ». L'autre est une proclamation de la Diète constituante de Vienne : elle conjure l'empereur « de nommer un nouveau ministère populaire, de rappeler les troupes, de faire prêter à l'armée le serment de respecter les droits du peuple afin de rendre la paix à la ville de Vienne et d'assurer le salut public² ». Mais l'important est que **Windischgrätz déclare la ville en état de siège**. Les autorités civiles doivent céder devant la loi martiale.
- 22.10.48 L'ordre est donné à la Diète de Vienne de suspendre ses activités ; elle se trouve convoquée à Kremsier pour le 15 novembre 48.
- 23.10.48 Dès le 23 octobre, la ville se trouve complètement encerclée par Windischgrätz qui détient les pleins pouvoirs et par les troupes austro-croates commandées par Jelačić. Windischgrätz adresse aux insurgés un ultimatum et leur accorde deux jours pour se rendre. Les rigueurs de loi martiale seront appliquées à toute personne coupable d'opposer la moindre résistance. Les insurgés décident néanmoins de résister. Les hostilités vont durer jusqu'au 31 octobre, dans l'attente toujours des renforts hongrois.
- 28.10.48 Dès le matin, **Windischgrätz ouvre la canonnade contre Vienne**. Ses troupes investissent les faubourgs et de nombreux quartiers de la ville.
- 29.10.48 Les troupes hongroises enfin décidées à porter secours aux insurgés viennois marchent sur la capitale mais elles sont battues par les Croates à Schwechat. Une députation du conseil municipal de Vienne annonce à Windischgrätz la reddition de la ville (même si, à l'annonce de l'approche des Hongrois, les hostilités avaient repris et les bombardements avaient recommencé).
- 29.10.48 Le second congrès démocratique de Berlin qui s'est ouvert le 26 octobre pour discuter principalement des principes de la future Constitution fédérale publie un *Appel au peuple allemand*. Marx en reproduira le texte dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 3 novembre 48, le qualifiant sévèrement de « sermon pathétique et tonitruant derrière lequel se cache la pauvreté de pensée et de passion la plus patente³ ». Il poursuit en dénonçant tout particulièrement l'appel lancé par le congrès aux gouvernements allemands pour venir au secours de Vienne. « C'est incroyable ! », s'exclame-t-il, ajoutant : « Le gouvernement prussien doit-il envoyer Wrangel ou Colomb ou le prince de Prusse contre Auersperg, Jelačić et Windischgrätz ? Le « Congrès démocratique » avait-il le droit d'adopter cette position enfantine et conservatrice vis-à-vis des gouvernements allemands ? (...) Les gouvernements accueilleront avec un sourire plein de suffisance ces rêveries de jouvencelle ».

¹ Les généraux hongrois Moga et Czanyi ont passé la frontière mais seront bientôt rappelés par le Comité de défense de Pest. Le pouvoir hongrois est divisé sur la question d'une intervention militaire sur le territoire de l'Autriche. Kossuth y est favorable. Görgey s'y oppose.

² *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 37.

³ NGR, t. 2, p. 82.

31.10.48 La ville est reprise après de violents combats de rue. Les troupes se livrent à une sanglante répression¹. Robert Blum sera condamné et fusillé le 8 novembre après un procès expéditif. Cette exécution provoquera un grand émoi en Allemagne. Fröbel (qui n'avait pas participé aux combats) est gracié.

Le même jour une manifestation ouvrière en faveur de Vienne est réprimée à **Berlin**. Dans l'après-midi la motion de Waldeck en faveur d'une intervention à Vienne avait été repoussée par 229 voix contre 113, ce qui avait provoqué une grande indignation en rue. Les organisateurs perdent le contrôle de la manifestation. La milice réprime les manifestants. Le soir des députés sont molestés².

Après les incidents avec la Bürgerwehr à Köpenick, cette manifestation marque une rupture entre la gauche parlementaire et la gauche radicale des clubs politiques. Frederick Guillaume IV en profitera aussitôt pour remplacer Pfiel par le ministre Brandebourg Manteuffel.

Le pouvoir reprend ainsi la main dans les deux capitales, à Berlin et à Vienne

*

Les commentaires d'Engels sur la bataille de Vienne d'octobre 48 couvrent le onzième et le douzième article de **mars et d'avril 1852** respectivement intitulés « **La révolution de Vienne** » et « **La chute de Vienne - La trahison de Vienne** » :

Nous arrivons maintenant aux événements décisifs qui constituent la contrepartie révolutionnaire en Allemagne de l'insurrection parisienne de juin et qui, d'un seul coup, firent pencher la balance en faveur du parti contre-révolutionnaire, à l'insurrection d'octobre, 1848, à Vienne.

Engels commence par un « rapide coup d'œil » rétrospectif sur deux événements qui ont marqué la période ouverte par l'insurrection du 13 mars 1848 :

- la première tentative, le **14 mai 1848**, de dissoudre le Comité central des délégués de la garde nationale et de la Légion académique, ce qui avait aussitôt provoqué la deuxième insurrection viennoise du 15 mai et le départ, sinon la fuite, de Ferdinand 1er et de sa cour à Innsbrück. Dès le lendemain 16 mai, les journaux annonçaient l'annulation de la mesure concernant le comité de la garde nationale (laquelle conservait la responsabilité du maintien de l'ordre dans la ville) ainsi que la prochaine réduction de la Diète à une seule Chambre et son élection au suffrage universel. Le pouvoir cédait ainsi sur l'ensemble des revendications des forces démocratiques.

- la deuxième tentative, le **26 mai 1848**, de dissoudre la Légion académique, avec pour conséquence immédiate un nouveau soulèvement, et une nouvelle reculade du pouvoir, même si, à Innsbrück, profitant de la structure décentralisée de l'Etat, les forces de la réaction s'affairent à se ressaisir :

On reprit contact avec Radetzky, Jelačić et Windischgrätz, ainsi qu'avec les hommes sûrs dans la hiérarchie administrative des différentes provinces ; on noua des intrigues avec les chefs slaves, et on constitua ainsi une force réelle à la disposition de la Camarilla contre-révolutionnaire, tandis que les impuissants ministres à Vienne usèrent leur courte et faible popularité dans d'incessantes chamailleries avec les masses révolutionnaires et dans les débats de l'Assemblée constituante en perspective. C'est pourquoi la politique qui consistait à abandonner pendant un temps le mouvement de la capitale à lui-même, tactique qui, dans un pays centralisé et homogène comme la France, eût assuré la toute-puissance du parti progressiste, était ici, en Autriche, dans un conglomérat politique hétérogène, un des plus sûrs moyens de réorganiser les forces de la réaction. (p. 258)

¹ On trouve un récit des événements (vus du côté du pouvoir impérial) dans le livre publié en 1891 par le comte de Hübner sous le titre *Une année de ma vie 1848-1849* (disponible sur le site d'archiv.org). C'est le comte de Hübner qui insistera auprès de Schwarzenberg pour que Robert Blum soit non pas simplement expulsé d'Autriche mais condamné à mort. (J. Droz, p. 341)

² *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 41.

A Vienne, la bourgeoisie tend à baisser la garde, persuadée que l'essentiel des **réformes politiques** est accompli et que l'important désormais est de revenir aux affaires.

L'industrie de la capitale de l'Autriche est limitée, presque entièrement, aux articles de luxe, pour lesquels, depuis la révolution et la fuite de la cour, il n'y avait eu nécessairement qu'une demande insignifiante. Le désir de revenir à un système de gouvernement régulier et de voir rentrer la cour, choses sur lesquelles on comptait pour faire renaître la prospérité commerciale, ce désir se généralisait dans la bourgeoisie. On salua avec joie la réunion de l'Assemblée constituante en juillet comme la fin de l'ère révolutionnaire. On salua de même la rentrée de la cour qui, après les victoires de Radetzky¹ en Italie et l'avènement du ministère réactionnaire de Doblhoff, s'estimait assez forte pour braver l'assaut du peuple et dont la présence, d'ailleurs, était nécessaire pour mener à bien les intrigues avec la majorité slave du Reichstag. (p. 258-259.)

Après l'épisode sanglant du **23 août 48**², c'est la guerre contre la Hongrie qui se trouve au centre des événements. Dès le **6 octobre 48**, les ouvriers des faubourgs de Vienne s'opposent en effet au départ des troupes et enclenchent une **nouvelle (et dernière phase) révolutionnaire**. L'empereur prend derechef le chemin de l'exil, à Olmütz, cette fois, où l'appui qu'il reçoit des troupes slaves³ va lui permettre de mettre sur pied une puissante armée qu'il dirige sur Vienne.

Or ce que souligne Engels, c'est, outre leur inexpérience militaire, la **désunion des forces révolutionnaires viennoises**:

(...) à Vienne la confusion et la perplexité régnaient en maître. A peine la victoire remportée que, de nouveau, la vieille méfiance envers les classes travailleuses « anarchiques » s'emparait de la bourgeoisie ; les ouvriers qui se rappelaient le traitement qu'ils avaient reçu de la part des boutiquiers armés⁴, et la politique instable et fluctuante de la bourgeoisie en général, ne voulant pas leur confier la défense de la capitale, réclamèrent pour eux-mêmes des armes et une organisation militaire. La légion académique, remplie de zèle pour la lutte contre le despotisme impérial, était absolument incapable de comprendre la nature de l'éloignement qui existait entre les deux classes, ni de rien entendre aux nécessités de la situation. Il y avait confusion dans l'esprit public, confusion dans les cercles dirigeants.

Le reste des députés allemands au Reichstag, et quelques slaves qui, à l'exception d'un petit nombre de députés polonais plus révolutionnaires, jouaient le rôle d'espions pour leurs amis d'Olmütz, siégeaient en permanence ; mais au lieu de prendre part résolument à l'action, ils perdaient leur temps en discussions stériles sur la possibilité de résister à l'armée impériale sans outrepasser les limites des conventions constitutionnelles. Le comité de sûreté, composé de députés de presque toutes les organisations populaires de Vienne, quoique décidé à résister, était cependant dominé par une majorité d'esprits bornés et de boutiquiers qui toujours empêchaient toute action énergique et résolue. Le Conseil de la Légion académique votait des résolutions héroïques, mais

¹ Il s'agit notamment de la victoire de Custoza sur les armées du Piémont.

² La décision de réduire les allocations accordées pour des travaux de subsistance avait provoqué une manifestation ouvrière qui avait été violemment réprimée par la garde nationale bourgeoise sans aucune réaction de la Légion académique : « Ainsi furent détruits, écrit Engels, l'unité et la force révolutionnaires ; la lutte de classes entre bourgeois et prolétaires avait abouti, à Vienne aussi, à une catastrophe sanguinaire, et la Camarilla contre-révolutionnaire vit approcher le jour où il lui serait possible de frapper son maître coup ». (p. 259)

³ « A Olmütz, écrit Engels, la situation de la cour était bien différente de ce qu'elle avait été à Innsbrück. Sa position actuelle lui permettait d'ouvrir de suite la campagne contre la révolution. Elle était entourée des députés slaves de la Constituante qui accoururent en foule à Olmütz, et des enthousiastes slaves venus des quatre coins de la monarchie. A leurs yeux la campagne devait être une guerre pour la restauration de la suprématie slave et l'extermination des deux intrus sur le territoire qu'ils considéraient comme slave, une guerre contre l'Allemand et le Magyar. » (p. 260)

⁴ On se souvient de la répression par la garde nationale bourgeoise de la manifestation ouvrière du 23 août.

était hors d'état de prendre la direction des affaires. La classe ouvrière suspecte, désarmée, désorganisée, émergeant à peine du joug intellectuel de l'ancien régime, s'éveillant à peine, non pas à l'intelligence, mais à la compréhension purement instinctive de sa position sociale et de l'attitude politique qui en résultait, ne pouvait se faire entendre que par des manifestations bruyantes, et ne pouvait, comme il fallait s'y attendre, être à la hauteur des exigences du moment. Mais elle était prête - comme toujours elle l'avait été en Allemagne pendant la Révolution - à combattre jusqu'au bout, une fois qu'elle aurait obtenu des armes.

Tel était l'état des choses à Vienne. Au dehors, l'armée autrichienne réorganisée, grisée par les victoires de Radetzky en Italie ; soixante à soixante-dix mille hommes bien armés, bien organisés et, sinon bien commandés, du moins pourvus de commandants ; au dedans, la confusion, l'antagonisme des classes, la désorganisation ; une garde nationale, dont une partie était décidée à ne pas se battre du tout, une autre partie irrésolue, et dont le plus petit nombre seulement était prêt à agir ; une masse prolétarienne puissante par le nombre, mais sans chef, sans éducation politique, sujette à la panique aussi bien qu'à des accès de fureur pour ainsi dire sans motif ; à la merci de chaque faux bruit qu'on faisait courir, entièrement disposée à se battre, mais se trouvant sans armes, et à peu près sans organisation quand enfin on la mena à la bataille ; une Diète en désarroi, qui discutait sur des inanités pendant que le feu prenait au toit au-dessus de sa tête, un comité directeur sans initiative, sans énergie. (pp. 260-261)

*

Commentant « **La prise de Vienne** » dans sa **douzième** contribution, Engels insiste d'abord sur **l'inégalité du rapport des forces**, que ce soit du point de l'armement ou de la qualité des commandements¹ :

Quand enfin l'armée concentrée de Windischgrätz commença l'attaque sur Vienne, les forces que pouvait opposer la défense étaient tout à fait insuffisantes. Une partie seulement de la garde nationale put être amenée aux retranchements. Il est vrai qu'une garde prolétarienne avait été formée à la hâte, au dernier moment, mais comme on avait tenté trop tardivement d'utiliser ainsi la classe la plus nombreuse, la plus courageuse, la plus énergique de la population, elle se trouvait trop peu initiée au maniement des armes et trop ignorante des premiers éléments de la discipline pour opposer une résistance victorieuse. En sorte que la Légion académique, forte de trois à quatre mille hommes, bien exercés, et disciplinés dans une certaine mesure, était, au point de vue militaire, la seule force capable d'opérer avec succès. Mais qu'était-elle, jointe aux quelques gardes nationaux dignes de confiance, et à la masse confuse des prolétaires armés, opposés aux soldats réguliers de Windischgrätz, sans compter les hordes de brigands de Jelačić qui, grâce à leurs habitudes de vie mêmes, étaient d'une grande utilité dans une guerre de maison à maison et de ruelle à ruelle. Et les insurgés n'avaient rien d'autre à opposer à cette artillerie nombreuse et bien équipée, dont Windischgrätz usait sans scrupules, que quelques vieux canons usés, mal montés et mal servis. (p. 263)

Puis il se tourne vers le comportement des deux principaux alliés des insurgés viennois, à savoir, d'une part, les troupes hongroises qui après leur victoire sur Jelačić, campent non loin de la ville et, d'autre part, « le peuple allemand ».

Les troupes hongroises¹ ? D'abord elles n'ont pas été appelées en renfort² ; ensuite elles n'ont pas pris l'initiative de se porter au secours de Vienne. La raison invoquée a été une volonté de respecter le cadre d'une

¹ « Messenhauser, le commandant des forces des insurgés, plus romancier qu'officier, même subalterne, était absolument en dessous de sa tâche, et cependant, après huit mois de luttes révolutionnaires, le parti populaire n'avait ni produit ni attiré à lui, un homme de guerre plus capable que lui. » (p. 263)

certaine « légalité », un argument dont Engels démontre **l'inconsistance politique en période révolutionnaire** :

Or, nous savons fort bien tout ce que les Hongrois peuvent alléguer, et ont allégué, pour se défendre de leur inaction pendant le blocus et l'assaut de Vienne : l'insuffisance de leurs propres forces, le refus de la Diète et de tous les autres corps officiels de Vienne de faire appel à eux ; la nécessité de rester sur un terrain constitutionnel et d'éviter des complications avec le pouvoir allemand central. (...) (un) mouvement des Hongrois, sans l'autorisation d'un corps officiel, aurait été une violation du territoire allemand, aurait amené des complications avec le pouvoir central de Francfort et signifié, avant tout, l'abandon de la politique légale constitutionnelle qui faisait la force de la cause hongroise.

Mais c'étaient des zéros que les corps officiels à Vienne ! Était-ce la Diète, étaient-ce les Comités populaires qui s'étaient levés pour la Hongrie, ou bien était-ce le peuple de Vienne, et lui seul, qui avait pris les armes pour soutenir le choc de la première bataille pour l'indépendance hongroise ? Il importait peu que telle ou telle organisation officielle à Vienne fût maintenue ; tous ces corps auraient pu être, et auraient été effectivement, bien vite renversés dans le cours du développement révolutionnaire. Ce qui importait, c'était l'essor du mouvement révolutionnaire et le progrès ininterrompu de l'action populaire qui seuls pouvaient sauver la Hongrie de l'invasion. Quant aux formes que prendrait ce mouvement révolutionnaire plus tard, c'était l'affaire des Viennois et non des Hongrois, aussi longtemps que Vienne et l'Autriche allemande tout entière continuaient d'être leurs alliés contre l'ennemi commun. Il s'agit de savoir si dans cette insistance du gouvernement hongrois sur une autorisation quasi légale, il ne convient pas de voir le premier symptôme manifeste de ce système de retranchement derrière une légalité douteuse, lequel s'il n'a pas sauvé la Hongrie, du moins fit bon effet à une époque ultérieure devant le public des bourgeois anglais³.

Quant au prétexte de conflits possibles avec le pouvoir central d'Allemagne à Francfort, il est tout à fait futile. Les autorités de Francfort étaient renversées *de facto* par la victoire de la contre-révolution à Vienne. Elles auraient été renversées quand même la révolution eût trouvé à Vienne l'appui nécessaire pour vaincre ses ennemis. Et enfin, le grand argument que la Hongrie ne pouvait pas quitter le terrain légal et constitutionnel peut en imposer aux libre-échangistes britanniques, mais il ne passera jamais pour suffisant aux yeux de l'histoire. Supposons que les Viennois, le 13 mars et le 6 octobre s'en fussent tenus aux « moyens légaux et constitutionnels », que serait-il advenu alors du mouvement « légal et constitutionnel » et de toutes les glorieuses batailles qui pour la première fois attirèrent sur la Hongrie l'attention du monde civilisé ? (pp. 264-265)

Le peuple allemand ? Il se trouve lui-même engagé dans une lutte que « *le démembrement et la décentralisation* » du pays rendent plus difficile. Le choix de recourir au parlement de Francfort ne pouvait que mener à l'échec :

Cette méprisable assemblée avait depuis longtemps, nous l'avons vu, sacrifié sa virginité ; et toute jeune qu'elle était, elle commençait déjà à grisonner et à être experte dans toutes les roueries de la prostitution hâbleuse et pseudo-diplomatique. Des rêves et des illusions du pouvoir, de la régénération de l'unité allemande qu'elle avait caressé dans les commencements, il ne restait plus rien qu'une tapageuse phraséologie teutonne, qui revenait à tout propos, et que la ferme croyance de cha-

¹ Les Hongrois d'abord, car en vérité, c'est pour la défense de leur cause que les Viennois se sont soulevés : « le devoir manifeste de la Hongrie, écrit Engels, était de soutenir sans retard et avec toutes les forces disponibles, non pas la Diète de Vienne, non pas le Comité de sécurité, ni aucun corps officiel à Vienne, mais la Révolution viennoise » (pp. 263-264)

² « Plus le danger approchait, plus la confusion grandissait à Vienne. La Diète ne trouva pas l'énergie nécessaire pour appeler à son secours l'armée hongroise de Perczel qui campait à quelques lieues de la capitale. » (p. 262).

³ Engels fait ici allusion au souci de Kossuth, lors de son exil en Angleterre, de prétendre avoir respecté la légalité.

que membre individuel en sa propre importance et en la crédulité du public. On avait abjuré la naïveté primitive ; les représentants du peuple allemand étaient devenus des hommes pratiques ; c'est-à-dire qu'ils avaient conclu que moins ils agiraient et plus ils bavarderaient, plus serait solidement établie leur position d'arbitres de la destinée de l'Allemagne. Ce n'est pas qu'ils estimassent leurs délibérations superflues. Tout au contraire. Mais ils avaient découvert que toutes les questions d'une importance vraie étaient pour eux un territoire interdit où il valait mieux ne pas s'aventurer ; et alors, à l'exemple des docteurs byzantins du Bas-Empire, ils se mirent à discuter, avec un sérieux et une assiduité dignes du sort qui finalement les atteignit, des dogmes théoriques depuis longtemps arrêtés dans toutes les parties du monde civilisé, ou de microscopiques questions pratiques qui jamais n'aboutissaient à rien de positif. (p. 267)

La gauche de l'Assemblée enverra néanmoins deux émissaires à Vienne, dont **Robert Blum** qui s'engagera militairement aux côtés de insurgés et sera fusillé après la chute de la ville.

Engels dresse de lui **le portrait suivant** :

Blum passait pour l'un des plus éloquents orateurs de l'Assemblée nationale ; il en était à coup sûr le plus populaire. Son éloquence n'aurait pas été à l'épreuve d'une Assemblée parlementaire expérimentée ; il affectionnait trop les déclamations creuses d'un prédicateur dissident allemand, et son argumentation péchait tout à la fois par le manque de rigueur philosophique et de connaissance des choses pratiques. Comme homme politique, il appartenait à la démocratie modérée ; une tendance plutôt vague, mais très goûtée, précisément à cause de l'absence de caractère défini qu'elle avait dans ses principes. Avec cela Robert Blum était, par sa nature, un vrai plébéien, bien qu'un plébéien quelque peu affiné, et, aux moments décisifs, ses instincts et son énergie plébéiens l'emportèrent sur son indécision et partant, sur ses convictions et ses jugements politiques indécis. Dans ces moments, il s'élevait bien au-dessus du niveau ordinaire de ses capacités.

C'est ainsi qu'à Vienne il s'aperçut au premier coup d'œil que c'était là et non au milieu des débats, visant à l'élégance, de Francfort, que devait se décider le sort de son pays. Il prit aussitôt son parti, renonça à toute idée de retraite, accepta un commandement dans l'armée révolutionnaire et fit preuve d'un sang-froid et d'une fermeté extraordinaires. Ce fut lui qui retarda pour un temps considérable la prise de la ville et qui protégea l'un de ses côtés contre une attaque, en mettant le feu au pont Tabor sur le Danube.

Tout le monde sait comment, après l'assaut, il fut arrêté, jugé par cour martiale, et fusillé. Il mourut en héros. (pp. 268-269)

Pour sa part, **Marx** procède, dans son article du **7 novembre 1848** dans la *Nouvelle Gazette rhénane* intitulé « **Victoire de la contre-révolution à Vienne** », à une **mise en accusation frontale** dans chacun des pays **de la bourgeoisie comme telle**.

Dominé par l'indignation, il écrit :

La liberté et l'ordre croate ont vaincu et fêtent leur victoire par des incendies criminels, des viols, des pillages, des forfaits sans nom. Vienne est aux mains de Windischgrätz, de Jelačić et d'Auersperg¹. Des hécatombes de victimes humaines sont jetées au vieux traître Latour dans sa tombe. Toutes les sombres prophéties de notre correspondant à Vienne se sont confirmées, et peut-être en ce moment est-il déjà abattu. Nous avons espéré un instant que Vienne serait libérée grâce à l'aide hongroise, or les mouvements de l'armée hongroise restent encore énigmatiques pour nous. Toutes sortes de *trahisons* ont préparé la chute de Vienne. Toute l'histoire de la Diète et du Conseil municipal depuis

¹ Le général Karl von Auersperg est l'un des officiers qui ont commandé le siège et la prise de Vienne. Il fera plus tard une longue carrière politique, devenant Ministre-président d'Autriche de décembre 1867 à septembre 1868.

le 6 octobre n'est rien d'autre que l'histoire ininterrompue de la trahison. Qui était représenté à la Diète et au Conseil municipal ?

La bourgeoisie.

Dès le début de la révolution d'octobre, une partie de la garde nationale viennoise a pris ouvertement parti pour la camarilla. Et à la fin de la révolution d'octobre, nous trouvons une autre partie de la garde nationale en lutte contre le prolétariat et la Légion académique, et ce, en vertu d'un accord secret avec les bandits impériaux. À qui appartiennent ces fractions de la garde nationale ?

À la bourgeoisie.

Or en France la bourgeoisie s'est placée à la tête de la contre-révolution, après avoir renversé toutes les barrières qui constituaient un obstacle à la domination de sa propre classe. En *Allemagne*, on la trouve dissimulée dans le *sillage* de la monarchie absolue et du féodalisme, avant même d'avoir assuré les conditions élémentaires de sa propre liberté et de sa propre domination bourgeoises. En France, elle s'érigea en despote et fit sa propre contre-révolution. En Allemagne, elle se pose en esclave et fait la contre-révolution de ses propres despotes. En France, elle a vaincu pour humilier le peuple. En Allemagne, elle s'humilie pour que le peuple ne soit pas victorieux. Aucune histoire ne montre une bassesse plus ignominieuse que celle de la *bourgeoisie allemande*.

Qui a fui Vienne en foule et abandonné à la magnanimité du peuple la garde des biens laissés derrière soi ? Qui, au cours de sa fuite a blâmé le peuple d'avoir mal rempli son office de gardien, et qui au retour assista à son massacre ?

La bourgeoisie.

(...)

L'« Assemblée nationale allemande » et son « pouvoir central » ont trahi Vienne. Qui représentaient-ils ?

Essentiellement la *bourgeoisie*.

La victoire de « l'ordre et de la liberté croates » était conditionnée par la victoire de l'« *honnête* » république de Paris. Qui a triomphé pendant les journées de juin ?

La bourgeoisie.

C'est par la victoire à Paris que la contre-révolution européenne a commencé ses orgies de triomphe. Durant les journées de février et de mars la force armée a échoué partout. Pourquoi ? Parce qu'elle ne représentait rien d'autre que les gouvernements eux-mêmes. Après les journées de juin elle a vaincu partout parce que partout *la bourgeoisie* est secrètement d'accord avec elle, ayant en main par ailleurs la direction officielle du mouvement révolutionnaire et mettant en œuvre toutes les demi-mesures qui, par nature, ne peuvent qu'avorter.

(...)

Le deuxième acte du drame dont le premier acte fut joué à Paris sous le titre : *Les journées de juin*, vient d'être représenté à Vienne. À Paris, des gardes mobiles, à Vienne, des « Croates » - dans les deux villes, des *lazzaronis*, ce prolétariat en guenilles, armé et acheté - contre le prolétariat qui travaille et qui pense. Nous assisterons bientôt, à *Berlin*, au troisième acte.

À supposer que la contre-révolution tienne dans toute l'Europe par les armes, elle mourrait dans toute l'Europe par l'argent. La fatalité qui annulerait la victoire serait la faillite européenne - la faillite de l'État. Les pointes des baïonnettes se brisent aux piques de l'« économie », comme de l'amadou qui s'effrite.

Mais l'évolution n'attend pas l'échéance de ces traites que les États européens ont tirées sur la société européenne. À *Paris* sera donnée la réplique décisive aux journées de juin. Grâce à la victoire de la « République rouge » à Paris¹, les *armées* seront rejetées de l'intérieur des pays, sur les frontières et au-delà et la véritable *puissance* des partis

¹ A cette date du 7 novembre 1848, Marx espère manifestement un sursaut (électoral) de la classe ouvrière en France. La très prochaine victoire de Louis-Napoléon Bonaparte aux élections présidentielles le 10 décembre 1848 le ramènera à la réalité des rapports de force en France. Nous renvoyons sur ce point au chapitre du présent fascicule intitulé « Le chant du coq gaulois ».

en lutte sera clairement mise en évidence. Alors nous nous souviendrons de juin, d'octobre, et nous aussi nous nous écrierons :

Væ victis !

L'article se termine par cette **déclaration guerrière** :

Les massacres sans résultats depuis les journées de juin et d'octobre, la fastidieuse fête expiatoire depuis février et mars, la cannibalisme de la contre-révolution elle-même convaincront les peuples que *pour abrégé*, pour simplifier, pour concentrer l'agonie meurtrière de la vieille société et les souffrances sanglantes de la nouvelle société, il n'existe qu'un moyen : *le terrorisme révolutionnaire*¹.

*

Vers la fin de la révolution en Prusse

La réaction reprendra le pouvoir à Berlin à peine un mois après les évènements de Vienne.

- 15.10.48 Une anecdote, mais elle est significative : recevant une délégation de l'Assemblée nationale venue lui souhaiter son anniversaire Frédéric-Guillaume IV déclare : « Nous sommes en train de construire un édifice qui doit durer des siècles. Mais, Messieurs, je tiens à vous faire remarquer ceci : Nous avons encore – ce que beaucoup nous envient certainement – une autorité héréditaire de droit divin (...) dotée d'un pouvoir absolu. Elle constitue les fondations, et les seules, sur lesquelles peut être construit cet édifice s'il doit durer comme je l'ai dit».
- Marx rend compte de cette entrevue dans son article « La réponse du roi de Prusse à la délégation de l'Assemblée nationale » du 19 octobre 48 dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*.²
- Le parlement de Francfort venait précisément d'entamer la discussion sur la Constitution et après de violents échanges sur le principe de la royauté *de droit divin*, la notion avait été supprimée le 12 octobre 48 par 217 voix contre 130³.
- 16.10.48 **Massacre de Köpenick** : sur le chantier du canal de Köpenick, après des actes de caractère luddite contre les machines tenues pour responsables du chômage, un licenciement d'ouvriers provoque un affrontement avec la Bürgerwehr qui ouvre le feu et tue cinq manifestants. Des barricades s'élèvent aussitôt dans la ville. Le soulèvement entrainera la mort de onze nouvelles victimes.
- Les obsèques des victimes donneront lieu le 20 octobre à une imposante manifestation avec une tentative de réconciliation de certains bataillons de la Bürgerwehr⁴.
- 26.10.48 Ouverture à Berlin, du 26 au 30 octobre, du Jacques Droz insiste sur le rôle important joué

¹ Marx, Engels, *La Nouvelle Gazette rhénane*, Editions sociales, volume 2, pp. 94-97.

² NGR, t. 2, p. 62.

³ Paul Matter, op.cit., p. 210.

⁴ Le 13 octobre 48, l'Assemblée nationale prussienne avait adopté la nouvelle loi sur la création de la milice civique (la Bürgerwehr) qu'elle transformait en véritable corps militaire. Marx commente ce projet de loi dès son article du 22 juillet 1848 dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* où il écrivait : « Au lieu de fondre l'armée dans le peuple, n'était-il pas plus original de fondre le peuple dans l'armée (...) Vous avez réclamé *une milice populaire* ? Vous aurez *un règlement militaire*. Vous serez mis à la disposition des autorités, vous serez entraînés militairement et éduqués dans l'obéissance passive, à en pleurer » (NGR, t. 1, p. 307)

second congrès des associations démocratiques allemandes¹. Cette assemblée composite va donner lieu à des débats confus, marqués par les divergences politiques entre les composantes ouvrières et bourgeoises du mouvement.

au cours de ces journées par Arnold Ruge dont il rappelle l'anticommunisme foncier². Hermann Kriege³ pour sa part, de retour d'Amérique, intervient dans les débats pour dénoncer les dangers d'une « république rouge », les classes populaires étant, à ses yeux, « trop incultes et trop inexpérimentées » pour participer au renouveau démocratique : « le temps de la révolution sociale n'est pas encore venu », affirme-t-il dans un article du 29 octobre 48 de la *Zeitungshalle*⁴.

Le congrès aboutira au vote, le **29 octobre 48**, d'une motion de solidarité avec les insurgés de Vienne sous la forme d'un « **Appel au peuple allemand** » que diffusera la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 3 novembre.

On peut y lire :

« Vienne, un des principaux remparts de la liberté allemande, est actuellement en péril. Victime des intrigues d'une camarilla encore puissante, elle devait retomber dans les fers du despotisme. Mais sa noble population s'est levée comme un seul homme, et bravant la mort, résiste aux hordes armées de ses oppresseurs. La cause de Vienne est la cause de l'Allemagne, la cause de la liberté. Si Vienne tombe, l'ancien régime arbitraire lèvera plus haut que jamais sa bannière. Si elle est victorieuse, ce sera pour lui la ruine. C'est à nous, ses frères allemands, à ne pas laisser sombrer la liberté de Vienne, à ne pas l'abandonner à la fortune d'armes brandies par des hordes barbares. C'est le devoir le plus sacré des gouvernements allemands de mettre tout leur crédit en jeu pour secourir la ville sœur menacée; mais c'est aussi le devoir le plus sacré du peuple allemand, dans l'intérêt de sa liberté, dans l'intérêt de sa propre existence, de faire tous les sacrifices pour sauver Vienne. (...) C'est à vous d'agir maintenant ! Exigez d'une volonté ferme et inébranlable de vos gouvernements qu'ils se soumettent à votre majorité et qu'ils sauvent à Vienne la cause de la liberté. Hâtez-vous ! Vous êtes la puissance ! Votre volonté fait loi ! Allons, hommes de la liberté, debout ! Dans toutes les provinces allemandes et partout ailleurs où l'idée de liberté et d'humanité anime de nobles cœurs, debout, avant qu'il ne soit trop tard ! Sauvez la liberté de Vienne, sauvez la liberté de l'Allemagne. Le monde contemporain vous admirera, la postérité vous récompensera d'une gloire immortelle !⁵ ».

Marx dénonce dans son commentaire la phraséologie humanitaire de ce texte : « Cet appel, écrit-il, remplace le manque d'énergie révolutionnaire par un sermon pathétique et tonitruant, derrière lequel se cache la pauvreté de pensée et de passion la plus patente. (...) Ne parlons pas de la répétition monotone du thème fondamental : Vienne est en danger, et avec Vienne, la liberté de l'Allemagne; secourez Vienne, vous vous secourez ainsi vous-même ! On ne donne pas de consistance à cette idée. On tourne cette *seule* phrase autant de fois sur elle-même qu'il faut pour qu'elle s'étire à en devenir un morceau oratoire. Nous nous contentons de remarquer qu'on devient toujours la proie de cette mauvaise rhétorique lorsqu'on tombe dans le faux pa-

¹ Pour rappel : le premier Congrès s'était tenu du 14 au 17 juin 48 à Francfort. Il avait donné lieu à la constitution d'une *Commission centrale des démocrates allemands* sous la direction de Julius Fröbel.

² J. Droz cite un article de Ruge du 6 mai 1848 dans le journal *Die Reform* où il écrivait : « La liberté est action, moralité, conscience du devoir ; elle ne se laisse pas commander par décret, elle s'exprime tout au plus dans des lois (...) Le communisme n'est encore qu'un projet ; il est la réalisation du Ciel sur la terre par la suppression de l'égoïsme et par le renoncement à soi-même dans la communauté des biens. C'est un christianisme économique, dont les nouveaux Papes auront plus de peine à s'imposer que ceux de la Rome spirituelle (...) Pour nous, nous disons qu'il n'y a pas de normes universelles qui puissent d'un seul coup transformer l'humanité. Traitez moi d'hérétique, mes amis, Marx, Hess, Engels, Püttmann et Grün ! Je vois en vous des supports de la tyrannie. Vous tous, tant que vous êtes, vous vous représentez un Etat paradisiaque, qui est théoriquement fondé, mais auquel ne conduit aucune route, aucun pont, aucune transition », ajoutant : « Le peuple se décompose en individus, mais non en classes. » (*Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 349)

³ Sur la personnalité d'Hermann Kriege et ses rapports avec Marx, nous renvoyons au chapitre 1.2 de notre fascicule 3

⁴ J. Droz, op.cit., p. 550.

⁵ NGR, t.2, pp. 81-82.

thétique. (...) Le peuple est exhorté en général à « faire tous les sacrifices pour sauver Vienne ». Bien ! Mais le « peuple » attend du Congrès démocratique des revendications précises. ». Il ajoute en conclusion : « Il est impardonna- ble que le « Congrès démocratique » ait con- tresigné un tel document. « Le monde con- temporain » ne « l'admira » pas, pas plus que « la postérité » ne « le récompensera d'une gloire immortelle ». Espérons que mal- gré l'« Appel du Congrès démocratique », le peuple s'éveillera de sa léthargie et qu'il ap- portera aux Viennois la seule aide qu'il puisse leur apporter en ce moment - la défaite de la contre-révolution dans sa propre maison²⁵¹. »

27.10.48 **Le parlement de Francfort procède à un vote important.** Il se prononce en effet sur le principe de la nécessaire qualité allemande de toutes les parties du Reich²⁵² : « Aucune partie de l'empire ne pourra être réunie en un seul Etat avec des pays non allemands » pres- crit l'article 2 ; « Si un pays allemand, *dit le texte en son article 3*, a le même souverain qu'un pays non allemand, les rapports entre les deux pays ne pourront être réglés que d'après les principes de l'union personnelle pure. ». Ces dispositions excluent clairement les composantes non allemandes de l'empire autrichien.

Le 27 novembre devant le parlement autrichien de Kremsier, quelques jours avant la passation de pouvoir à François Joseph Ier, Félix von Schwarzenberg proclamera fermement que l'Autriche n'est pas divisible. La solution de la petite Allemagne s'impose ainsi de facto.

31.10.48 **Manifestation ouvrière à Berlin en faveur de Vienne** à l'initiative du congrès des démocrates.

Le 28 octobre 48, Ruge avait proposé d'or- ganiser d'une grande manifestation populaire le 31 octobre en vue de soutenir le dépôt de- vant l'Assemblée nationale par Benedikt Wal- deck d'une motion de soutien aux démocra- tes de Vienne. Il prenait ainsi le risque d'im- proviser dans la hâte une journée révolution- naire dont l'échec jouera un rôle décisif dans la suite des évènements liés à la révolution en Prusse.

C'est un échec sur toute la ligne. La mani- festation est battue et ce revers accentue la rupture entre la gauche parlementaire et la gauche radicale des clubs politiques. Et cela après les incidents avec la Bürgerwehr à Köpe- nick.

Dans l'après-midi, la motion de B. Waldeck en faveur d'une intervention à Vienne est en effet repoussée par 229 voix contre 113. Ce vote provoque une grande indignation en rue. Les organisateurs perdent le contrôle de la mani- festation qui est durement réprimée par la milice civique. Le soir, des députés sont mo- lestés.

Ironie du calendrier : l'Assemblée nationale qui continue à siéger proclame ce jour-là l'abrogation de la noblesse et des anciens or- dres de chevalerie²⁵³.

Cette décision envenime bien sûr les relations entre l'Assemblée et le roi.

01.11.48 Après la journée du 31 octobre, Frédéric-Guil- laume IV décide de rompre avec l'Assemblée nationale. Il congédie E. von Pfuël et nomme un nouveau gouvernement dirigé par le comte

Dès le 2 novembre, l'Assemblée réagit contre la constitution de ce ministère réactionnaire. Re- fusant la proposition de B. Waldeck de se cons- tituer en Comité de Salut Public, elle envoie une

²⁵¹ NGR, t.2, p.84.

²⁵² Le vote est obtenu à une large majorité : par 340 voix contre 76 pour l'article 2, par 316 voix contre 90 pour l'article 3.

²⁵³ Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, p. 387

Friedrich Wilhelm von **Brandenburg**¹ avec à sa tête le baron Otto von Manteuffel.

Adresse au roi le priant de revoir sa décision. Le souverain reçoit très mal la délégation conduite par Johann Jacoby².

07.11.48 Marx commente dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* la « Victoire de la contre-révolution à Vienne ». L'article procède à une virulente dénonciation de la bourgeoisie comme telle, qu'il s'agisse de la bourgeoisie viennoise, de la bourgeoisie française, de la bourgeoisie prussienne et allemande accusées d'être en toutes les circonstances les agents de la trahison et de la contre-révolution.

L'article se termine par un appel sans détour au **terrorisme révolutionnaire** : « Les massacres sans résultats depuis les journées de juin et d'octobre, la fastidieuse fête expiatoire depuis février et mars, le cannibalisme de la contre-révolution elle-même convaincront les peuples que *pour abréger*, pour simplifier, pour concentrer l'agonie meurtrière de la vieille société et les souffrances sanglantes de l'enfantement de la nouvelle société, il n'existe *qu'un moyen* : le *terrorisme révolutionnaire*³ ».

12.11.48 **Proclamation de l'état de siège à Berlin.** Sur ordre royal⁴, le parlement est sommé de se transporter dans la ville de Brandebourg-sur-la-Havel à 40 km de la capitale. La garde nationale ayant refusé de disperser l'Assemblée, elle est désarmée. Les 263 députés de gauche résistent mais seront chassés dès le 10 novembre. Ils feront de la résistance en siégeant du 11 au 13 novembre dans divers hôtels de la ville et notamment dans le pavillon de Chasse de Berlin où ils votent, le 11 novembre, la mise en accusation des ministres pour haute trahison⁵. Mais ils sont finalement dispersés par l'armée de Wrangel. L'Assemblée siègera ensuite à l'hôtel de ville de Kölln au centre de Berlin avant d'y être chassée et de se réfugier à l'hôtel Mielenz où, avant d'être brutalement dispersée par la troupe, elle vote, le 15 novembre 48⁶, « à l'unanimité de ses 226 voix », **la résolution sur le refus des impôts**, déclarant : « Le ministère Brandenburg n'est pas habilité à disposer des fonds d'Etat ni à lever des impôts tant que l'Assemblée nationale ne peut continuer à tenir librement ses séances à Berlin⁷ ».

L'Assemblée nationale prussienne sera déclarée ouverte à Brandebourg le 27 novembre 48 même si l'absence des députés de gauche empêchera que le quorum soit atteint⁸ et conduira à sa dissolution pure et simple le 5 décembre 48.

L'Assemblée de Francfort ne réagit pas, sinon par diverses missions très discrètes à Berlin⁹. Le 20 novembre, elle votera une motion déclarant inconstitutionnel le refus de l'impôt. Cette décision sera violemment condamnée par la *Nouvelle Gazette Rhénane*, Marx écrivant dans son édition du 23 novembre : « La résolution d'avant-hier a réduit à néant le Parlement de Francfort. Elle l'a jeté dans les bras de Brandebourg, coupable de haute trahison. Le Parle-

¹ Le personnage est un fils naturel de Frédéric-Guillaume II. On l'appelait le bâtard de Prusse.

² Dans son article du 9 novembre 48 intitulé « La crise de Berlin », Marx commente la situation en insistant sur la rupture du consensus constitutionnel entre le roi et l'Assemblée : « L'exigence du roi de former, malgré la majorité de la Chambre, un ministère Brandenburg qui lui agrée, est une exigence de *roi absolu*. La prétention de la Chambre d'interdire au Roi, par l'envoi d'une délégation *directe*, de former un ministère Brandenburg est une prétention de *Chambre absolue* ». (NGR, t. 2, p. 99)

³ NGR, t.2, pp. 97

⁴ La notification est lue à la séance de l'assemblée du 8 novembre 48. Le roi prend prétexte que « le local des séances de l'assemblée constituante a été littéralement assiégé par une multitude turbulente, qui, arborant les emblèmes de la république, a essayé d'intimider les députés par des démonstrations criminelles ». Le texte du rescrit est disponible aux pages 90 et 91 de Ch. Murhard et J. Pinhas, *Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, tome II, Gottingue, Librairie de Dieterich, 1855.

⁵ « À l'unanimité (242 membres) l'Assemblée nationale a déclaré que par cette mesure (la dissolution de la milice civique) Brandenburg s'est rendu coupable de haute trahison et quiconque contribue activement ou passivement à l'exécution de cette mesure doit être considéré comme coupable de haute trahison ». (NGR, t. 2, p. 108). Le président de l'Assemblée Hans Victor von Unruh ayant déclaré qu'il ne pouvait s'agir que de résistance passive, les députés ne prennent toutefois aucun contact avec les organisations ouvrières.

⁶ L'édition du 17 novembre de la *Nouvelle Gazette Rhénane* date ce vote du 15 novembre 48. (NGR, t. 2, p. 133). *L'annuaire de Gotha* pour l'année 1850 mentionne la date du 16 novembre 48.

⁷ NGR, t.2, p. 133. Et Marx d'insister : « Donc, à partir d'aujourd'hui les impôts sont supprimés !!! Verser des impôts, c'est de la haute trahison, refuser les impôts, c'est le premier devoir du citoyen ! ». La *Nouvelle Gazette Rhénane* va répéter ce mot d'ordre du 19 novembre au 17 décembre 48.

⁸ Ils ne seront que 184 députés en séance (*Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, page 49).

⁹ Pendant ce temps se déroulent, en effet, entre le roi de Prusse et Henri de Gagern, président du parlement de Francfort, des entretiens en vue d'une sortie constitutionnelle de la crise avec pour perspective l'offre au roi de la couronne d'Allemagne, des propositions auxquelles Frédéric-Guillaume IV opposera une fin de non-recevoir. (J. Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 393)

ment de Francfort s'est rendu coupable de haute trahison et doit être jugé. Quand tout un peuple se dresse pour protester contre un acte arbitraire du roi, quand cette protestation s'exprime tout à fait légalement par le refus des impôts et qu'une assemblée de professeurs - sans aucun attribut - déclare que ce refus des impôts, ce soulèvement du peuple entier sont contraires à la loi, cette assemblée est en dehors de toute légalité. C'est une assemblée de haute trahison²⁶³ ».

Dans son article du 11 novembre 48 (« La Contre-révolution à Berlin ») Marx commente durement le *renvoi* de la bourgeoisie par le pouvoir absolu: « La bourgeoisie, écrit-il, aurait tant aimé transformer à l'amiable la royauté féodale en royauté bourgeoise. Après avoir arraché au parti féodal les blasons, les titres qui froissaient sa fierté bourgeoise et les revenus attachés à la propriété féodale en violation du mode d'appropriation bourgeois, elle aurait tant aimé épouser le parti féodal et assujettir le peuple en commun avec lui. Mais la vieille bureaucratie ne veut pas tomber au rang de servante d'une bourgeoisie jusqu'à présent sous sa férule. Le parti féodal ne veut pas sacrifier ses distinctions nobiliaires et ses intérêts sur l'autel de la bourgeoisie. Et la couronne enfin voit dans les éléments de la vieille société féodale dont elle est la plus haute émanation, son véritable terrain social et national, alors qu'elle voit dans la bourgeoisie une terre artificielle et étrangère qui la soutient seulement à condition qu'elle dépérisse. ». Et de conclure sur un mot d'ordre de *révolution totale*: « Il est possible que nous soyons encore mis à rude école mais c'est l'école préparatoire à la *révolution totale*²⁶⁴ ».

12.11.48 A Cologne, Marx appelle à la désobéissance civique et tout particulièrement au refus de payer l'impôt, écrivant dans l'édition de ce jour de la *Nouvelle Gazette Rhénane*: « Comment peut-on vaincre la royauté sur le mode bourgeois ? En l'affamant. Et comment l'affame-t-on ? En lui refusant les impôts. Pensez-y ! Tous les princes de Prusse, tous les Brandebourg et tous les Wrangel ne produisent pas de *pain de munition*. C'est vous qui produisez vous-mêmes le pain de munition²⁶⁵. ».

A cette date, il prend une **initiative** qui anticipe sur l'appel officiel de l'Assemblée berlinoise qui ne sera proclamé que le 16 novembre²⁶⁶.

14.11.48 La *Nouvelle Gazette Rhénane* reproduit une correspondance d'un député de Berlin dont le nom est prudemment tenu sous silence. Le texte est un véritable appel aux armes: « La lutte semble donc inévitable, *lit-on*, et c'est le devoir de la province rhénane de se précipiter avec des hommes et des armes au secours de l'Assemblée nationale²⁶⁷ ».

Le comité d'arrondissement démocratique de

²⁶³ NGR, t.2, p. 150

²⁶⁴ NGR, t.2, p. 103-104. Dans un précédent article du 7 novembre, il parlait de « terrorisme révolutionnaire ». (NGR, t.2, p. 97)

²⁶⁵ Un appel qui sera maintes fois réitéré, notamment en conclusion de l'article du 15 novembre 48: « Affamez l'ennemi et refusez de payer les impôts ! Rien de plus insensé que d'offrir à un gouvernement de haute trahison les moyens de lutter contre la nation, et le moyen des moyens, c'est l'argent ». (NGR, t. 2, p 23)

²⁶⁶ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 47. Nous renvoyons sur ce point au chapitre spécial que consacre le présent fascicule à la campagne contre le recouvrement des impôts.

²⁶⁷ NGR, t.2, p. 108.

la province rhénane lance un appel à ne plus payer l'impôt¹. Le texte est publié dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 15 novembre et sera reproduit le 18 novembre sous la signature de Marx, Schapper et Schneider II, avec des mots d'ordre plus explicites, à la fois militaires et politiques s'agissant notamment de la réserve de l'armée territoriale et de la constitution de Comités de salut public².

19.11.48 **La campagne contre le recouvrement des impôts se radicalise.** Marx termine son article du 19 novembre (« Un édit d'Eichmann ») par un appel à l'action violente qui mobilise l'image forte du veau porté à l'abattoir : « Là où les autorités contre-révolutionnaires veulent contrecarrer par la violence la formation et l'activité (des) comités de salut public, il faut opposer à la violence la violence sous toutes ses formes. La résistance passive doit avoir la résistance active pour support. Sinon elle ressemble aux ruades d'un veau qui se débat aux abattoirs contre les bouchers³ ».

Le même jour paraît dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* un appel du comité des associations démocratiques de Rhénanie du 18 novembre qui invite à l'action **quasiment armée** contre ceux qui s'opposeraient au refus d'impôts.

Les « comités de salut public » aux accents si jacobins faisaient partie des mesures que préconisait l'appel du 18 novembre au cas où les autorités municipales ne reconnaissaient pas les résolutions de l'Assemblée nationale : « En cas de refus, il faut nommer des comités de salut public et si possible avec l'accord des Conseillers municipaux. Il faut renouveler au moyen d'élections populaires générales les conseils municipaux qui s'opposeraient à l'Assemblée législative⁴ ».

Le texte déclare :

« 1. Après que l'Assemblée nationale prussienne elle-même ait décidé le refus des impôts, il faut empêcher partout et de toutes les manières leur recouvrement par la force.
2. Il faut organiser partout la réserve de l'armée territoriale pour repousser l'ennemi. On procurera armes et munitions aux gens démunis de moyens, aux frais de la commune ou grâce à des contributions volontaires.
3. Il faut partout sommer les autorités de déclarer publiquement si elles reconnaissent les résolutions de l'Assemblée nationale et veulent les appliquer. En cas de refus il faut nommer des comités de salut public et ce, si possible, avec l'accord des Conseillers municipaux. Il faut renouveler au moyen d'élections populaires générales les conseils municipaux qui s'opposeraient à l'Assemblée législative. »

Cette publication va entraîner les poursuites judiciaires contre Marx : le même jour les trois signataires sont cités devant le juge d'instruction.

21.11.48 Le 21 novembre, en réponse à une délégation jugée trop conciliante envoyée par le Conseil municipal de Cologne à Berlin, la *Nouvelle Gazette rhénane* appelle résolument à son renversement par la force : « (...) le Conseil municipal de Cologne, lit-on, doit être immédiatement renversé. Toutes les autorités judiciaires et fiscales ne s'opposant pas de toute leur énergie au recouvrement des impôts doivent être traitées comme des coupables de haute trahison⁵ ».

La veille, l'Assemblée de Francfort avait condamné, par 276 voix contre 150, la décision du parlement de Berlin sur le refus des impôts, une décision qu'elle estimait contraire aux lois et non avenue⁶. Cette décision sera violemment condamnée par la *Nouvelle Gazette Rhénane*.

¹ NGR, t.2, p. 120.

² NGR, t.2, p. 137. Les signataires de cet appel seront traduits le 8 février 1849 devant les Assises de Cologne. Le jury prononcera un verdict d'acquiescement. Nous renvoyons au chapitre du présent fascicule consacré à la plaidoirie de Marx.

³ NGR, t.2, p. 136

⁴ NGR, t.2, p. 137. Dès le 21, le comité des démocrates de Rhénanie informera ses membres qu'il est cité à paraître devant la justice pour appel public à la rébellion. (NGR, t. 2, p. 144.)

⁵ NGR, t.2, p. 142.

⁶ *Almanach du Gotha* pour l'année 1850, op.cit., *Chronique*, page 48.

- 21.11.48 Le général Drigalski place la ville de Düsseldorf en état de siège. Les associations politiques sont interdites, la milice civique est dissoute et doit rendre ses armes, la justice est placée sous le régime des conseils de guerre. Lassalle est en état d'arrestation.
- 21.11.48 Constitution du **Zentralmärzverein** (Association centrale du mouvement de mars) à l'initiative de la gauche du parlement de Francfort, et notamment de Julius Fröbel, Arnold Ruge et Karl Vogt. Elle se donne pour but de fédérer les diverses « associations de mars » (les Märzvereine) créées pour défendre les premiers acquis de la révolution.
- 21.11.48 **A vienne**, le Prince Félix de Schwarzenberg est nommé premier ministre : hautain, et cassant, c'est un homme d'ancien régime. Il est le beau-frère de Windischgrätz. Il dirige une équipe autoritaire au service d'un pouvoir central fort. C'est en ce sens que le 27 novembre il exposera son programme d'action devant le parlement de Kremsier. On se prépare à rétablir l'ordre en Hongrie par la force des armes.
- 02.12.48 L'empereur **Ferdinand Ier d'Autriche abdique** et cède le trône à son neveu l'Archiduc **François-Joseph**, alors âgé de 18 ans. Celui-ci dispose à ses côtés de Félix von Schwarzenberg. Les forces d'Ancien régime, la noblesse foncière et l'armée, sont au pouvoir. L'ambition est de reconstruire une « Mitteleuropa » unifiée de 70 millions d'habitants.
- 5.12.48 **Coup d'Etat à Berlin**. La crise se dénoue par la **dissolution officielle de l'Assemblée nationale**, par la **promulgation** d'autorité, le même jour, d'une **Constitution** et par l'annonce de prochaines **élections**.
- « L'état de siège », écrit Marx dans son article du 26 novembre 48, « est l'état légal du gouvernement Brandenburg²⁷⁴ ».
- Marx prendra ses distances avec cette association dans un article du 11 mars 1849 précisément intitulé « l'Association de mars » en lui refusant le droit de recommander la lecture de la *Nouvelle Gazette rhénane* : « Nous déclarons ici, écrit-il, aux membres gauches et extrême-gauches de cette soi-disant « Association de mars » de la *ci-devant* « Assemblée d'Empire » que la *Nouvelle Gazette rhénane* ne s'est jamais présentée comme l'organe d'un parti parlementaire, et surtout pas d'un parti du ridicule club impérial de Francfort, que nos colonnes n'ont jamais été ouvertes à la soi-disant « Association de mars » de ce club; que la *Nouvelle Gazette rhénane* ne connaît d'ailleurs aucune « Association de mars ». Si (...) l'« Association de mars » désigne aux feuilles dont les colonnes lui sont réellement ouvertes notre journal comme un de ses organes, c'est une simple calomnie contre la *Nouvelle Gazette rhénane* et une inepte vantardise de l'« Association de mars²⁷⁵ ».
- Schwarzenberg a sur la question de l'alliance avec l'Allemagne des vues hégémoniques. Il refuse bien sûr les propositions de Francfort et envisage au contraire d'intégrer toute l'Allemagne dans un Etat de 70 millions d'habitants sous direction autrichienne²⁷⁶.
- Le 8 décembre, la diète hongroise fera savoir qu'elle ne reconnaît pas le nouvel empereur et qu'elle « ordonne à toutes les autorités de considérer toute influence qu'il pourrait exercer relativement aux affaires du Royaume comme une prétention illégale²⁷⁷ »
- Le texte est fortement inspiré de la Constitution belge. Le roi a manifestement accepté une Constitution d'inspiration libérale notamment sous l'angle de la garantie des droits individuels même si le caractère de droit divin de la royauté est réaffirmé. Le régime parlementaire est organisé selon deux Chambres : la première est réservée aux cercles restreints de la puissance nobiliaire et de l'argent (princes de la maison royale et membres nommés
- Marx commente l'évènement dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 7 décembre (« La dissolution de l'Assemblée nationale »): « La révolution de mars est déclarée nulle et non avenue et le régime de « droit divin » triomphe. La camarilla, la noblesse terrienne, la bureaucratie et l'ensemble de la réaction, avec et sans uniforme, se réjouissent bruyamment de pouvoir faire enfin entrer à nouveau le peuple stupide dans l'écurie de l'Etat « chrétien-germani-

²⁷⁴ NGR, t.2, p. 167.

²⁷⁵ NGR, t.3, p. 143.

²⁷⁶ J. Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 414

²⁷⁷ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 53.

de droit par le roi), la seconde Chambre est élue au suffrage universel indirect. Toute loi et tout budget doivent réunir l'accord des Chambres et du roi qui garde le veto absolu. Les nouvelles Chambres sont convoquées pour le 26 février 1849.

que²⁷⁸ ». Il ajoutera dans l'édition du 8 décembre (« Le coup d'Etat de la contre-révolution ») : « L'Assemblée nationale récolte maintenant les fruits de sa faiblesse et de sa lâcheté prolongées. Des mois durant, elle laissa tranquillement se tramer la conjuration contre le peuple, elle la laissa devenir plus forte et plus puissante, et elle en est la première victime. Le peuple, lui aussi, expie les fautes commises en mars et aussi en avril et en mai par générosité, ou plus exactement par bêtise, parce qu'on appelle la « résistance passive ». Il vient de recevoir une leçon dont il tirera sûrement profit. Sa prochaine victoire, ce sera de mettre un terme à l'« entente » et à toutes les autres grandes phrases et hypocrisies²⁷⁹. »

17.12.48 Dans ses nouvelles fonctions de Président du Conseil et de ministre des Affaires étrangères du gouvernement fédéral de Francfort²⁸⁰, Heinrich von Gagern dépose devant le parlement son programme sur la question autrichienne. Il soutient que **l'Autriche ne peut faire partie comme telle du futur Etat confédéral allemand** et que son rapport avec l'Allemagne doit être réglé par un traité particulier²⁸¹.

Félix de Schwarzenberg, le président du Conseil des ministres d'Autriche, ne tardera pas à répliquer par une note du 28 décembre 49 où il conteste fermement les positions de Gagern et rappelle les droits de l'Autriche, laquelle, précise-t-il « est encore une puissance fédérale allemande, une position qui résulte du développement naturel de rapports existants depuis un millier d'années et à laquelle elle ne songe pas à renoncer²⁸² ».

27.12.48 Publication par le parlement de Francfort de la **Charte des Droits fondamentaux** du peuple allemand.

Parmi les principales dispositions de ce préambule, on notera, dans son § 7, « que tous les privilèges de rang sont abolis. La noblesse, comme classe distincte, est abolie ». Et parmi d'autres, les articles suivants : « La liberté individuelle est garantie » (§ 8) ; la peine de mort (excepté pour la législation militaire) est abolie (§ 9) ; « Le domicile est inviolable » (§ 10) ; « La liberté de la presse ne peut être limitée, suspendue ou supprimée dans aucune circonstance » (§ 13) ; « Chaque Allemand jouit d'une entière liberté de croyance et de conscience » (§ 14) ; « Les Allemands ont le droit de former des associations, un droit qui ne peut être restreint par aucune mesure préventive » (§ 29)²⁸³.

Aucune de ces prescriptions ne sera mise en œuvre.

*

Engels livre son commentaire des événements de cette fin d'année 1848 en Prusse et en Allemagne dans sa treizième livraison de **mars 1852** sous le titre « **L'Assemblée constituante prussienne. L'Assemblée nationale de Francfort** », un article où il note d'emblée la **coïncidence des évolutions politiques**.

Le 1^{er} novembre Vienne tomba et le 9 du même mois la dissolution de l'Assemblée constituante à Berlin montra combien cet événement avait ranimé les esprits et les forces du parti contre-révolutionnaire dans toute l'Allemagne. (p. 270)

Il entreprend ensuite **un rappel des ministères qui se sont succédé**. Des premiers gouvernements de **Camphausen** (le 29 mars 48) et d'**Auerswald-Hanseman** (le 26 juin 48) :

²⁷⁸ NGR, t.2, p. 202.

²⁷⁹ NGR, t.2, p. 221. Sur les caractères de cette Constitution « octroyée », nous renvoyons aux pages 394-397 de l'étude de Jacques Droz, « Les Révolutions allemandes de 1848 ».

²⁸⁰ Il vient de succéder la veille à Anton von Schmerling qui était un défenseur des intérêts de l'Autriche.

²⁸¹ *Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, par Ch. Murhard et J. Pinhas, op.cit., t. II, p. 344-346

²⁸² *Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, par Ch. Murhard et J. Pinhas, op.cit., t. II, p. 346-347

²⁸³ *Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, par Ch. Murhard et J. Pinhas, op.cit., t. II, p. 348-356

On a bientôt fait de raconter les événements de 1848 en Prusse. L'Assemblée constituante, ou plutôt « l'Assemblée élue pour s'entendre avec la couronne sur une constitution », et sa majorité de représentants des intérêts de la bourgeoisie, s'étaient depuis longtemps perdues dans l'estime publique, pour s'être prêtées à toutes les intrigues de la cour, par crainte des éléments plus énergiques de la population. Elle avait confirmé ou plutôt rétabli les privilèges détestés de la féodalité et trahi ainsi la liberté et les intérêts de la paysannerie. Elle ne s'était montrée capable ni d'élaborer une Constitution ni d'améliorer en aucune façon la législation générale. Elle s'était occupée presque exclusivement de subtiles distinctions théoriques, de pures formalités et de questions d'étiquette constitutionnelle. L'Assemblée, en fait, était plutôt une école de savoir-vivre parlementaire pour ses membres qu'un corps auquel le peuple aurait pu s'intéresser. Au demeurant, les deux côtés de l'Assemblée se tenaient en parfait équilibre, et la majorité dépendait presque toujours des centres flottants dont les oscillations de droite à gauche et de gauche à droite renversèrent d'abord le ministère de Camphausen, ensuite celui de Auerswald et Hansemann. Mais tandis que les libéraux, ici comme partout ailleurs, laissaient ainsi échapper l'occasion, la cour réorganisait les éléments de sa puissance dans la noblesse et la partie la plus arriérée de la population rurale, aussi bien que dans l'armée et la bureaucratie.

jusque successivement ceux de **Pfuel** (le 22 septembre 48) ,

Après la chute de Hansemann il se forma un ministère de bureaucrates et d'officiers militaires, tous de fermes réactionnaires, mais qui cependant faisaient semblant de céder aux demandes du Parlement ; et l'Assemblée, adoptant le principe commode : « Les mesures, non les hommes », se laissa duper au point d'applaudir à ce ministère sans avoir des yeux pour voir la concentration et l'organisation des forces contre-révolutionnaires qu'il poursuivait assez ouvertement.

et de **Brandenburg-Manteuffel** (le 1^{er} novembre 48) :

Enfin, au signal donné par la chute de Vienne, le roi congédia ses ministres et les remplaça par des « hommes d'action » sous la direction du premier ministre actuel, Manteuffel. Pour le coup la rêveuse Assemblée s'éveilla et se rendit compte du danger ; elle vota un ordre du jour de défiance dans le cabinet, auquel on répondit aussitôt par un décret qui transférait l'Assemblée de Berlin, où en cas de conflit elle pouvait compter sur l'appui des masses, à Brandebourg, une petite ville provinciale qui dépendait entièrement du gouvernement. L'Assemblée déclara qu'elle ne pourrait être ajournée, déplacée ou dissoute sans son propre consentement. Entre-temps, le général Wrangel entra à Berlin à la tête d'environ 40.000 hommes de troupes. Dans une réunion des autorités municipales et des officiers de la garde nationale, on prit la résolution de ne point offrir de résistance. Et maintenant, après que l'Assemblée et ses constituants, la bourgeoisie libérale, eurent permis au parti réactionnaire coalisé d'occuper toutes les positions importantes et d'arracher de leurs mains à peu près tous les moyens de défense, commença cette grande comédie de la « résistance passive et légale », qui dans leur pensée devait être une glorieuse imitation de l'exemple de Hampden²⁸⁴ et des premiers efforts des Américains dans la guerre d'Indépendance. Berlin fut déclaré en état de siège et Berlin se tint tranquille ; la garde nationale fut dissoute par le gouvernement et elle déposa les armes avec la plus grande ponctualité. L'Assemblée pendant une quinzaine de jours fut traquée d'un lieu de réunion à un autre et partout dispersée par l'armée ; et les membres de l'Assemblée supplièrent les citoyens de rester tranquilles. Quand, enfin, le gouvernement prononça la dissolution de l'Assemblée, celle-ci vota une résolution dé-

²⁸⁴ John Hampden (1594-1643) est l'un des principaux protagonistes de la guerre civile de 1642 qui opposa en Angleterre les troupes de Charles 1^{er} et les forces parlementaires sur la question notamment des taxes et impôts que le souverain estimait relever de ses prérogatives et que lui contestaient les représentants de la Chambre des Communes.

clarant illégale la levée des taxes, et ses membres se mirent à parcourir le pays pour essayer d'organiser le refus des taxes. Ils découvrirent bientôt qu'ils s'étaient déplorablement trompés dans le choix des moyens. Au bout de quelques semaines agitées, suivies de mesures sévères de la part du gouvernement contre l'opposition, tout le monde abandonna l'idée de refuser les taxes pour complaire à une assemblée défunte, qui n'avait même pas eu le courage de se défendre. (pp. 270-272)

Il arrive qu'Engels soit amené dans ses contributions à « tirer à la ligne ». Ce semble bien être le cas après ces rappels tout en généralités dans le suivant développement sur l'héroïsme et la défense de l'honneur révolutionnaire. On quitte manifestement ici le registre de l'analyse vers une manière d'**exaltation romantique** et de **bravade** dans la défaite.

Savoir si, au commencement de novembre 1848, il était trop tard déjà pour tenter une résistance armée, ou si, en face d'une opposition sérieuse, une partie de l'armée aurait passé du côté de l'Assemblée et eût ainsi décidé la chose en sa faveur, c'est là une question qui ne sera jamais résolue peut-être. Mais dans la révolution comme à la guerre il faut toujours attaquer de front : qui attaque prend l'avantage, et dans la révolution comme à la guerre, il est de la dernière nécessité de tout hasarder au moment décisif, quels que soient les risques à courir. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire d'une révolution victorieuse qui ne démontre la vérité de ces axiomes. Or, pour la révolution prussienne le moment décisif était arrivé en novembre 1848 ; l'Assemblée officiellement à la tête de tout le mouvement révolutionnaire, loin de faire face à l'ennemi, reculait à mesure que celui-ci s'avavançait ; elle attaquait bien moins encore, puisqu'elle préféra même ne pas se défendre, et quand vint le moment critique où Wrangel, à la tête de 40 000 hommes, frappa aux portes de Berlin, au lieu de trouver, comme ses officiers et lui s'y attendaient certainement, toutes les rues hérissées de barricades et toutes les fenêtres transformées en meurtrières, il trouva les portes ouvertes, et, en fait d'obstruction dans les rues, rien que de paisibles bourgeois berlinois qui se gaussaient de la bonne farce qu'ils lui avaient jouée en se livrant pieds et poings liés aux soldats stupéfaits. Il est vrai que l'Assemblée et le peuple, s'ils eussent résisté, auraient pu être battus ; Berlin aurait pu être bombardé et des centaines d'hommes auraient pu être tués sans empêcher la victoire finale du parti royaliste. Ce n'était pourtant pas une raison pour déposer les armes sur-le-champ. Une défaite au bout d'une lutte opiniâtre vaut, pour l'importance révolutionnaire, une victoire facilement remportée. Les défaites de Paris, en juin 1848, et de Vienne, en octobre, avaient certainement plus fait pour révolutionner l'esprit du peuple de ces deux villes que les victoires de février et de mars. L'assemblée et le peuple de Berlin auraient probablement partagé le sort de ces deux villes, mais ils seraient tombés glorieusement et auraient laissé derrière eux dans l'âme des survivants un désir de revanche qui, en temps de révolution, est le plus énergique, le plus puissant aiguillon à l'action. Il va de soi que quiconque relève le gant risque d'être battu ; est-ce une raison pour qu'il s'avoue battu et se rende sans coup férir ?

Celui qui en temps de révolution commande une position décisive et la livre, au lieu de forcer l'ennemi d'en tenter l'assaut, mérite, sans exception, qu'on le traite comme un traître. (p. 272)

La Constitution « octroyée » par Frédéric-Guillaume IV le 5 décembre 1848 avait notamment pour objectif d'anticiper sur les travaux de **l'Assemblée de Francfort dont Engels dénonce une nouvelle fois l'inertie**.

Le même décret du roi de Prusse qui dissolvait l'Assemblée constituante proclamait une nouvelle Constitution fondée sur le projet élaboré par un comité de cette assemblée, mais qui étendait sur certains points les pouvoirs de la couronne, et sur d'autres remettait en question ceux du parlement. Cette constitution établissait deux Chambres qui devaient sous peu se réunir dans le but de la ratifier et de la réviser.

Nous avons à peine besoin de demander où était l'Assemblée nationale allemande pendant la « légale et paisible » lutte des constitutionnalistes prussiens. Elle était comme à l'ordinaire, à Francfort, occupée à vo-

ter des résolutions anodines contre les procédés du gouvernement prussien et à admirer « l'imposant spectacle de la résistance passive, légale et unanime de tout un peuple à la force brutale ». Le gouvernement central envoya des commissaires à Berlin pour négocier entre le ministère et l'Assemblée ; mais ils eurent le même sort que leurs prédécesseurs à Olmütz²⁸⁵, et furent poliment éconduits. La gauche de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire le soi-disant parti radical, envoya également ses commissaires ; mais après s'être dûment convaincus de l'entière impuissance de l'Assemblée de Berlin et avoir avoué leur propre impuissance, ils retournèrent à Francfort pour faire leur rapport et pour témoigner de la conduite admirablement calme de la population de Berlin. (...) Ainsi, en moins de deux mois la parfaite incapacité de l'Assemblée de Francfort était devenue notoire. Impossible de prouver de plus éclatante façon que ce corps était au-dessous de sa tâche et qu'il n'avait même pas la moindre notion de ce qu'était proprement cette tâche.

Le fait qu'à Vienne, comme à Berlin, on décida du sort de la révolution, que dans ces deux capitales on régla les questions les plus graves, les plus vitales, sans que jamais on s'occupât le moins du monde de l'existence de l'Assemblée de Francfort, ce seul fait suffit pour démontrer que ce corps n'était qu'un simple club de discussion, composé d'un tas de nigauds qui permettaient au gouvernement de se servir d'eux comme de pantins parlementaires que l'on exhibait pour amuser les boutiquiers et les petits commerçants des petits Etats et des petites villes, aussi longtemps que l'on jugeait utile de détourner l'attention de ces messieurs. (pp. 273-274).

*

- | | | |
|----------|---|--|
| 9.01.49 | Marx commente avec virulence dans la <i>Nouvelle Gazette Rhénane</i> le message « A mon armée » adressé par le roi Frédéric-Guillaume IV à l'occasion du nouvel an ²⁸⁶ . | Après avoir rappelé le comportement de la soldatesque prussienne au Danemark, en Posnanie et dans le sud de l'Allemagne, il conclut en comparant ce discours avec le fameux manifeste du duc de Brunswick menaçant en juillet 1792 de détruire Paris. |
| 13.01.49 | Victoire à Francfort des partisans de la petite Allemagne par 261 voix contre 224 : l'Autriche est désormais considérée comme un Etat étranger ²⁸⁷ . | Le 19 janvier, on décidera par ailleurs que la dignité impériale sera conférée à l'un des princes régnants mais que cette dignité sera élective et non héréditaire. Le vote est obtenu par 263 voix contre 211 ²⁸⁸ . Il sera toutefois invalidé le 27 mars prochain par un nouveau scrutin qui décrètera par 271 voix contre 267 le caractère héréditaire de la couronne impériale ²⁸⁹ . |
| 15.01.49 | Au comité de l' <i>Union ouvrière</i> de Cologne, Marx plaide pour la participation aux élections parlementaires (des 22 janvier et 5 février 49) | Le compte rendu de la réunion publié le 22 janvier dans <i>Freiheit, Arbeit</i> rapporte : « Le citoyen Marx est, lui aussi, d'avis qu'actuelle- |

²⁸⁵ Pour rappel : très divisé sur la question de la révolution viennoise et du conflit avec la Hongrie, le parlement de Francfort se contente d'envoyer, le 13 octobre 48, deux de ses députés, Karl Theodor Welker et Johann Ludwig Mosle, chargés d'une mission de médiation à Vienne. Les deux commissaires ne parviendront pas à pénétrer dans la ville insurgée et recevront un accueil des plus hostiles à la fois de Windischgrätz et du gouvernement impérial réfugié depuis le 7 octobre à Olmütz. Cette mission fera l'objet d'un compte rendu d'une noire ironie dans l'édition du 28 novembre 48 de la *Nouvelle Gazette Rhénane*. S'adressant aux deux compères dans le rôle « de barbons bernés », l'article (« Rapport du comité de Francfort sur les affaires autrichiennes ») conclut sur cette note dramatique: « Comment votre « force apaisante » est arrivée à ses fins, comment vous avez magnifiquement accompli votre tâche, c'est ce que montrent les râles des assassinés, le cri de désespoir des femmes violées, les milliers d'emprisonnés, c'est ce que nous enseigne l'ombre sanglante de Robert Blum. » (NGR, t. 2, pp. 181-187).

²⁸⁶ NGR, t. 2, pp. 297-298.

²⁸⁷ *Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, par Ch. Murhard et J. Pinhas, op.cit., t. II, p. 360.

²⁸⁸ Les autres votes décisifs interviendront les 19, 23 et 25 janvier 49 (*Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 62)

²⁸⁹ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 81.

aux côtés des forces libérales et dans le cadre d'un front démocratique.

ment l'Union ouvrière, en tant que telle, ne peut faire triompher des candidats ; il ne s'agit pas non plus, pour l'instant, d'agir sur le plan des principes, mais de faire opposition au gouvernement, à l'absolutisme, et au régime féodal, ce qui est également à la portée de simples démocrates, ceux qu'on appelle les libéraux qui, eux non plus, ne sont pas satisfaits du gouvernement actuel, il s'en faut de beaucoup. Il faut prendre les choses comme elles sont. Puisqu'en ce moment il importe de s'opposer le plus possible à l'absolutisme actuel et dès lors qu'on se rend compte qu'aux élections, on ne peut faire triompher sa propre position de principe, le bon sens exige qu'on s'unisse à un autre parti, également dans l'opposition, pour empêcher la victoire de notre ennemi commun, la royauté absolue¹ »

Cette ligne politique fera l'objet de vives attaques de la part de Gottschalk² et de ses partisans hostiles par principe à la participation aux élections et en tout cas décidés à ne soutenir que des candidatures ouvrières.

22.01.49 C'est entre le 22 janvier et le 5 février 49 que se déroulent les **élections pour la nouvelle Assemblée nationale de Prusse**. L'état de siège n'est pas pour autant levé à Berlin. Les résultats du scrutin seront très décevants pour le pouvoir. Dans la seconde Chambre, la droite n'obtient qu'une petite majorité de 184 sièges contre 160. Il paraît évident que le suffrage universel, même indirect, empêche que se constitue une majorité réactionnaire homogène³. Cette seconde Chambre sera bientôt dissoute le 27 avril 49.

La *Nouvelle Gazette Rhénane* consacre peu de commentaires à cette campagne électorale. A vrai dire, toute l'énergie de Marx et de ses collaborateurs est mobilisée en cette période par les procès qu'ils doivent subir devant la Cour d'Assise de Cologne, le 7 février d'abord, pour offense à magistrat, le lendemain 8 février ensuite, pour incitation à la violence armée dans le cadre de la campagne contre le recouvrement des impôts.

4.02.49 Félix von Schwarzenberg adresse une longue note « au ministère de pouvoir central de l'Allemagne » lui signifiant qu'il n'acceptera de reconnaître aucune structure fédérale dont l'Autriche serait exclue.

Le texte proclame notamment : « La forme d'un Etat unitaire ne paraît, aux yeux du cabinet impérial, ni réalisable pour l'Autriche, ni désirable pour l'Allemagne. Il ne paraît pas, disons-nous, réalisable pour nous, car le gouvernement autrichien ne peut pas, pour la place que l'Autriche occupe dans la Confédération, perdre de vue ses droits et ses devoirs vis-à-vis des parties non allemandes de la monarchie. Comme il ne peut pas rompre le lien qui unit entre eux depuis nombre de siècles les pays allemands et les pays non allemands de l'Autriche, de même il ne peut permettre qu'on déroge unilatéralement aux rapports de la Confédération germanique, lesquels constituent une partie essentielle des traités européens. ».

Il se termine par cette déclaration ferme : « S.M. l'Empereur et son gouvernement déclarent de la manière la plus solennelle que S.M. l'Empereur ne se soumettra pas à un pouvoir central exercé par un autre souverain allemand. Ils se le doivent à eux-mêmes, ils le doivent à

¹ NGR, t.3, pp. 501-502.

² En vérité, Gottschalk ne se trouve pas à Cologne à cette époque. Déçu de n'avoir pu reprendre la direction de l'*Union ouvrière*, il s'est exilé à Paris puis à Bruxelles. S'agissant de ces élections, il ne déposera pas moins sa propre candidature dans deux circonscriptions, mais sans succès (J. Droz, « La presse socialiste en Rhénanie pendant la révolution de 1848 », *Annalen des Historischen Vereins für den Niederrhein*, Düsseldorf, 1954, p. 190.)

³ « Le suffrage universel, c'est la négation pratique de Dieu », écrit le 10 janvier 1849 le journal protestant, la *Evangelische Kirchenzeitung*. (J. Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, a p. 472).

⁴ *Archives diplomatiques générales des années 1848 et suivantes*, par Ch. Murhard et J. Pinhas, op.cit., tome II, pp. 369-374.

l'Autriche ; ils le doivent à l'Allemagne⁴. ».

- 23.02.49 Vingt-six États allemands déclarent adhérer au projet constitutionnel de Francfort. On note toutefois le refus des puissances secondaires, le Wurtemberg, la Bavière, la Saxe. La Prusse réserve sa réponse.
- 26.02.49 Inauguration des nouvelles Chambres à Berlin en conformité avec la loi constitutionnelle du 5 décembre 48. L'absence de majorité entraîne le blocage des débats. Cette situation conduira à la décision autoritaire du roi de dissoudre, le 27 avril, la seconde Chambre et de suspendre les travaux de la première.
- 02.03.49 Vote au parlement de Francfort pour le suffrage universel direct et secret Le vote est acquis par 256 voix contre 194 après de vifs débats au cours desquels la droite du parlement a manifesté une vive résistance. Au cours d'une discussion qui a duré du 15 février au 2 mars, on a pu voir la bourgeoisie se rapprocher des forces féodales par crainte du scrutin populaire, le droit de vote devant nécessairement être associé, à leurs yeux, à la propriété et à la détention du savoir. Ce vote est un succès pour la gauche mais la difficulté des débats et leur longueur ont décrédibilisé l'institution aux yeux du mouvement démocratique.
- 4.03.49 **Coup d'Etat en Autriche.**
Schwarzenberg provoque un coup d'Etat à la manière de Frédéric-Guillaume IV de Prusse. Il promulgue d'autorité une **nouvelle Constitution** destinée à intégrer la bourgeoisie dans le bloc politique dirigeant. L'opposition est dispersée, de nombreux journaux sont interdits. La Constitution autrichienne réaffirme le caractère indivisible de l'Empire. Schwarzenberg se pose clairement en continuateur de Metternich dans la perspective d'une Autriche danubienne établie sur le patrimoine de Habsbourg. La bourgeoisie accueille favorablement ce compromis et soutient la lutte contre les Hongrois qui trouvent pour leur part dans ce texte de nouvelles raisons de poursuivre la guerre.
- 28.03.49 **Le parlement de Francfort procède au vote terminal de la Constitution du Reich.** Outre le suffrage universel (qui ne sera jamais appliqué), c'est le principe d'une dignité impériale héréditaire qui l'a emporté la veille par une courte majorité de 271 voix contre 267¹. La couronne est offerte à Frédéric-Guillaume IV, par 290 voix contre 248 abstentions². Le vote de cette Constitution se veut comme la clôture de l'ère révolutionnaire.
- 03.04.49 Une délégation de 32 députés est aussitôt envoyée à Berlin où elle arrive le 3 avril. Frédéric-Guillaume IV demeure hostile à cette dévolution « démocratique » qui heurte ses conceptions de monarque de droit divin et il tergiverse. La réponse qu'il transmettra à la délégation de Francfort n'est cependant pas catégorique. Il affirme devoir consulter les autres souverains pour obtenir leur assentiment. Devant le parlement, Brandebourg déclare en son nom: « (...) je ne répondrais pas aux sentiments du peuple, je n'établirais pas l'unité de l'Allemagne, si, en violant des droits sacrés et mes promesses solennelles et formelles antérieurement faites, si sans le libre assentiment des têtes couronnées, des Princes, des villes libres de l'Allemagne, je prenais une résolution qui aurait pour les souverains, ainsi que pour les tribus³ allemandes par eux gouvernées, des suites⁴. » Engels commente ces tergiversations dans l'article qu'il publie le 4 avril 49 dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* sous le titre « La comédie de la couronne impériale » : (...) beaucoup trop de poussière plébéienne, beaucoup trop de souvenirs désagréables des jours funestes où régnait le peuple souverain collent à cette couronne pour qu'un roi de droit divin (...) puisse sans plus en ceindre sa tête. Lorsque les autres princes couronnés, également de droit divin, auront donné leur approbation, alors seulement la nouvelle couronne sera lavée, par la grâce de Dieu, de toutes les taches reçues en mars, et recevra sa consécration (...)¹.

¹ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, op.cit., page 81

² Parmi les opposants on compte la gauche républicaine, les députés autrichiens (qui ne tarderont pas à se retirer) et les députés des Etats du sud de l'Allemagne, de la Bavière en particulier.

³ Sic.

⁴ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 83.

La délégation repartira le 5 avril avec le sentiment que cet attentisme équivaut en vérité à un refus. Il faudra plus d'un mois pour que Frédéric-Guillaume donne sa réponse définitive.

Les déclarations publiques de Frédéric-Guillaume adopteront toujours le ton courtois des notes diplomatiques. Il en va autrement dans sa correspondance privée où le souverain donne libre cours à son mépris à l'égard des procédures électorales démocratiques.

Le 23 décembre 1848, il écrit à Joseph von Radowitz :

« Chaque noble allemand, possédant une croix ou un trait dans ses armoiries, est au moins cent fois trop bon pour accepter un diadème de crasse et d'argile issu de la révolution et forgé par l'infidélité et la félonie. L'ancienne, légitime, couronne de la nation allemande en sommeil depuis 1806, ce diadème de droit divin, qui fait de son porteur la plus haute autorité d'Allemagne à qui on doit obéissance, elle on ne peut l'accepter que lorsqu'en son âme et conscience l'on s'en sent la force et que les critères de la naissance le permettent. Elle ne peut être cependant attribuée par aucun autre que par l'empereur François-Joseph, par moi et par nos semblables. Malheur à celui qui s'y risquerait, malheur à celui qui l'accepterait sans notre assentiment ».

Et de manière plus expressive encore, il confie à son ambassadeur à Londres, C.K.J. von Bunsen :

« Je ne veux pas d'un accord des princes ni à propos *du vote* ni à propos *de la couronne*. Comprenez-vous les mots soulignés? Je veux vous éclairer à ce sujet aussi brièvement et clairement que possible.

La couronne n'est tout d'abord pas une couronne. La couronne qu'un Hohenzollern serait autorisé à prendre, si les circonstances rendaient cela possible, ne devrait pas provenir d'une assemblée issue de la semence révolutionnaire, même si celle-ci a été constituée avec l'accord des princes (*dans le genre de la couronne des pavés de Louis-Philippe*²) ; cette couronne devrait porter le sceau de Dieu et conférer à celui qui la reçoit après la sainte onction un pouvoir de droit divin, comme elle a consacré par la grâce de Dieu plus de 34 princes et toujours associé le dernier en date à l'ancienne lignée. La couronne que les Ottoniens, les Hohenstaufen, les Habsbourg ont portée, un Hohenzollern peut naturellement la porter ; elle l'honore immensément de ses mille ans d'éclat.

Mais celle à laquelle, hélas, vous pensez, déshonore immensément par son odeur de garce de la révolution de 1848, la plus bête, la plus idiote, la plus mauvaise, même si, Dieu soit loué, elle n'est pas la pire de ce siècle. Un roi légitime, et de droit divin comme le roi de Prusse, béni pour porter non pas la plus vieille, mais la plus noble des couronnes, qui n'a été volée à personne, devrait-il, se laisser offrir un tel diadème imaginaire, fait de crotte et d'argile³ ? »

05.04.49 L'Autriche rappelle ses 121 députés du parlement de Francfort.

14.04.49 A Debrecen, dans le cadre du grand temple calviniste de la ville, Kossuth fait voter par l'Assemblée nationale la **déclaration d'indépendance de la Hongrie** ainsi que la déchéance de la Maison des Habsbourg. Kossuth est investi de la dictature. La question de la république reste toutefois en suspens.

Les Hongrois enchaînent les victoires militaires⁴. Le territoire sera libéré avant la fin du mois.

21.04.49 Brandenburg fait savoir à la seconde Chambre de Prusse que **le roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse refuse la couronne** d'empereur telle qu'elle lui est proposée par le parlement de Francfort.

Parmi les raisons de ce refus : son goût pour le pouvoir absolu, sa crainte d'un affrontement avec l'Empire autrichien (qui est alors allié à la Russie) et sans doute aussi la résistance des États moyens en Allemagne, la Saxe, la Bavière surtout⁵ (où domine une majorité catholique et conservatrice).

¹ NGR, t. 3, p 224.

² En français dans le texte

³ Nous traduisons à partir des citations reproduites par *Wikipedia.de* à l'article « Kaiserdeputation ».

⁴ Dès le 13 avril 49, le gouvernement de Vienne adresse ses premiers appels au secours au tsar Nicolas 1^{er} (lequel est préoccupé par le rôle des officiers polonais dans les rangs hongrois et par la crainte d'une insurrection en Galicie)

⁵ Le gouvernement de Bavière marque son refus par une déclaration officielle datée du 23 avril 49 : « Une centralisation telle que l'Assemblée la conçoit serait le tombeau du développement uniforme de l'Allemagne et absolument contraire à l'essence, à l'esprit de la nation allemande ». Le parlement de Hanovre sera bientôt

- 22.04.49 Les Chambres du Wurtemberg forcent le roi par 46 voix contre 23 à accepter la Constitution de Francfort.
- 26.04.49 François-Joseph sollicite l'aide de la Russie pour réprimer le mouvement national hongrois¹. La Hongrie devra désormais lutter sur deux fronts dans un combat trop inégal pour l'emporter. La guerre se prolongera néanmoins jusqu'en août 1849.
- 26.04.49 A Berlin, l'Assemblée nationale confirme le vote de défiance qu'elle a émis le 21 avril et par une majorité de 177 voix contre 153 exige la levée sans délai de l'état de siège dans la capitale².
- 27.04.49 **FGIV dissout la seconde chambre prussienne** La première Chambre est ajournée. C'est la fin de tous les engagements du roi envers la révolution de mars. Ce qui est en jeu, c'est le suffrage universel qui est présenté comme dangereux pour l'ordre social. On se prépare à modifier la loi électorale. Les députés se réunissent à la Konversationshalle sur la Dönhoffplatz de Berlin où ils sont dispersés par Bürgerwehr et par la troupe³.
- Dans l'édition du 29 avril 1849 de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, Engels annonce le pire : « (...) la signification qu'il faut donner à ce nouveau coup d'État est claire. On nous fera sentir la DOMINATION DU SABRE À LA PUIS-SANCE DEUX; on nous fera la grâce de nous octroyer des lois sur la presse, des lois sur les clubs, des lois sur les échauffourées, des lois sur l'affichage, etc., à faire se remplir de larmes les yeux du philistin allemand. On tentera des poursuites, on édictera des règlements, on procédera à des arrestations; on généralisera l'état de siège, et pour couronner le tout, on introduira finalement une nouvelle Constitution, une nouvelle loi électorale censitaire et une Chambre des Lords, et l'actuelle première Chambre y fera figure de seconde Chambre. Bref, on ira aussi loin que le courage prussien le permettra⁴. ».
- Il reviendra sur les événements dans son article du 1er mai 49 (« Plans contre-révolutionnaires à Berlin ») où il dénonce le rôle joué par celui qu'il nomme « l'âme de la contre-révolution », Joseph von Radowitz qui était l'un des principaux dirigeants de l'ultra-droite prussienne : « C'est M. Radowitz qui a ébauché le plan de la contre-révolution de novembre mais qui s'est encore tenu dans les coulisses et qui a intrigué à Francfort en faveur de l'empire héréditaire prussien. Cette fois-ci c'est M. Radowitz qui, à ce que l'on dit, est venu lui-même à Berlin pour agir enfin ouvertement et devenir *premier ministre*. UN MINISTÈRE RADOWITZ, voilà la clef du mystère⁵. ».
- 28.04.49 Le lendemain, une note adressée par Brandebourg à Camphausen, plénipotentiaire auprès du parlement de Francfort, explique et justifie **le refus définitif du roi**. Parmi les arguments, on peut lire que « la Constitution a obtenu, par l'adoption d'une loi électorale affranchie de toutes limites, un caractère qui la fait paraître un moyen sûr d'écartier l'autorité suprême en faveur d'institutions républicaines⁶ ».

dissous d'autorité le 25 avril pour avoir souscrit aux décisions de Francfort. Celui de Saxe sera dissous le 28 avril pour les mêmes raisons (*Almanach de Gotha* pour l'année 1850, *Chronique*, op.cit., pp. 91, 92 et 94).

¹ Le tsar Nicolas 1er proclamera le **8 mai 1849** un manifeste impérial dans lequel il annonce l'intervention de ses armées dans le conflit entre l'Autriche et la Hongrie. On peut y lire : « (...) les troubles et les mouvements séditeux n'ont pas cessé dans l'ouest de l'Europe. Des tentatives coupables ont entraîné la foule crédule par l'illusion trompeuse d'un bonheur qui n'est jamais sorti de l'anarchie et de la licence (...). Dans la Hongrie et dans la Transylvanie, les efforts du gouvernement autrichien, divisés par une autre guerre sur un autre point avec des ennemis nationaux et étrangers, n'ont pu vaincre jusqu'à ce jour la révolte (...) Au milieu de ces événements funestes, S.M. l'empereur d'Autriche nous a invité à l'assister contre l'ennemi commun ; nous ne lui refusons pas ce service. Après avoir invoqué le dieu des batailles et le maître des bataillons, puisqu'il protège la juste cause, nous avons ordonné à notre armée de se mettre en marche pour étouffer la révolte et anéantir les anarchistes audacieux qui menacent aussi la tranquillité de nos provinces. ». (Source : « Le Journal de Toulouse », édition du 23 mai 1849, N° 133, édition électronique de la Bibliothèque de Toulouse)

² *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, *Chronique*, page 92

³ NGR, t.3, p. 293

⁴ NGR, t.3, p. 286

⁵ NGR, t.3, p. 293

⁶ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, *Chronique*, page 93. Le texte ajoute que le premier article de l'acte (*l'empire allemand embrasse les territoires qui jusqu'ici ont fait partie de la confédération germanique*) « ne saurait en tout cas être mis en pratique que par la violence, la guerre ou la révolution, tâche que ni l'assemblée nationale allemande ni aucun Souverain allemand ne voudra s'imposer ».

Commentaire d'Engels, le 2 mai 49, dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* : « Le roi donne à l'Assemblée de Francfort un coup de pied définitif et avec mépris lui lance à la face la couronne qu'elle lui a offerte, cette couronne en papier doré, insigne d'une dignité impériale imaginaire. » et d'ironiser sur la qualification que donne cette note à l'Assemblée de Francfort comme d'une instance révolutionnaire : « L'église Saint-Paul, un repaire de brigands carbonaristes, Welcker et Gagern des crypto-républicains, (...) Évidemment voilà qui flatte les honnêtes gens de Francfort après tous les sarcasmes que le peuple a accumulés sur eux, après toutes les malédictions que les combattants des barricades, écrasés à Francfort et à Vienne, ont amassées sur eux (...)»¹ ».

Il termine sur un véritable appel à l'insurrection. Evoquant la probable dispersion prochaine de l'Assemblée (« La note prussienne est la dernière menace à l'Assemblée de Francfort, précédant de peu la véritable dispersion de cette Assemblée. »), il écrit : « La dispersion de l'Assemblée de Francfort ne pourrait donc se produire sans l'emploi de la force si les honnêtes gens de Francfort avaient tant soit peu de *courage*. Ce serait pour eux l'ultime occasion de se laver, tout au moins pour une faible part, des graves fautes commises. Étant donné les victoires des Hongrois, la déliquescence de l'Autriche, la fureur du peuple en Prusse contre les trahisons des Hohenzollern-Radowitz-Manteuffel, un soulèvement ostensible de Francfort et de l'Allemagne du Sud en faveur de la Constitution d'empire pourrait former momentanément, le centre d'un nouveau mouvement révolutionnaire, appuyé sur la Hongrie². ».

*

Engels consacre sa quatorzième contribution d'avril 1852 au **dénouement de la crise en Autriche et du conflit entre Berlin et le parlement de Francfort**.

L'article s'intitule « **Le rétablissement de l'ordre. Le Reichstag et les chambres prussiennes** ».

Les premiers mois de l'année 1849 furent employés par les gouvernements de l'Autriche et de la Prusse à poursuivre les avantages obtenus en octobre et novembre 1848.

La Diète autrichienne, depuis la prise de Vienne, n'existait plus que de nom dans une petite ville de campagne en Moravie, appelée Kremsier. Là, les députés slaves, qui, avec leurs électeurs, avaient principalement contribué à relever le gouvernement autrichien de sa profonde humiliation, furent punis de leur trahison de la révolution européenne. Le gouvernement, dès qu'il eut recouvré ses forces, traita la Diète avec le plus parfait mépris, et lorsque les premiers succès des armes impériales firent prévoir un prompt achèvement de la guerre hongroise, on fit dissoudre la Diète, le 4 mars, et disperser les députés par la force armée. Alors les Slaves reconnurent enfin qu'ils étaient dupés, et ils crièrent : « Allons à Francfort et continuons là l'opposition qu'on nous empêche de faire ici ». Mais il était trop tard, et le simple fait qu'ils n'avaient d'autre alternative que de se tenir tranquilles ou d'aller rejoindre l'Assemblée impotente de Francfort, ce seul fait montre à quel point ils étaient désespérés.

Engels revient au passage sur la question du **panславisme** envers lequel il manifeste derechef tout son **mépris**, en relation certes avec l'alliance de la **classe dirigeante** des nations slaves de l'Empire avec le camp du despotisme et de la réaction³, *partout en collision avec les mouvements révolutionnaires européens*, mais au nom d'une conception des plus suspectes, il faut en convenir, de la **nécessité historique** et de ses rapports avec la **civilisation**.

Ainsi prirent fin, pour lors, et probablement pour toujours, les tentatives des Slaves d'Allemagne pour recouvrer une existence nationale indépendante. Des restes éparpillés de nombreuses nations dont la nationalité et la vitalité politique avaient été étouffées depuis longtemps

¹ « Le coup de pied prussien aux Francfortois », NGR, t. 3, pp. 301 et 302.

² NGR, t. 3, p. 303

³ A l'exception notoire des Polonais, précise Engels. Nous renvoyons sur cette question très délicate au chapitre 5.2 (Friedrich Engels et les « peuples sans histoire ») que lui consacre notre fascicule 14.

et qui avaient été contraints pendant près de mille ans de marcher dans les traces d'une nation plus puissante qui les avaient conquis, tout comme les Gallois en Angleterre, les Basques en Espagne, les Bas Bretons en France, et plus récemment les créoles espagnols et français dans les parties de l'Amérique du Nord occupées dans les derniers temps par les anglo-américains, — ces nationalités mourantes, les Bohémiens, les Carinthiens, les Dalmates, etc., avaient tenté de profiter de la confusion générale de 1848 pour rétablir leur *statu quo* politique de l'an de grâce 800. L'histoire de mille ans aurait dû leur montrer qu'une pareille régression était impossible ; que si le territoire à l'Est de l'Elbe et de la Saale avait été autrefois occupé par des Slaves alliés entre eux, ce fait prouvait seulement la tendance historique, en même temps que la force physique et intellectuelle de la nation allemande pour soumettre, absorber et s'assimiler ses anciens voisins orientaux ; que cette tendance à l'absorption des Allemands avait toujours été et était encore un des plus puissants moyens de propager la civilisation de l'Europe occidentale dans l'Est de ce continent ; qu'elle ne pouvait s'arrêter que lorsque le procès de germanisation aurait atteint les confins de nations grandes, compactes et intactes, capables d'une existence nationale autonome, telles que les Hongrois, et jusqu'à un certain point, les Polonais ; et que par conséquent, c'était le sort naturel et inéluctable de ces nations moribondes de laisser s'accomplir ce procès de dissolution et d'absorption par des voisins plus puissants qu'elles. Sans doute, ce n'est pas là une perspective flatteuse pour l'ambition nationale des rêveurs panslavistes, qui avaient réussi à agiter une partie des Bohémiens et des Slaves du Sud ; mais peuvent-ils espérer que l'histoire rétrogradera de mille ans pour faire plaisir à quelques groupements d'hommes en train de disparaître, lesquels, sur tout le territoire qu'ils occupent, vivent parmi des Allemands et entourés d'Allemands ; lesquels, de temps presque immémorial, n'ont eu d'autre langue, pour toute leur vie culturelle, que l'allemand, et auxquels font défaut les toutes premières conditions d'une existence nationale, à savoir, le nombre et un territoire compact ? C'est ainsi que la vague panslaviste, derrière laquelle, dans tous les territoires slaves de l'Allemagne et de la Hongrie, se dissimulait l'aspiration au rétablissement de l'indépendance de toutes ces innombrables petites nations, entrant partout en collision avec les mouvements révolutionnaires européens ; et les Slaves, bien qu'ils prétendissent combattre, pour la liberté, se rangeaient invariablement (la fraction démocratique des Polonais exceptée) du côté du despotisme et de la réaction. Ce fut le cas en Allemagne, en Hongrie, et même par-ci, par-là, en Turquie. Traîtres à la cause populaire, soutien et appui principal de la cabale du gouvernement autrichien, ils s'étaient mis au ban de toutes les nations révolutionnaires. Et quoique nulle part les masses du peuple, à cause de leur ignorance même, ne se fussent mêlées aux mesquines querelles à propos des nationalités suscitées par les chefs panslavistes, on n'oubliera jamais, cependant, qu'à Prague, une ville à demi allemande, une foule de fanatiques slaves acclamèrent et répétèrent le cri : « Plutôt le knout russe que la liberté allemande ! » Après l'avortement de leur première tentative en 1848, et après la leçon que leur a infligée le gouvernement autrichien, il n'est guère probable qu'ils tentent un nouvel effort en d'autres circonstances ! Mais dans le cas où ils essaieraient encore une fois, sous des prétextes semblables, de s'allier avec les forces contre-révolutionnaires, le devoir de l'Allemagne est clair. Nul pays en état de révolution, et engagé dans une guerre externe, ne saurait tolérer une Vendée en son sein même.

(...).

Le coup de force de Schwarzenberg à Vienne, le **4 mars 1849**, la dissolution par le roi de Prusse de la Diète prussienne, le **27 avril 1849**, annoncent à coup sûr **la fin de la séquence révolutionnaire** dans ces deux pays.

Il ne reste à régler que **le sort du parlement de Francfort**.

Ainsi l'Autriche et l'Allemagne étaient débarrassées pour l'instant du contrôle parlementaire. Désormais les gouvernements concentraient tout le pouvoir dans leurs mains et pouvaient l'exercer au gré de leurs besoins, l'Autriche en Hongrie et en Italie, la Prusse en Allemagne. Car la Prusse aussi se préparait à une campagne qui devait rétablir

l' « ordre » dans les petits Etats.

La contre-révolution ayant triomphé dans les deux grands centres du mouvement en Allemagne, à Vienne et à Berlin, la lutte ne restait indécise que dans les petits Etats, bien que là aussi la balance penchât de plus en plus du côté de la réaction. Ces Etats secondaires, nous l'avons dit, trouvèrent un centre commun dans l'Assemblée nationale de Francfort. Or cette soi-disant Assemblée nationale, dont l'esprit réactionnaire s'était depuis longtemps manifesté si ouvertement que le peuple de Francfort lui-même s'était insurgé contre elle¹, avait cependant eu une origine plus ou moins révolutionnaire ; elle prit, en janvier, une position anormale, révolutionnaire. Sa compétence n'avait jamais été bien déterminée, mais elle avait finalement pris la décision — jamais reconnue, il est vrai, par les grands Etats — que ses résolutions auraient force de loi. Dans ces circonstances et du fait que le parti monarchiste constitutionnel voyait sa position changer de face par le relèvement des absolutismes, quoi d'étonnant à ce que la bourgeoisie libérale, monarchiste, de l'Allemagne presque tout entière ait mis son dernier espoir dans la majorité de cette Assemblée, en même temps que la petite bourgeoisie, le noyau du parti démocratique, se serrait dans sa détresse grandissante autour de la minorité de ce même corps qui effectivement formait la dernière phalange parlementaire compacte de la démocratie. D'un autre côté, les grands gouvernements et, en particulier, le ministère prussien, comprirent toujours davantage l'incompatibilité d'un pareil corps électif irrégulier avec le rétablissement du système monarchique de l'Allemagne ; et s'ils n'en imposèrent pas par la force la dissolution immédiate, c'était uniquement parce que l'heure n'était pas encore venue, et que la Prusse espérait s'en servir, au préalable, pour l'avancement de ses propres desseins ambitieux.

En attendant, cette pauvre assemblée tombait toujours davantage en proie à la confusion. A Vienne et à Berlin on avait traité ses députations avec le plus profond mépris ; un de ses membres, malgré son inviolabilité, avait été exécuté à Vienne comme un quelconque rebelle². Nulle part on ne s'inquiétait plus de ses décrets ; quand, par aventure, il arrivait aux grandes puissances de s'en occuper, c'était pour lui adresser des notes et des protestations qui contestaient l'autorité de l'assemblée pour voter des lois et des résolutions liant leurs gouvernements (...) L'assemblée, enfin, commençait à comprendre au moins ceci : qu'elle avait laissé échapper de ses mains tout pouvoir, qu'elle était à la merci de l'Autriche et de la Prusse, et que si elle devait doter l'Allemagne d'une constitution fédérale, il lui faudrait se mettre à l'œuvre sur l'heure, et sérieusement. Et bon nombre de ses membres vacillants s'apercevaient aussi qu'ils avaient été grossièrement trompés par les gouvernements. Mais que pouvaient-ils, dans leur impuissance, faire maintenant ? La seule chose qui aurait pu les sauver, c'eût été de passer résolument et promptement dans le camp du peuple, et le succès même de ce pas était plus que douteux. Et où, dans cette foule égarée d'individus irrésolus, bornés et vaniteux qui, tandis que l'incessant va-et-vient de rumeurs contradictoires et de notes diplomatiques les avait complètement ahuris, cherchèrent leur unique consolation et refuge dans l'assurance éternellement renouvelée que c'étaient eux les meilleurs, les plus grands, les plus sages de la nation et qu'eux seuls étaient capables de sauver l'Allemagne — où, parmi ces pauvres hères, qu'une seule année de vie parlementaire avait transformés en parfaits crétins, où étaient, demandons-nous, les hommes capables d'une résolution prompte et décisive, sans parler d'une action énergique et logique ?

Enfin le gouvernement autrichien jeta le masque. Dans sa constitution du 4 mars, il proclama l'Autriche une monarchie indivisible, avec des finances, un système de droits douaniers et une institution militaire communs, écartant par là toute barrière et toute distinction entre les provinces allemandes et non-allemandes. Cette déclaration fut faite contrairement aux résolutions et articles de la constitution fédérale projetée que déjà l'Assemblée de Francfort avait adoptée. L'Autriche lui avait jeté le gant et la pauvre assemblée n'avait pas d'autre choix que

¹ Référence aux manifestations après l'acceptation de l'armistice de Malmö.

² Pour rappel, il s'agit de Robert Blum.

de le relever. Elle le fit avec quelque bruit, ce que l'Autriche, consciente de sa force et du parfait néant de l'assemblée, pouvait bien se permettre de laisser passer. Et cette précieuse représentation du peuple allemand, comme elle s'intitulait, ne trouva rien de mieux pour se venger de cette insulte de l'Autriche, que de se jeter pieds et poings liés aux genoux du gouvernement prussien. Quelque incroyable que cela paraisse, elle plia l'échine devant les ministres précisément qu'elle avait flétris comme inconstitutionnels et impopulaires et desquels elle avait vainement exigé le renvoi. Les détails de ces honteuses transactions et les événements tragi-comiques qui suivirent feront l'objet de notre prochain article.

*

Engels enchaîne dans sa quinzième contribution de **juillet 1852** sur « **Le triomphe de la Prusse** ».

On retiendra dans le passage terminal de ce développement l'une des premières occurrences de l'expression « **le crétinisme parlementaire** » qui va connaître une longue carrière.

Nous voici parvenu au dernier chapitre de l'histoire de la révolution allemande; au conflit de l'Assemblée nationale avec les gouvernements des différents Etats, et surtout de la Prusse ; à l'insurrection de l'Allemagne méridionale et occidentale, et à son écrasement final par la Prusse.

Nous avons vu l'Assemblée de Francfort à l'œuvre. Nous l'avons vue traitée à coups de pieds par l'Autriche, insultée par la Prusse, ignorée des petits Etats, dupée par son propre « gouvernement » central impuissant qui, à son tour, fut la dupe de tous les princes du pays sans exception. En fin de compte les choses devinrent menaçantes pour ce corps législatif si faible, vacillant et insipide. Bon gré mal gré , il dut arriver à cette conclusion : que « la réalisation de la sublime idée de l'unité allemande était menacée » ; ce qui revenait à dire que l'assemblée de Francfort et tout ce qu'elle avait fait et comptait faire, était sur le point de s'en aller en fumée. C'est pourquoi elle se mit sérieusement à l'ouvrage, afin de produire le plus tôt possible sa grande œuvre : la « Constitution du Reich ». Il y avait pourtant une difficulté. Quel genre de gouvernement exécutif convenait-il d'avoir ? Un conseil exécutif ? Non pas : c'eût été, pensèrent-ils dans leur haute sagesse, faire de l'Allemagne une république. Un président ? Cela reviendrait au même. Alors, il fallait faire revivre l'ancienne dignité impériale. Mais, comme l'empereur devait naturellement être un prince : quel prince ? (...) Ce ne pouvait être que l'Autriche ou la Prusse. Mais laquelle des deux ? Sans doute, si les circonstances eussent été plus favorables, l'auguste assemblée siégerait encore à l'heure actuelle occupée à discuter cette grave question, sans jamais aboutir à une conclusion, si l'Autriche en tranchant le nœud gordien ne leur en eût épargné la peine.

L'Autriche savait fort bien que, du moment qu'elle apparaîtrait de nouveau devant l'Europe comme une grande et forte puissance européenne, ayant dompté toutes ses provinces, la loi même de la gravité politique attirerait le reste de l'Allemagne dans son orbite, sans qu'il fût besoin de l'autorité que lui donnerait une couronne conférée par l'Assemblée de Francfort. L'Autriche était bien plus forte, bien plus libre dans ses mouvements depuis qu'elle s'était débarrassée de la fragile couronne de l'empire allemand qui gênait sa politique indépendante, sans ajouter un iota à ses forces au dedans comme au dehors de l'Allemagne. Et à supposer que l'Autriche fût incapable de maintenir sa position en Italie et en Hongrie, en ce cas elle serait dissoute et anéantie aussi en Allemagne et ne pourrait jamais prétendre à ressaisir une couronne qu'elle avait laissé lui échapper alors qu'elle était en pleine possession de toute sa force. L'Autriche se prononça donc, sans ambages, contre toute résurrection de l'Empire, et demanda carrément la restauration de la Diète germanique fédérale, le seul gouvernement central d'Allemagne que connussent et reconnussent les traités de 1815 ; et le 4 mars 1849 elle promulqua cette Constitution qui n'avait d'autre signifi-

cation que de déclarer l'Autriche monarchie indivisible, centralisée et indépendante, distincte même de cette Allemagne que l'Assemblée de Francfort voulait restaurer.

De fait, cette déclaration ouverte de guerre ne laissait pas d'autre choix aux Salomons de Francfort que d'exclure l'Autriche de l'Allemagne et de créer avec le reste de ce pays une espèce de Bas-Empire, une « petite Allemagne », dont le manteau impérial assez râpé devait tomber sur les épaules de Sa Majesté de Prusse. C'était là, on se rappellera, la reprise d'un vieux projet, qu'avaient imaginé, il y avait six ou huit ans, des doctrinaires libéraux allemands du Sud et du Centre, qui considéraient comme une aubaine les circonstances déshonorantes grâce auxquelles leur vieille marotte fut encore une fois prônée comme le dernier « nouveau jeu » pour le salut de la patrie.

En février et en mars, l'Assemblée en était venue à bout des débats sur la Constitution impériale ainsi que de la déclaration des droits et de la loi électorale impériale ; non sans avoir été contrainte de faire, en nombre de points, les concessions les plus contradictoires, tantôt au parti conservateur ou plutôt réactionnaire, tantôt aux fractions plus avancées de l'Assemblée. Il était évident que la direction de l'Assemblée de Francfort qui avait appartenu naguère à la droite et au centre droit (les conservateurs et les réactionnaires) passait graduellement entre les mains de la gauche ou du parti démocratique de la Chambre.

(...)

La gauche de l'Assemblée — l'élite et l'orgueil de l'Allemagne révolutionnaire qu'elle croyait être — était complètement grisée par les quelques piètres succès qu'elle avait remportés grâce au bon vouloir ou plutôt au mauvais vouloir de certains politiciens autrichiens agissant à l'instigation et dans l'intérêt du despotisme autrichien. Toutes les fois que leurs propres principes, d'ailleurs peu précis, avaient très approximativement et sous une forme diluée, à doses homéopathiques, obtenu une sorte de sanction de l'Assemblée de Francfort, ces démocrates proclamaient qu'ils avaient sauvé le pays et le peuple.

Ces pauvres imbéciles, au cours de leur existence généralement bien obscure, avaient été si peu habitués à tout ce qui ressemble au succès, qu'ils croyaient positivement que leurs petits amendements, passés à quelques voix de majorité, changeraient la face de l'Europe. Dès le début de leur carrière législative ils avaient été plus profondément atteints que les autres fractions de l'Assemblée par cette maladie incurable : le *crétinisme parlementaire*¹, maladie qui fait pénétrer dans ses infortunées victimes la conviction solennelle que le monde entier, son histoire et son avenir, est gouverné et déterminé par une majorité de votes dans le corps représentatif particulier qui a l'honneur de les compter parmi ses membres : et que tout ce qui se passe au dehors des murs de leur Chambre — guerres, révolutions, constructions de chemins de fer, découvertes de mines d'or californiennes, canaux de l'Amérique centrale, armées russes et autres choses semblables ayant quelques prétentions à exercer de l'influence sur les destinées de l'humanité — n'est rien, comparé aux événements incommensurables pivotant sur l'importante question, quelle qu'elle soit, qui en ce moment précis occupe l'attention de leur auguste maison. C'est ainsi que le parti démocratique de l'Assemblée, ayant réussi à introduire en contrebande quelques-unes de ses panacées dans la Constitution du Reich, était désormais obligé de la soutenir, bien que pour tous les points essentiels elle se trouvât en contradiction flagrante avec ses propres prin-

¹ L'expression apparaît sous la plume de Marx dans le *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, page 149, par exemple, de l'édition de poche Garnier Flammarion (Paris 2007). Commentant l'opposition menée contre Bonaparte par les parlementaires du parti de l'Ordre en janvier 1849, Marx écrit : « Ils étaient (...) tenus de se mouvoir exactement à l'intérieur des limites parlementaires. Et il leur fallait être atteints de cette maladie toute spéciale qui, depuis 1848, a sévi sur l'ensemble du continent, à savoir le crétinisme parlementaire, qui relègue dans un monde imaginaire ceux qui en sont atteints et leur enlève toute intelligence, tout souvenir et toute compréhension pour le rude monde extérieur ; il leur fallait être atteints de crétinisme parlementaire, alors qu'ils avaient détruit de leurs propres mains, comme ils étaient obligés de le faire dans leur lutte contre les autres classes, toutes les conditions du pouvoir parlementaire, pour pouvoir considérer encore leurs victoires parlementaires comme de véritables victoires et s'imaginer atteindre le président en frappant sur ses ministres. Ils ne faisaient que lui donner par là l'occasion d'humilier à nouveau l'Assemblée nationale aux yeux de la nation ».

cipes, proclamés à maintes reprises ; et quand, à la fin, ce produit bâtard fut abandonné par ses principaux auteurs et légué au Parti démocratique, celui-ci accepta l'héritage et lutta pour cette Constitution *monarchique* contre tous ceux mêmes qui *maintenant* proclamaient leurs propres principes *républicains*.

Toutefois, il n'y avait là, il faut en convenir, qu'une contradiction apparente. Le caractère flottant, contradictoire, incomplet de la Constitution du Reich, était la parfaite image des idées politiques confuses, contradictoires et embryonnaires de ces messieurs les démocrates. Et si leurs propres paroles et écrits — pour autant qu'ils savaient écrire — n'en fournissaient pas une preuve suffisante, leurs actions la fourniraient ; car il est bien entendu qu'on doit juger un homme non sur ses prétentions, mais sur ses actions, non sur ce qu'il prétend être, mais sur ce qu'il est et fait réellement ; or, les actions de ces héros de la démocratie allemande parlent assez haut par elles-mêmes, comme nous le verrons par la suite.

Cependant la Constitution du Reich avec tout son attirail et ses accessoires fut définitivement votée, et le 28 mars le roi de Prusse, par 290 votes, contre 248 abstentions et 200 absents, fut élu empereur d'Allemagne, moins l'Autriche. L'ironie historique était complète ; la farce impériale jouée dans les rues de Berlin stupéfait, trois jours après la révolution du 18 mars 1848, par Frédéric-Guillaume IV, dans un état qui partout ailleurs l'aurait fait tomber sous le coup de la loi contre l'ivrognerie¹ — cette dégoûtante farce fut sanctionnée exactement un an après par la prétendue assemblée représentative de toute l'Allemagne. C'était donc là le résultat de la révolution allemande.

*

Le vote de la Constitution à Francfort le **28 mars 1849**, la proposition faite au roi de Prusse, le refus de ce dernier : les événements font l'objet de la suivante contribution d'Engels, la seizième, intitulée « **L'Assemblée et les gouvernements** ».

On sera attentif dans ce développement, et dans les articles qui suivent, à l'explication du **paradoxe** remarquable qui va fonder l'alliance entre la composante bourgeoise du mouvement constitutionnaliste, principalement soucieuse de mettre enfin un terme à l'agitation sociale et la composante démocratique radicale, petite bourgeoise, mais aussi ouvrière, laquelle est en lutte **pour une cause qui, par elle-même, est très loin de répondre à ses propres revendications sociales**².

L'Assemblée nationale de Francfort, après avoir élu le roi de Prusse empereur d'Allemagne (moins l'Autriche), envoya une députation à Berlin pour lui offrir la couronne et puis s'ajourna. Le 3 avril, Frédéric-Guillaume reçut les députés. Il leur déclara que quoiqu'il acceptât le droit de préséance sur tous les autres princes d'Allemagne que lui avait conféré le vote des représentants du peuple, il ne pouvait accepter la couronne impériale sans être sûr que les autres princes reconnaîtraient sa suprématie, ainsi que la Constitution du Reich qui lui avait conféré ses droits. Ce serait aux gouvernements de l'Allemagne, ajouta-t-il, de voir s'ils pouvaient ratifier cette constitution. En tout cas, conclut-il, empereur ou non, on le trouverait toujours prêt à tirer l'épée contre l'ennemi du dedans ou du dehors. Nous verrons qu'il tint cette promesse d'une façon assez déconcertante pour l'Assemblée nationale.

Les Salomons de Francfort, après une profonde enquête diplomatique, arrivèrent à la conclusion que cette réponse équivalait à un refus de la couronne. Ils votèrent alors (le 12 avril) la résolution que la Constitution du Reich était la loi du pays et devait être maintenue, et comme ils

¹ Engels laisse entendre ici que le roi de Prusse était ivre lorsque le 22 mars 1848 il avait parcouru à cheval les rues de Berlin entouré de princes et de généraux avant de proclamer ce soir-là son adresse « au peuple et à la nation allemande »

² Engels écrira plus loin, nous le lirons bientôt : « la masse des travailleurs, dirigée par les hommes du parti le plus extrême, était prête à prendre les armes pour une cause qui, si elle n'était pas la leur, leur donnait du moins une chance d'approcher de leurs buts en débarrassant l'Allemagne des anciennes entraves monarchiques. » (Chapitre 17, « L'insurrection »)

ne voyaient pas d'issue, ils élurent un comité de trente membres, chargé de faire des propositions sur les moyens de mettre en vigueur la Constitution.

Cette résolution donna le signal du conflit qui éclata alors entre l'Assemblée de Francfort et les gouvernements allemands. La bourgeoisie, et surtout la petite bourgeoisie, s'étaient soudain déclarées pour la nouvelle Constitution de Francfort. Elles ne pouvaient attendre plus longtemps le moment qui devait « clore la révolution ». En Autriche et en Prusse la révolution avait été arrêtée pour l'heure par l'intervention de la force armée. Les classes en question auraient préféré une manière moins violente de pratiquer cette opération, mais elles n'avaient pas eu de choix ; la chose était faite et il fallait en prendre son parti, ce qu'elles résolurent de faire et ce qu'elles firent le plus héroïquement du monde. Dans les petits Etats, où tout s'était relativement bien passé, la bourgeoisie s'était depuis longtemps vue replongée dans cette agitation parlementaire bruyante et stérile, qui répondait le mieux à sa nature. Les différents Etats d'Allemagne, considérés séparément, paraissaient ainsi avoir atteint la forme nouvelle et définitive, laquelle, on le croyait, leur permettrait désormais d'entrer dans la voie d'un développement constitutionnel paisible. Une seule question restait ouverte : celle de la nouvelle organisation germanique de la Confédération politique. Cette question, la seule qui paraissait encore grosse de danger, on trouva nécessaire de la résoudre sans retard. D'où la pression exercée sur l'Assemblée de Francfort par la bourgeoisie, pour l'inciter à achever la Constitution le plus vite possible, d'où la résolution de la haute et moyenne bourgeoisie d'accepter et de soutenir cette Constitution quelle qu'elle fût, afin d'établir sans tarder un état de choses stable. L'agitation pour la Constitution impériale avait donc sa toute première origine dans un sentiment réactionnaire, et partait des classes qui, depuis longtemps, étaient excédées de la révolution.

Un autre point encore est à noter. Les premiers principes fondamentaux de la Constitution allemande future avaient été votés pendant les premiers mois du printemps et de l'été 1848, à une époque où l'agitation populaire battait encore son plein. Les résolutions votées, bien que tout à fait réactionnaires à l'époque, paraissaient maintenant, après les actes arbitraires des gouvernements autrichien et prussien, extrêmement libérales et même démocratiques. L'étalon de comparaison avait changé. L'Assemblée de Francfort ne pouvait, sans se suicider moralement, éliminer ces dispositions une fois votées, et modeler la Constitution du Reich sur celles que les gouvernements autrichien et prussien avaient dictées, l'épée à la main. En outre, comme nous l'avons vu, la majorité dans l'Assemblée s'était déplacée et l'influence du parti libéral et démocratique grandissait en influence. Ainsi la Constitution du Reich non seulement se distinguait par son origine d'apparence exclusivement populaire mais elle était, en même temps, pour pleine qu'elle fût de contradictions, la Constitution la plus libérale de toute l'Allemagne. Son plus grand défaut, c'était de n'être qu'un chiffon de papier sans pouvoir aucun pour faire valoir ses dispositions.

Dans ces conditions il était naturel que le soi-disant parti démocratique, c'est-à-dire la masse des petits bourgeois, s'accrochât à la Constitution du Reich. Cette classe avait toujours été plus radicale dans ses réclamations que la bourgeoisie libérale, monarchiste constitutionnelle ; elle avait eu des allures plus hardies, elle avait maintes fois menacé d'une résistance armée et prodigué les promesses de donner son sang et sa vie dans la lutte pour la liberté ; mais elle avait déjà fourni des preuves sans nombre qu'elle était introuvable le jour du danger ; et, de fait, elle ne respirait jamais plus à l'aise que le lendemain d'une défaite décisive, alors que tout étant perdu, elle avait du moins la consolation de savoir que d'une façon ou d'une autre les choses étaient réglées. Tandis que, par conséquent, l'adhésion des grands banquiers, des manufacturiers, des marchands, était plus réservée, et plutôt une simple manifestation en faveur de la Constitution de Francfort, la classe immédiatement en dessous d'eux, nos vaillants petits bourgeois démocrates faisaient les braves, et juraient, comme d'habitude, qu'ils verseraient la dernière goutte de leur sang plutôt que de laisser tomber à terre la Constitution.

Soutenue par ces deux partis, les partisans bourgeois de la royauté constitutionnelle et la petite bourgeoisie, plus ou moins démocratique, l'agitation pour la mise à exécution immédiate de la constitution impé-

riale gagna rapidement du terrain, et trouva sa plus puissante expression dans les parlements des divers Etats. Les Chambres de Prusse, du Hanovre, de Saxe, de Bade, du Wurtemberg, se prononcèrent en sa faveur. La lutte entre les gouvernements et l'Assemblée de Francfort prit un caractère menaçant.

Les gouvernements cependant agissaient avec promptitude. Les Chambres prussiennes furent dissoutes, de manière anticonstitutionnelle, puisqu'elles avaient à réviser et à confirmer la Constitution ; des émeutes éclatèrent à Berlin, provoquées exprès par le gouvernement, et le lendemain, le 28 avril, le ministère prussien publia une note circulaire dans laquelle la Constitution du Reich était dénoncée comme un document des plus anarchiques et révolutionnaires, qu'il incombait aux gouvernements d'Allemagne de remanier et d'épurer. La Prusse reniait donc carrément ce pouvoir constituant souverain dont les sages de Francfort s'étaient toujours targués, mais qu'ils n'avaient jamais établi. Un congrès de princes, un renouvellement de l'ancienne Diète fédérale, fut convoqué pour statuer sur cette constitution qui déjà avait été promulguée. Et dans le même moment, la Prusse concentrait des troupes à Kreuznach, à trois jours de marche de Francfort et invitait les petits Etats à suivre son exemple et à dissoudre leurs Chambres, aussitôt que celles-ci auraient donné leur adhésion à l'Assemblée de Francfort. Cet exemple fut rapidement suivi par le Hanovre et la Saxe.

Il était clair qu'on ne pouvait éviter de trancher la question par la force des armes. L'hostilité des gouvernements, l'agitation parmi le peuple prenaient des formes chaque jour plus accusées. L'armée était partout travaillée par les bourgeois démocrates, et dans le Sud de l'Allemagne avec grand succès. Partout se tenaient de grandes réunions de masse qui votèrent des résolutions de soutenir à main armée, s'il était besoin, la Constitution du Reich et l'Assemblée nationale. A Cologne une réunion de députés de tous les conseils municipaux de la Prusse rhénane eut lieu dans le même but. Dans le Palatinat, dans le duché de Berg, à Fulda, à Nuremberg, dans l'Odenwald, les paysans s'assemblèrent par milliers et s'exaltèrent jusqu'à l'enthousiasme. L'Assemblée constituante de la France se séparait à la même heure et les nouvelles élections se préparaient au milieu de la plus grande agitation, tandis que sur la frontière est de l'Allemagne, les Hongrois, en moins d'un mois, par une série de brillantes victoires, avaient refoulé le torrent de l'invasion autrichienne de la Tisza jusqu'à la Leitha et que l'on s'attendait de jour en jour à les voir prendre Vienne d'assaut. Partout l'imagination populaire étant ainsi montée au plus haut degré et la politique agressive des gouvernements se dessinant tous les jours plus nettement, une collision violente devenait inévitable, et seule l'imbécillité couarde pouvait se persuader que la lutte aurait un dénouement pacifique. Or cette couarde imbécillité était largement représentée dans l'Assemblée de Francfort.

*

La campagne pour la Constitution du Reich

C'est **en mai 1849** que commence la **dernière phase de la révolution**, plus brève, plus violente. Des soulèvements pour la défense de la Constitution votée à Francfort éclatent dans plusieurs Etats allemands, en Saxe, dans le Wurtemberg, dans le Palatinat bavarois et tout particulièrement dans le grand-duché de Bade.

Ces mouvements insurrectionnels présentent **deux caractéristiques** principales.

La première, et assurément la plus sensible dans ses effets immédiats, est **l'absence de direction politique** et partant, de **direction militaire**. Les députés siégeant à Francfort se montreront incapables (sinon hostiles au principe même) de prendre en main la conduite de l'insurrection qu'ils ont cependant décidée. La dénonciation de leur incurie constituera le thème récurrent des écrits d'Engels dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* d'abord, dans ses contributions au *Daily New York Tribune* ensuite.

La seconde, et assurément la plus profonde dans ses conséquences, réside dans la **contradiction conflic-**

tuelle entre la composante bourgeoisie du mouvement, laquelle souhaite se limiter à une révolution **politique**, et sa composante ouvrière qui exige une révolution **sociale**.

Jacques Droz ne manque ainsi pas de faire observer que si « les ouvriers, disciplinés et encadrés, constitueront les troupes de choc sur les barricades » et que si « de l'avis même des leaders démocratiques, ils constitueront dans toute l'Allemagne insurgée l'élément le plus combatif et le plus progressiste du front révolutionnaire », la direction même du mouvement « demeurera sous le contrôle de la petite bourgeoisie intellectuelle ou commerçante ». « C'est donc un caractère petit-bourgeois, écrit-il, et non prolétarien qu'a revêtu le mouvement démocratique de 1849-1849. Beaucoup d'Associations ont été foncièrement hostiles à une solution socialiste ; d'aucunes vont même jusqu'à prétendre que la question sociale était un obstacle à la solution du problème politique et qu'il fallait par conséquent l'écartier provisoirement des débats¹ »

On peut trouver une manifestation particulièrement représentative de cette contradiction conflictuelle dans la véritable **expulsion** dont Engels fera l'objet à **Elberfeld**, le 15 mai 1849, à la demande expresse de la direction bourgeoise du soulèvement dans la ville. Le récit de cette expulsion sera publié par *La Nouvelle Gazette Rhénane* dans son édition du 17 mai 1849 sous le titre « Elberfeld ». Engels y fournit les pièces du dossier le concernant et notamment le texte de la décision prise par le *Comité de salut public* d'Elberfeld (et affiché partout) l'enjoignant de quitter la ville sans délai « compte tenu que sa présence pourrait donner lieu à des malentendus sur le caractère du mouvement² ».

*

Il faut bien sûr ajouter à ces déterminants politiques les effets du **particularisme** culturel de l'Allemagne³.

*

Enfin il est indispensable de tenir compte des événements en **Autriche** en relation principalement avec le **conflit contre les Hongrois**. Les victoires militaires de ces derniers vont, en effet, donner aux insurgés allemands une perspective de soulèvement pan-européen contre les forces féodales et de ressourcement révolutionnaire en vue de la république sociale. Cette espérance est en tout cas très vivement ressentie par Marx et par Engels dans leurs commentaires dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*⁴.

*

Le récit des événements et leur analyse politique feront l'objet des trois contributions d'Engels aux premiers numéros de la *Neue Rheinische Zeitung Revue* publiée à Londres au début de 1852 et qui seront reproduites sous le titre de « La campagne pour la Constitution du Reich⁵ ». Nous y reviendrons en détail dans un prochain chapitre spécialement consacré à cet ouvrage.

*

01.05.49 C'est le Palatinat bavarois qui va prendre l'initiative, politique du moins, de l'insoumission. Le 1^{er} mai 49 se tient à Neustadt une assemblée populaire qui dénonce la décision prise, le 27 avril, par le gouvernement de Bavière de ne pas reconnaître la Constitution de Francfort. Le lendemain 2 mai se constitue à Kai- Les personnalités qui prendront en charge la direction du mouvement⁶ ne se montreront toutefois pas à la hauteur de la tâche. Lorsqu'il arrivera dans le Palatinat vers la fin du mois de mai, Engels ne pourra que constater l'inertie de cette classe politique et surtout son extravagante insouciance⁷.

¹ Jacques Droz, *Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 457.

² NGR, t. 3, p. 360. Entendons bien : des malentendus provoqués par la réputation de communiste du jeune Engels dans cette ville.

³ Compte tenu notamment du rôle des sectes religieuses dissidentes, catholiques (en particulier la communauté du Deutsch-Katholizismus, des « catholiques allemands ») et protestantes (en particulier la communauté des Lichtfreunde, des Amis des Lumières).

⁴ Le 7 mai, par exemple, Engels écrit en conclusion de son article « L'armée prussienne et le soulèvement populaire révolutionnaire » : « La victoire des Hongrois est d'ailleurs plus certaine que jamais. Il est établi que les Russes ne viennent pas. Encore quelques jours donc et les Hongrois seront à Vienne, la révolution magyare sera finie et la seconde révolution allemande fera une entrée grandiose. ». (NGR, t. 3, p. 322).

⁵ Elles se trouvent reprises avec d'autres écrits dans le volume intitulé *La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne* aux éditions sociales, pp. 117-200, dans une traduction de Laurence Lentin.

⁶ Dont l'un des chefs de l'insurrection viennoise Daniel Fenner von Fenneberg à qui la direction militaire du soulèvement se trouve confiée.

⁷ Sur ce point nous renvoyons au chapitre consacré aux pages d'Engels sur « La campagne pour la Constitution du Reich ». Engels y décrit les Palatins comme de joyeux fêtards vidents de chopines : « L'établissement de la liberté de se réunir pour boire fut le premier acte révolutionnaire du peuple palatin; le Palatinat tout entier se transforma en une immense guinguette et les quantités de boisson spiritueuse qui furent consommées durant ces six semaines « au nom du peuple palatin » dépassent tout calcul possible. » (p. 151).

serlautern une *Commission de défense nationale* qui va se comporter comme un exécutif insurrectionnel avant que ne se mette en place, le 17 mai, un gouvernement provisoire de 5 membres qui proclame la séparation avec la Bavière.

03.05.49 **Soulèvement de Dresde.**

Depuis la révolution de mars 1848, on a vu se manifester en Saxe une violente lutte des classes. Les antagonismes sociaux ont abouti à la création d'associations ouvrières (les *Vaterlandsvereine*) particulièrement actives et prêtes à entreprendre une « seconde » révolution vers une république sociale. En décembre 1848, les élections avaient sanctionné une victoire significative de la gauche et même de la gauche républicaine. Il en était résulté une situation de crise politique qui avait abouti, le 28 avril 49, à la dissolution des Chambres par le roi Frédéric-Auguste II, lequel avait aussitôt fait appel au soutien militaire de la Prusse avant de s'enfuir dans la nuit du 3 au 4 mai vers la forteresse de Königstein.

Dresde se soulève dès le 3 mai et constitue un gouvernement provisoire sous la forme d'un triumvirat composé de Samuel Tzschirner (qui représente l'extrême-gauche), de Otto Heubner (qui représente la gauche modérée) et de Karl Todt (qui représente les libéraux).

Le courage des insurgés ne suffira pas et la ville tombera dès le 8 mai sous les assauts des troupes saxonnes et prussiennes.

Engels saluera le rôle joué par Michel Bakounine, parlant de lui comme *d'un chef capable et de sang-froid*¹.

L'isolement des insurgés est manifeste. Le soulèvement ne trouve de véritable relais nulle part en Saxe. Leipzig ne bouge pas. Cet échec empêchera le développement du mouvement insurrectionnel dans les Etats voisins, en Franconie notamment².

04.05.49 Avec seulement deux voix de majorité (190 contre 188) le parlement de Francfort somme les gouvernements des Etats d'Allemagne de reconnaître la Constitution et convoque le Reichstag pour le 22 août après des élections prévues pour le 1^{er} août 49.

Un radicalisme qui demeure, il est vrai, dans le cadre de la stricte légalité. L'Assemblée se garde bien de se constituer en une sorte de Convention nationale à la française³.

06.05.49 Les 6 et 7 mai 49 se réunit à Francfort le Congrès du **Zentralmärzverein** sous la présidence de Fröbel : on appelle la population à prendre les armes.

8.05.49 A **Cologne**, se tient à l'invitation du Conseil Communal, dans la salle du Casino, et cela malgré l'interdiction du gouvernement, une importante réunion de quelque 500 conseillers communaux venus de 300 communes de Rhénanie. L'assemblée se prononce en faveur de la Constitution de Francfort. La Prusse est même menacée de sécession de la province rhénane au cas où elle refuserait de prendre en compte les injonctions du Congrès. Quoi qu'en dise Engels dans ses commentaires préalables à la tenue de cette réunion⁴, les résolutions qui seront votées le 8 mai seront, même si purement verbale, d'une grande

Dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 4 mai 49, annonçant ces prochaines assises², Engels ne manque pas d'appeler les ouvriers à ne pas céder à la provocation. il écrit : « Que dimanche prochain surtout les travailleurs de Cologne considèrent que toutes les provocations gouvernementales visent à entraîner un déchainement tel qu'il se produise à un moment défavorable pour nous mais favorable au gouvernement³ ».

Il répétera ces conseils de prudence dans son article du 6 mai 49, plaidant **pour que la bourgeoisie prenne d'abord ses propres responsabilités** : « C'est la *bourgeoisie* qui est

¹ J. Droz est, pour sa part, prudent : « Il reste difficile de mesurer exactement la part de Bakounine dans la stratégie de mai », écrit-il (*Les révolutions allemandes de 1848*, p. 603), soulignant par contre le rôle de Stephan Born.

² Sur l'absence de véritable mouvement dans cette région, J. Droz écrit : « La raison profonde réside ici, comme pour tant d'autres provinces, dans l'isolement des forces révolutionnaires et la médiocrité d'une bourgeoisie qui, habituée à l'obéissance passive et soumise à l'influence déprimante de l'orthodoxie piétiste, a refusé rapidement son concours à une révolution dont elle craignait qu'elle n'ébranlât ses prérogatives économiques et sociales. ». (*Les Révolutions allemandes de 1848*, p. 605).

³ L'assemblée décide, par exemple, que si la Prusse la refuse, la dignité de chef de l'empire sera conférée au souverain du plus puissant des Etats de l'Allemagne qui en exercera les pouvoirs sous le titre de lieutenant général de l'empire, mais dès que la Prusse aura reconnu la Constitution, la dignité impériale passera à son souverain. (*Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique à la date du 4 mai 1849, p. 97)

⁴ Dans son article du 4 mai de la NGR (t.3, p. 314)

fermeté¹. Mais à cette date, l'insurrection de Dresde est déjà sur le point d'être vaincue.

la première menacée par les derniers coups de force contre-révolutionnaires. La bourgeoisie a convoqué le Congrès des municipalités. Laissons à la bourgeoisie l'honneur de parler la première. (...) Nous sommes persuadés que plus d'un honnête homme de démocrate sera très déçu par les résultats de ce pompeux « jour des municipalités ». (...) Si les travailleurs se laissent entrainer demain à des échauffourées, ils tireront les marrons du feu pour la bourgeoisie et en même temps pour le gouvernement. La question se pose de savoir s'ils veulent être utilisés à cette fin, à un moment où dans toute l'Allemagne, la guerre civile frappe à la porte et où ils auront bientôt l'occasion de présenter leurs propres revendications⁴ ».

9.05.49 Soulèvements à Elberfeld et dans les villes industrielles voisines d'Iserlohn et de Solingen. Il s'agit toutefois davantage d'un *refus de servir* (même s'il donne lieu à un engagement militaire contre les troupes prussiennes envoyées pour rétablir l'ordre) que d'une véritable insurrection offensive. On se mutine, mais on reste sur place, sans aucune perspective.

Engels arrivera à Elberfeld le 11 mai. Après avoir été chargé par la Commission militaire du *Comité de salut public* de la ville de s'occuper des travaux de fortification et de la mise en place de l'artillerie⁵, il sera expulsé de la ville le 15 mai sur une décision de la bourgeoisie locale⁶.

10.05.49 Les troupes de la milice territoriale de Hagen se mutinent⁷. A Iserlohn, les insurgés prennent l'arsenal d'assaut et mettent en place un *Comité de salut public* qui procède à l'armement des citoyens. Mais comme à Dresde, les émeutiers demeurent isolés et les troupes prussiennes ne tarderont pas à investir la ville le 17 mai provoquant la fuite des dirigeants du mouvement insurrectionnel. On assiste au ralliement de la bourgeoisie industrielle et commerçante apeurée par la perspective d'une république rouge.

L'état de siège est proclamé dans toute la Prusse.

A Düsseldorf un bref soulèvement est réprimé par les troupes prussiennes.

10.05.49 La deuxième chambre du grand-duché de Bade proclame qu'elle soutient la Constitution de Francfort. Le lendemain 11 mai, la mutinerie de la garnison de Rastatt marque le début du soulèvement badois. Elle sera suivie, le 13 mai, par la révolte de la garnison de Karlsruhe. Le phénomène est remarquable, **exceptionnel même** : c'est l'armée tout entière qui basculera dans le camp de l'insurrection.

¹ Le texte de cette motion est reproduit par l'ouvrage d'Engels consacré à la campagne pour la Constitution du Reich (pp. 122-123 du volume publié par les Editions sociales). On trouve un exemple de cette radicalité quasi « abstraite » dans la quatrième résolution du Congrès qui « engage le pouvoir impérial à faire le plus rapidement possible prêter serment à la Constitution aux troupes du Reich et à ordonner un rassemblement de ces troupes ». Or comment parler, sinon vainement, de « pouvoir impérial » à propos d'un parlement démuné depuis le début de tout pouvoir exécutif, qu'il soit administratif ou militaire ?

² Des assises qu'il annonce avec beaucoup de réserve, écrivant : « Il va de soi que nous n'attendons *absolument rien* de cette assemblée de bourgeois, élue selon trois classes censitaires et alors que la masse du peuple a été exclue de son élection. On enverra à Berlin une délégation qui ne sera en aucune façon reçue par le sire de Hohenzollern »... » (NGR, t.3, p. 314).

³ NGR, t.3, p. 315. Cette prudence s'explique par le fait que Cologne était une ville de garnison fortement militarisée.

⁴ NGR, t.3, p. 319.

⁵ Engels précise dans son article de la NGR du 17 mai qu'il avait souhaité s'occuper de tâches exclusivement militaires et « rester complètement étranger au caractère politique du mouvement (NGR, t.3, p. 359)

⁶ Engels insistera pour que cette décision lui soit signifiée par écrit. Le texte de cette expulsion et le récit des événements font l'objet de son article du 17 mai intitulé « Elberfeld » (t.3, pp. 358-361).

⁷ Mobilisées pour combattre un ennemi censément « extérieur », elles refusent d'intervenir contre les défenseurs de la Constitution de Francfort.

- 13.05.49 Ce 13 mai se tient à **Offenburg** une importante assemblée populaire qui vote un programme en 16 points particulièrement radical. Un programme radical en ce sens qu'outre le suffrage universel et l'élection des officiers de l'armée, il revendique la création d'une banque nationale, l'instauration d'un impôt progressif et d'un fonds national du chômage.
- Le lendemain 14 mai, le grand-duc Léopold 1^{er} s'enfuit vers Coblenche et demande l'hospitalité à la Prusse. Carlsruhe devient un centre vers lequel convergent nombre de révolutionnaires allemands et étrangers : Gustav Struve, August Willich, Samuel Tzschirner, Johan Philipp Becker, des Hongrois, des Polonais.
- 14.05.49 Frédéric-Guillaume IV signe une ordonnance par laquelle il signifie aux députés de Prusse siégeant à Francfort que leur mandat a expiré et qu'ils doivent s'abstenir désormais de toute participation aux débats de l'assemblée. La *Nouvelle Gazette Rhénane* du 16 mai 1849 publie l'information en l'accompagnant d'un commentaire terriblement accusateur à l'adresse des membres de l'Assemblée : « Ces lavettes, écrit-il, qui, avec leur dignité d'hommes de bien, leur lâcheté, leur balourdise radicales ont aidé fidèlement, un an durant, les traîtres stipendiés du peuple allemand à coopérer à la contre-révolution, récoltent maintenant ce qu'ils ont semé. S'il était possible que quelque lumière pût pénétrer dans le crâne des membres de l'Assemblée nationale, et que leur poitrine pût s'enfler non seulement de quelque indignation due à la bière de mars, mais d'une partie, si petite fût-elle, d'indignation et d'énergie révolutionnaires, alors « l'ordonnance royale » ci-dessous (...) devrait avoir cet effet¹. »
- 15.05.49 Le lendemain, 15 mai, Frédéric-Guillaume publie un manifeste « *A mon peuple* » non seulement centré sur la justification qu'il donne de son refus de la couronne impériale², mais annonciateur aussi, outre bien sûr la condamnation des soulèvements en cours³, d'un nouveau projet constitutionnel dont il a pris l'initiative: « Cette Constitution donnera incessamment à la nation ce qu'elle a le droit d'exiger et d'attendre: son unité, manifestée par un pouvoir exécutif unitaire, représentant dignement et fortement au dehors le nom et les intérêts de l'Allemagne, et sa liberté, garantie par une représentation nationale ayant le pouvoir législatif. La constitution faite par l'assemblée nationale a servi de base, et on n'a changé que les dispositions qui, sorties des luttes et des convulsions des partis, sont nui-
- Le roi de Prusse vise de cette manière à reprendre l'initiative en affectant de ne pas céder sur la question de l'unité allemande dont il mesure bien la popularité. Cet appel du roi de Prusse, le projet de Constitution qu'il évoque et la proclamation de l'état de siège en Prusse feront l'objet d'une série d'articles particulièrement virulents dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*. « La nouvelle charte de l'état de siège » du 16 mai 49 ne dénonce rien de moins que « la lâcheté naturelle qui fut de tout temps propre aux Hohenzollern⁴ » en insistant sur l'ignominieuse alliance de Frédéric-Guillaume (vilipendé pour l'occasion comme « le sous-Kniaz⁵ de Postdam ») avec le tsar.

¹ NGR, t. 3, p. 348.

² « Je n'ai pas pu répondre d'une manière affirmative à l'offre d'une couronne de la part de l'assemblée nationale allemande. Cette assemblée n'avait pas le droit de me donner cette couronne sans l'assentiment des gouvernements allemands, car elle m'était offerte sous la condition d'accepter une constitution inconciliable avec le droit et la sûreté des états allemands. J'ai tenté et épuisé inutilement tous les moyens de m'entendre avec l'assemblée nationale allemande; j'ai vainement cherché à la rappeler à son mandat et au droit qui ne lui permettait pas de voter une constitution d'une manière irrévocable, mais qui l'obligeait à suivre le principe de l'entente commune; et même, après avoir échoué dans mes efforts, je n'ai pas rompu avec l'assemblée, espérant toujours une solution pacifique. » (Source : le « Guide diplomatique » par le baron Charles de Martens, tome 2, Paris Leipzig 1851, au chapitre « Manifestes et proclamations », pp. 49-50 (du volume numérisé par archiv.org)).

³ « Dans l'Assemblée domine maintenant un parti qui a fait un pacte avec les hommes de la terreur, qui prennent l'unité de l'Allemagne pour prétexte, mais qui allument en réalité la lutte de l'impiété, du parjure et du brigandage contre les trônes, pour renverser avec eux l'appui du droit, de la liberté et de la propriété. Les atrocités commises à Dresde, à Breslau et à Elberfeld, sous le prétexte hypocrite de l'unité allemande, en fournissent la triste preuve. Il y a de nouvelles atrocités: on en prépare encore. Ces énormités ayant fait perdre l'espoir d'atteindre par l'assemblée de Francfort l'unité de l'Allemagne, je n'en ai pas cependant désespéré dans ma sincérité et ma conviction royale. »

⁴ NGR, t.3, p. 351.

⁵ Un mot polonais qui désigne un rang de noblesse élevé.

sibles au bien de la patrie. Cette constitution sera soumise à l'examen et à l'approbation d'une diète formée de tous les Etats qui se joindront à l'état fédératif. Que l'Allemagne ait confiance dans le patriotisme et la loyauté du gouvernement prussien: sa confiance ne sera pas trompée. Voilà ma politique. ».

Et d'appeler « son peuple » à prendre les armes pour protéger la Prusse « contre ses ennemis intérieurs et extérieurs ».

- 16.05.49 Une Commission exécutive de quatre membres présidée par Lorenz Brentano¹ s'installe à la place du pouvoir vacant. Les tensions ne vont toutefois pas tarder à surgir dans le camp de l'insurrection en raison de la politique attentiste de Brentano qui entend bien endiguer, sinon entraver, le processus révolutionnaire. Dans son évocation de « La campagne pour la Constitution du Reich » Engels dressera un réquisitoire accablant contre Brentano qu'il accuse de trahison.
- 16.05.49 Le gouvernement prussien intime l'ordre à Marx de quitter le territoire dans les 24 heures. Ce bannissement correspond à une interdiction de fait (et non juridique) de la *Nouvelle Gazette Rhénane*.
Le journal publiera le **19 mai 49** cet avis de bannissement signé par le gouvernement à l'adresse du directeur de la police de Cologne, M. Geiger : « Dans ses numéros les plus récents, *la Nouvelle Gazette rhénane* incite de plus en plus résolument à mépriser le gouvernement existant, à opérer un bouleversement par la violence et à instaurer la république sociale. Le droit d'hospitalité qu'il a si honteusement violé sera donc retiré à son rédacteur en chef, le docteur Karl Marx et comme celui-ci n'a pas demandé l'autorisation de séjourner plus longtemps dans nos États, il lui est ordonné de les quitter dans un délai de vingt-quatre heures. S'il devait ne pas satisfaire volontairement à l'injonction qui lui est faite, il serait expulsé de force au-delà de la frontière.² ».
- 17.05.49 Un ordre d'arrestation est signé contre Engels en raison de sa participation à l'insurrection d'Elberfeld. Il quitte Cologne.
- 24.05.49 Le parlement de Francfort décide par 115 voix contre 35 de réduire à 100 membres le quorum requis pour voter les lois³.
- 26.05.49 Profitant de la situation créée par le soulèvement dans le sud-ouest, la Prusse obtient des princes qui ont sollicité son aide (la Saxe et le Hanovre) qu'ils signent, le 26 mai 49, un traité d'alliance en vue d'une **Union restreinte** basée sur un nouveau projet de la Constitution. S'élargissant progressivement à 28 Etats du nord de l'Allemagne, cette union suscitera bientôt l'hostilité ouverte de la Russie et de l'Autriche.
Une circulaire du 28 mai portera connaissance aux autres Etats allemands de la signature de ce traité.
- 30.05.49 A Berlin, le suffrage universel est aboli au profit du suffrage censitaire dit « des trois classes », chacune d'elles se trouvant définie selon la contribution de ses élus aux recettes
Cette législation est accueillie favorablement par la grande bourgeoisie d'affaires que ses revenus croissants rapprochaient de la noblesse terrienne.

¹ Les trois autres membres sont Armand Gögg (aux finances), Joseph Peter (à la Justice) et Carl Joseph Eichfeld (à la Guerre). Cette Commission exécutive siègera jusqu'au 1^{er} juin.

² NGR, t.3, p. 362.

³ Les 35 opposants donnent aussitôt leur démission. (Gotha, édition de l'année 1850, *Chronique* page 104) Les rappels des députés se sont accélérés : le 21 mai, les députés de Saxe et le 23 mai, les députés de Hanovre

fiscales directes¹. C'est sur cette base que seront organisées les élections des 17 et 27 juin 1849.

- 30.05.49 Le parlement de Francfort réduit à une centaine de députés (d'où l'appellation de *Rumpfparlament*, à savoir de « parlement croupon ») décide, par 71 voix contre 64, de se transporter à Stuttgart où il procède, le 6 juin 49, à l'élection d'un « Conseil de régence » (*Reichregentschaft*) de cinq membres². Il sera dispersé le 18 juin 49 par l'armée du Wurtemberg.
- 01.06.49 **La république est proclamée dans le grand-duché de Bade** où Lorenz Brentano prend la présidence du gouvernement provisoire³. En juin 1849, les révolutionnaires badois sont sous les ordres du général révolutionnaire polonais Ludwik Mieroslawski, qui abandonnera son commandement le 1^{er} juillet 49 en raison du manque de détermination de L. Brentano.
- 09.06.49 Les troupes prussiennes entrent dans le Palatinat et le grand-duché de Bade pour y rétablir l'ordre ancien. Les combats vont durer du 11 au 18 juin 49, avec une ultime résistance à Rastatt où la forteresse ne se rendra que le 23 juillet.
- 17.06.49 Elections en Prusse du 17 au 27 juin 49 selon la nouvelle loi électorale dite des trois classes. Le scrutin assure le triomphe de la droite mais il est marqué par une abstention massive. Elle atteint 89 % en Rhénanie.
- 18.06.48 Le roi de Wurtemberg fait arrêter les parlementaires de Francfort qui continuaient à siéger dans les locaux de la Diète de Stuttgart⁴. Le parlement est disloqué par la troupe.
- 18.06.49 Les troupes russes entrent en Hongrie sous le commandement du général Ivan Fiodorovitch Paskievitch, duc de Varsovie. La supériorité écrasante des forces russes et autrichiennes conduira nécessairement à la défaite des Hongrois.
- 23.07.49 **La capitulation de la forteresse de Rastatt marque la fin de la révolution badoise et met un terme à la révolution allemande de 1848-49.**
- 13.08.49 Après une série de défaites, l'armée hongroise dépose les armes à Világos devant les troupes russes du général Rudiger. Dès le 11 août 49, Kossuth avait abandonné la direction de la lutte, cédant le pouvoir au général Arthur Görgey⁵ et il avait franchi la frontière suisse. La répression autrichienne conduite par le violent baron Julius von Haynau (celui qu'on surnommait la hyène de Brescia) sera d'une extrême brutalité.
- L'empire d'Autriche est rétabli tandis que le prestige du tsar de Russie sort grandi de cette crise.**

*

Engels enchaîne à présent trois contributions sur **la fin des évènements révolutionnaires**.

¹ *Almanach de Gotha* pour l'année 1850, Chronique, p. 107

² Dont Karl Vogt.

³ Un gouvernement de 5 membres composé autour de Brentano de Joseph Fickler, Joseph Peter, Armand Gögg et Franz Sigel

⁴ Le 8 juin 49, le ministère wurtembergeois avait proclamé une déclaration contre l'activité à Stuttgart du parlement de Francfort, refusant qu'elle engage les troupes du Wurtemberg « dans une lutte homicide et tout à fait inégale vis-à-vis des grands Etats de l'Allemagne » (*Gotha*, année 1850, *Chronique*, p. 112).

⁵ « Je me démetts du gouvernement, *déclarait-il*, et j'investis du souverain pouvoir civil et militaire le général Arthur Görgey. J'attends de lui, en le rendant responsable devant Dieu, la nation et l'histoire, qu'il s'efforcera de faire usage de ce pouvoir pour sauver l'indépendance nationale et politique de notre malheureuse patrie ». Devant une situation devenue désespérée, Görgey ne pouvait que déclarer à son tour : « Je me charge provisoirement de la dictature militaire; tout ce qui, dans la triste situation actuelle, pourra être fait pour la patrie, je le ferai par la voie des armes ou par des voies pacifiques, et de telle manière que les fardeaux soient allégés, que les dévastations et les cruautés cessent. Je conseille aux citoyens de se retirer paisiblement dans leurs foyers, de ne point s'immiscer dans la lutte en tentant le sort des combats: ce que Dieu décidera à notre égard, nous le supporterons avec un mâle courage. » (« *Almanach de Gotha* pour l'année 1851, Chronique, p. 20).

Et d'abord le chapitre 17, du **18 septembre 1852**, intitulé « **L'insurrection** ».

L'inévitable conflit entre l'Assemblée nationale de Francfort et les gouvernements des Etats allemands éclata enfin en hostilités ouvertes pendant les premiers jours de mai 1849. Les députés autrichiens, rappelés par leur gouvernement, avaient déjà quitté l'Assemblée et s'en étaient retournés chez eux¹, sauf quelques membres de la gauche démocratique. La majorité des membres conservateurs, sentant la tournure qu'allaient prendre les choses, se retirèrent avant même que leurs gouvernements respectifs leur en eussent donné l'ordre. Indépendamment même des causes exposées dans les précédents articles, qui renforçaient l'influence de la gauche, il suffisait que les membres de la droite eussent déserté leurs postes pour que l'ancienne minorité se transformât en majorité de l'Assemblée. La nouvelle majorité qui n'avait jamais, à aucun moment, rêvé un bonheur pareil, avait profité de sa situation dans l'opposition pour écumer de rage contre la faiblesse, l'indécision, l'indolence de l'ancienne majorité et de son vicaire d'Empire. Et maintenant, c'était *elle*, la gauche, qui tout à coup se trouvait appelée à remplacer cette ancienne majorité. C'était à *elle* maintenant de montrer ce dont elle était capable. Sa domination, cela allait sans dire, serait une domination énergique, active, résolue. *Elle*, l'élite de l'Allemagne, réussirait promptement à faire marcher le sénile vicaire d'Empire et ses ministres vacillants ; au cas où elle n'y réussirait pas, elle déposerait par la force — il n'y avait pas à en douter — cet impuissant gouvernement, au nom du droit souverain du peuple, et le remplacerait par un pouvoir exécutif énergique, infatigable, qui assurerait le salut de l'Allemagne. Pauvres hères ! *Leur* gouvernement — si l'on peut parler de gouvernement là où personne n'obéissait — c'était une chose plus ridicule encore que même celui de leurs prédécesseurs.

Tout ironie mise à part, il est exact que le parlement sera incapable de se doter d'un exécutif qui réponde à la situation nouvelle créée par le rappel des députés autrichiens dès avril 49 et par celui des députés prussiens le 15 mai 49. Le ministère d'Empire présidé par l'Archiduc Jean restera en place jusqu'en juin 1849. Et il faudra attendre le déplacement à Stuttgart pour que l'on procède, le 6 juin 49, à la constitution d'un « Conseil de régence ».

La nouvelle majorité déclara que malgré tous les obstacles il fallait immédiatement appliquer la nouvelle Constitution; que le 15 juillet suivant le peuple devait élire les députés au nouveau Parlement et que celui-ci se réunirait à Francfort, le 15 août prochain. Or c'était là une déclaration de guerre ouverte à tous les gouvernements qui n'avaient pas reconnu la Constitution impériale, au premier rang desquels étaient la Prusse, l'Autriche, la Bavière, comprenant plus que les trois quarts de la population allemande, déclaration de guerre qu'ils s'empressèrent d'accepter. La Prusse et la Bavière, à leur tour, rappelèrent les députés qui les représentaient à Francfort, et hâtèrent leurs préparatifs militaires contre l'Assemblée nationale. D'un autre côté les manifestations du parti démocratique (hors du parlement) en faveur de la Constitution du Reich et de l'Assemblée nationale se faisaient plus turbulentes, plus violentes² ; et la masse des travailleurs, dirigée par les hommes du parti le plus extrême, était prête à prendre les armes pour une cause qui, si elle n'était pas la leur, leur donnait du moins une chance d'approcher de leurs buts en débarrassant l'Allemagne des anciennes entraves monarchiques. Partout peuple et gouvernement étaient face à face, prêts au combat; l'explosion était inévitable ; la mine était chargée ; il ne fallait qu'une étincelle pour la faire sauter. La dissolution du parlement en Saxe, l'appel de la Landwehr (la réserve militaire) en Prusse, la résistance ouverte du gouvernement à la Constitution du Reich, furent ces étincelles ; elles tombèrent ; et soudain le pays fut embrasé.

¹ Pour rappel, la décision de l'Autriche de rappeler ses députés date du 5 avril 1849 après qu'au parlement de Francfort les partisans de la « petite Allemagne » eurent emporté la décision et que fut votée, le 28 mars, la Constitution du Reich.

² Parmi ces manifestations, le congrès de *Zentralmährverein* qui se réunit les 6 et 7 mai 49 dans la ville même de Francfort.

A l'exception de Dresde et du soulèvement de Bade, la mobilisation de la *Landwehr* (des troupes de la réserve territoriale) est demeurée plutôt passive. Il s'agit assurément bien d'une mutinerie et d'un refus de combattre « l'ennemi intérieur », mais en l'absence d'une direction politique du mouvement, les régiments en révolte sont le plus souvent restés sur place, comme à Elberfeld, sans établir de jonction avec les unités des villes voisines.

A Dresde, le 4 mai, le peuple victorieux s'empara de la ville et en chassa le roi, pendant que tous les districts d'alentour envoyaient des renforts aux insurgés. Dans la Prusse rhénane et en Westphalie, la *Landwehr* refusa de marcher, prit d'assaut les arsenaux et s'arma pour la défense de la Constitution du Reich. Dans le Palatinat le peuple empoigna les fonctionnaires du gouvernement bavarois, saisit les caisses publiques, et installa un Comité de Défense qui plaçait la province sous la protection de l'Assemblée nationale. Dans le Wurtemberg le peuple força le roi à reconnaître la Constitution impériale et à Bade l'armée unie au peuple contraignit le grand-duc à prendre la fuite et établit un gouvernement provisoire. Sur d'autres points de l'Allemagne, le peuple n'attendait qu'un signal décisif de l'Assemblée pour se lever les armes à la main et se mettre à sa disposition.

La position de l'Assemblée nationale était bien plus favorable qu'on ne devait s'y attendre après son passé sans gloire. La moitié ouest de l'Allemagne avait pris les armes pour sa défense ; l'armée était partout hésitante ; dans les petits États elle inclinait incontestablement vers le mouvement : l'Autriche était paralysée par la marche victorieuse des Hongrois, et la Russie, cette réserve du gouvernement allemand, rassemblait toutes ses forces pour soutenir les Autrichiens contre les troupes Magyares. Il ne s'agissait que de soumettre la Prusse, et vu les sympathies révolutionnaires qui existaient en ce pays, il y avait assurément des chances pour atteindre ce but. Tout dépendait donc de l'attitude de l'Assemblée.

L'un des apports de cette séquence réside dans cette manière de leçon que délivre Engels à l'adresse des apprentis révolutionnaires. Son goût pour les questions de stratégie militaire lui vaudra le surnom familier de *Général*¹.

Or, l'insurrection est un art au même titre que la guerre ou n'importe quel autre art : elle est soumise à certaines règles pratiques dont la négligence entraîne la ruine du parti qui les omet. Ces règles, logiquement déduites de la nature des partis et des circonstances avec lesquels il faut compter en pareil cas, sont tellement claires et simples que la courte expérience de 1848 suffisait pour les apprendre aux Allemands. Premièrement, ne jouez jamais avec l'insurrection si vous n'êtes pas décidés à affronter toutes les conséquences de votre jeu. L'insurrection est un calcul avec des grandeurs très indéterminées dont la valeur peut varier tous les jours ; les forces que vous combattez ont sur vous l'avantage de l'organisation, de la discipline et de l'autorité traditionnelle ; si vous ne pouvez leur opposer des forces supérieures, vous êtes battus, vous êtes perdus. Deuxièmement, une fois entré dans la carrière révolutionnaire, agissez avec la plus grande détermination et prenez l'offensive². La défensive est la mort de tout soulèvement armé ; il est perdu avant de s'être mesuré avec l'ennemi. Attaquez vos ennemis à l'improviste, pendant que leurs troupes sont éparpillées ; faites en sorte de remporter de nouveaux succès, si petits soient-ils mais quotidiens ; maintenez l'ascendant moral que vous aura valu le premier soulèvement victorieux ; ralliez autour de vous les éléments flottants qui toujours suivent l'impulsion la plus forte et se rangent toujours du côté le plus sûr ; forcez vos ennemis à battre en retraite avant qu'ils aient pu réunir leurs forces contre vous ; suivant le mot de Danton, le plus grand maître en tactique révolutionnaire connu jusqu'ici : *de l'audace, de l'audace, encore de l'audace !*

Que devait faire alors l'Assemblée de Francfort pour échapper à la ruine certaine qui la menaçait ? Avant tout, voir clair dans la situation et se persuader qu'il n'y avait d'autre choix : ou se soumettre sans condition

¹ Une compétence non moins, qui impressionnera les lecteurs de ses futures analyses de la guerre de Sécession en Amérique, à ce point qu'elles ont pu paraître émaner d'un officier de haut rang.

² Une consigne déterminante quand on constate à quel point les insurrections défensives, comme à Paris en juin 48, comme à Dresde en mai 49, étaient inéluctablement vouées à l'échec.

au gouvernement, ou prendre fait et cause pour l'insurrection armée, sans réserve et sans hésitation. Ensuite, reconnaître publiquement tous les soulèvements qui avaient déjà éclaté et engager partout le peuple à prendre les armes pour la défense de la Représentation nationale, déclarant hors la loi tous les princes, ministres et autres, qui oseraient s'opposer au peuple souverain représenté par ses mandataires. En dernier lieu, déposer immédiatement le vicaire d'Empire, créer un pouvoir exécutif fort, actif et sans scrupules, appeler des troupes insurgées à Francfort pour sa protection immédiate, fournissant ainsi un prétexte légal pour l'extension de l'insurrection, organiser en un corps compact toutes les forces dont elle disposait, en un mot, profiter vivement et sans hésiter de tous les moyens disponibles à son service pour fortifier sa position et affaiblir celle de ses ennemis.

De tout cela les vertueux démocrates de l'Assemblée de Francfort firent tout juste le contraire. Non contents de laisser les choses aller comme elles voulaient, ces hommes de cœur allèrent jusqu'à étouffer par leur opposition tous les mouvements insurrectionnels qui se préparaient.

Parmi les acteurs politiques qu'il évoque dans leur rôle de « démocrates », Engels fait une exception pour deux d'entre eux qu'il distingue nommément : **Karl Vogt** et **Wilhelm Wolff**.

Karl Vogt ? Il se trouve que peu après la reddition de Dresde, il s'était rendu à Nuremberg où devait se tenir, le 13 mai 49, une importante manifestation ; il s'y était appliqué à recommander la prudence et le recours à des méthodes légales comme le refus des impôts¹. On peut négliger qu'à cette date de septembre 1852, lorsqu'Engels rédige son article, Marx et lui se trouvent engagés dans de vives polémiques avec les milieux de l'immigration allemande dont K. Vogt était un protagoniste².

Wilhelm Wolff ? L'ami de Marx et d'Engels, leur proche collaborateur au sein de la *Ligue* depuis les années bruxelloises, avait siégé au parlement de Francfort en mai 49 en remplacement du député libéral de Breslau Gustav Adolf Stenzel³ dont il était le suppléant⁴. Le 26 mai 1849, Wolff était intervenu à la tribune au cours du débat sur l'Adresse « Au peuple allemand » qu'il estimait verbeuse et inappropriée à la situation et pour dénoncer, sous les protestations de l'Assemblée, le Vicaire d'Empire et son ministère comme « traîtres au peuple »⁵.

C'est ce que fit, par exemple, M. Karl Vogt à Nuremberg. Ils laissèrent étouffer les insurrections de Saxe, de Prusse rhénane et de Westphalie, sans autrement leur venir en aide que par une protestation sentimentale posthume contre la violence inouïe du gouvernement prussien. Ils entretenaient des rapports diplomatiques secrets avec les insurrections du Sud de l'Allemagne, mais ils se gardèrent bien de leur donner l'appui d'une reconnaissance ouverte. Ils savaient que le vicaire d'Empire était se connivence avec les gouvernements et néanmoins ils s'adressèrent à lui, qui ne bougeait pas, pour contrecarrer les intrigues de ces gouvernements. Les ministres de l'Empire, de vieux conservateurs, ne manquaient pas, dans chaque séance, de tourner en ridicule cette Assemblée impuissante, et elle les laissait faire. Et quand Wilhelm Wolf, un député silésien, et l'un des rédacteurs de la *Neue Rheinische Zeitung*, les somma de mettre hors la loi le vicaire d'Empire, lequel, disait-il avec juste raison, était le premier et le plus grand traître envers l'Empire, il fut hué par l'unanime et vertueuse indignation de ces démocrates révolutionnaires. Bref, ils continuèrent de parler, protester et proclamer, sans jamais trouver ni le courage ni l'esprit d'agir ? Cependant les troupes hostiles des gouvernements avançaient toujours et leur propre pouvoir exécutif, le vicaire d'Empire, complotait activement

¹ J. Droz, « Les révolutions allemandes de 1848 », p. 605.

² La polémique avec K. Vogt prendra une dimension passionnée lorsque ce dernier publiera, le 23 mai 1859, un article calomnieux (intitulé « Zur Warnung », à savoir « Mise en garde ») à l'adresse de Marx qui, abandonnant sur le champ ses travaux de l'époque, entreprendra d'élaborer sa réplique dans la brochure « Herr Vogt » parue en décembre 1860.

³ G. A. Stenzel s'était retiré du parlement avec son groupe.

⁴ Elu à ce poste en mai 48 par le district de Strigau, en Basse Silésie.

⁵ Le compte rendu sténographique de l'intervention de Wolff se trouve reproduit par Marx au chapitre 6 (« Vogt et la *Neue Rheinische Zeitung* ») de la brochure *Herr Vogt* qu'il publie en novembre 1860 (pp. 157-162 de l'édition Alfred Costes de l'ouvrage, Paris 1927). Engels la cite à son tour dans la biographie de Wilhelm Vogt qu'il publiera entre juillet et novembre 1876 dans une série d'articles de la revue de Leipzig « *Neue Zeit* » (*Marx Engels Werke*, vol. 19, pp. 53-87, en allemand, et *Marx Engels Collected Works*, vol. 24, pp. 129-169, en anglais)

avec les princes allemands leur perte prochaine. C'est ainsi que cette méprisable Assemblée tomba définitivement dans le discrédit ; les insurgés qui s'étaient levés pour la défendre cessèrent désormais de s'intéresser à elle et quand plus tard elle eut, comme nous le verrons, une fin ignominieuse, elle mourut sans que personne ne se souciât de sa disparition sans honneur.

*

Ensuite le chapitre 18, du **2 octobre 1852**, intitulé « **Les petits bourgeois** ».

Les apports de cette pénultième contribution sont plutôt modestes au regard des précédentes analyses et peuvent sans dommage se résumer **aux trois propositions suivantes** :

1. C'est « **la classe ouvrière des villes** » qui a fourni l'essentiel des forces combattantes, même si, comme le souligne une nouvelle fois Engels, ce combat n'était, au fond, pas le sien :

La classe ouvrière prit part à cette insurrection, comme elle l'eût fait à toute autre qui eût promis ou d'écarter quelque obstacle dans son acheminement vers le pouvoir politique et la révolution sociale, ou du moins de pousser les classes de la société plus influentes, mais moins courageuses, dans une voie plus résolue et plus révolutionnaire que celle qu'elles avaient suivie jusqu'alors. En prenant les armes, la classe ouvrière se rendait parfaitement compte que cette lutte n'était pas directement la sienne, mais elle suivit la seule tactique juste pour elle, de ne permettre à aucune classe qui s'était élevée sur ses épaules (comme la bourgeoisie l'avait fait en 1848) de consolider sa domination de classe, sans ouvrir tout au moins un large champ à la classe ouvrière où il lui fut possible de lutter pour ses propres intérêts ; et, dans tous les cas, de provoquer une crise qui, ou bien lancerait la nation pleinement et irrésistiblement dans une carrière révolutionnaire, ou bien rétablirait autant que possible le statu quo d'avant la république et par là rendrait inévitable une nouvelle révolution. Dans les deux cas la classe ouvrière représentait les intérêts véritables et bien compris de la nation tout entière, en hâtant autant que possible ce mouvement révolutionnaire, qui pour les vieilles sociétés de l'Europe civilisée est devenue désormais une nécessité historique¹ avant qu'aucune d'elles pourra de nouveau aspirer à un développement plus tranquille et plus régulier de ses forces.

2. La **paysannerie** dans sa composante la plus pauvre, ouvriers agricoles et petits fermiers, s'est jointe au mouvement mais sans manifester de particulière détermination dans son engagement.

Quant aux gens de la campagne qui se joignirent à l'insurrection, ils furent jetés principalement dans les bras du parti révolutionnaire, d'une part par le poids relativement énorme des impôts, d'autre part par les servitudes féodales qui pesaient sur eux.

Sans initiative propre, ils formèrent la queue des autres classes engagées dans l'insurrection, flottant entre les ouvriers d'un côté et la petite bourgeoisie de l'autre. Presque toujours c'était la position sociale de l'individu qui décidait du côté où il se rangeait ; l'ouvrier agricole, en général, soutenait l'ouvrier de la ville, le petit fermier était enclin à marcher la main dans la main avec le petit boutiquier.

3. La **petite bourgeoisie** peut être tenue pour « la classe dirigeante de l'insurrection », mais sa représentation politique s'est montrée incapable d'assumer une telle responsabilité.

Cette classe de petits bourgeois, dont à différentes reprises nous avons fait remarquer l'influence et l'importance, peut être considérée comme

¹ Engels, on le voit, envisage moins la classe ouvrière dans sa composante strictement sociologique que dans son rôle historique selon une *nécessité* dont la dimension, à cette époque, est fondamentalement théorique.

la classe dirigeante de l'insurrection de mai 1849. Comme cette fois aucune des grandes villes d'Allemagne ne faisait partie des centres du mouvement, la classe des petits bourgeois, qui dans les villes moyennes et petites prédominent toujours, trouva moyen de prendre en main la direction du mouvement. Nous avons vu, d'ailleurs, que dans cette lutte pour la Constitution du Reich et pour les droits du Parlement allemand c'étaient justement les intérêts de cette classe qui étaient en jeu. Dans chacun des gouvernements provisoires établis dans les districts insurgés, la majorité représentait cette catégorie du peuple ; ce qu'elle accomplissait peut donc raisonnablement donner la mesure de ce dont la petite bourgeoisie est capable..., capable, comme nous le verrons, de rien, si ce n'est de ruiner tout mouvement qui met sa confiance en elle.

La petite bourgeoisie, grande par la vantardise, est impuissante pour l'action et craintive quand il faut risquer quelque chose. La nature mesquine de ses transactions commerciales et financières est éminemment faite pour marquer son caractère de l'empreinte d'irrésolution et de manque d'initiative ; il faut s'attendre à ce que son activité politique offre la même caractéristique. Ainsi la petite bourgeoisie encouragea l'insurrection par des paroles ronflantes et force bravades sur ce qu'elle allait accomplir ; elle était toute disposée à s'emparer du pouvoir aussitôt que l'insurrection, bien malgré elle, avait éclaté, et elle ne se servit du pouvoir que pour annuler l'effet de l'insurrection. Partout où un conflit à main armée avait amené une crise sérieuse, les petits bourgeois étaient atterrés par la situation dangereuse qui leur était faite ; atterrés par le peuple qui avait pris au sérieux leurs grandiloquents appels aux armes ; atterrés, par-dessus tout, par les conséquences que pourrait avoir pour leurs positions sociales, pour leurs fortunes, la politique où ils avaient été contraints de s'engager. N'attendait-on pas d'eux qu'ils risquassent « la vie et la propriété », comme ils avaient coutume de dire, pour la cause de l'insurrection ? N'étaient-ils pas obligés d'occuper des positions officielles dans l'insurrection, ce qui, en cas de défaite, les exposait à perdre leur fortune ? Et, en cas de victoire, n'étaient-ils pas sûrs que les prolétaires victorieux, qui formaient le gros de l'armée combattante, s'empresseraient de les chasser de leurs places et de bouleverser toute leur politique ? Placés ainsi entre des dangers opposés qui l'enserraient de toutes parts, la petite bourgeoisie ne savait faire d'autre usage de son pouvoir que de laisser toutes choses aller à l'aventure, ce qui, comme de juste, détruisait le peu de chances qui pouvaient exister encore et ruinait l'insurrection. Sa tactique, ou plutôt son manque de tactique, était partout la même ; c'est pourquoi les insurrections de mai 1849, partout en Allemagne, sont taillées sur le même patron.

La contribution se termine par une très brève évocation des combats de Dresde¹, dans le Palatinat et le grand duché de Bade. Engels y oppose la trahison des « régents petits bourgeois,² » Brentano en tête, et le courage des combattants dans un combat trop inégal compte tenu de l'engagement militaires des troupes prussiennes commandées par le prince Guillaume, alias le prince mitraille.

Ainsi que dans toute guerre insurrectionnelle où les troupes se composent d'un mélange de soldats bien exercés et de recrues inexpérimentés, il y eut dans l'armée révolutionnaire abondance d'héroïsme et abondance de panique indigne de soldats, et parfois inexplicable ; mais pour si imparfaite qu'elle dût nécessairement être, elle eut du moins cette satisfaction qu'une force de quatre fois son nombre n'était pas considérée comme suffisante pour la mettre en déroute et que cent mille hommes de troupes régulières, dans une campagne contre 20 000 insurgés, la traitèrent militairement avec autant d'égards que s'ils eussent eu à combattre la vieille garde de Napoléon.

¹ Juste pour signaler que les insurgés trouvèrent *dans le refuge russe Michel Bakounine* « un chef capable et de sang froid » (p.294)

² Engels écrit : « Ils s'installèrent dans leurs fauteuils ministériels avec, dans le cœur, le sentiment de leur crime. Que peut-on demander de pareils poltrons ? Non seulement ils abandonnèrent l'insurrection à sa spontanéité, sans unité de commandement et partant sans efficacité mais ils firent tout ce qui était en leur pouvoir pour briser l'allant du mouvement, pour l'affaiblir, pour le réduire à néant. » (p. 295)

L'insurrection avait éclaté en mai ; au milieu de juillet 1849 elle était complètement vaincue et la première révolution allemande était close.

*

L'ultime article de la série¹, le dix-neuvième, a paru le **22 décembre 1852** sous le titre « **La fin de l'insurrection** ». Engels décrit les vicissitudes de l'Assemblée Francfort après que la plupart des députés libéraux prussiens et autrichiens eurent déserté l'hémicycle, ne laissant en place, et en position d'exercer seuls le pouvoir que la petite centaine d'élus du camp démocratique.

Or au lieu de prendre la direction politique de l'insurrection armée :

La voie à suivre par ces débris d'un parlement était toute tracée. Ils devaient s'allier ouvertement et résolument avec l'insurrection, lui prêter ainsi toute la force que pouvait conférer la légalité, en même temps qu'ils s'assuraient une armée pour leur propre défense. Ils devaient sommer le pouvoir central de cesser immédiatement les hostilités, et si, comme c'était à prévoir, ce pouvoir ne voulait ni ne pouvait le faire, le déposer aussitôt et le remplacer par un gouvernement plus énergique. S'il était impossible d'amener les troupes insurgées à Francfort (chose facile dans les commencements, alors que les gouvernements des Etats étaient peu préparés et encore hésitants), l'Assemblée devait se porter de suite au centre même de la région insurgée. Tout cela exécuté promptement et énergiquement, au plus tard vers le milieu ou la fin de mai, il y avait chance de succès à la fois pour l'insurrection et l'Assemblée nationale.

cette majorité de circonstance va poursuivre une ligne politique obstinément légaliste qui ne pouvait que la conduire dans l'impasse.

Agir aussi énergiquement n'était pas le fait des représentants de la petite bourgeoisie allemande. Ces hommes d'Etat ambitieux ne s'étaient pas du tout affranchis de leurs illusions. Les députés qui avaient perdu la croyance fatale pour eux dans la force et l'inviolabilité du parlement, avaient déjà déguerpi ; les démocrates qui restaient, n'étaient nullement disposés à renoncer aux rêves de puissance et de grandeur qu'ils avaient caressés douze mois durant. Fidèles à la ligne qu'ils avaient suivie dans le passé, ils reculèrent devant toute action décisive jusqu'au moment où toute chance de succès et même toute chance de défaite avec les honneurs de la guerre eût disparu. Pour le plaisir de déployer une activité factice et brouillonne, dont l'inanité jointe aux plus grandes prétentions ne pouvait pas ne pas exciter la pitié et la raillerie, ils continuèrent à adresser résolutions, adresses et requêtes à un vicair d'Empire qui n'en prenait même pas connaissance et à des ministres qui étaient ouvertement ligüés avec l'ennemi².

Le déplacement de l'Assemblée à Stuttgart et la désignation d'une régence de cinq membres ne changeront rien à une conduite qui a perdu tout contact à cette époque avec les réalités militaires et politiques. Le 18 juin 1849, l'armée du Wurtemberg procédera à l'expulsion du parlement des locaux de la Diète de Stuttgart.

Retenons cette **conclusion d'Engels en guise de bilan** :

Ainsi s'évanouit le parlement allemand et avec lui la première et dernière création de la révolution. Sa convocation avait été le premier témoignage qu'une révolution avait réellement eu lieu en Allemagne, et il exista tant que celle-ci, la première révolution allemande moderne, ne fut pas close. Elu sous l'influence d'une classe capitaliste, par une population rurale émiettée et désagrégée, à peine émergée dans sa majorité de la torpeur féodale, ce parlement servit à porter en bloc sur la

¹ Le volume des Editions sociales ajoute un vingtième article intitulé « Le procès des communistes à Cologne », (paru dans le *New York Daily Tribune* du 22 décembre 1852) qui n'appartient manifestement pas au même thème.

² Engels rappelle ici l'intervention du 26 mai 1849 de Wilhelm Wolff réclamant la mise en accusation du vicair d'Empire et de son ministère.

scène politique tous les grands noms populaires de 1820-1848, et à les démolir complètement ensuite. Toutes les célébrités du libéralisme bourgeois y étaient réunies. La bourgeoisie attendait des miracles ; elle récolta la honte pour elle et pour ses représentants. La classe des capitalistes, industriels et commerçants, avait subi une plus grave défaite en Allemagne que partout ailleurs ; tout d'abord battue, brisée, chassée des hauts emplois dans chaque ville d'Allemagne, elle fut ensuite vaincue, déshonorée et conspuée dans le Parlement central allemand. Désormais une politique libérale, le règne de la bourgeoisie, que ce soit sous forme de gouvernement monarchique ou républicain, est impossible en Allemagne.

*

1.2. Fr. Engels, *La campagne pour la Constitution du Reich*

Le **25 juillet 1849**, de Vevey dans le canton de Vaud où il séjourne après la défaite de Rastatt, Engels adresse à Jenny Marx¹ une lettre qui donne de ses nouvelles.

A Kaiserslautern, je m'étais gardé de toute participation à la soi-disant révolution; mais lorsque les Prussiens arrivèrent, je ne pus pas résister à l'envie de prendre part à la guerre. Willich² était le seul officier qui valût quelque chose, j'allai donc le rejoindre et devins son aide de camp. J'ai pris part à quatre combats, dont deux assez importants surtout celui de Rastatt et j'ai trouvé que le courage de taper dans le tas, qu'on vante tant, était la qualité la plus commune que l'on puisse avoir. Le sifflement des balles est quelque chose de tout à fait insignifiant et, pendant toute la campagne, si j'ai assisté à beaucoup de lâchetés, je n'ai pas vu une douzaine d'hommes se conduire en lâches au combat mais d'autant plus de « sots courageux ». Enfin partout, je m'en suis sorti avec de la chance et au bout du compte, c'est bien que quelqu'un de la *Neue Rheinische Zeitung* ait été là, car toute la racaille démocratique était en pays de Bade et dans le Palatinat et se targue maintenant de faits d'armes qu'elle n'a pas accomplis. On aurait encore dit: ces messieurs de la *Neue Rheinische Zeitung* sont trop lâches pour se battre. Or de tous ces messieurs les démocrates, personne ne s'est battu, sauf moi et Kinkel³. Ce dernier s'est enrôlé dans notre détachement comme fantassin et s'est très bien battu; dans le premier combat auquel a participé, il a été blessé à la tête et fait prisonnier.

Après que notre détachement eut couvert la retraite de l'armée baloise, nous entrâmes en Suisse, 24 heures après tous les autres, et sommes arrivés hier à Vevey.

Marx lui répond le 1^{er} août. « J'ai éprouvé, écrit-il, les plus vives inquiétudes pour toi et j'ai vraiment ressenti une grande joie en recevant hier une lettre de ta main ». Et il ajoute aussitôt : « Tu as maintenant l'occasion rêvée d'écrire une histoire ou un pamphlet sur la révolution dans le pays de Bade et le palatinat. Si tu n'avais pas pris part à cette guerre, nous n'aurions jamais pu dire publiquement ce que nous pensions de cette mascarade. Tu as là l'occasion de justifier brillamment la position de la *Neue Rheinische Zeitung* envers le parti démocrate⁴. ».

Engels se mettra au travail dès la fin de ce mois d'août 1849.

Il l'annonce le 24 août 1849 à Jakob Schabelitz, un libraire-éditeur suisse auprès de qui il s'informe d'une possible publication:

Je suis maintenant à Lausanne et rédige mes *Mémoires* sur la farce qu'a été la révolution du pays de Bade et du Palatinat. Tu me connais trop pour croire que j'aie pu sur le plan politique participer à cette affaire perdue d'avance. A Karlsruhe et Kaiserslautern, j'ai ri très tranquillement des gaffes et de l'irrésolution du gouvernement provisoire, décliné tous les postes qu'on m'offrait et ce n'est que lorsque les Prussiens arrivèrent que je rejoignis Willich à Offenbach et que je fis la campagne avec lui en qualité d'aide de camp. Tantôt au quartier général, tantôt face à l'ennemi, assurant sans cesse la correspondance avec le haut commandement, en relation constante avec d'Ester, qui, avec sa « camarilla rouge », poussait le gouvernement en avant, j'eus l'occasion, dans divers combats et finalement à la bataille de Rastatt, de voir beaucoup de choses et de

¹ Il ignore tout de Marx, qu'il croit incarcéré à Paris. La lettre se trouve aux pages 18-20 du deuxième volume de la *Correspondance* Marx Engels aux Éditions sociales, Paris 1971.

² Membre de la *commune* de la Ligue à Cologne avec Andreas Gottschalk, August von Willich deviendra en 1850-1853 à Londres l'un des adversaires de Marx au sein de la fraction dissidente de la *Ligue* reconstituée, dite « la fraction Willich Schapper ». Nous y reviendrons dans un prochain fascicule consacré à cette première période de l'exil londonien.

³ Après des études de théologie, Gottfried Kinkel (1815-1882) s'était lancé dans l'action politique en mars 1848 à la tête notamment d'un journal à Bonn où il défendait une position hostile à la lutte des classes. Condamné à la prison à vie pour sa participation aux combats de Rastatt, il réussira en novembre 1850 une évasion spectaculaire qui lui assurera une grande notoriété dans les milieux de l'immigration allemande à Londres. Marx et Engels manifesteront à son égard une constante animosité.

⁴ *Correspondance*, vol. 2, p. 25. Marx termine par cette note « Je suis convaincu que l'ouvrage aura du succès et te rapportera de l'argent », qui trahit au passage l'extrême détresse matérielle dans laquelle sa famille et lui se trouvent à Paris à cette époque.

beaucoup apprendre. Tu sais que j'ai assez d'esprit critique pour ne pas partager les illusions des républicains « braillards » ordinaires et pour voir comment chez les grands chefs le manque de courage se dissimule derrière les grands mots.

Mon ouvrage, comme il convient à la *Neue Rheinische Zeitung* présentera de cette histoire une interprétation bien différente de celle qu'adopteront les récits qu'on nous annonce. Il dévoilera plus d'une sale combine et contiendra spécialement beaucoup de choses neuves sur les histoires du Palatinat qui, jusqu'à présent, ne sont presque pas connues. Ce ne sera pas gros: 4 à 6 placards à peu près¹.

Le 25 août 49, c'est auprès de Joseph Weydemeyer qu'il s'inquiète de trouver un éditeur :

(...) après tant d'arrestations en Hesse et dans le Palatinat², après 3 semaines de vie de cocagne à Kaiserslautern, après 4 semaines d'une glorieuse campagne où, pour me distraire, je ceignis même le sabre et jouai à l'aide de camp de Willich, après 4 semaines de cantonnement ennuyeux avec le détachement de réfugiés dans le canton de Vaud, me voici enfin de nouveau libre de mes mouvements et de mes décisions, ici à Lausanne. En tout premier lieu je vais m'asseoir à ma table et faire le récit de cette joyeuse farce ... palatino-badoise. Mais comme je ne suis plus du tout en liaison avec l'Allemagne, que j'ignore également quelles villes sont ou ne sont pas en état de siège, je ne sais pas à quel éditeur m'adresser. Je ne connais plus du tout cette gent. Tu es sur place et tu dois par conséquent mieux savoir quels libraires seraient disposés à publier une telle histoire qui, bien entendu, ne présente pas le moindre danger et ne fera courir le risque ni d'une confiscation ni d'un procès³.

*

Rédigées d'un premier jet en Suisse, ces pages paraîtront entre mars et avril 1850 dans les trois premiers numéros de la *Neue Rheinische Zeitung-Politische-ökonomische Revue*.

Nos références se rapportent au volume intitulé *La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne* paru aux Editions sociales en 1951 dans une traduction de Laurence Lentin.

*

Le texte se compose d'une introduction et de 4 chapitres :

1. La Prusse rhénane
2. Karlsruhe
3. Le Palatinat
4. Mourir pour la République

*

Dans **une brève introduction**, Engels examine les rôles joués par **les diverses classes sociales**.

« L'âme de tout le mouvement, *écrit-il*, fut la classe de la petite bourgeoisie⁴, celle qu'on appelle de préférence la bourgeoisie⁵ et qui est justement en Allemagne, et surtout dans le Sud la classe dominante ». C'est elle, observe-t-il, qui a constitué l'aile gauche du parlement de Francfort ; c'est elle qui a dominé dans les multiples comités surgis en défense de la Constitution.

¹ *Correspondance*, vol. 2, pp. 31-32.

² Parmi les vicissitudes qu'Engels évoque ici, il faut mentionner son arrestation à Kirchheimbolanden au début de juin 49 : alors qu'il était en mission dans cette petite ville avec Joseph Moll, il s'était tant répandu en critiques contre l'organisation militaire qu'il était apparu comme un agent de l'ennemi et s'était vu placer en état d'arrestation. Il avait fallu l'intervention de Karl d'Ester pour le tirer d'embarras. L'anecdote est racontée par lui au chapitre 3 (« Le Palatinat ») de son récit (pp. 163-164). Nous y reviendrons.

³ *Correspondance*, vol. 2, p. 33.

⁴ « die Klasse der kleinen Bourgeoisie », dit le texte allemand.

⁵ « der Bürgerstand », dit le texte allemand (le concept de « Stand » relevant de l'ancienne division de la société en « états »)

Il nuance toutefois ce constat en précisant :

Si cela avait dépendu d'elle, la petite bourgeoisie n'eût pas volontiers abandonné le terrain juridique de la lutte légale, pacifique et vertueuse, et troqué les armes dites de l'esprit contre les fusils et les pavés. L'histoire de tous les mouvements politiques depuis 1830 en Allemagne, ainsi qu'en France et en Angleterre, nous montre toujours cette classe pleine de forfanterie, protestant hautement de ses bonnes intentions et poussant même par endroits la phraséologie jusqu'à l'extrémisme, tant qu'elle n'aperçoit aucun danger; mais elle devient craintive, pleine de réserves, prête à tout arranger dès que se montre le moindre péril; et dès que le mouvement qu'elle a mis en branle est pris en main et considéré avec sérieux par d'autres classes, elle s'étonne, s'inquiète, hésite; il suffit qu'on en arrive au combat les armes à la main, pour qu'elle trahisse tout le mouvement par amour de son existence petite-bourgeoise - et en fin de compte, par suite de son indécision, elle est toujours spécialement bernée et maltraitée dès que le parti réactionnaire a remporté la victoire. (p. 116)

Quant à elles, la grande et moyenne bourgeoisie se trouvent divisées par des intérêts divergents qu'Engels associe au partage entre gens de finances et manufacturiers :

De l'autre côté, la fraction la plus résolue de la grande et moyenne bourgeoisie se joignit également au début du mouvement à la petite bourgeoisie, fait que nous retrouvons exactement dans tous les mouvements petit-bourgeois antérieurs, en Angleterre et en France. La bourgeoisie ne règne jamais dans sa totalité; indépendamment des castes féodales qui se sont encore conservé une bonne petite partie du pouvoir politique, la grande bourgeoisie elle-même se scinde en deux partis, aussitôt après sa victoire sur le féodalisme : l'un au gouvernement, l'autre dans l'opposition - partis généralement représentés, l'un par la banque et l'autre par les manufacturiers. La fraction opposante et progressive de la grande et moyenne bourgeoisie se trouve alors avoir avec la petite bourgeoisie des intérêts communs contre la fraction au pouvoir; elle s'allie avec elle pour la lutte commune. En Allemagne, où la contre-révolution en armes a rétabli le pouvoir presque exclusif de l'armée, de la bureaucratie et de la noblesse féodale, où la bourgeoisie, en dépit des formes constitutionnelles subsistant encore, ne joue qu'un rôle très secondaire et effacé, les motifs de cette alliance sont encore plus nombreux. Par contre, la bourgeoisie allemande est encore infiniment plus timorée que la bourgeoisie anglaise et française, et dès qu'elle aperçoit la plus petite chance d'un retour de l'anarchie, c'est-à-dire du véritable combat décisif, elle se retire de la scène, toute frissonnante de peur. Il en fut ainsi cette fois encore.

La mention ici réservée au prolétariat et à la paysannerie est brève :

Mais il y a partout derrière cette petite bourgeoisie d'autres classes qui reprennent le mouvement qu'elle a provoqué dans son intérêt égoïste, lui donnent un caractère plus défini, plus énergique et s'efforcent, là où c'est possible, d'en prendre la direction : ce sont le prolétariat et une grande partie des paysans, auxquels se joint généralement pendant un certain temps la fraction avancée de la petite bourgeoisie.

Ces classes, et à leur tête le prolétariat des grandes villes, prirent les hautes protestations de fidélité en faveur de la Constitution du Reich plus au sérieux qu'il n'eût été agréable aux agitateurs petit-bourgeois. Si les petits bourgeois, comme ils le juraient à chaque instant, étaient prêts à « donner leur sang et leurs biens » pour la Constitution du Reich, les ouvriers, et dans beaucoup de régions également les

paysans, étaient disposés à en faire autant; la condition de ce combat était certes tacite, mais bien connue de tous les partis: après la victoire, la petite bourgeoisie aurait à défendre cette même Constitution du Reich contre ces mêmes prolétaires et ces mêmes paysans. Ces classes poussèrent la petite bourgeoisie jusqu'à la rupture ouverte avec les pouvoirs publics. Et si elles ne purent éviter d'être trahies au cours même de la lutte par leurs alliés les boutiquiers, elles eurent néanmoins la satisfaction de voir cette trahison châtiée par les contre-révolutionnaires eux-mêmes, après la victoire de la contre-révolution. (p. 116).

Engels aura tout le loisir d'y revenir dans le cours du récit qu'il entend bien « strictement limiter », prévient-il, à « ce que nous avons vu et entendu nous-mêmes » (p. 118).

*

1. La Prusse rhénane

On retiendra de ce premier chapitre l'explication que fournit Engels sur la relative absence de cette province dans le soulèvement, cependant qu'elle présentait **deux caractéristiques majeures** :

1. une configuration sociale marquée par la liquidation de la féodalité après l'occupation du pays par les armées révolutionnaires françaises : « Depuis deux générations, la rive gauche du Rhin ne connaît plus la féodalité; la noblesse est privée de ses privilèges, la propriété foncière est passée de ses mains et de celles de l'Eglise aux mains des paysans; le sol est morcelé, le paysan est libre propriétaire de ses terres comme en France. Dix ans plus tôt que partout ailleurs en Allemagne, les corporations et la domination patriarcale des patriciens disparurent des villes devant la libre concurrence; et finalement le Code Napoléon sanctionna toute la situation nouvelle dans un texte réunissant toutes les institutions révolutionnaires. » (p. 120)

2. la présence sur le territoire d'une puissante industrie, « la plus évoluée et la plus variée de toute l'Allemagne » et d'un vaste réseau de communications favorable au commerce, avec pour corollaire la formation « d'une grande bourgeoisie industrielle et commerciale puissante » ainsi qu'en opposition « un prolétariat industriel nombreux » : « ces deux classes, qui n'existent dans le reste de l'Allemagne qu'à l'état très sporadique et très embryonnaire, déterminent par contre presque exclusivement l'évolution politique particulière de la province rhénane. » :

C'est la seule partie de l'Allemagne dont l'évolution sociale ait presque tout à fait atteint le niveau de la société bourgeoise moderne: industrie perfectionnée, commerce étendu, accumulation des capitaux, liberté de la propriété foncière; prédominance d'une forte bourgeoisie et d'un prolétariat énorme dans les villes, et de nombreux paysans parcellaires couverts de dettes dans les campagnes; domination de la bourgeoisie sur le prolétariat par le salaire, sur les paysans par l'hypothèque, sur le petit bourgeois par la concurrence et enfin sanction de la domination bourgeoise par les tribunaux de commerce, les tribunaux industriels, le jury bourgeois et toute la matière législative. (p. 121)

Or, s'interroge Engels, « comment se fait-il que malgré tout cela la Prusse rhénane ait si peu participé aux mouvements révolutionnaires d'Allemagne ? ».

Tout avait cependant commencé par une mobilisation plutôt radicale, témoin la réunion convoquée le 8 mai 1849¹ par le conseil communal de Cologne où plusieurs centaines d'élus rhénans avaient signé une déclaration appelant à reconnaître la Constitution de Francfort, à mobiliser autour d'elle « tous les hom-

¹ A cette date l'insurrection de Dresde arrivait à sa fin.

mes en état de porter les armes¹ », à constituer sans tarder une direction unitaire du mouvement. Cette déclaration allait même jusqu'à menacer Berlin d'une sécession de la province tout entière².

Outre des commentaires sur la pusillanimité et la forfanterie de la petite-bourgeoise :

Il se trouva pas mal de gens pour prendre au sérieux les grandes phrases de messieurs les conseillers municipaux, notamment celles qui concernaient la menace de scission de la Province rhénane. Si la bourgeoisie apportait son concours, la cause était pour ainsi dire gagnée d'avance, on avait toutes les classes de la population avec soi, dans ces conditions on pouvait risquer quelque chose. C'est le calcul que faisait le petit bourgeois et il s'empressa d'adopter une attitude héroïque. Il va de soi que son soi-disant associé, le grand bourgeois, ne se retint pas pour autant de le trahir à la première occasion et qu'après, lorsque toute l'affaire se fut terminée le plus lamentablement du monde, il ne se priva pas de se moquer rétrospectivement de sa bêtise.

la réponse d'Engels met principalement en lumière **la puissance militaire prussienne** déployée dans les villes forteresses de la **rive gauche** du Rhin³. Cela explique, poursuit-il, que les soulèvements rhénans ont eu lieu principalement dans les régions industrielles de la rive droite, à Solingen, à Iserlohn, à Elberfeld.

Toutes les villes importantes de la province rhénane ou bien sont des villes fortes dominées par de puissantes citadelles et des forts importants comme Cologne et Coblenze, ou bien ont des garnisons nombreuses (...). Ces villes fortes et ces villes de garnison abritaient au moins trente mille hommes. (...). Les centres révolutionnaires de la province étaient donc paralysés. Comme **l'exemple de Düsseldorf** l'avait montré, toute tentative de soulèvement ne pouvait se terminer ici que par la victoire de la force militaire. (...) Dans les arrondissements qui étaient déjà en état d'insurrection, la rive droite du Rhin offrait par contre un terrain très étendu, de population très dense et qui semblait avec ses forêts et ses montagnes avoir été créé pour la guerre d'insurrection.

Si l'on voulait soutenir les arrondissements soulevés, il n'y avait donc qu'une seule possibilité: éviter avant toute chose toute émeute inutile dans les villes fortes et les villes de garnison; créer une diversion sur la rive gauche du Rhin, dans les petites villes, dans les villes industrielles et à la campagne, afin de tenir les garnisons rhénanes en échec. Et enfin jeter toutes les forces disponibles dans la région insurgée de la rive droite du Rhin, étendre l'insurrection et tenter d'organiser grâce à la garde nationale le noyau d'une armée révolutionnaire. (pp. 127-128)

Engels livre alors une description circonstanciée de la situation à **Elberfeld**. Il évoque l'improvisation du mouvement de résistance ; il relate les premiers engagements contre les troupes prussiennes ; il dénonce l'irrésolution du Comité de Salut public⁴.

Or, sous cet angle, on retiendra de ce chapitre l'exposé très différencié que fournit Engels sur l'action de la classe ouvrière.

¹ Engels fournit, p. 123, une copie complète de ce document important. On observera que l'appel à la résistance ne comporte pas un appel aux armes : il ne s'agit que de se rassembler et de voter des motions. Pendant ce temps, le pouvoir central s'employait à mobiliser ses troupes, dont la garde nationale de Cologne.

² « Les soussignés expriment enfin leur conviction qu'au cas où le contenu de la présente déclaration ne serait pas pris en considération, la patrie serait menacée des plus graves dangers qui pourraient mettre en péril le maintien de la Prusse dans son actuelle composition ».

³ Dans leurs articles de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, Marx et Engels n'ont cessé d'appeler au calme pour éviter un soulèvement populaire trop risqué dans les villes (comme Cologne) où se trouvait casernée une puissante garnison.

⁴ « Tout ordre pouvant servir à mettre la ville réellement en état de défense était immédiatement suivi d'un contre-ordre émanant du premier membre venu du comité de salut public. (...) Les ordres les plus contradictoires se croisaient, ils ne concordèrent qu'en un point : accroître cette aimable confusion et empêcher toute démarche énergique » (pp. 130-131).

S'il souligne le rôle déterminant de la composante prolétarienne dans les combats, Engels ne manque pas, en effet, de rapporter les contradictions qui divisent la classe ouvrière entre sa composante la plus spécialisée et sa composante la plus désocialisée.

Dans sa composante la plus spécialisée :

Les teinturiers en rouge, classe d'ouvriers robustes et bien payés, incultes et donc réactionnaires comme toutes les catégories d'ouvriers dont le travail demande plus de force corporelle que d'habileté, furent dès les premiers jours tout à fait indifférents. Seuls de tous les travailleurs industriels, ils continuèrent à travailler pendant les barricades, sans se laisser déranger. (P. 130)

Dans sa composante la plus désocialisée :

Le Lumpenproletariat (...) fut comme partout vénal dès le deuxième jour du mouvement, réclamant le matin au comité de sécurité des armes et une solde, se laissant acheter l'après-midi par la grande bourgeoisie pour, le soir, protéger ses immeubles ou défoncer les barricades. Il était dans son ensemble du côté de la bourgeoisie qui le payait le mieux et avec l'argent de qui il fit la bombe pendant la durée de l'insurrection¹.

La confusion et l'inertie des responsables du Comité en charge de l'insurrection, l'hostilité manifeste d'une garde civique « ici réactionnaire et constituée dans l'unique but de la répression ouvrière² », l'isolement d'Elberfeld dans une région où la plupart des autres villes n'ont pas bougé, sinon très peu³, l'absence de liaison avec les autres districts insurgés, tous ces facteurs vont finalement entraîner l'échec de l'insurrection, les éléments les plus déterminés quittant la ville pour « gagner le premier pays venu dont la Constitution leur offrait quelque protection », autrement dit le Palatinat où ils s'enrôleront, comme le fera bientôt Engels, dans le corps franc de Willich.

Engels termine ce chapitre sur un thème qu'il affectionne, celui de la **stratégie** insurrectionnelle.

Rappelant comment les forces du soulèvement se trouvaient cernées « par sept villes fortes » dans une région « continuellement occupée par près du tiers de l'armée prussienne », la seule stratégie à ses yeux efficace aurait dû conduire les forces insurgées à se diriger prioritairement vers Francfort pour donner au mouvement une direction politique et pouvoir organiser de là une extension du soulèvement :

Les habitants du pays rhénan ne peuvent obtenir quelque succès par les armes que si les citadelles sont entre les mains du peuple. Et ce cas ne peut se présenter que si le pouvoir militaire est terrorisé par d'importants événements extérieurs qui lui font perdre la tête ou bien si l'armée se déclare entièrement ou en partie pour le soulèvement. Dans tous les autres cas un soulèvement de la Province rhénane est perdu d'avance. Une avance rapide des Badois sur Francfort et des Palatins sur Trèves aurait sans doute eu deux conséquences: le soulèvement se serait produit sur la Moselle et dans l'Eifel, dans le Nassau et les deux Hesse; les troupes des États du Rhin moyen, encore bien disposées, se seraient jointes au mouvement. Il n'y a aucun doute que toutes les troupes rhénanes, et notamment la 7e et la 8e brigade d'artillerie, au-

¹ Avec toutefois cette nuance dans l'analyse : « Dans cette région, le prolétariat avait été arraché de trop fraîche date au borbier du schnaps et du piétisme, pour que la moindre idée des conditions nécessaires à son affranchissement ait pu pénétrer les masses; d'autre part, ce prolétariat était animé d'une haine trop instinctive contre la bourgeoisie et d'une bien trop grande indifférence pour le problème bourgeois de la Constitution du Reich pour pouvoir s'enthousiasmer pour ce genre d'intérêts tricolores. » (p. 130)

² La même garde civique qui « au cours de dernières nuits démolit un bon nombre des barricades » (p. 131). Engels réclamera en vain le désarmement de cette garde civique hostile au mouvement.

³ En raison, précise Engels, d'une sensible reprise économique : « A tout cela s'ajoutait que le mouvement tombait à un moment où, après quinze mois de crise dans les affaires, les manufacturiers étaient à nouveau débordés de commandes et que, comme on le sait, on ne fait pas de révolution avec des ouvriers qui ne manquent pas de travail » (p. 132).

raient suivi leur exemple, ou qu'au moins elles auraient exprimé leur opinion suffisamment haut pour faire perdre la tête aux généraux prussiens. Plusieurs villes fortes seraient sans doute tombées aux mains du peuple, et la plus grande partie de la rive gauche du Rhin, sinon Elberfeld, était sauvée. Tout cela, et peut-être beaucoup plus encore, a été perdu grâce à la sordide politique petite-bourgeoise et lâche du très sage Comité national de Bade.

Enfin on notera qu'Engels ne dit rien de **son expulsion** de la ville, **le 14 mai 1849**¹, à la demande de la direction bourgeoise du *Comité de Salut public* lui-même qui fera placarder un avis motivant cette décision par le risque de radicalisation politique que sa présence faisait courir au mouvement. La proclamation était rédigée en ces termes : « Le citoyen Friedrich Engels de Barmen, domicilié en dernier lieu à Cologne, tout en voyant *pleinement reconnaître* l'activité qu'il a déployée dans cette ville² jusqu'à présent, est prié de quitter dès aujourd'hui l'enceinte de la commune, *compte tenu que sa présence pourrait donner lieu à des malentendus sur le caractère du mouvement*³ ».

Le récit détaillé de cette expulsion sera publié par la *Nouvelle Gazette rhénane* du 17 mai sous le titre « Elberfeld ».

*

2. Karlsruhe

Le grand-duché de Bade réunissait, note Engels, « les conditions les plus favorables qui puissent s'offrir pour une insurrection » : un soutien unanime de la population (« le peuple tout entier était uni dans la haine d'un gouvernement parjure, fourbe et féroce »), une moindre influence des classes réactionnaires (« noblesse, bureaucratie et grande bourgeoisies étaient peu nombreuses ») et surtout, ce qui était tout à fait exceptionnel⁴, un ralliement immédiat de l'armée tout entière :

Le gouvernement insurrectionnel trouva donc en entrant en fonctions une armée prête, des arsenaux abondamment garnis, une machine d'Etat complètement organisée, un Trésor public bien rempli et une population pour ainsi dire unanime. (p. 137)

Or la direction du soulèvement s'est montrée incapable de tirer profit de ces avantages. Qu'eût-il fallu décider sans délais ? Engels revient sur la nécessité stratégique de se porter militairement vers Francfort de manière à consolider le pouvoir du Parlement et forcer ce dernier à prendre en charge la direction d'une insurrection **non plus locale** mais proprement **nationale** dans toute sa dimension politique :

Ce qu'il fallait faire dans ces conditions est si simple et si évident que maintenant, après l'écrasement du soulèvement, tout un chacun le sait, tout un chacun veut l'avoir dit dès le début. Immédiatement et sans hésiter un instant, il fallait étendre le soulèvement à la Hesse-Darmstadt, à Francfort, au Nassau et au Wurtemberg. Il fallait immédiatement rassembler au plus vite 8.000 à 10.000 hommes pris dans les troupes régulières disponibles - avec le chemin de fer la chose était réalisable en deux jours - et les jeter sur Francfort - « pour la protection de l'Assemblée nationale ».

(...)

Il fallait ensuite centraliser le pouvoir de l'insurrection, mettre à sa disposition les moyens financiers nécessaires et intéresser à l'insurrection la grande majorité paysanne de la population en abolissant immédia-

¹ Engels était arrivé à Elberfeld le 11 mai.

² A Elberfeld même. C'est Engels qui a insisté pour que cette reconnaissance soit exprimée.

³ NGR3, p. 360. Il semble que le prétexte de cette décision ait été l'accrochage par Engels d'un drapeau rouge à l'une des barricades, au lieu d'une bannière tricolore.

⁴ Jacques Droz souligne cette singularité : « le caractère original du mouvement badois réside dans l'attitude de l'armée qui - fait absolument unique à cette époque - a pris fait et cause pour la révolution » (*Les Révolutions allemandes de 1848*, PUF, Paris 1957, p. 609)

tement toutes les charges féodales. Il fallait constituer un pouvoir central commun pour la guerre et les finances, disposant des pleins pouvoirs pour émettre du papier-monnaie en premier lieu pour le Bade et le Palatinat, abolir toutes les charges féodales dans le Bade et dans tous les districts occupés par l'armée d'insurrection, et cela aurait amplement suffi à donner au soulèvement un caractère autrement énergique.

Il fallait cependant réaliser tout cela au premier moment afin d'agir avec la rapidité qui seule pouvait assurer le succès.

Au lieu de cela, les dirigeants de l'insurrection vont se complaire dans l'immobilisme¹. Le principal responsable de cette inertie sera **Lorenz Brentano** contre qui Engels va dresser **un sévère réquisitoire**.

Avocat de profession, L. Brentano avait gagné une réelle popularité dans le Bade en assurant la défense de Friedrich Hecker et de Gustav Struve, tous deux emprisonnés après leurs insurrections aventureuses en avril² et en septembre³ 1848. Elu au parlement de Francfort, c'est lui qui prend **la direction politique** du soulèvement badois après l'insurrection de Karlsruhe, le 13 mai 1849. Il occupe successivement la direction de la Commission exécutive mise en place le 16 mai après la fuite du Grand-duc Léopold 1^{er}, la présidence du gouvernement provisoire de la République proclamée le 1^{er} juin 1849, enfin la direction du triumvirat qu'il constitue le 13 juin 49 avec Amand Goegg et Marx Werner.

Cette permanence au pouvoir n'empêche pas que Brentano, par conviction politique, a tout fait pour confiner le mouvement et l'empêcher de prendre quelque ampleur au-delà des frontières de Bade.

Engels l'accuse tout bonnement **d'avoir trahi** :

Ce n'est nullement lors de ses derniers actes, lors de sa fuite après la défaite sur la Murg (...) mais dès la première heure que Brentano a trahi l'insurrection.

(...)

Dès le premier jour de son règne, M. Brentano fit tout pour endiguer le mouvement dans le lit petit-bourgeois qu'il avait à peine tenté de déborder. Pour refréner le mouvement, il s'installa au Palais des États, sous la protection de la garde civique de Karlsruhe dévouée au grand-duc et qui s'était battue la veille encore contre le mouvement. Le rappel des soldats déserteurs s'effectua avec la plus grande mollesse possible; la réorganisation des bataillons ne fut pas plus rapide. Par contre, on arma immédiatement les petits bourgeois de Mannheim qui avaient été désarmés et dont tout le monde savait qu'ils ne se battraient pas et qui après le combat de Waghäusel contribuèrent même en grande partie à la trahison de Mannheim en se joignant à un régiment de dragons. Il n'était aucunement question de marcher sur Francfort ou Stuttgart, ou d'étendre l'insurrection vers le Nassau ou la Hesse. La moindre proposition de ce genre était immédiatement rejetée comme celle de Sigel. Parler d'une émission de papier-monnaie aurait passé pour un crime d'Etat et pour communiste. Le Palatinat envoyait émissaires sur émissaires pour dire qu'il était sans armes; il n'avait pas de fusils, sans parler de l'artillerie, pas de munitions, il avait besoin de tout ce qui est nécessaire pour mener à bien une insurrection et surtout pour prendre les citadelles de Landau et de Germersheim; mais on ne pouvait rien obtenir de M. Brentano. Le Palatinat proposait l'institution immédiate d'un commandement militaire commun et même la réunion des deux pays sous un unique gouvernement commun. Tout fut ajourné et traîné en longueur. Je crois qu'un petit versement

¹ Engels se livre au passage à une critique des plans militaires, qu'il estime aventureux, de Franz Sigel, le commandant en chef des troupes révolutionnaire de Bade. Des plans qui n'ont du reste pas été mis en œuvre.

² Le 12 avril 1848, Gustav Struve et Friedrich Hecker proclament la république allemande à **Constance** avant de se lancer dans une tentative de soulèvement. Ils seront battus par les troupes bavaroises à la bataille de **Kandern** le 20 avril 48.

³ Le 21 septembre 1848, Gustav Struve franchit la frontière suisse à Bâle et proclamant à **Lörrach** la république allemande, il se met à la tête d'un gouvernement provisoire. Ses troupes ne tarderont pas à être dispersées dès le 24 avril à Staufen par l'armée régulière venue de Fribourg. Il sera condamné à 8 ans de prison et ne sera libéré qu'à l'occasion des troubles de mai 49.

d'argent fut la seule chose que put obtenir le Palatinat; par la suite, lorsqu'il était trop tard, arrivèrent huit canons avec quelques munitions, sans servants et sans attelage, et enfin sur l'ordre direct de Mieroslawski un bataillon badois et deux mortiers dont l'un, si je me souviens bien, a tiré un obus.

Avec ces ajournements et ce refus des mesures indispensables à l'expansion de l'insurrection, tout le mouvement était déjà trahi. (p. 144)

Or, souligne Engels, le comportement de Brentano est autant remarquable par lui-même qu'il est représentatif **de la petite-bourgeoisie qui l'a soutenu.**

M. Brentano était le plus parfait représentant de la petite bourgeoisie badoise. Il se distinguait de la masse des petits bourgeois et de leurs autres représentants par un seul trait : il était trop lucide pour partager toutes leurs illusions. M. Brentano a trahi l'insurrection badoise dès la première heure, et précisément parce que, dès la première heure, il a compris la situation mieux que tout autre personnage officiel du Bade et pris les seules mesures qui assuraient la domination de la petite bourgeoisie, mais assuraient aussi nécessairement, pour la même raison, la ruine de toute l'insurrection. Voilà le secret de la popularité sans limite de Brentano à cette époque, et en même temps le secret des injures que firent pleuvoir sur sa tête depuis juillet ses anciens adorateurs. Les petits bourgeois badois furent dans leur ensemble des traîtres, exactement comme Brentano; mais ils furent en même temps dupés, ce que lui ne fut pas. Ils trahirent par lâcheté, ils se laissèrent duper par bêtise. (p. 141)

Engels poursuit en dressant le portrait sociologique d'une province où domine une masse de paysans, de petits bourgeois et de compagnons. La dispersion dans de petites villes d'un prolétariat très peu nombreux explique que depuis mars 1848, cette population s'est vue représentée par une petite bourgeoisie d'intellectuels libéraux « des avocats, des médecins, des maîtres d'école, quelques marchands et libraires » avec pour idéal une sorte de *modèle suisse*:

Si, à vrai dire, aucune agitation socialiste n'a jamais existé dans le Bade, il faut en accuser cette absence d'opposition entre bourgeoisie et prolétariat et la prépondérance politique de la petite bourgeoisie qui en résulte; les éléments de socialisme apportés de l'extérieur, soit par des ouvriers ayant vécu dans ces pays plus avancés, soit par l'influence de la littérature socialiste et communiste française ou allemande, ne purent jamais se frayer un chemin. Dans le Bade, la cocarde rouge et le drapeau rouge ne signifiaient pas autre chose que la république bourgeoise, mêlée, lorsque les esprits étaient montés, d'un rien de terrorisme; et les « six fléaux de l'humanité », découverts par M. Struve¹, tout bourgeois et inoffensifs qu'ils fussent, étaient le maximum de ce qui pouvait encore trouver écho auprès des masses. L'idéal le plus élevé du petit bourgeois et du paysan badois restait toujours la petite république bourgeoise-paysanne telle qu'elle existe en Suisse depuis 1830. Un petit champ d'action pour de petites gens modestes, l'État n'est qu'une commune un peu agrandie, un « canton » ; une petite industrie bien stable, basée sur le travail à la main, impliquant un état de la société exactement aussi stable et somnolent; peu de richesse, peu de pauvreté, rien que classe moyenne et médiocrité; pas de prince, pas de liste civile, pas d'armée permanente, presque pas d'impôts; pas de participation active à l'histoire, pas de politique extérieure, et à l'intérieur rien que des petits cancans locaux et des petites querelles en famille, pas de grande industrie, pas de chemins de fer, pas de com-

¹ Gustav Struve est l'auteur, en janvier 1848, d'un calendrier républicain où les jours et les mois recevaient une appellation nouvelle, où les fêtes chrétiennes cédaient la place à des commémorations civiques, où les saints se trouvaient remplacés par les grands héros du progrès, Marat, Robespierre, Robert Blum.... Cette sorte d'almanach comportait une dénonciation des « cinq fléaux de l'humanité »: les princes, les nobles, les fonctionnaires, les prêtres et les sacs d'argent ». (Source : l'édition du samedi 26 janvier 1850 du *Journal de Toulouse* dont la collection est accessible sur le site « Rosalis » de la Bibliothèque Toulouse)

merce mondial, pas de collisions sociales entre millionnaires et prolétaires, mais une vie tranquille et confortable en toute piété et en toute honorabilité, avec la modestie sans histoire des âmes satisfaites - telle est la douce Arcadie qui existe dans la plus grande partie de la Suisse et à laquelle aspiraient ardemment depuis des années le petit bourgeois et le paysan badois. Et si, dans des instants d'enthousiasme audacieux, la pensée du petit bourgeois badois, et, disons-le, du petit bourgeois de l'Allemagne du Sud, va jusqu'à se représenter l'Allemagne tout entière, l'idéal de l'avenir lui apparaît pour son pays sous la forme d'une Suisse agrandie, d'une république fédérative. C'est ainsi d'ailleurs que dans une brochure M. Struve a déjà découpé l'Allemagne en 24 cantons avec juste autant de Landammans¹, de grands et de petits conseils; et il a même joint à cette brochure une carte représentant le découpage réalisé. Si jamais l'Allemagne arrivait à se transformer en une telle Arcadie, elle aurait atteint un degré d'âvilissement dont elle n'a jamais eu la moindre idée, même aux époques les plus honteuses. (pp. 141-142)

Engels termine son évocation par plusieurs notes ironiques sur de vieux adversaires présents à Karlsruhe à cette époque : Arnold Ruge² (qu'il nomme Atta Troll, du nom de l'ours dans le poème satirique de Heine) et Karl Heinzen³.

Après les batailles de Waghäusel le 21 juin et d'Ubstadt, le 23 juin 49, les armées insurgées ont perdu la partie : elles doivent de retirer sur la vallée de la Murg dans le sud du pays où la citadelle de Rastadt tombera le 23 juillet 1849. Engels note : « Le 13 juin à Paris⁴ et le refus de Görgey de marcher sur Vienne ruinèrent toutes les chances qu'avaient encore le Bade et le Palatinat ».

3. Le Palatinat

Engels fait une description plutôt goguenarde de la situation dans le Palatinat. Les Palatins y sont présentés comme de « joyeux videurs de chopines », insouciantes et fêtards : « L'établissement de la liberté de se réunir pour boire fut le premier acte révolutionnaire du peuple palatin; le Palatinat tout entier se transforma en une immense guinguette et les quantités de boisson spiritueuse qui furent consommées durant ces six semaines « au nom du peuple palatin » dépassent tout calcul possible. » (p. 151).

Dans un climat d'allégresse générale, on s'affaire à ne rien voir de la concentration des troupes prussiennes et l'on joue volontiers les fiers à bras :

Plus le mouvement traînait en longueur, plus la concentration des bataillons prussiens entre Sarrebruck et Kreuznach était massive et indéniable, plus ces doutes, eux aussi, devenaient fréquents, plus ceux-là mêmes qui avaient des doutes et qui commençaient à avoir peur faisaient les bravaches avec l'invincibilité d'un « peuple qui flambe pour sa liberté », expression qui désignait les Palatins. Ces fanfaronnades se développèrent bientôt en une façon systématique d'endormir les gens, système qui, n'ayant que trop la faveur du gouvernement, paralysa toute activité concernant les mesures de défense et exposa quiconque s'y opposait au danger de se faire arrêter comme réactionnaire⁵. Cette sûreté, ces fanfaronnades sur l'« enthousiasme » et sa toute-puissance, jointes à leurs minuscules moyens matériels et au petit coin de territoire où elles s'exerçaient, constitua le côté comique du « soulèvement » palatin et offrit matière suffisante à l'amusement du petit nombre de gens à qui leurs opinions avancées et leur position in-

¹ Le *landammann* (de l'allemand *Land*, Etat et *Amtmann*, secrétaire) était le nom donné au président du gouvernement cantonal dans les cantons suisses alémaniques (source : Wikipédia).

² Avec qui Marx s'installe à Paris en octobre 1843 pour y fonder les *Annales franco-Allemandes*. Les deux hommes ne tarderont pas à se séparer. Ruge avait été élu au parlement de Francfort.

³ Sur la polémique d'octobre 1847 dans la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung* (« La critique moralisante et la morale critique. Contribution à l'histoire de la civilisation allemande. Contre Karl Heinzen »), nous renvoyons au chapitre 1.10 de notre fascicule 3.

⁴ Un nouveau témoignage de l'espérance longtemps entretenue par Engels et par Marx dans la capacité des républicains de la *Montagne* en France à reprendre l'initiative.

⁵ Nous verrons bientôt qu'Engels parle ici d'expérience.

dépendante donnaient de la liberté de jugement.

Bref : « Tout l'aspect extérieur du mouvement palatin avait un caractère joyeux, insouciant et sans gêne. » (p. 152)

Dans ce contexte, le gouvernement provisoire¹, lui-même « composé presque uniquement de braves et tranquilles videurs de verre² », n'a pu agir qu'à la dimension de ses **moyens très limités**.

Tandis que le gouvernement badois trouva tout prêt à l'avance, le gouvernement palatin ne trouva rien. Il n'avait ni argent ni armes, il avait dans le pays une foule d'arrondissements réactionnaires et deux citadelles ennemies³.

Sans budget, sans ressources militaires, le Palatinat était entièrement dépendant de l'aide du gouvernement de Bade qui ne lui sera accordée que très chichement :

Le gouvernement provisoire du Palatinat ne pouvait rien réaliser tant que le gouvernement badois le laissait en plan. Et vis-à-vis du Bade, il a fait absolument tout ce qu'il devait. Il envoyait émissaires sur émissaires, faisait une concession après l'autre pour arriver au moins à un accord : c'était en vain, une fois pour toutes M. Brentano ne voulait pas.

Engels multiplie les détails sur les carences de l'organisation militaire et tout particulièrement sur la remarquable pénurie de l'armement, en artillerie mais aussi en fusils⁴.

Un officier se détache dans ce contexte, c'est Techow⁵ : « Le seul officier capable parmi les autres officiers de Kaiserslautern était Techow. C'est lui qui, alors premier lieutenant prussien, avait avec Natzmer⁶ remis l'arsenal au peuple lors de l'assaut de l'arsenal à Berlin⁷ et qui condamné à quinze ans de forteresse, s'était évadé de Magdebourg. Techow, chef de l'état-major palatin, se révéla partout très compétent, réfléchi et calme, un peu trop calme peut-être pour qu'on pût se fier entièrement à sa rapidité de décision qui sur le champ de bataille décide souvent de tout. » (p. 159)

Sinon, c'est assurément, à côté du « colonel » Blenker⁸, le rôle d'August Willich que salue Engels, Willich dont il rejoindra bientôt l'unité.

¹ Après la décision du gouvernement bavarois, le 23 avril 1849, de ne pas reconnaître la Constitution de Francfort, un gouvernement provisoire de 5 membres s'était constitué le 17 mai 49 à Kaiserslautern, ce qui entraînait la séparation avec la Bavière. (Droz, op.cit., p. 607)

² Engels fait une exception pour d'Ester dont il souligne l'efficacité dans sa fonction de secrétaire : « D'Ester était derrière le gouvernement provisoire comme une sorte de secrétaire général secret (...) Les dirigeants palatins trouvèrent en D'Ester cette idée générale de l'administration qui leur faisait défaut et en même temps un sens révolutionnaire qui leur en imposait, par le fait qu'il se limitait toujours à ce qui était le plus immédiat et indéniablement possible et que par conséquent il n'était jamais embarrassé pour les mesures de détail » (p. 153).

³ Les deux forteresses de Landau et de Gemersheim sont restées fidèles aux autorités de Bavière. (Droz, op.cit., p. 607)

⁴ Avec ce détail pour le moins significatif que le gouvernement provisoire a dû se résoudre à faire fabriquer des...faux pour équiper les jeunes recrues. (p. 157)

⁵ Réfugié en Suisse, Gustav Techow (1813-1893) participera à une organisation secrète (*La centralisation révolutionnaire*) dont le comité central était dirigé par l'avocat Samuel Tzschirner, l'un des dirigeants de l'insurrection de Dresde. En juillet 1850, cette organisation proposera un rapprochement avec la *Ligue*, ce que Marx et Engels refuseront. Techow est notamment l'auteur, en août 1851, d'un article intitulé « Esquisse de la guerre future » qui fera l'objet d'un très long commentaire de Marx dans sa lettre du 23 septembre 1851 à Engels (*Correspondance*, vol. 2, p. 330). Avant d'émigrer en Australie, Techow a été l'un des protagonistes de la sombre querelle de Marx contre Vogt.

⁶ Condamné pour les mêmes raisons à 15 ans de forteresse, le commandant de l'arsenal Hermann Natzmer parviendra lui aussi à s'évader et à rejoindre les insurgés du Palatinat.

⁷ L'attaque de l'arsenal le 14 juin 1848 s'explique dans le contexte du rejet par l'Assemblée de Berlin de l'amendement déposé par Julius Berends sur la reconnaissance due aux victimes des journées de mars et par delà, sur l'origine révolutionnaire du nouveau gouvernement de Camphausen.

⁸ « Blenker, écrit Engels, compte parmi les personnalités militaires les plus remarquables de toute cette glorieuse campagne » (p. 161). Pour preuve de son audace, il évoque sa tentative d'assaut de la forteresse de Landau avec des troupes munies pour tout armement de « trois mortiers et un boulet de vingt-quatre livres ». Après la fin des combats, Louis Blenker émigrera aux Etats unis où il prendra une part active à la guerre de sécession.

Ce chapitre se termine par l'évocation de la mésaventure qu'Engels a connue à Kirchheimbolanden où il se voit soudain accuser et emprisonner pour avoir tenu dans une auberge des propos jugés défaitistes.

Voici son récit.

Avant de passer au récit de la campagne elle-même, je veux mentionner encore brièvement un événement qui a été évoqué dans différents journaux : mon arrestation momentanée à Kirchheim. Quelques jours avant l'entrée des Prussiens, j'accompagnai jusqu'à la frontière, jusqu'à Kirchheimbolanden, mon ami Moll¹ dans une mission dont il s'était chargé. Il y avait là une partie du corps de Hesse rhénane dans lequel nous avions des amis. Nous étions un soir à l'auberge avec eux et avec plusieurs autres francs-tireurs du corps. Il y avait parmi ces francs-tireurs quelques-uns de ces « hommes d'action » sérieux et enthousiastes, dont nous avons déjà parlé plusieurs fois, et qui ne voyaient aucune difficulté à vaincre n'importe quelle armée du monde avec peu d'armes et beaucoup d'enthousiasme. Ce sont des gens qui, en fait d'activité militaire, n'ont jamais vu que la parade de la garde, qui ne s'occupent jamais des moyens matériels d'atteindre un but quelconque; comme j'ai eu mainte occasion de l'observer par la suite, la plupart d'entre eux ressentent une déception si écrasante dès le premier combat qu'ils décampent au plus vite. Je demandai à l'un de ces héros s'il avait réellement l'intention de battre les Prussiens avec les trente mille sabres traînants et les trois fusils et demi, dont plusieurs carabines rouillées, qu'ils avaient à leur disposition dans le Palatinat; et j'étais ma foi bien en train de m'amuser de la solennelle indignation de l'homme d'action blessé dans son enthousiasme le plus noble, lorsque la garde entre et me déclare en état d'arrestation. Au même moment, je vois derrière moi deux hommes sauter sur moi, écumant de rage. L'un se présenta comme le commissaire civil Müller, l'autre était M. Greiner, seul membre du gouvernement avec lequel je n'étais pas en rapports directs, en raison de ses absences fréquentes de Kaiserslautern - le gaillard mobilisait sa fortune en secret - et de son air suspect, pleurnicheur et sombre. Une vieille connaissance à moi, capitaine dans le corps de Hesse rhénane, se leva aussitôt et déclara que si l'on m'arrêta, un nombre considérable des meilleurs hommes et lui quitteraient immédiatement le corps. Moll et d'autres voulurent aussitôt me défendre par la force. L'assistance se scinda en deux partis; la scène menaçait de devenir intéressante et je déclarai que je me laisserais naturellement arrêter avec plaisir: on verrait enfin quelle était la couleur du mouvement palatin. Je partis avec la garde.

Le lendemain matin, après un interrogatoire comique que me fit subir M. Zitz, je fus remis au commissaire civil, puis remis par celui-ci à un gendarme. Le gendarme, auquel on avait expressément recommandé de me traiter comme un espion, me ligota les mains et me conduisit à pied à Kaiserslautern, sous l'accusation de diffamation envers le soulèvement du peuple palatin et d'excitation contre le gouvernement, dont je n'avais, soit dit en passant, pas dit un mot. En route je parvins à obtenir une voiture. A Kaiserslautern, où Moll m'avait précédé, je trouvai naturellement le gouvernement absolument consterné de la bétise du brave Greiner, et encore plus consterné du traitement qu'on m'avait fait subir. On comprendra que j'aie fait une gentille petite scène à ces messieurs, en présence du gendarme. Comme M. Greiner n'avait encore envoyé aucun rapport, on me proposa de me libérer sur parole. Je refusai de la donner et me rendis à la prison cantonale sans escorte, ce qui fut accepté sur proposition de D'Ester. D'Ester déclara qu'il ne pouvait pas rester plus longtemps, après qu'on ait traité de la sorte un membre de son parti. Tzschirner, qui arrivait justement, intervint aussi très énergiquement. Le même soir, toute la ville était au courant de l'affaire et tous ceux qui appartenaient à la tendance résolue prirent immédiatement mon parti. A cela s'ajouta la nouvelle que des troubles avaient éclaté dans le corps de Hesse rhénane à cause de cette affaire et qu'une grande partie du corps voulait se disperser. Moins que cela eût suffi à montrer la nécessité de me donner satisfaction aux mem-

¹ Lisons : Joseph Moll.

bres du gouvernement provisoire, avec lesquels j'avais eu des contacts quotidiens. Après mes vingt-quatre heures de prison où je m'étais bien amusé, D'Ester et Schmitt vinrent me voir; Schmitt me déclara que j'étais libre sans condition et que le gouvernement espérait que je ne laisserais pas de continuer à participer au mouvement. »

L'affaire se terminera par quelques chopes au Mont-Tonnerre¹. Peu de temps après, Engels, soucieux que la *Nouvelle Gazette Rhénane* soit présente *honoris causa* dans l'action, ceint à son tour « une épée de combat » et rejoint Willich.

4. Mourir pour la République²

Ce dernier chapitre offre un récit extrêmement précis, comme microscopique, des mouvements de troupes et des combats auxquels Engels a participé³.

On ne peut envisager d'en fournir ici un résumé, l'important se jouant à chaque fois dans le détail des circonstances et des situations mouvantes sur le terrain.

Ce qu'il convient de souligner, c'est que **cette évocation n'a rien d'une épopée**. Comme il s'y est engagé, Engels se tient aux événements dont il a été le témoin direct, mais surtout il garde dans ses jugements beaucoup de retenue, en particulier à l'égard des combattants dont il décrit certes l'expérience⁴, la couardise, souvent, la bravade, toujours, mais qu'il ne méprise jamais. On découvre ainsi un mélange de situations et d'attitudes qui témoignent des aspects fort contrastés des manœuvres accomplies par les troupes sous le commandement de Willich, entre d'interminables marches dans les montagnes du Palatinat, plusieurs engagements, jamais glorieux, et la retraite finale vers Rastatt.

D'interminables marches ?

Telle était en effet la contrainte du terrain que les maigres troupes des insurgés ne pouvaient espérer affronter les Prussiens dans la plaine bordant le Rhin. Ils n'ont eu d'autre choix que de chercher le combat dans les contreforts montagneux de la rive gauche, s'imposant par là de longs itinéraires que déterminaient les positions de chacun et le sort des armes. Or ces pérégrinations n'ont pas manqué de lasser les troupes. Voici une anecdote racontée par Engels qui éclaire assez bien l'état d'esprit de certains combattants :

A Bretten, une délégation d'étudiants vint nous dire que les éternelles marches devant l'ennemi ne leur plaisaient pas et qu'ils nous demandaient de les libérer. La réponse fut, cela va de soi, qu'on ne libère personne devant l'ennemi, mais qu'ils étaient libres de désertir si cela leur chantait. La moitié environ de la compagnie nous quitta; le reste diminua tellement par les désertions individuelles qu'il ne resta bientôt plus que les voltigeurs. D'une manière générale, les étudiants se manifestèrent pendant toute la campagne comme de jeunes petits messieurs mécontents, peureux, voulant toujours être initiés à tous les plans d'opération, se plaignant de leurs pieds blessés et récriminant quand la campagne ne leur offrait pas tous les agréments d'une promenade de vacances. Seuls quelques-uns parmi ces « représentants de l'intelligence » faisaient exception par un caractère vraiment révolutionnaire et un admirable courage. (p. 185)

¹ Le Mont-Tonnerre (Donnersberg) est la colline la plus haute de ce département du palatinat dont Kirchheimbolanden était le chef-lieu.

² Ce titre est inspiré d'un refrain que chantaient les francs tireurs dans le train qui avait mené Engels à Neustadt.

³ **On peut compter quatre engagements** : le premier à Rinthal, le 17 juin (p. 173), le deuxième à Karlsdorf dans la nuit du 20 au 21 juin (p. 178), le troisième, le 29 juin 49, à Rothenfels, avec de lourdes pertes (p. 189) et le dernier à Rastatt. Dans sa lettre du 25 juillet à Jenny Marx, Engels parle de « quatre combats, dont deux assez importants surtout celui de Rastatt ». (*Correspondance*, vol. 2, p. 19)

⁴ Et leur sous-équipement : nombre de ces jeunes soldats ne sont armés que de faux et leurs fusils d'ancien modèle, des mousquets le plus souvent, manquent de cartouches. On ajoutera bien sûr l'inégalité flagrante du rapports des forces : 5 à 6.000 hommes du côté palatin (dont un bon millier de « faucheurs ») et du côté prussien, 30.000 hommes de troupes armés de « fusils à balle conique » (p.173) et « dotés d'une cavalerie et d'une artillerie nombreuses » (p. 168).

Des engagements peu glorieux ?

Le corps franc de Willich ne s'est pas trouvé engagé dans les deux principaux combats de la campagne dans le Palatinat, à Wagghäusel, le 21 juin et à Ubstadt, le 23 juin 1849. Les engagements au contact de l'ennemi ont pris le plus souvent la forme d'escarmouches, avec dans plusieurs cas, des scènes de panique, comme en témoigne ce récit du deuxième combat à Karlsdorf. Le contexte ici est celui d'une attaque de nuit d'un poste de Prussiens dont la présence avait été signalée non loin de Blankenloch¹. Il avait été décidé de mener l'assaut à la baïonnette.

Devant Neuthart, à nouveau le tocsin; mais cette fois ni feu de signal ni coups de feu. Nous marchons en ordre un peu serré et traversons également ce village et gravissons la colline vers Karlsdorf. Notre avant-garde, qui n'était plus maintenant qu'à trente pas en avant, voit, à peine arrivée sur la hauteur, la grand-garde prussienne juste devant elle et s'entend interpeller par elle. J'entends le « qui-vive? » et bondis jusqu'à eux. L'un de mes camarades dit: « Celui-là est perdu, nous ne le reverrons plus non plus. ». Au contraire, mon bond en avant fut justement mon salut.

En effet au même instant la grand-garde ennemie tire une salve et notre avant-garde, au lieu de les jeter à terre avec ses baïonnettes, répond en faisant feu. Avec leur lâcheté coutumière, les dragons à côté desquels j'avais marché font immédiatement demi-tour, foncent au galop dans la colonne, piétinent sous les sabots de leurs chevaux nombre d'hommes, disloquent complètement les quatre ou six premières sections et s'enfuient au galop. En même temps, les vedettes ennemies postées dans les champs à droite et à gauche font feu sur nous; pour augmenter encore la confusion, quelques lourdauds, au milieu de notre colonne, se mettent à tirer sur leurs propres hommes de tête et d'autres lourdauds les imitent. En un clin d'œil, la première moitié de la colonne est disloquée, dispersée dans les champs, en fuite ou enroulée sur la route en un amas confus. Blessés, havresacs, chapeaux, fusils gisent pêle-mêle dans le blé nouveau. Au milieu de tout cela des cris sauvages et affolés, des coups de feu et des sifflements de balles dans toutes les directions possibles. Et lorsque le bruit s'apaise un peu, j'entends loin derrière nous le roulement de nos canons qui fuient en toute hâte. Ils avaient rendu à la deuxième moitié de la colonne le même service que les dragons à la première. (p. 179)

S'agissant des troupes de l'armée régulière prussienne, Engels note que leurs officiers sauront se méfier des conditions particulières d'un combat dans ce pays montagneux et contre une armée populaire, au point de ne pas poursuivre très souvent l'avantage acquis sur le terrain :

Il me faut très souvent au cours de cette campagne revenir à cette tiédeur tout à fait étrange des Prussiens et autres troupes du Reich, aussi bien à l'attaque que dans la poursuite vis-à-vis d'une armée le plus souvent six fois et toujours au moins trois fois moins nombreuse, mal organisée et par endroits lamentablement mal commandée - si je reviens si souvent à ce fait, il est évident que je ne l'attribue pas à une lâcheté particulière aux soldats prussiens; d'autant moins qu'on a déjà dû s'apercevoir que je ne me fais absolument aucune illusion sur la bravoure particulière de nos troupes. Je ne l'explique pas non plus, comme le font certains réactionnaires, par une sorte de générosité ou par le désir de ne pas s'embarrasser de trop nombreux prisonniers. La bureaucratie prussienne bourgeoise et militaire a depuis toujours cherché sa gloire en remportant des triomphes éclatants sur des ennemis faibles et en se vengeant sur les gens sans défense avec toute la volupté d'une férocité sanguinaire. Elle l'a fait également dans le Bade et le Palatinat - la preuve: les fusillades de Kirchheim, les exécutions nocturnes dans la faisanderie de Karlsruhe, les innombrables massacres de blessés et de soldats se rendant sur tous les champs de bataille, les sévices exercés sur les quelques hommes qui furent faits prisonniers, les assassinats sommaires au nom de la loi

¹ Aujourd'hui, une commune de Stutensee, au nord de Karlsruhe dans le Bade-Wurtemberg. On gagne évidemment pour suivre les informations de ce chapitre d'Engels à se munir d'une carte à grande échelle de la région.

martiale à Fribourg et à Rastatt et enfin le meurtre lent, secret et par conséquent encore plus cruel des prisonniers de Rastatt, par les mauvais traitements, la faim, l'entassement dans des cachots humides et étouffants et le typhus provoqué par tout cela. La raison de la tiédeur des Prussiens dans la conduite de la guerre était bien la lâcheté, mais la lâcheté des chefs. Sans compter la précision lente et timorée de nos héros prussiens du bouton de guêtre et de la manœuvre, qui suffit à rendre impossible toute opération audacieuse et toute décision rapide, sans compter le règlement de service circonstancié qui doit indirectement empêcher le renouvellement de tant de défaites honteuses - comment les Prussiens auraient-ils jamais pu utiliser une tactique aussi insupportablement ennuyeuse pour nous et aussi déshonorante pour eux, s'ils avaient été sûrs de leurs propres hommes? Mais c'était là la raison. Messieurs les généraux savaient qu'un tiers de leur armée était composé de régiments de la garde nationale qui regimbaient et qui à la première victoire de l'armée d'insurrection se joindraient à elle et entraîneraient très rapidement la défection de la moitié des régiments de ligne et notamment de toute l'artillerie. Et ce qui serait advenu alors de la maison Hohenzollern et de sa couronne intacte est sans doute assez clair. (page 170)

Du côté des insurgés, à côté des multiples scènes d'ivresse, ce sont quelquefois les mutineries qui font l'évènement.

Un exemple :

On fit halte près de Tiefenbach. Pendant que nos troupes se rafraîchissaient, Willich expédia quelques dépêches. Le bataillon Knierim¹ découvrit à Tiefenbach une sorte de cave municipale, mit la main dessus, en sortit les tonneaux de vin et, en l'espace d'une heure, tout le monde était ivre. La colère provoquée par leur peur des Prussiens le matin, le bruit des canons d'Ubstadt, le peu de confiance que s'inspiraient mutuellement ces héros et qu'ils avaient en leurs officiers, tout cela, exaspéré par le vin, éclata brusquement en une rébellion ouverte. Ils réclamèrent que l'on revienne immédiatement en arrière; car les éternelles marches dans les montagnes devant l'ennemi ne leur plaisaient pas. Comme il n'était évidemment pas question de cela, ils rebroussèrent chemin de leur propre chef. La « colonne Robert Blum² », qui devait tout dévorer, se joignit à eux. Nous les laissâmes partir et nous nous dirigeâmes sur Waldangeloch. (p. 184)

Avant même d'aborder le récit des derniers combats autour de Rastatt, Engels se livre à **un chaleureux hommage** à son camarade **Joseph Moll**³ qui trouvera la mort au cours de cette bataille, le 28 juin 1849.

De tous les côtés, on a élevé des monuments aux victimes plus ou moins cultivées du soulèvement badois : dans la presse, dans les cercles démocratiques, en vers, en prose. Mais personne ne parle des centaines et des milliers d'ouvriers qui ont livré les combats, qui sont tombés sur les champs de bataille, qui ont pourri vivants dans les casemates de Rastatt ou qui maintenant à l'étranger, seuls de tous les émigrés, doivent goûter l'exil jusqu'à la lie de la misère. L'exploitation des ouvriers est une chose traditionnelle et trop habituelle pour que nos « démocrates » officiels voient en ces ouvriers autre chose qu'une matière première agitable, exploitable et explosible, que de la chair à canon pure et simple. Nos « démocrates » sont beaucoup trop ignorants et beaucoup trop bourgeois pour comprendre la position révolutionnaire

¹ Ce bataillon de milice populaire badois constituait un renfort récent : « Le bataillon Knierim était digne de son chef et M. Knierim était digne de son bataillon. L'un et l'autre étaient de convictions fermes, effroyables grandes gueules, tapageurs et toujours saouls » (p. 182).

² Du nom de Robert Blum, ce député de Francfort exécuté par les Autrichiens à Vienne. Ce bataillon constituait un renfort récent. Engels commente ainsi son arrivée : « un corps d'environ soixante hommes qui ressemblaient à des cannibales et avaient accomplis d'importants exploits dans les réquisitions » (p. 182)

³ Dans son *Histoire de la Ligue*, Engels insiste sur le rôle de ce militant de la première heure, au sein de la *Ligue des Justes* d'abord, puis au Comité central de la *Ligue des communistes* dès sa création. Nous renvoyons au chapitre 4.6 de notre fascicule 14 consacré au *Manifeste*.

du prolétariat et l'avenir de la classe ouvrière. C'est aussi la raison de leur haine pour ces caractères typiquement prolétariens, trop fiers pour les flatter, trop conscients pour se laisser utiliser par eux, qui cependant sont présents les armes à la main, chaque fois qu'il s'agit de renverser un pouvoir existant et qui représentent directement le parti du prolétariat, dans tous les mouvements révolutionnaires. Mais si ce n'est pas l'intérêt des soi-disant démocrates de rendre justice à de tels ouvriers, c'est au contraire pour le parti du prolétariat un devoir de les honorer comme ils le méritent. Et Joseph Moll, de Cologne, était l'un des meilleurs de ces ouvriers.

Moll était horloger. Il avait quitté l'Allemagne depuis des années et avait appartenu à toutes les associations révolutionnaires publiques et secrètes de France, de Belgique et d'Angleterre. Il avait aidé à fonder le cercle ouvrier allemand à Londres en 1840. Après la révolution de février, il revint en Allemagne et prit rapidement avec son ami Schapper la direction du Cercle ouvrier de Cologne. Réfugié à Londres depuis l'émeute de rue de Cologne en 1848¹, il revint bientôt en Allemagne sous un faux nom, fit de l'agitation dans les régions les plus diverses et se chargea de missions si périlleuses qu'elles effrayaient tout autre². Je le retrouvai à Kaiserslautern. Il se chargea là aussi de missions en Prusse qui, s'il avait été découvert, lui auraient valu la grâce immédiate de recevoir douze balles dans la peau. En rentrant de sa deuxième mission, il réussit à traverser toutes les armées ennemies jusqu'à Rastatt où il entra aussitôt dans la compagnie ouvrière de Besançon de notre corps. Trois jours plus tard, il était tué³. Moi, je perdis en lui un vieil ami et le parti l'un de ses combattants d'avant-garde les plus infatigables, les plus intrépides et les plus sûrs.

Le parti du prolétariat était assez fortement représenté dans l'armée badoise-palatine surtout dans les corps francs comme le nôtre, dans la région des réfugiés, etc., et il peut en toute tranquillité défier tous les autres partis d'accabler du moindre blâme un seul de ses adhérents. Les communistes les plus résolus furent les soldats les plus courageux. (pp. 187-188)

*

Après avoir relaté dans le détail les derniers mouvements de troupes près de la frontière suisse, Engels engage **ses conclusions**.

L'analyse qu'il développe gagne à être lue en relation avec un autre texte d'importance quasiment contemporaine, celui de *l'Adresse du Comité central à la Ligue des Communistes* datée de mars 1850. Ils partagent en effet **deux arguments majeurs** : 1. Le caractère désormais irréductible de l'antagonisme de classe et la responsabilité centrale de la classe ouvrière dans la prochaine révolution 2. La disqualification de la bourgeoisie grande et petite dans la conduite de la société.

Depuis la défaite de juin 1848⁴, la question qui se pose à la partie civilisée du continent européen est la suivante : ou bien domination du prolétariat révolutionnaire, ou bien domination des classes qui régnaient avant février. Un moyen terme n'est plus possible. En Allemagne surtout, la bourgeoisie s'est montrée incapable de régner, elle ne

¹ Le 25 septembre 1848, alors que devait se tenir à Cologne le 2^e congrès des démocrates rhénans, la police décide de procéder à plusieurs arrestations : Karl Schapper et Heinrich Becker sont incarcérés pour incitation à la guerre civile. Engels et Moll parviennent à s'enfuir : le premier en Suisse, le second en Angleterre. Marx évoque les incidents dans son article du 13 octobre « La révolution de Cologne » dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* (NGR2, p. 51).

² Si Moll revient clandestinement en Allemagne en février 1849, c'est en vue, semble-t-il, de consolider la reconstitution de la Ligue dont la *commune* de Londres venait de reconstituer un nouveau comité central avec à sa direction Heinrich Bauer, Georg Eccarius et lui-même.

³ Pour la précision du détail, signalons qu'Engels écrit dans ses *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue* (de septembre 1890) que Moll fut « tué d'une balle dans la tête au combat de la Murg, devant le pont de Rotenfels » alors que dans ce texte ici même, il relate : « Moll reçut une balle dans le ventre (...) et mourut ensuite de sa blessure ». (p. 190).

⁴ Ici juin 1848 et plus loin juin 1849 : cette permanence d'une référence à la situation politique française est très remarquable.

put maintenir sa domination sur le peuple qu'en l'abandonnant à la noblesse et à la bureaucratie. Alliée à l'idéologie allemande, la petite bourgeoisie tenta avec la Constitution du Reich une conciliation impossible, qui devait retarder le combat décisif. La tentative ne pouvait qu'échouer; ceux qui prenaient au sérieux le mouvement ne prenaient pas au sérieux la Constitution et ceux qui prenaient la Constitution au sérieux ne prenaient pas le mouvement au sérieux.

Mais les résultats de la campagne pour la Constitution du Reich n'en furent pas moins importants. Ayant tout, cette campagne a simplifié la situation. Elle a supprimé une série infinie de tentatives de compromis; maintenant qu'elle est perdue, la victoire ne peut aller qu'à la monarchie féodale démocratique un peu constitutionalisée ou à la véritable révolution. Et la révolution ne peut plus se terminer en Allemagne qu'avec la domination totale du prolétariat.

En outre, la campagne pour la Constitution du Reich a considérablement contribué au développement des oppositions de classes dans les pays allemands où elles n'étaient pas très accusées. Surtout dans le Bade: comme nous l'avons vu, il n'y avait dans le Bade avant l'insurrection presque aucune opposition de classes. D'où la domination reconnue des petits bourgeois sur toutes les classes de l'opposition, d'où l'unanimité apparente de la population, d'où la rapidité avec laquelle les Badois comme les Viennois passent de l'opposition à l'insurrection, tentent un soulèvement à chaque occasion et ne craignent même pas le combat en rase campagne avec une armée régulière. Mais dès que l'insurrection fut déclenchée, les classes ressortirent plus nettement, les petits bourgeois se séparèrent des ouvriers et des paysans. Ils se sont déshonorés pour l'éternité avec leur représentant Brentano. (...) Les ouvriers et les paysans, qui souffrent tout autant que les petits bourgeois de l'actuelle domination du sabre, n'ont pas fait en vain l'expérience du dernier soulèvement, eux qui, outre leurs frères tombés ou assassinés qu'ils ont à venger, veilleront bien à ce que ce soit eux et non les petits bourgeois qui aient le gouvernail en main dans la prochaine insurrection.

(...)

Du point de vue politique, la campagne pour la Constitution du Reich était d'avance manquée. Du point de vue militaire, elle l'était également. Sa seule chance de succès était hors d'Allemagne, dans la victoire des Républicains à Paris le 13 juin - et le 13 juin a échoué. Après cet événement, la campagne ne pouvait pas être plus qu'une farce plus ou moins sanglante. Elle ne fut rien d'autre.

(...)

Mais cette comédie eut une fin tragique, grâce à la soif de sang de la contre-révolution. Les mêmes guerriers qui plus d'une fois ont été pris d'une peur panique au cours des marches ou sur le champ de bataille, sont morts en héros dans les fossés de Rastatt¹. Pas un n'a supplié, pas un n'a tremblé. Le peuple allemand n'oubliera pas les fusillades et les casemates de Rastatt; il n'oubliera pas les grands hommes qui ont commandé ces infamies, mais il n'oubliera pas non plus les traîtres qui en portent la responsabilité par leur lâcheté: les Brentanos de Karlsruhe et de Francfort.

Le texte de l'*Adresse* ajoutera à cette analyse une condition supplémentaire plus explicite : la nécessité pour le prolétariat de se constituer en parti autonome.

Nous réservons l'examen de ce document à un prochain fascicule centré sur la réorganisation de la *Ligue* en cette année 1850.

¹ Les Prussiens se garderont bien d'attaquer de front une place munie de redoutables défenses. Mais à vrai dire, les 6.000 défenseurs (« l'élite des troupes révolutionnaires », note Jacques Droz) n'avaient d'autre solution que de se rendre. La forteresse capitule le 23 juillet 1849. Les résistants seront enfermés dans les casemates de la citadelle et sévèrement jugés par la justice militaire prussienne (J. Droz, op.cit., pp. 617-620)

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (le), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (le), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (le), Protagonistes	Vol. 11
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (<i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, L'armistice prusso-danois (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, L'agitation chartiste (<i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre (<i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (<i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11
F. Engels, La <i>Kölnische Zeitung</i> et la révolution de juin. (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 1 ^{er} juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, La lutte des Magyars (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> des 1 ^{er} et 2 juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste (<i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique (<i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (<i>The Northern Star</i> du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste (<i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Le programme agraire des chartistes (<i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (<i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5

F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres de France (The Democratic Review, janvier-août 1850)</i>	Vol. 15
F. Engels, Le 23 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 24 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 25 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, La campagne pour la Constitution du Reich	Vol. 17
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale (<i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne	Vol. 17
F. Engels, sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx	Vol. 16
Charles Fourier : Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier : Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier : L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel : L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel : Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel : La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabet	Vol. 13
Sylvain Maréchal, Manifeste des Egaux	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, Préfaces au Manifeste	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste, une œuvre de plagiaires ?</i>	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, Lettre au parlement ouvrier (<i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11
K. Marx, Le libre-échange et les chartistes (<i>New York Daily Tribune</i> du 25.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (1)	Vol. 15
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (2)	Vol. 16
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2

K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. <i>Une découverte scientifique</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. <i>La métaphysique de l'économie politique</i>	Vol. 8
K. Marx, Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde	Vol. 16
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs (<i>New York Daily Tribune</i> du 21.08.1852)	Vol. 11
Charles de Montalembert, Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse	Vol. 16
J. Nagels, « Le point de vue de la production dans le marxisme »	Vol. 8
J. Nagels, « David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs »	Vol. 8
Note sur l'aristocratie financière	Vol. 16
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
Note sur la garde nationale mobile	Vol. 15
Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur les journées de juin	Vol. 15
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Constantin Pecqueur/ Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
Philippe Gigot, <i>le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16
Jacques Roux, Manifeste des Enragés	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Vorwärts, Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10